

Notre langue face à l'Europe

II. — Un traité pour une « communauté culturelle »

par MAURICE ALLAIS (*)

COMME je l'ai indiqué dans mon précédent article (*Le Monde* du 12 juillet), l'anglais, d'une manière irrésistible, est en passe de devenir la langue mondiale par excellence comme l'a été autrefois le latin pendant des siècles. Que devons-nous faire, face à une telle évolution ?

Faut-il consentir en Europe à une hégémonie totale de l'anglais et, par là même, à une hégémonie culturelle anglo-saxonne ?

Certains n'hésitent pas à prôner l'usage de l'anglais comme langue européenne unique. Mais n'y a-t-il pas là un réel danger, non seulement pour nous Français, mais aussi pour les Allemands, les Espagnols, les Italiens et les autres peuples de la Communauté européenne ?

La langue d'un peuple représente une partie de son âme, et un strict bilinguisme risque de compromettre son épanouissement. En réalité, ce dont nous avons tous besoin, nous Européens, c'est d'un plurilinguisme, au moins d'un trilinguisme.

Aucun des peuples de la Communauté européenne ne peut, sans risquer de perdre son âme et sa culture, consentir à l'utilisation du seul anglais en tant qu'instrument de communication avec ses voisins, et cela sans aucun contrepoint.

Pendant des siècles, les élites européennes ont été élevées dans l'atmosphère des cultures grecque et latine, conjuguée avec la connaissance approfondie d'au moins une langue vivante. C'est la diversification des influences culturelles qui les a enrichies.

Se comprendre

A vrai dire, il ne s'agit plus aujourd'hui de la seule défense de la langue française, mais également de la défense de la langue allemande, de la langue espagnole, et de toutes les autres langues de la Communauté européenne. Est-il réellement souhaitable que pour communiquer avec un Allemand, un Français soit obligé d'utiliser l'anglais, et vice versa ? Au-delà de la défense de nos langues, il s'agit très réellement de la défense commune de nos cultures.

En fait il est vain d'espérer que l'on pourra résoudre efficacement les multiples problèmes que posent l'insécurité et le fonctionnement d'une union européenne si, parmi les participants, il n'y a pas une communauté de culture européenne.

La réalisation d'une communauté européenne véritable est

aujourd'hui la tâche à accomplir. Pour la mener à bien, il faut susciter à tous les échelons de décision un *esprit européen* qui puisse l'emporter sur les tendances chauvines particularistes. Cet esprit européen existe déjà potentiellement chez la grande majorité des Européens. Il ne reste qu'à le développer et à le vivifier.

Vrai dire, la condition préalable pour la réalisation de toute communauté européenne réelle, c'est la réalisation d'un esprit européen véritable, et cette réalisation elle-même est subordonnée à la possibilité pour les Européens de se comprendre mutuellement.

C'est un fait, par exemple, que l'enseignement de l'histoire est biaisé dans chaque pays. L'histoire de l'Europe pour un Anglais ou un Allemand diffère considérablement de l'image que s'en fait un Français.

Contrepoints

Au total, l'édification de l'Europe suppose le plurilinguisme, et au moins le trilinguisme. Là se trouve la voie pour une défense efficace de la langue française comme d'ailleurs de la langue allemande, de la langue italienne, de la langue espagnole, et des autres langues. En tout état de cause, dans chaque pays européen, le français aurait généralement de grandes chances d'être choisi comme troisième langue.

A l'heure actuelle, par suite de la prédominance croissante de la langue anglaise, le risque est grand que l'Europe ne tombe peu à peu sous une domination de fait de la culture anglo-saxonne. La question aujourd'hui est ainsi de mettre en place des contrepoints efficaces. Quelle que soit l'admission que l'épreuve personnelle pour de très nombreux auteurs de langues anglaise, de tels contrepoints n'apparaissent absolument nécessaires.

Pour la Grande-Bretagne elle-même, n'est-il pas de son intérêt bien entendu de continuer à développer, comme elle l'a toujours fait dans le passé, l'enseignement des langues autres que la sienne, et de continuer à s'ouvrir à la culture des autres peuples de la Communauté européenne ?

Si l'on veut réaliser une véritable communauté économique et la communauté politique qui la conditionne, si l'on veut réaliser un véritable humanisme européen fondé, non pas sur la domination d'une seule langue et d'une seule

culture sur toutes les autres, mais sur un juste équilibre entre les différentes langues et les différentes cultures, nous nous devons de réformer fondamentalement l'enseignement supérieur dans chacun de nos pays.

Cette réforme comporterait, après une période de transition convenable, l'obligation pour chaque université de la Communauté européenne d'inclure dans son corps enseignant un tiers de professeurs étrangers enseignant chacun sa propre discipline dans sa propre langue.

Chaque étudiant serait tenu de prendre un tiers de ses unités de valeur dans les enseignements donnés par les professeurs étrangers de deux langues au moins, et aucun diplôme de licence ou de doctorat ne pourrait être délivré si le moyennement des notes correspondant à ces enseignements ne dépassait pas une certaine valeur.

Cette réforme se fonderait sur l'engagement de chaque pays membre de la Communauté européenne de la mettre en œuvre sur la base d'obligations réciproques, et elle serait concrétisée par un traité.

Dans un tel traité, il serait inutile de prévoir les réformes correspondantes des enseignements primaires et secondaires que, dans un stade ultérieur, chaque pays serait nécessairement amené à mettre en œuvre pour les mettre en harmonie avec la réforme des universités.

Cependant, un tel traité pourrait utilement inclure un très grand nombre de dispositions destinées à favoriser la réalisation d'une « communauté culturelle européenne » dans un très grand nombre de domaines comme, par exemple, le développement de la recherche scientifique, la publication d'articles et d'ouvrages littéraires et scientifiques d'intérêt européen, les bourses d'étudiants et leurs séjours dans les pays de la Communauté, la liaison des universités et des activités industrielles et commerciales, la liaison de la communauté culturelle européenne avec les pays extérieurs à la Communauté, etc., et d'une manière générale l'intégration de tous les accords déjà existants de caractère culturel et européen.

Un « grand prix »

Tout particulièrement, ce traité pourrait prévoir la création d'un « grand prix européen de la culture » destiné à récompenser chaque année le ou les meilleurs ouvrages tendant à favoriser la création d'un esprit européen et à promouvoir la culture européenne en harmonie avec les différentes cultures de la communauté culturelle européenne.

Naturellement et à défaut d'un engagement général des membres de la Communauté économique européenne, des engagements réciproques sur la communauté culturelle européenne pourraient toujours être pris par tout groupe de pays participants.

A vrai dire, on ne peut que s'étonner que personne n'ait proposé jusqu'ici la création d'une communauté culturelle européenne, complètement indispensable de la Communauté économique européenne et fondement nécessaire de l'Europe à construire.

Dans le cadre d'une telle communauté, la compréhension mutuelle des Européens, non seulement de leurs langues, mais également de leurs cultures, permettrait de concrétiser un progrès considérable vers la réalisation d'un esprit européen véritable, nullement incompatible avec le maintien pour chaque peuple de sa propre langue et de sa propre culture.

Par le pluralisme des cultures, chacune d'elles, se complétant et s'enrichissant par le contact vivant des autres, un humanisme européen se développerait peu à peu.

L'enseignement pluraliste de la littérature, de l'histoire, de l'économie, de la sociologie et de la science politique, permettrait de faire disparaître les antagonismes artificiels, et trop souvent aveugles, entre les différents peuples qui s'opposent à leur compréhension réciproque.

L'Europe unie que jusqu'ici aucun peuple n'a su ou pu réaliser sous sa conduite et par la force, nous pouvons aujourd'hui la réaliser par notre commun intérêt par le maintien et le développement de chacune de nos langues et de nos cultures, enrichies par la diversité des apports de ses voisines.

Devant la situation potentiellement instable qui se constate aujourd'hui dans le monde entier : la situation économique potentiellement instable du monde occidental, la situation politique potentiellement instable de la Russie soviétique et des pays de l'Est, de la Chine, des pays d'Amérique latine et du Moyen Orient, les Européens doivent prendre conscience de l'urgence pour eux de la construction économique, politique et culturelle de l'Europe. Il leur faut sacrifier l'accessoire pour sauvegarder l'essentiel et préparer réellement leur avenir.

Le traité pour une communauté culturelle européenne que je propose, si radical qu'il puisse paraître à première vue et si modéré qu'il est en réalité au regard des circonstances, peut contribuer puissamment à consolider les résultats de nos efforts de ces dernières décennies et donner l'impulsion pour la création d'une véritable Communauté européenne sous la bannière de la culture et de l'humanisme. Cette Europe culturelle et humaniste, elle existe déjà dans les cœurs de la plupart des Européens. Il s'agit simplement aujourd'hui de la concrétiser.

La défense intelligente et réaliste de la langue, de la pensée et de la culture française dépend en dernière analyse de l'édification de cette communauté culturelle européenne que nous devons appeler de tous nos vœux.

FIN

(*) Prix Nobel d'économie.

SCIENCES

Recherche et vérité

par le professeur ALFRED SPIRA (*)

LES enjeux économiques, sociaux et politiques de la recherche mettent de plus en plus fréquemment au premier plan, dans nos sociétés hyper-médiatisées, les chercheurs et la recherche. Cette évolution n'est pas nouvelle. Mais alors que Champollion se bécotait d'abord à l'académie avant de porter le débat sur la place publique, c'est aujourd'hui l'inverse qui se produit. Cela comporte d'importantes risques de dérapage et, en définitive, de limitation de la liberté des chercheurs. L'information circule en effet de façon très rapide, fragmentaire, entraînant parfois des prises de position qui dépassent l'intention première de leurs auteurs. Cependant, cette médiatisation est imposée aux chercheurs par les intérêts et les enjeux des recherches.

L'évolution actuelle de l'affaire de la « mémoire de l'eau » nous montre bien les dangers auxquels nous sommes confrontés. Au départ, on trouve le désir de scientifiques, en dehors de tout esprit partisan, d'appliquer des méthodes d'investigation modernes à l'étude de l'homéopathie. Un essai contrôlé mené dans des conditions rigoureuses n'a permis de mettre en évidence aucune différence entre l'homéopathie et un placebo, en mesurant sous l'effet de ces médicaments le retour du transit intestinal après des interventions chirurgicales abdominales. Dans la même temps, on a tenté de mesurer l'effet de hautes dilutions d'une protéine sur un système cellulaire simple et maintenant classique, la dégranulation des basophiles. Les premiers résultats observés sont surprenants, puisque, à des dilutions où aucune molécule de la solution de départ n'est plus présente, un effet biologique est encore observé, bien que de façon inconstante d'une expérience à l'autre.

Ces résultats font l'objet de multiples vérifications, puis donnent lieu à une annonce qui fit beaucoup de bruit dans les colonnes du *Monde*, précédant de peu la publication dans *Nature*. Cette prestigieuse revue scientifique hésitait depuis deux ans sur l'opportunité d'une telle publication. Ces résultats sont d'ailleurs tellement incroyables (selon les propres termes de l'éditorial de *Nature*, que, de façon inhabituelle, une commission d'enquête est envoyée par la revue dans le laboratoire. Cette commission ne comporte aucun spécialiste de la biologie cellulaire, mais, par contre, un magicien, détecteur expert de tricheries.

Les conclusions de cette commission sont peu claires, puisqu'elles nécessitent plus de place dans la revue que l'article incriminé. Aucune tricherie n'a pu être mise en évidence, et les enquêteurs laissent en réalité pendantes la plupart des questions scientifiques qui se posent. En témoignage la très abondante correspondance qui sera publiée dans *Nature*, mais également dans de nombreuses autres revues scientifiques.

Dans le même temps, les médias, qui ont été les premiers à rapporter ces résultats, conti-

nent à longuement ouvrir leurs colonnes aux différents protagonistes de l'affaire. De façon moins spectaculaire mais tout aussi efficace, monte des milieux scientifiques établis une réprobation indignée des méthodes de communication utilisées, puis, et c'est là le plus important, du sujet de recherche lui-même et de son principal auteur. Finalement, fin 1988, l'attitude de l'établissement scientifique est quasi unanime : « Jacques Benveniste déshonore la recherche scientifique française. » Cela est très gênant pour l'image internationale de notre pays — n'avons-nous pas récemment découvert le virus du sida ? — mais surtout pour l'image des quelques rares Français prétendants potentiels à la reconnaissance suprême tant convoitée, le prix Nobel.

On peut dire que, à partir de là, il ne s'agit malheureusement plus d'un débat scientifique, mais d'une volonté constante d'arrêter une recherche en utilisant des méthodes contraires à la démarche scientifique.

Les résultats sur les hautes dilutions sont inexplicables ? Essayons de les expliquer ! Les chercheurs se sont trompés, on nous a trompés ? Donnons-nous les moyens de le montrer ! N'est-ce pas, dans ces conditions, du premier devoir des gestionnaires de la recherche de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour faire apparaître la vérité scientifique ? N'est-ce pas du premier devoir des chercheurs de consacrer une partie de leur précieux temps à élucider cette nouvelle énigme qui leur est posée, dans la mesure bien entendu où leurs outils de travail s'y prêtent un tant soit peu ? C'est personnellement ce que j'ai décidé de faire depuis un an. Il faut élucider le problème qui nous est posé, celui de la transmission possible de l'information par des supports non moléculaires. Il faut en même temps permettre à la recherche scientifique de se protéger, comme elle l'a toujours fait, de toutes les tentatives faites pour lui imposer ses évolutions, les voies de recherche qui sont autorisées et celles qui ne le sont pas.

Les erreurs scientifiques sont plus fréquentes que les grandes découvertes, et nous sommes peut-être encore une fois confrontés à une erreur. Il n'est cependant pas dans la logique de la recherche d'abandonner un problème au milieu du gué. La responsabilité des chercheurs eux-mêmes est de se donner les moyens de connaître la vérité. Lorsqu'un chercheur pose des questions qui remettent en cause les savoirs établis, il fait son travail, tout son travail. Vouloir l'empêcher de poursuivre ses investigations alors qu'on n'a pas démontré qu'il était dans l'erreur est une limitation indéfendable de sa liberté, de notre liberté.

Je continuai donc à travailler avec Jacques Benveniste tant que nous n'aurons pas démontré que ses résultats sont faux ou exacts.

(*) Directeur de l'unité INSERM U 292.

Mahmoud Hussein
VERSANT SUD
DE LA LIBERTÉ

"L'émergence de l'individu dans les sociétés du Sud est un événement majeur. Mahmoud Hussein en est le prophète."

Jean Lacouture, *Le Nouvel Observateur*.

"Mahmoud Hussein exprime les convictions d'une majorité qui se bat, loin de l'Occident, pour l'émergence de l'individu, pour l'universalité des principes de démocratie et de liberté."

Tahar Ben Jelloun, *Le Monde*.

"Les auteurs ont rédigé un bel essai : un manifeste brillant et aigu qui retire à l'Occident la régence de la liberté."

Olivier Mongin, *Esprit*.

"Mahmoud Hussein nous redonne les raisons de penser la vie par une réflexion qui fait appel tout à la fois à la raison, à la logique et à l'éthique."

Henri Lopes, *Télérama*.



LA DÉCOUVERTE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-00-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 204 134 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-00-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 204 134 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

81 MONO

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les signes propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الناصر

مكتبة الناصر

Etranger

... Le Monde • Jeudi 13 juillet 1989 3

La visite du président américain en Pologne et en Hongrie

A Budapest comme à Gdansk, M. Bush a passé en revue les contestataires d'Europe de l'Est

Le président George Bush devait annoncer, mercredi 12 juillet à Budapest, un plan d'assistance prévoyant notamment la création d'un fonds de 25 millions de dollars pour le développement du secteur privé en Hongrie et en Pologne à ce pays de la classe de la nation la plus favorisée.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Gdansk et Budapest à quelques heures d'intervalle. Les deux villes phares de la remise en cause du système communiste en Europe de l'Est, avec, sur la Baltique comme sur le Danube, le même accueil enthousiaste. Ce fut, mardi 11 juillet, une belle journée pour le président Bush qui rayonnait de bonheur et d'excitation, sous le soleil de Gdansk comme sous l'orage à Budapest.

Un discours à la porte des chantiers navals de Gdansk, sur une place où Solidarité semblait avoir pris le pouvoir par anticipation, avec un Lech Walesa jouant les maîtres de maison. Un autre discours, abrégé par les intempéries, au pied de la statue de Kosciuszko, le héros de la guerre d'indépendance hongroise de 1848, devant une foule transie de pluie mais débordante de sympathie, au sein de laquelle l'opposition hongroise avait agressivement déployé ses banderoles.

En d'autres temps, on aurait pu accuser le président américain de venir jouer les bouts feux, mais tout s'est passé le plus tranquillement du monde. Le « président de la liberté », comme l'affirmaient une grande banderole suspendue à une clôture du chantier de Gdansk, n'avait, pour l'essentiel, qu'à rendre hommage à ce qui, sur place, avait déjà été fait et promettre l'aide de

l'Amérique pour que le mouvement vers la démocratie puisse se poursuivre sans drame et sans catastrophe économique. Le tout avec le consentement des autorités locales qui, elles aussi, ne jurent désormais que par la « réforme » et la « démocratisation » en donnant à ce mot une signification qui n'est plus l'exacte antithèse de ce que leur opposant entendait par ce mot.

A Gdansk, ce consentement officiel ressemblait fort à de la résignation : qu'on ait permis à une foule compacte de se rassembler sans contrainte pour saluer le président américain sur une place symbolique entre toutes, dont l'accès, ces dernières années, était barré les jours de manifestations par des troupes de policiers en tenue de combat, n'a qu'une explication toute simple : le pouvoir a fini par baisser les bras devant une opposition plus persévérante que lui. La présence de M. Bush n'était rien d'autre que la consécration d'une défaite déguisée en armistice, un point sur le « I » de Solidarité.

T-shirts
américains

Cela dit, l'optimisme et les slogans rutilants ne sont plus de mise depuis longtemps en Pologne, où personne n'a oublié le coup de bâton de 1981, et Lech Walesa a été le premier à appeler à la prudence : « Les réformes politiques et les réformes économiques doivent aller de pair », fruits de quoi tout risque de se terminer « comme sur la place de la Paix céleste » (Tiananmen).

Précisément à l'aise dans son rôle d'hôte quasi-officiel de président américain, aussi courtisan dans son costume noir que M. Bush était fiancé dans son vêtement clair, M. Walesa a reçu son comptant d'hommage de la part de M. Bush et d'ovation de la part de la foule.

Cette seconde et dernière journée de la visite de M. Bush en Pologne

fut presque exclusivement celle de Solidarité. Certes, le général Jaruzelski vint lui-même à Gdansk pour accompagner le président américain, et Westerplatte où un croiseur allemand tira, il y a cinquante ans, les premiers coups de canon de la seconde guerre mondiale, et pour la cérémonie d'adieu à l'aéroport — les deux seuls événements retransmis par la chaîne nationale de télévision. Mais devant les chantiers navals, c'est Solidarité qui s'était chargée de l'organisation et avait distribué les invitations à venir écouter, de près, le président américain, tandis que des ouvriers des chantiers navals, arborant des T-shirts offerts par l'ambassade américaine, assuraient le service d'ordre.

Ces T-shirts américains ne sont d'ailleurs qu'un avant-goût de la suite. Le chœur Lénine, que le gouvernement de M. Rakowski avait décidé de fermer l'an dernier, provoquant une grève qui contrecarra grandement la remise de Solidarité, devait passer sous peu sous contrôle privé « polono-américain » en termes d'une histoire presque trop belle pour être vraie : en 1969, une jeune femme, Barbara Piasenka, quitte la Pologne pour les Etats-Unis et se retrouve comme femme de ménage dans un hôtel avant de séduire et d'épouser le riche patron de la chaîne et de la firme de produits d'entretien Johnson and Johnson qui lui légua sa fortune à sa mort. M^{me} Piasenka-Johnson gagna le procès que lui intentèrent les autres héritiers potentiels et, vingt ans après son départ de Pologne, s'apprêta, après avoir largement aidé une fondation médicale de Solidarité, à investir 100 millions de dollars dans ce qui reste du grand chantier naval qu'elle contrôlera à 55 %.

Le discours de M. Bush fut sans surprise, une exaltation du « rêve » polono-américain et du « rêve » américain mis en parallèle, avec ce qu'il fallait de chaleur, d'honnêteté et de références à l'histoire de la Pologne. Tout cela fut très bien accueilli, y compris le passage où M. Bush exhorta les chefs de file de la jeune Pologne, à préférer rester dans son pays, « à cette époque de transition historique, d'opportunité sans précédent », plutôt que d'aller tenter sa chance en Amérique. A peu près tous les participants nous avons interrogés après le discours se sont déclarés ravis.

Anapourant, le couple Bush avait défilé en tête à tête avec le couple Walesa dans la maison achetée l'an dernier par le président de Solidarité et partiellement retapé pour la circonstance. Il y eut quelques banalités (« Vous devez avoir des hivers très froids ici », remarqua M. Bush) et beaucoup de photographes, mais M. Walesa a profité de l'occasion

pour exposer, oralement et par écrit, ce qu'il estime nécessaire au redressement économique de son pays. Il s'agit de ces dix milliards de dollars déjà mentionnés par un économiste de Solidarité, un chiffre qui, selon le porte-parole de la Maison-Blanche, « n'est pas déraisonnable compte tenu des besoins de la Pologne ».

Mais le même porte-parole ajoute que ce chiffre n'a été présenté à la partie américaine que comme une estimation, et qu'il devrait en tout état de cause représenter des investissements et non des crédits. M. Bush s'est engagé à évoquer la question devant ses collègues des grands pays industrialisés lors du sommet de Paris.

Tchécoslovaquie
ignorée

En fin d'après-midi, l'énorme troupe d'assistants en tous genres et de journalistes qui accompagne le président américain à bord d'une flottille d'avion, s'envole vers le sud et, ignorant la Tchécoslovaquie, traversée d'un coup d'aile parce qu'elle refuse de suivre le mouvement de réforme qui agite la Pologne et la Hongrie, se retrouve à Budapest.

Un terrible orage vient de s'abattre sur la ville, mais la foule qui attend depuis des heures sous la pluie est fidèle au rendez-vous. Au-dessus des parapluies, les banderoles commencent à déteindre : « Liberté pour la Tchécoslovaquie », « Ne faites pas confiance aux communistes ». La place Kossuth, juste devant le Parlement où le président américain commence sa visite par un discours public, est devenue l'un des hauts lieux des manifestations de l'opposition (les pancartes du « Forum démocratique hongrois » apparaissent en nombre à côté des proclamations de soutien aux Hongrois de l'extérieur). Les autorités ne pouvaient pas ignorer ce qui se préparait mais n'en ont rien fait, par préoccupation. Le président Straub, qui accueille M. Bush, parle, comme la veille les officiels polonais, de « symbole », de « réforme démocratique », et de « réconciliation ».

M. Bush, lui, renonce à lire un discours dont la Maison-Blanche avait pourtant annoncé par avance le caractère « émotionnel ». Il fait même mine de le déchirer et improvise quelques platitudes, mais avec aisance et chaleur, ravi de l'accueil qu'on lui fait. « Je salue les réformes qui ont lieu dans ce pays merveilleux (...). Nous espérons avoir de concert avec la Hongrie pour poursuivre les changements et les réformes. »

JAN KRAUZE.

URSS : débat autour des révolutions de 1789 et 1917

Une journée de perestroïka à Moscou...

MOSCOU
de notre correspondant

En début de journée, mardi 11 juillet, l'événement majeur était la présence à Moscou d'Adam Michnik, dissident dans un institut du ministère des affaires étrangères sur le socialisme, la perestroïka, l'Europe et le nationalisme. Il fallait se pincer pour y croire, pour se convaincre que le théoricien de l'opposition polonaise devenait désormais un interlocuteur reconnu des autorités soviétiques.

Il n'avait pourtant pas terminé son exposé que la vedette lui était déjà ravie par un membre du bureau politique, M. Alexandre Iakovlev, qui concluait un bilan des révolutions française et soviétique par un rappel du « Tu ne tueras point » des dix commandements.

Cela se passait dans un grand théâtre de Moscou, tout fleuri de drapeaux tricolores, personnalités, poètes, musiciens. Officiellement, on célébrait le Bicentenaire et une délégation était venue tout exprès de Paris sous la conduite du secrétaire d'Etat pour les relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaumont. Plus protocolaire, on ne pouvait pas faire, mais c'étaient les Soviétiques qui avaient voulu cela, insisté même auprès d'un Quai d'Orsay déjà submergé par les cérémonies parisiennes, et leur but était évidemment, sous couvert de notre 1789, de parler de 1917 et de la perestroïka.

D'emblée, donc, M. Iakovlev explique que « l'essence profonde de la Révolution française est d'avoir établi les grands principes de la liberté de pensée qui sont devenus la substance même du capital culturel de l'humanité ». Se serait-il arrêté là qu'on aurait compris que la liberté de pensée était à ses yeux une valeur fondamentale et universelle, que sa défense légitime des bouleversements sociaux et qu'elle était aussi pour l'essentiel par les chefs de file de la perestroïka. On aurait compris, mais M. Iakovlev a enchaîné en expliquant que la « force » de 1789 était d'avoir puisé ses sources dans la Réforme, les Lumières, Rousseau et Montesquieu, dans la défense de l'homme et dans celle de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs, dans Turgot — bref, dans tout ce que le communisme d'hier avait jeté aux oubliettes « poubelles de l'histoire ».

« Révolution
des consciences »

Publiquement, en tout cas, jamais un membre du bureau politique n'avait été si loin dans le réexamen de l'histoire et de celle des idées, mais ce n'était pas encore tout. Car après avoir dit et redit que la Révolution française avait « renversé un système de valeurs en proclamant que l'Etat était fait pour garantir les droits de l'homme », tel que la présomption d'innocence ou la liberté d'expression, M. Iakovlev en vient à son propos principal.

« La Révolution française a permis de découvrir le problème de la rupture entre les aspirations et la réalité », déclare-t-il, en expliquant que « la tragédie des révolutions du dix-huitième siècle est d'avoir voulu créer un royaume de vertus » et de n'avoir pas vu que « le risque de l'absence de patience était de conduire à l'intolérance », que les moyens ne devaient pas remplacer le but et qu'il y avait une « logique de l'autodestruction ».

Ce sont là, dit alors le chef de la Commission internationale du Comité central, les problèmes de toutes les révolutions. La française a justifié la justice sommaire, « dévoré ses propres enfants », envoyé à la guillotine Chénier et Levoisier, et « créé ses propres freins en se laissant séduire par la Terreur ». Quant à la soviétique, elle n'a pas su, malgré l'expérience historique, éviter le sang, et si la « contre-révolution » a été, sa part de responsabilité, le fait est aussi que beaucoup de camarades croyaient en la force purificatrice de la terreur (et à son utilisation) pour accélérer le processus de création de la société nouvelle ».

Si les mots ont un sens, c'est un mot maxime culpa qu'est en train, par ce discours, de prononcer ainsi le bureau politique soviétique — ou tout au moins sa fraction réformatrice. « L'histoire, poursuit M. Iakovlev, ne peut être autre (qu'elle a été) mais nous pouvons,

nous, être autres » en comprenant que « la violence engendre la violence (que) l'homme libre ne peut être créateur de coups de fouet (et que) les vrais révolutionnaires ne doivent pas faire de la révolution un dieu (mais) savoir quand il faut être révolutionnaire et quand il faut être réformiste ».

Or, pour l'heure, s'il faut une révolution, c'est celle « des consciences » — « la seule qui puisse remédier au cynisme. A la double morale et à l'absence de foi ». « C'est là le but de notre perestroïka mais ces tâches sont de dimension historique et ne peuvent être réalisées d'un coup », conclut M. Iakovlev en faisant un parallèle audacieux entre les grands anniversaires de l'époque : le millénaire du baptême de la Russie, le centenaire de l'Internationale socialiste et le Bicentenaire français — tous événements, dit-il, de la culture humaine.

M. Iakovlev
« réformiste »

Après cela le discours du ministre français ne pouvait être qu'un discours de ministre, coupé à deux reprises d'applaudissements impatients puis de fous rires quand M. de Beaumont, reconquiert, pour faire plus vite, à lire son texte en français à l'interprète, en débiter la traduction russe. Ce n'était pas vraiment à la hauteur, mais un membre de la délégation, M. Régis Debray, a su relever le gant par une improvisation assez brillante sur thème de la plus grande difficulté qu'il y a à terminer la révolution qu'à la commencer.

L'idée forte était que si la Révolution française a mis près d'un siècle à aboutir à la République française, les Soviétiques n'auraient pas encore, au bout de soixante-dix ans, de raisons de désespérer. Le ton était direct et chaleureux et si M. Debray s'est permis un très hasardeux parallèle entre Staline et Napoléon il a su faire oublier ce moment de confusion mentale en déclarant que M. Iakovlev était, comme lui-même, devenu un réformiste.

Le bras droit de M. Gorbatchev a souri. Un tabou de plus est tombé et on a pu entendre, dans les coulisses, l'ancien compagnon de « Che » Guevara demander à un dirigeant soviétique d'intervenir auprès de Castro pour obtenir la grâce des officiers cubains condamnés à mort. Là, c'était vraiment le point d'orgue de la journée mais auparavant il y avait eu M. Michnik, son rire d'été adolescent qui séduisait au rideau de fer et toutes les supputations sur les contacts officiels qu'il pourrait avoir avec le parti soviétique.

« Retour
dans l'Europe »

Le directeur du quotidien de Solidarité expliquait mardi que la culture russe a une portée universelle, que la perestroïka avait enfin permis à l'Union soviétique de voir en la crise polonaise ce qu'elle est — un élément de la crise générale du communisme — et que l'URSS, la Pologne et la Hongrie avaient aujourd'hui les mêmes aspirations. Toutes trois veulent préparer leur « retour dans l'Europe » et retrouver leur identité nationale, a-t-il dit en expliquant qu'une des formes de cette seconde aspiration (le repli nationaliste qui n'est pas l'amour de la patrie) pouvait entrer en conflit avec la première et qu'il y avait là une des grandes contradictions de l'heure. Loin des formations de gouvernement, l'exposé volait haut mais certaines questions volent bas, on a entendu M. Michnik déclarer singulier qu'il n'avait malheureusement pas de définition du socialisme à fournir, mais qu'une organisation en avait une — le KGB. Le mot a plu.

C'était une journée de perestroïka à Moscou, mais les réalités étant ce qu'elles sont, on apprendait le soir que les violences avaient repris (deux morts et une vingtaine de blessés) dans le Haut-Karabakh. Tout laisse penser que ces affrontements vont se poursuivre et tandis que M. Gorbatchev est à Leningrad le gouvernement a annoncé, mardi, sous les applaudissements des députés du Soviet suprême, que les étudiants actuellement sous les drapeaux seraient libérés par anticipation pour pouvoir reprendre leurs études.

BERNARD GUETTA.

GRANDE-BRETAGNE

Les grèves continuent

Quatrième mercredi sans trains, sixième mercredi sans métro pour les Londoniens, grève des dockers... La dégradation du climat social en Grande-Bretagne continue (le Monde du 6 juillet).

Après douze heures de désobéissance, mardi, entre British Rail et les quatre syndicats du rail, l'espérance d'une solution proche, dans le conflit qui affecte les chemins de fer, a été anéantie. La direction a accepté d'accorder 3,5 % d'augmentation salariale, mais en assortissant cette concession de conditions. Les syndicats ont donc maintenu leur mot

d'ordre de grève de vingt-quatre heures, mercredi.

Par ailleurs, une soixantaine de ports étaient affectés mardi par une grève illimitée des dockers, qui protestent contre la récente abolition, par le gouvernement, du monopole d'embauche. Cette grève, la première dans la profession depuis 1984, ne devrait cependant entraver que partiellement le commerce extérieur de la Grande-Bretagne, dans la mesure où une quarantaine de ports ne sont pas touchés par le conflit. — (AFP.)

Amériques

CUBA : alors que Washington reste circonspect

Le pape demande la grâce du général Arnaldo Ochoa

Le pape Jean-Paul II, dont une visite à Cuba est en principe prévue pour 1991, a demandé aux autorités de l'île caribéenne de grâtier le général Arnaldo Ochoa, et trois autres officiers condamnés à mort pour un vaste trafic de cocaïne en direction des Etats-Unis, a annoncé mardi 11 juillet le porte-parole du Vatican, M. Joaquin Navarro Valls. De leur côté, les Commissions ouvrières, ont adressé un appel de même teneur à M. Fidel Castro, lui demandant de commuer la peine capitale des condamnés « pour raisons humanitaires ».

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a déclaré mardi

que les Etats-Unis n'étaient pas encore en mesure d'indiquer si, derrière la répression du trafic de drogue, se cachait ou non une affaire politique. Washington attend une décision effective des transferts de la direction du territoire américain pour se prononcer. Dans les quelques jours consécutive au déclenchement de l'affaire Ochoa, les Etats-Unis avaient assuré que des vols suspects continuaient au-dessus de l'île. Dans l'ensemble, les autorités américaines, dont la première démission de l'implication de Cuba dans le trafic international de cocaïne remonte à 1982, sont devenues très discrètes durant le procès.

Les autorités castristes, qui rétorquent jusqu'ici ces accusations comme inspirées par la volonté de nuire à la révolution, avaient, dans un éditorial publié le 3 juillet par le quotidien officiel Granma, reproché à l'administration américaine de lutte contre la drogue (DRA) de n'avoir pas communiqué à La Havane des informations en sa possession depuis 1987 sur le trafic des officiers cubains.

Washington n'a pas réagi aux accusations d'officiers cubains selon lesquelles le procès est un montage pour discréditer, en la personne d'Arnaldo Ochoa, un adversaire virtuel des frères Castro. Mardi, l'ancien commandant Huber Matos — compagnon de lutte de Fidel Cas-

tro durant la guérilla de la Sierra Maestra en 1958, et condamné dès 1959 à vingt ans de prison pour son opposition au tour « communiste » rapidement pris par la révolution — a assuré à Miami, où il se trouve depuis sa libération en 1979, qu'il « a eu quelque chose pour que les frères Castro pensent qu'Ochoa était en train de conspirer ». Il a ajouté que, depuis dix ou douze ans, le trafic de drogue « était une bonne affaire pour Fidel Castro ». Un général qui avait fait défection en 1987, ancien héros de la bataille de la baie des Cochons en 1961, Rafael qu'Ochoa était la victime d'un procès de type stalinien.

Le nouveau ministre de l'Intérieur cubain, le général Abelardo Colomé, vainqueur de la « première guerre d'Angola » (1975-1976), a, par ailleurs, déclaré que le « honneur national » Ochoa laissait « une marque indélébile sur la santé » du président Castro. « Combien de honte et d'amertume avons-nous dû avaler, combien profondément a été blessé Fidel, combien de mal lui ont fait, combien lui ont fait souffrir », a déclaré ce général, désormais considéré comme le numéro trois du régime après l'éviction du ministre de l'Intérieur du général José Abrome, supérieur de la plupart des officiers impliqués dans le procès de la drogue. — (AFP, AP, Reuters, UPL.)

ARGENTINE

Crainte de réactions violentes au plan d'austérité

Des tentatives de pillage de magasins ont eu lieu mardi 11 juillet dans plusieurs villes argentines après l'annonce, dimanche, du plan d'austérité de M. Miguel Roig, ministre de l'Economie du nouveau président péroniste Carlos Menem. Au moins une personne a été tuée et plusieurs ont été blessées dans la province de Tucuman. Fin mai et début juin, des « émeutes de la faim » avaient provoqué la mort de quatorze personnes, notamment à Rosario, troisième ville du pays. En revanche, les exportateurs ont très bien réagi aux mesures draconiennes annoncées par le nouveau gouvernement (hausse de certains prix et tarifs, tels ceux de l'essence, du gaz, de l'électricité, du téléphone de plus de 600 % et des transports de plus de 200 %). Ils ont aussitôt commencé de présenter leurs créances à liquidation, permettant à la banque centrale d'enregistrer une rentrée de 175 milliards de dollars (des réserves étaient, dimanche, de 10 milliards). Les taux du crédit bancaire ont chuté de 80 % à 15 %. Le taux de change du dollar au marché noir est passé sous celui du cours officiel. Et la Bourse a enregistré une hausse de 6,5 %. Les milieux d'affaires, par la voix des journaux économiques spécialisés, expriment cependant leur crainte que M. Menem ne revienne rapidement sur les mesures annoncées en raison de l'inévitable agitation sociale qu'elles engendreront. — (AFP, AP, Reuters.)

Diplomatie

à l'occasion des cérémonies du Bicentenaire

Pauvres et riches « tous ensemble »

La « bonne idée » de M. Attali

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement étrangers sont déjà arrivés à Paris pour les cérémonies du Bicentenaire, qui débuteront jeudi 13 juillet à 12 heures par une cérémonie au parvis des Droits de l'homme du Trocadéro. Outre M. Aquino, en visite officielle, et M. Mobutu, en visite privée à Paris, MM. Paul Boute (Cameroun), Abdou Diouf (Sénégal), Robert Mugabe (Zimbabwe), Omar Bongo (Gabon), sont arrivés mardi ; plusieurs autres dirigeants attendent mercredi.

M. François Mitterrand devrait avoir ces prochains jours des entretiens en tête à tête avec une dizaine de ses invités, dont le président américain George Bush, jeudi après-midi.

Six mille deux cents journalistes, dont mille trois cents Américains et mille huit cents Français, ont demandé des accréditations pour pouvoir suivre les cérémonies du Bicentenaire et le sommet des sept pays les plus riches du monde.

Pour les plus méchants des observateurs, la fête de la Bastille est une parodie de la Bastille de 1793. On pourrait appeler « les deux versants de la francophilie », c'est-à-dire d'un côté la mégalomanie cocardière et de l'autre le poujadisme mondain. Si M. Jacques Attali, conseiller du président de la République et grand maître des cérémonies, a finalement le sentiment d'être incompris, ce sera sans doute avant tout parce qu'il s'est mal fait comprendre. Il va, dans les réunions de presse préfabriquées, répétant sans se lasser les détails du programme, comme si tout le monde ne savait pas ce qu'il se passe et que cela dispensait d'un exposé des motifs. Car la signification du double événement dont Paris va être le théâtre n'est pas claire.

Qui vient et pour quoi ? Surtout des riches ou plutôt des pauvres, et pourquoi ceux-là plutôt que d'autres ? Ils viennent pour la Révolution ou pour l'argent ? Bref, quel est le sens de ce rassemblement ?

L'idée fut lancée il y a un an par M. Attali, qui n'en avait probablement pas considéré d'emblée toutes les conséquences. On sortait d'une longue période électorale, le gouvernement venait d'être formé et l'affaire du Bicentenaire était bien mal engagée : deux présidents de mission (Michel Baroin et Edgar Faure) morts sans avoir rien mis en chantier de vraiment décisif, cinq mois devant soi à peine pour aborder l'année-symbole... On allait tout droit au fiasco.

C'est dans ce contexte, alors qu'une certaine mode intellectuelle et politique était à la critique du « déclin de la France », que M. Attali, lors du sommet des sept pays les plus industrialisés de juin 1988 à

Toronto, proposa de faire coïncider le suivant de ces sommets annuels, dont la France doit être le pays hôte, avec le 14 juillet 1989. Le sommet des Sept — bien que, dans son contenu, l'un des exercices les plus austères de la diplomatie occidentale — ne se tient jamais sans quelques milliers de journalistes de tous pays. Retentissement mondial assuré pour les cérémonies du Bicentenaire.

On n'ignore évidemment pas longtemps, à l'Elysée, la déplorable dégradation qui pourrait résulter de la rencontre de deux manifestations l'une et l'autre puissamment symboliques : la réédition « club » des plus riches du monde et le deux centième anniversaire de la prise de la Bastille. Naît donc une seconde idée : celle de convier aux festivités le tiers-monde, en l'occurrence le tiers-monde, ce qui serait à la fois une façon d'honorer l'esprit des sans-culottes et de revivifier celui qui inspirait le diplomate du premier septennat en faisant de Paris le lieu d'une grande rencontre Nord-Sud.

Soit, mais comment s'y prendre ? Pas question, pour les partenaires de la France au sein du groupe des Sept, de mélanger les genres, de faire dévier une rencontre annuelle bien rodée, aux objectifs précis (la concertation entre représentants des économies dominantes sur les problèmes de l'Europe), et de se laisser entraîner dans un sommet Nord-Sud improvisé dont ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Allemands ne pensent qu'il pourrait en sortir quoi que ce soit.

Qui inviter ?

Le projet français ne pouvait pas s'avouer, et ce fut son premier handicap. « Ce n'est pas un sommet Nord-Sud », se cassa de répéter M. Jacques Attali, tout en expliquant avec encore plus d'insistance, comme lundi dernier, que tous ces messieurs-dames vont passer près de quarante-huit heures « tous ensemble ». Les uns sont là pour le Bicentenaire, les autres pour le Sommet des Sept, et de se laisser entraîner dans un sommet Nord-Sud improvisé dont ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Allemands ne pensent qu'il pourrait en sortir quoi que ce soit.

La soirée du vendredi 14 était évidemment une zone à haut risque de malentendu, des manifestations se chevauchant dans le temps. Cela n'a pas manqué : on fait d'abord les riches et les pauvres séparément. Les uns sont exécutés les uns après les autres, d'abord les riches, puis les pauvres, et de se laisser entraîner dans un sommet Nord-Sud improvisé dont ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Allemands ne pensent qu'il pourrait en sortir quoi que ce soit.

Le projet français ne pouvait pas s'avouer, et ce fut son premier handicap. « Ce n'est pas un sommet Nord-Sud », se cassa de répéter M. Jacques Attali, tout en expliquant avec encore plus d'insistance, comme lundi dernier, que tous ces messieurs-dames vont passer près de quarante-huit heures « tous ensemble ». Les uns sont là pour le Bicentenaire, les autres pour le Sommet des Sept, et de se laisser entraîner dans un sommet Nord-Sud improvisé dont ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Allemands ne pensent qu'il pourrait en sortir quoi que ce soit.

Autre difficulté de mise en œuvre de l'idée de M. Attali : qui inviter, à part les Sept, sans vœux personnels, sans faire de jaloux ? « Personne n'a été invité », sont venus ceux qui le souhaitent, répond le conseiller du président, et c'est vrai, formellement. Mais la diplomatie sert à quelque chose : en l'occurrence à faire savoir à certains chefs d'Etat que s'ils expriment le désir de venir on en sera ravi.

On le fit savoir d'abord à ceux qui n'y auraient pas songé tout seuls, parce que leur histoire est trop éloignée de la nôtre, à ceux qui n'auraient pas songé à leur place dans un Bicentenaire normal sans la nécessité de « compenser » la présence des pays les plus riches, à commencer par les dirigeants du sous-continent indien. Les pauvres entre les pauvres, ceux de l'Inde, ceux du Bangladesh, ceux de certains pays d'Afrique, seront ainsi associés à la commémoration d'une Révolution qui, d'un point de vue historique, leur est totalement étrangère, et c'est tant mieux.

La moitié environ des chefs d'Etat présents auront fait l'objet de cette sollicitation discrète. Deux l'ont repoussée : l'Argentine et l'Equateur, pour des raisons de politique intérieure dont il n'y a rien à déduire.

On n'a pas sollicité les monarchies européennes, non parce qu'on les tient pour anachroniques, mais parce qu'on ne souhaitait pas aggraver. Et puis comment inviter Baudouin sans inviter Juan Carlos (un Bourbon, impossible !) ? Les Belges, a dit la presse, auraient été mariés de cette rumeur à l'égard, ce qui n'est confirmé ni à Bruxelles ni à Paris.

Deux exceptions à ce traitement des pays monarchiques : les premiers ministres britannique et japonais, qui participent chaque année au sommet des Sept et à qui on n'allait tout de même pas demander de n'arriver que vendredi à 17 heures.

Les autres ont fait connaître tout seuls leur désir d'être là, que l'on peut attribuer à des raisons diverses : historiques pour les Latino-Américains et certains Africains ; d'actualité nationale ou personnelle pour d'autres, comme le président Mobutu par exemple, auquel on n'aurait sans doute pas spontanément songé pour le photo de famille sur le parvis des Droits de l'homme du Trocadéro. M. Vassiliou, le Chypriote, ne rate pas une occasion de rencontre diplomatique (il était déjà au Panthéon pour le transfert des cendres de Jean Monnet), surtout quand M. Faure de Castejon est de la partie. M. Mario Soares, le Portugais, ne pouvait se faire à l'idée que son ami Mitterrand l'ait oublié, et lui téléphona. Le prince Sihanouk, actuellement à Paris, aurait aussi volontiers été de la fête, dit-on, mais y a renoncé quand il a compris qu'il n'aurait pas de place à la tribune des chefs d'Etat.

Seule la Yougoslavie représente les pays socialistes. M. Gorbatchev, il est vrai, a eu droit à une pro-

menade (ratée) à la Bastille, pas plus tard que la semaine dernière. On a d'autre part dépêché un ministre à Moscou pour les importantes cérémonies organisées à l'occasion du Bicentenaire ; c'est M. Thierry de Besouval du coup, sera privé des folles parisiennes. Quant aux deux seuls pays de l'Est que la tenue concomitante à Paris du sommet des Sept n'aurait peut-être pas gênés (la Pologne et la Hongrie), ils ont actuellement d'autres chats à fouetter.

Enfin, on ne peut que remarquer l'absence de représentation maghrébine et arabe en général, à l'exception de M. Mubarak. Sans doute faut-il en déduire soit qu'on n'aime pas dans cette région du monde qu'on coupe la tête aux rois, soit qu'on n'est pas convaincu, en terre d'Islam, de la vocation universelle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

« Tous ceux qui sont là sont bienvenus », disait lundi M. Attali, qui refusait évidemment de donner la moindre information sur la cuisine diplomatique plus ou moins contrôlée qui avait abouti à cette liste finale. Là non plus, on ne pouvait pas tout dire.

Le spectacle surtout

Quant aux applications de fond — quel est le message du Bicentenaire ? — il serait juste de dire qu'elles ne sont pas venues du président de la République lui-même. La première fois, c'était trop tôt, en janvier 1988, quand, lors de la présentation des archives de la Révolution à la Sorbonne, M. Mitterrand fit en quelque sorte le cadre intellectuel de cette année commémorative et son caractère personnel de la Révolution de 1789. La seconde fois, c'était il y a trois semaines, quand, dans un vrai grand discours à Versailles, à l'occasion du deux centième anniversaire du serment du Jeu de paume, il décrivit à grands traits « les chantiers qui nous attendent ». Ses propos se perdirent dans l'acoustique chaotique de juin et la clameur mortuaires des automobilistes en colère à la perspective de devoir changer de trajet et de place de parking pendant quelques jours.

D'une façon générale, la partie la plus spectaculaire de l'énorme travail accompli par la Mission du Bicentenaire aura eu beaucoup plus d'écho médiatique que le reste : le spectacle de Jean-Paul Goude, avant même d'avoir été montré, beaucoup plus que le colloque de haute volée qui réunit actuellement à la Sorbonne neuf cents historiens de renom du monde entier, devant lesquels M. Mitterrand, en toute modestie, n'a fait la semaine dernière qu'un discret discours d'inauguration. C'est la loi de l'époque, et la troisième indélébile page dans lequel était entremêlé d'emblée la « bonne idée » de M. Jacques Attali.

CLAUDE TRÉAN.

Asie

CHINE

Le régime accumule les charges contre M. Zhao Ziyang

Le porte-parole du gouvernement chinois a accusé, mardi 11 juillet, l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, d'avoir toléré la corruption, d'exclure sans que ce dernier puisse passer en jugement. « Nos efforts pour réprimer la corruption n'ont pas vraiment abouti. Cela est lié de manière inséparable aux erreurs commises par Zhao Ziyang », a déclaré M. Yuan Ma. « A ce stade », a-t-il ajouté, M. Zhao a « seulement été accusé d'erreurs ». Néanmoins, poursuit-il, le problème fait toujours l'objet d'une enquête, et la manière dont il sera finalement traité dépend des résultats de cette enquête.

M. Yuan a ajouté que la loi martiale instaurée à Pékin était destinée à durer, « pour la sécurité des touristes » et parce que « les armes dont se sont emparés les émeutiers ne sont toujours pas récupérées et menacent la sécurité des habitants ». Le porte-parole a reconnu que les résultats économiques « ne sont pas très bons » et que les sanctions prises par les pays occidentaux contre la Chine à la suite des massacres du 4 juin « amèneront à court terme des difficultés passagères ». Ces mesures conduisent la population à « travailler dur et à compter sur ses propres forces » — slogans maoïstes remis à l'honneur — mais « jamais la Chine ne cédera aux pressions étrangères ».

Par ailleurs, le nouveau secrétaire du PCC, M. Jiang Zemin, recevant une délégation de Hongkong, a affirmé que Pékin ne chercherait pas à imposer le socialisme à Hongkong, Macao et Taiwan. Enfin, pour la première fois, le Japon a condamné la répression en Chine. « Nous regretterons toujours ces exécutions et nous condamnons la Chine pour certaines de ses actions », a déclaré mardi le porte-parole du ministère nippon des affaires étrangères. « Les mesures répressives (...) de Pékin (...) sont incompatibles avec les principes et les valeurs du peuple japonais. Mais dans le même temps, nous estimons qu'il ne faut pas perdre de vue notre politique à long terme d'encourager la poursuite de la modernisation et de l'ouverture de la Chine. » — (AFP, Reuters.)

AFGHANISTAN : cinq mois après le départ des Soviétiques

M. Najibullah tient toujours

Les moudjahidins ont tiré, lundi 10 juillet, leur plus importante salve de roquettes contre Kaboul depuis un an : cinquante-trois missiles se sont abattus en une journée sur la capitale afghane, faisant une trentaine de morts et cent soixante-sept blessés. L'un d'entre eux a atteint un dépôt d'armes proche de l'aéroport, provoquant un immense incendie.

Le 15 février, lorsque le dernier soldat soviétique a quitté le territoire afghan, tout le monde ou presque prévoyait l'effondrement rapide du régime de Kaboul, où, à tout le moins, la chute de l'homme fort mis en place par les Soviétiques, le président Najibullah. Depuis quelques semaines, les jugements sont beaucoup plus nuancés : les villes sont toujours entre les mains du régime soviétique et l'autorité personnelle de M. Najibullah paraît renforcée.

Mal conçu, le siège de Jelebad par la résistance a été à la fois un échec et un révélateur. Après des succès initiaux au début du mois de mars contre cette ville-garnison située à mi-chemin entre Kaboul et la frontière pakistanaise — prise du versant de Samarkand et d'une partie de l'aéroport, interruption des liaisons terrestres avec Kaboul —, les mouvements de résistance ont commencé à pénétrer devant les défenses de la ville. Pris sous un déluge de feu — celui des chasseurs-bombardiers et, surtout, des missiles SCUD tirés à partir de la capitale, distants d'une centaine de kilomètres, —

le moudjahidin, aux actions peu coordonnées, se sont retirés.

Le siège de Jelebad

Pris de quatre mois plus tard, Jelebad est encore encerclé mais la route de Kaboul demeure praticable aux convois militaires. Plusieurs dirigeants de la résistance estiment que ce siège leur a été imposé par des Païkistanais qui souhaitent ainsi porter, d'entrée de jeu, un coup sévère au régime de Kaboul : Jelebad est une fois prise, le gouvernement provisoire de la résistance, formé avec grande difficulté en février au Païkistan, aurait pu s'y installer et, surtout, la chute de la ville aurait eu un impact psychologique et stratégique considérable. L'est de l'Afghanistan, par lequel transitait une bonne partie des armes de la résistance, aurait été délogé. Il aurait été alors plus facile d'isoler Kaboul et de l'investir.

Rien de cela ne s'est produit à ce jour. Les combats de Jelebad auraient fait, si l'on en croit M. Youli Vorontsov, l'ambassadeur soviétique à Kaboul, dix mille morts parmi les résistants et trois mille dans les rangs de l'armée de Najibullah. Depuis le début des combats, cinquante-dix mille civils se sont réfugiés au Païkistan. Entre-temps le président Najibullah est arrivé à restaurer une certaine confiance parmi ses partisans et à resserrer les rangs entre les principaux clans du Parti communiste.

Tout cela, certes, est fragile, et l'on peut difficilement encore par-

ler d'un équilibre des forces en présence. La guérilla tient l'essentiel des campagnes et demeure infiltrée dans la plupart des agglomérations, y compris Kaboul. Les roquettes continuent de se abattre sur la plupart des villes. Les divisions entre communistes afghans ne sont jamais qu'une parenthèse et peuvent resurgir à l'occasion de n'importe quel revers. Si des divisions existent, les mouvements de résistance conservent leurs implantations régionales.

Le siège de Jelebad a sans doute été une erreur tactique dans laquelle les militaires païkistanais — à commencer par l'ISI, les services secrets — ont probablement une lourde part de responsabilité. Mais les dirigeants d'Islamabad ont été très certains de leur victoire : ils ont lancé le 15 février un communiqué leur aide militaire à la résistance, dont bénéficiaient jusqu'à récemment, en priorité, les groupes fondamentalistes. Enfin, même les Américains ont décidé de contrôler plus étroitement l'acheminement de leurs livraisons d'armes et de munitions aux résistants.

Il reste que l'issue du conflit ne se dessine pas, pour l'instant, sur le terrain. Au mieux, pour la résistance, la victoire est reportée de quelques mois. Au pire, l'impuissance actuelle pourrait favoriser les partisans d'un compromis politique. Jusqu'ici, la poursuite des livraisons d'armes aux deux camps a plutôt joué en faveur du président Najibullah, même s'il ne s'agit, toujours pas d'une garantie sur l'avenir.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Dans la presse étrangère

De la brioche pour les gueux

Si « la folle semaine du Grand Paris » devait se terminer par un sacre, Renard monterait sur le trône. Sacré champion de la communication. A lire la presse étrangère, le climat est au propos promotionnel, et parfaitement réussi à faire celle... de la « brioche » (en français dans les textes) et du mot « dissonance ».

Le grand show de samedi dernier à la Bastille a, en effet, permis aux correspondants étrangers à Paris de saisir la scène folklorique de la République, et de constater que les membres du club des Sept, les protestataires l'oublient. Mais le chef de l'Etat français, par son goût évident du lustré — comme déjà au sommet d'il y a sept ans à Versailles — contribue à cet oubli.

« Plus le Bicentenaire s'approche, plus le malaise grandit », lit-on dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « Grandeur et misère du Bicentenaire » titre *El País*. Explication du *New-York Times* : « L'ironie de tout ça, c'est que, par un pur hasard du calendrier, tout le monde a le nez dans la brioche ». Le lecteur interprète de lui-même l'arrivée juste au moment où les Français ont commencé à démythifier leur Révolution, et toutes celles qui ont suivi. D'ailleurs, à leur sujet l'auteur d'interroge naïvement : si rois, si princes, si communistes invités... Apparemment leurs révolutions sont trop récentes pour avoir acquis la patine appropriée.

Restera-t-il malgré tout des étrangers suffisamment téméraires pour participer aux fastes des jours à venir ? Les Suisses qui auront survolé la Tribune de Genève de vendredi devraient en tout cas être dissuadés. Dans la page consacrée au Bicentenaire, trois intertitres ressortent : « Taxes : menaces de grève », « Le pire est à craindre », « Ne cherchez pas une chambre ». Le lecteur attentif aura cependant relevé que, finalement, « peu importe » : c'est le climat général qui compte, avec ses promesses indistinctes de liasse universelle.

M.-P. S.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 69

EN KIOSQUE 17 F

1789 : Le libéralisme en question

Liberté, présidée par Mme Danielle Liberté (Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris), précise qu'elle poursuit son programme d'aide aux étudiants chinois en France. Mille cent douze étudiants ont déjà trouvé un logement pour un an (dont huit cent soixante-douze dans la région parisienne), bénéficiaient d'une couverture sociale grâce à l'aide de sociétés mutualistes dont la MNEF, et ont reçu l'autorisation de travailler pendant leurs études.

● SRI-LANKA : Arrestation d'un millier de « suspects ». — Les forces de sécurité srilankaises ont arrêté environ mille suspects, membres présumés du JVP (Front de libération populaire) à Colombo et dans plusieurs autres villes. Des armes et des uniformes ont été saisis. La diffusion de ces informations par les autorités a été soumise à la censure en vertu d'une nouvelle réglementation. — (AFP, Reuters.)

Diplomatie

Les rencontres à l'occasion du Bicentenaire

89 + 200

(Suite de la première page.)

Ainsi la Révolution est-elle en train de se désacraliser, d'échapper à la logique de rupture dont elle est issue : celle du triomphe de la Raison sur l'expérience, du Progrès sur l'ordre existant, du Bonheur terrestre sur le Paradis.

L'équation Raison-Progrès-Bonheur, faisant naître la société parfaite sur la table rase de l'Ancien Régime, a depuis lors inspiré, pour le meilleur et pour le pire, bien d'autres révolutions. Trop de déceptions, trop d'horreurs ont suivi pour que la foi dans les lendemains qui chantent n'en soit pas ébranlée. Un Gorbachev, qui fait ce qu'il peut sans prétendre un instant qu'il peut tout, correspond singulièrement mieux à la mentalité d'aujourd'hui que des personnages éremitiques, dominés par un rêve abstrait, comme Saint-Just ou Lénine. Notre monde n'est plus celui de 1789. Encore moins celui de 1793.

Pour Robespierre, la Révolution devait « tenir les promesses de la philosophie, abolir la Providence du long règne du crime et de la tyrannie » (3). Les promesses n'ont été qu'à moitié tenues, et il resta décidément beaucoup à faire pour « abolir la Providence ». La Révolution est redescendue sur terre : elle a pris sa place dans l'histoire.

Ce qu'elle nous a légué est énorme : d'un pays morcelé en d'innombrables baillages, où rien, sauf les Parlements et quelques intellectuels, ne s'opposait vraiment à l'arbitraire du roi ou des seigneurs, où le droit écrit du Sud était ignoré dans le Nord, resté terre de coutume, où la langue française n'était parlée que par une minorité de privilégiés, elle a fait une nation unifiée. Mieux, le prototype de cet Etat-Nation dont le modèle n'a cessé, pendant deux siècles, de se répandre à la surface de la terre.

Elle a propagé une idéologie, directement héritée du christianisme, même si elle s'est dressée contre lui, selon laquelle les hommes ne sont plus des lous dressés les uns contre les autres, mais des frères, jouissant des mêmes droits. Elle a, par la vente des biens du clergé, cassé la puissance de l'Eglise et fondé celle de la bourgeoisie.

Avec la conscription, elle a ouvert l'ère des guerres de masse. En reprenant à son compte les valeurs de la Révolution américaine, elle a donné une signification universelle à ce qui était initialement la charte d'une société de « Saints », établie, avec la bénédiction de la Providence, sur une terre que sa virginité mettait à l'abri de la corruption du Vieux Monde. Elle a fortement inspiré la troisième grande révolution, celle d'octobre 1917. La différence essentielle étant que dans l'incommodable ménage de la Liberté et de l'Egalité c'est la première qui a emporté en France comme aux Etats-Unis, et la seconde en URSS.

Ne peut-on imaginer que les deux l'emportent à la fois ? Voir que s'y joigne un peu de cette Fraternité qui n'a fait son apparition qu'en 1848 dans la

devise républicaine et dont Mona Ozouf n'a pas tort de dire qu'elle fut la « parente pauvre » de la Révolution ? Le fait est qu'on a peu d'exemples de sociétés qui soient en même temps libres et égalitaires. Reste que si l'égalitarisme implique toujours des restrictions à la liberté, trop d'inégalité aboutit à limiter dans les faits l'exercice de la liberté que garantit la loi.

La loi ! Les Grands Ancêtres, en cela largement influencés par les Pères fondateurs américains, n'avaient que ce mot à la bouche. Et on les comprend, dans la mesure où la loi constitue le meilleur rempart contre l'arbitraire. Dans la mesure aussi où, sous l'Ancien Régime, le pouvoir judiciaire, incarné par les Parlements, était le seul à disposer de quelque indépendance. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le pouvoir législatif ait constitué, jusqu'à l'institution du Comité de salut public, le moteur principal de la Révolution.

De ce point de vue, aujourd'hui, le recul est immense, même si la récente création en URSS du Congrès du peuple a fourni l'occasion d'un formidable débattage public. Il n'y a plus guère qu'aux Etats-Unis, traditionnellement attachés au système dit des *checks and balances* — des contrôles et des contrepoids — que le Parlement joue pleinement son rôle législatif. Partout ailleurs, et notamment en France, c'est l'arbitraire : il est devenu exceptionnel qu'un gouvernement soit « renversé » par une Chambre. Certes, il n'y a pas lieu de regretter l'époque, pas si lointaine, où les crises ministérielles succédaient aux crises. Mais le fait est que l'équilibre des pouvoirs a été considérablement faussé.

La technicité croissante de la décision politique y est sans doute pour quelque chose : le temps n'est plus où des notables élus pouvaient prétendre disposer, sur toutes les questions qu'ils avaient à traiter, de lumières suffisantes. La technocratie ne pouvait pas, au nom de la compétence, ne pas se substituer de quelque manière à eux. S'y ajoute, bien entendu, le poids écrasant des médias : le petit écran est un intermédiaire autrement efficace, entre le peuple souverain et le souverain tout court, que le député ou le sénateur.

Partout ou presque, en tout cas, les abus commis par le législatif ont conduit, par réaction, à un renforcement de l'exécutif. Personne n'a sérieusement remis en cause, sur ce point, l'œuvre de de Gaulle, et les Français ont encore montré tout récemment, en votant massivement à la présidentielle et en s'abstenant, non moins massivement, aux élections suivantes, que c'est à l'Elysée que réside, à leurs yeux, l'essentiel du pouvoir. A voir les cotes de popularité du président et de son premier ministre, ils ne s'en plaignent pas.

Ainsi paraissent-ils prendre assez allègrement leur part d'un retour, maintenant ancré dans les mœurs depuis un quart de siècle, à un système fondamentalement monarchique. Mais,

après tout, 1789 n'a pas été, loin de là, au moins dans ses débuts, une révolution contre le roi, et il n'était pas fatal qu'il fût déposé et traduit en justice. Moyennant quoi, malgré certaines apparences, la fonction présidentielle, si elle est celle d'un monarque, le range dans la catégorie des monarchies constitutionnelles, élus et réélus par le suffrage populaire, obligés de se soumettre, le cas échéant, comme on l'a bien vu de 1988 à 1989, à la loi d'une majorité hostile, et donc amenés, pour se maintenir au pouvoir, à faire beaucoup de politique. Le système électif, en un mot le démocratique, voilà sans nul doute, de tout l'héritage de 89, le plus important. Les progrès qu'elle a faits dans le monde en un demi-siècle sont immenses, même si Tiananmen vient de nous rappeler que rien n'est jamais définitivement acquis.

Reste que la Constitution de 1958 a privilégié, dans les tâches du chef de l'Etat, celles qui ont trait à la défense, à la politique étrangère, à la protection de l'unité nationale. Ce faisant, de Gaulle visait à assurer, au-delà des révolutions, la continuité présente à travers tous les régimes de l'histoire de France : « Toute ma vie, a-t-il écrit au comte de Paris en quittant le pouvoir, je me suis efforcé de poursuivre la politique des Capétiens. » Tout récemment encore, François Mitterrand s'est posé comme son héritier lorsqu'il a parlé du « rang » de la France et de la nécessité de le maintenir.

Que doit être ce rang dans l'Europe qui se bâtit ? De quel poids la nation française, ses valeurs, sa culture, y pèseront-elles ? Est-elle assez convaincue de l'urgence de porter remède aux flagrantes injustices dont souffre un monde aussi inégalitaire, à bien des égards, qu'avant 1789 ? Qu'est-elle prête à faire dans ce sens ? La coïncidence du Bicentenaire avec la présidence française de la Communauté et le sommet des riches constitue une bonne occasion de repenser ces questions auxquelles la classe politique paraît, bizarrement, si peu s'intéresser...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) « Messieurs, que nous le voulions ou non, que cela nous plaise ou que cela nous chagrine, la Révolution française est sur pied. Ainsi s'exprime Clemenceau, le 23 janvier 1891, à l'occasion d'un débat portant sur les manifestations qui avaient amené la suspension de la représentation du *Thermidor* de Sardou à la Comédie-Française. Clemenceau s'était rangé de côté des partisans de l'interdiction de cette pièce, jugée contre-révolutionnaire. Voir à ce propos le *Clemenceau* de Jean-Baptiste Duroselle, aux éditions Fayard.

(2) « Il n'y a plus de Vendée, écrivait, le 23 décembre 1793, le général Westermann à la Convention. Je viens de l'emporter dans les marais de Savenay. J'ai tué les enfants sous les pieds des chevaux et massacré les femmes. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé. » (Cité, entre autres, par Jean Tulard, *Les Révolutions*, Fayard, 1983, page 111.)

(3) Robespierre, « Rapport sur les principes du gouvernement révolutionnaire du 25 décembre 1793 ». Cité par Jean-Jacques Chevalier, *Histoire de la pensée politique*, t. III, Fayot, 1984, page 24.

Réunion des ministres européens des affaires étrangères

Les Douze renforcent leurs contacts avec l'Est

Les ministres des affaires étrangères des Douze sont convenus, mardi 11 juillet à Paris, de renforcer leurs contacts avec les pays de l'Est et leur cohésion aux Nations unies.

A l'issue du premier conseil de coopération politique de la présidence française de la CEE, M. Roland Dumas a annoncé une série de rencontres pour les six prochains mois : entre les douze ministres européens des affaires étrangères et leur homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, et entre M. Dumas et ses collègues hongrois et polonais, à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU, à New York, le 26 septembre ; entre les directeurs politiques de la nouvelle « troïka » (Espagne, France, Irlande) et une délégation soviétique, à Paris, d'ici à la fin de l'année. M. Chevardnadze devrait quant à

lui recevoir les douze chefs de la diplomatie de la CEE à Moscou.

A la suite d'une proposition du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, la commission de Bruxelles a été chargée de réaliser un rapport sur une éventuelle aide de la CEE à certains pays de l'Est.

Les relations de la CEE avec les pays d'Europe de l'Est figuraient ainsi au programme de la première réunion, mardi, à Paris, de la nouvelle instance de coopération entre la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe, dont la création avait été décidée début mai et qui regroupe le président du comité des ministres du Conseil de l'Europe, M. Thorvald Stoltenberg, son secrétaire général, M. Catherine Labrière, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors,

et M. Dumas. Ce dernier a par ailleurs annoncé que les ministres des affaires étrangères de la « troïka » se rendraient prochainement au Mozambique et en Angola afin d'« apprécier dans quelle mesure la Communauté pourra soutenir certains gouvernements d'Afrique australe ».

Les douze ministres des affaires étrangères ont également évoqué le Cambodge et « engagé une réflexion » sur le soutien que la CEE pourrait apporter aux populations des territoires occupés « notamment en matière de santé et d'éducation ».

Enfin, M. Dumas avait reçu dans la matinée son collègue autrichien, M. Alois Mock, venu l'informer de la décision de son gouvernement de demander officiellement l'adhésion de l'Autriche à la CEE, le 17 juillet.

M.-P. S.

Afrique

SOUDAN

L'orientation islamique du régime militaire se précise

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

As fil des jours, l'orientation islamique du nouveau régime militaire de Khartoum se précise. Il ressort en effet d'un examen attentif de la composition du gouvernement, formé dimanche 9 juillet (*Le Monde* du 11 juillet) par le Conseil de la révolution, que la plupart de ses membres — des technocrates, des universitaires ou hauts fonctionnaires — appartiennent ou sont proches du Front national islamique de M. Hassan El Toubi, qui, lui, se trouve en prison.

En conséquence, il est peu probable qu'un tel gouvernement puisse jamais entreprendre des mesures hostiles à la charia (la loi islamique). Le nouveau ministre de la justice, le procureur général Hassan Ismail El Billy, qui aura pour mission délicate d'arbitrer le litige autour de l'appli-

cation de la charia et des *hebdoud* (les châtiments corporels qu'elle prévoit), est un fondamentaliste religieux particulièrement rigoureux. Ceux qui le connaissent bien affirment que, par rapport à lui, M. Toubi, principal obstacle dans le passé à un règlement négocié de la guerre du sud, fait figure de « modéré ».

M. Billy s'était distingué, l'an dernier, en faisant condamner à une lourde peine de prison la propriétaire d'un magasin qui avait laissé traîner sur la devanture de sa boutique une vieille et poussiéreuse affiche publicitaire jugée « indécente ».

Les Soudanais demeurent réservés à l'égard de la nouvelle junte, bien que celle-ci multiplie les mesures et déclarations contre le marché noir et la corruption, qui constituent deux des causes essentielles de la dégradation du niveau de vie de la population. Un rassemblement populaire, organisé mardi

11 juillet en vue d'« exprimer le soutien du peuple à la révolution de la sauvegarde nationale », n'a regroupé que trois à quatre mille manifestants, malgré le battage publicitaire fait depuis trois jours autour de ce qui devait être une « grandiose manifestation de solidarité à l'égard de la révolution », à la radio-télévision et ailleurs.

A l'université de Khartoum notamment, l'Union des étudiants, contrôlée par le Front national islamique, avait invité, par tracts, affiches et par son journal mural, les étudiants à se joindre aux « masses », à cette « manifestation historique ». Celle-ci n'a apparemment eu guère de succès.

Cette indifférence populaire persistante à l'égard d'un régime qui se proclame volontiers « sauveur de la nation » est un premier avertissement que les officiers du Conseil de la révolution auraient tort d'ignorer.

JEAN GUEYRAS.

Proche-Orient

ARABIE SAOUDITE : revendiquée par une organisation inconnue

La responsabilité des attentats de La Mecque reste mystérieuse

NICOSIE
de notre correspondant
au Proche-Orient

La Génération de la coiffe arabe, une organisation jusque-là inconnue, a revendiqué, mardi 11 juillet, le double attentat qui a fait, lundi soir à La Mecque, un mort, un blessé pakistanais, et seize blessés. Dans son communiqué, cette organisation revendique aussi la responsabilité d'une explosion à Djeddah, sur la réalité de laquelle on ne sait rien, affirmant que ces attentats sont « un simple avertissement » destiné à la famille saoudienne. « Si la famille Al Saoud poursuit sa politique de trahison, nous réglerons directement nos comptes avec ses membres que nous liquiderons », ajoute le communiqué.

Qui se cache derrière ce nouveau pré-texte ? L'Arabie saoudite s'est refusée pour l'instant à désigner un

quelconque commanditaire, en attendant d'y voir plus clair, notamment grâce aux films pris par les caméras qui surveillent en permanence le périmètre des Lieux saints. Le roi Fahd a cependant affirmé mardi que Ryad « ne cédera pas aux pressions et aux provocations, et punira sévèrement les saboteurs ainsi que ceux qui sèment la discord » entre les musulmans, ajoutant que son pays « ne pardonnera jamais à ceux qui tentent de saboter les Lieux saints de La Mecque, quelle que soit leur appartenance ».

Cette affaire a, en tout cas, fait monter d'un cran la vindicte iranienne contre Ryad. Tout en condamnant unanimement les attentats, les dirigeants de Téhéran ont carrément accusé Ryad de les avoir perpétrés « pour attenter aux valeurs sacrées de l'Islam et empêcher la propagation du message du pèlerinage », ou, selon le président

du Parlement iranien, M. Rafsanjani, pour « faire retomber la responsabilité d'un acte aussi déplorable sur les partisans de la République islamique ». Téhéran a aussi renouvelé ses accusations sur l'incapacité de l'Arabie saoudite d'assurer la sécurité des Lieux saints.

A l'inverse, la plupart des pays arabes et islamiques ont condamné cet attentat « terroriste » et apporté leur soutien à l'Arabie saoudite.

FRANÇOISE CHIPAUX.

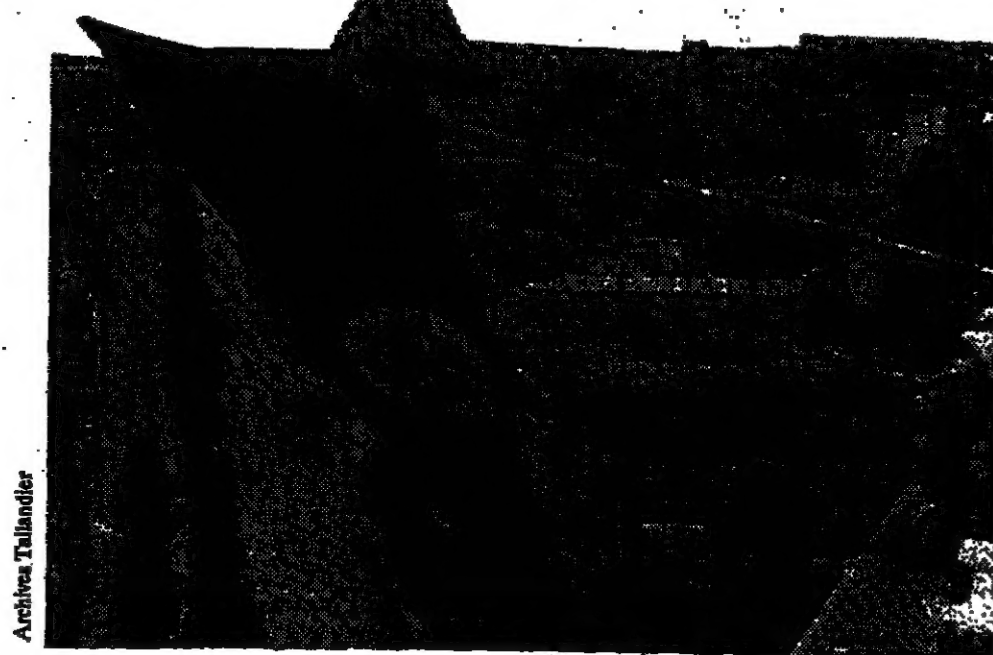
● PRÉCISION : M^{me} Marie-Chère Mendès France nous demande de préciser que, dans son point de vue intitulé « Israël-Palestine : la guerre qui ne dit pas son nom », et publié dans *Le Monde* du 12 juillet, elle parlait au nom d'une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme qui rentre d'Israël.

1939/1940

L'ANNÉE TERRIBLE

L'HISTOIRE DE DE TRAGIQUE L'EFFONDREMENT LA FRANCE

par Jean-Pierre AZEMA



Chaque jour, pendant tout l'été, *Le Monde* raconte la drôle de guerre et l'Occupation : la déclaration de guerre, les premiers affrontements, les allemands à Paris, l'exode, l'appel du 18 juin, Pétain et le gouvernement de Vichy, les juifs hors la loi, la collaboration avec l'occupant.

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 17 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 18)
CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

مكتبة النهر

Enquête

Espoirs de paix au Mozambique ?

Incertitude politique avant le congrès du FRELIMO

La paix est-elle possible au Mozambique ? La question sera au cœur des débats du cinquième congrès du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) qui doit s'ouvrir le 24 juillet. Le président Joaquim Chissano a proposé un plan en deux points : un mouvement rebelle, la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) qui se déclare prête au dialogue.

MAPUTO de notre envoyé spécial

SUR le campus de l'université Edouard-Mondlane, les slogans à la gloire du socialisme scientifique sont à peine lisibles. Les couleurs sont passées et les étudiants désabusés. Ou va le pays ? Le FRELIMO s'interroge sur son avenir et prépare sans grande conviction son cinquième congrès qui doit se tenir du 24 au 31 juillet. M. Sergio Vieira, membre du comité national préparatoire, affirme au contraire que le débat est bien engagé, et que le parti est en parfaite santé. Le nombre de ses adhérents serait passé de 110 000 à 175 000 et les cellules de 4 000 à 7 000 depuis 1983, année du quatrième congrès. Il réfute les bruits de flottement parmi la direction et le sentiment de confusion qui paraît prédominer à l'approche du premier congrès de l'ère post-Machel.

Une sorte de désarroi que la grave des étudiants, au début du mois de mai, a illustré. Pour la première fois dans l'histoire du pays, les quelque 3 000 étudiants de l'université ont, pendant plusieurs jours, échoué les cours. Motivés du mouvement revendicatif : obtenir de meilleures conditions de logement, de transport et surtout une meilleure nourriture. Ce conflit a explosé à la surprise générale en raison, semble-t-il, de la découverte d'un déversement de viande. Il n'y a pas eu de heurts, et le premier ministre, M. Mario Macinango, a reçu une délégation. Mais le mouvement protestataire a pris un tour polémique lorsque l'armée a critiqué les étudiants, les accusant d'« antipatriotisme » et leur reprochant de se rendre « vulnérables aux actions de l'ennemi ».

Corruption et népotisme

Une réprimande qui n'a guère été appréciée. Chose étonnante, le quotidien semi-officiel *Noticias* a consenti à publier, le 17 mai, la réponse des étudiants. « Les ennemis du peuple sont ceux qui sont vulnérables à notre action », ont écrit : « L'antipatriotisme est de mener une vie de luxe tandis que des milliers de personnes meurent de faim ». Plus fort enfin : « L'antipatriotisme, c'est de s'enrichir sur le dos des autres ».

Ce communiqué très critique à l'égard de l'armée et de la corruption qui y règne a, de façon surprenante, reçu l'approbation du secrétaire général du parti.

Un mois après, l'événement est toujours commenté. Cette grève a été l'occasion d'un grand débat public qui se poursuit dans les réunions locales de préparation du congrès. Du jamais vu. Chacun fait part de ses doléances contre un catalogue qui tourne principalement autour de deux thèmes : les conséquences du plan de réhabilitation économique (PRE), qui rend la vie de plus en plus difficile à la majorité de la population, et l'incarcération de la lutte contre le mouvement rebelle, RENAMO. Ces réunions deviennent de véritables états généraux. Quelles conclusions en tireront les

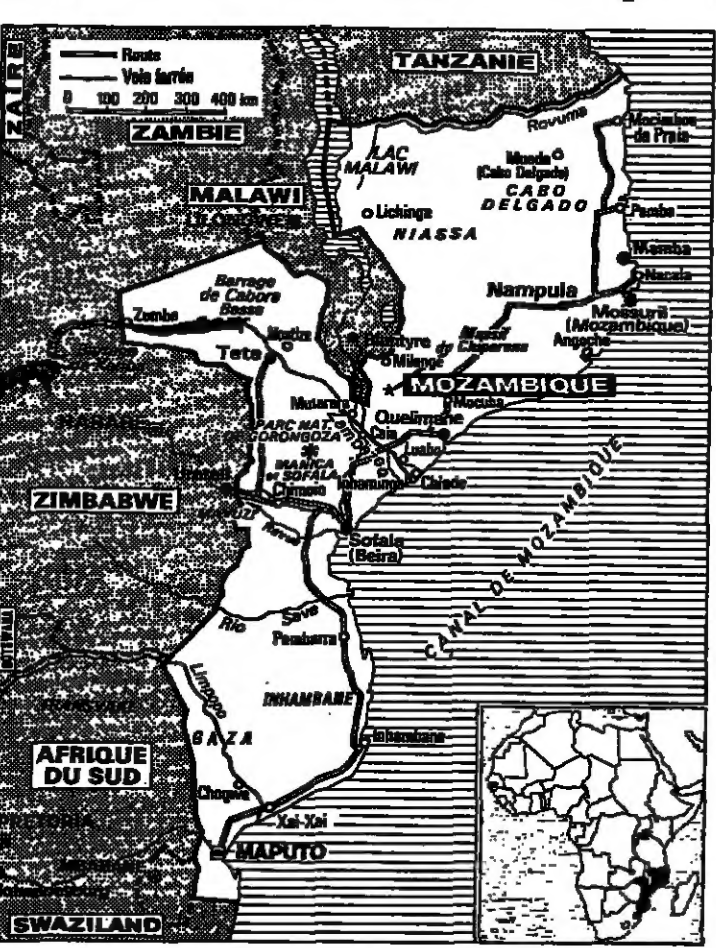
cadres du parti ? De quoi accablent le cinquième congrès ?

« Le thermomètre du dialogue démocratique », selon l'expression utilisée par le président Joaquim Chissano, affiche un fort degré de mécontentement. Les sacrifices imposés par les mesures économiques adoptées à partir du mois de janvier 1987 sont d'autant plus durs à avaler que la population constate un développement rapide de la corruption et du népotisme. La libéralisation économique a permis à certains cadres du parti de s'enrichir très vite. L'afflux de la main d'œuvre étrangère a largement profité à une administration qui a trouvé un moyen facile d'améliorer l'ordinaire.

En quelques années, une classe de privilégiés s'est constituée. Une nomenclature s'est édifiée. Des nouveaux riches ont germé dans la misère générale. Comme le fait remarquer M. Vieira, le phénomène n'a pas encore atteint l'ampleur de certains pays africains, mais « par rapport au standard du pays, c'est préoccupant ». On tire de plus en plus sur ce qu'il appelle l'« élasticité éthique », un mal qui sévit en tout premier lieu au sein de l'armée, accusée de gaspiller les fonds publics (40 à 45 % du budget) pour un résultat dérisoire.

Personne ne pense que le cinquième congrès va véritablement modifier cet état de choses, même si quelques têtes tombent. La politique économique sera poursuivie et la ligne politique conservée. Les thèmes présentés par le bureau politique en novembre dernier ne proposent pas de révisions décisives.

Néanmoins, pour la première fois, il n'est plus fait référence au marxisme-léninisme mais seulement au socialisme. Cette doctrine adoptée lors du troisième congrès en 1977 et réaffirmée en 1983 sera-t-elle officiellement abandonnée ? « Marxisme-léninisme ou non ? L'idéologie du parti doit être clarifiée », titrait *Noticias*. Le FRELIMO, parti d'avant-



garde, deviendra-t-il « le parti de tout le peuple » ? Sera-t-il élargi en une sorte de front, soulignant par là une plus grande flexibilité dans un souci majeur d'unité nationale ? Un cadre qui, à l'avenir, pourrait peut-être permettre d'intégrer quelques membres de la RENAMO. Certains le suggèrent. On parle également de l'instauration du vote secret pour l'élection du chef de l'Etat, de l'assouplissement des conditions d'adhésion, d'une plus grande autonomie accordée aux associations socioprofessionnelles.

Pour le directeur de l'école du parti, M. Vieira, il ne s'agit que d'« une meilleure définition, de la ligne politique », laquelle sera maintenue. « Il n'y aura pas de changement idéologique », précise l'ancien ministre de la sécurité, seulement quelques ajustements. Mais la question reste posée : encore marxiste, ou non ? Le FRELIMO n'applique pas mécaniquement les modèles étrangers de développement économique et politique », souligne le document de réflexion du cin-

quième congrès. Le parti se cherche, hésitant sur les caractéristiques de la voie mozambicaine. Les travaux de réforme constitutionnelle, commencés il y a trois ans, sont en panne. Est-ce que le cinquième congrès apportera les réponses attendues ?

En tout cas, il passera en revue « tous les aspects de la situation nationale » qui sont tous conditionnés, une guerre civile de treize ans dont ne voit pas le bout ni une véritable amorce de règlement. La population demande aux dirigeants : « Que faites-vous pour la stopper ? ». Le président Chissano pose alors la question lors des meetings : « Faut-il négocier avec les bandits armés ? » (appellation officielle de la RENAMO). La foule répond : « Non, pas avec des terroristes. Conforté dans sa position, le gouvernement refuse toujours d'entamer le dialogue avec eux, à ses yeux, « n'est pas une organisation mais un ramassis de hors-la-loi sans capacité de décision ». « Discuter de quel et avec qui ? » lance M. Vieira, pour qui « le nœud du problème se trouve en Afrique du Sud ».

Méfiance à l'égard de Pretoria

Officiellement, Pretoria ne soutient plus le mouvement rebelle, et chaque fois que des accusations sont formulées, la réplique est identique : « Des preuves, où sont les preuves ? ». « Ce n'est pas à nous de prouver, c'est à l'Afrique du Sud de démontrer qu'elle n'aide plus la RENAMO », rétorque M. Prakash Ratilal, coordinateur de la commission nationale d'urgence. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres à Maputo, il ne fait guère de doute que l'organisation d'Alfonso Dhlakama bénéficie toujours d'un soutien en provenance du grand voisin. De certains secteurs de l'armée, de groupes privés, anciens colons portugais ou autres *Retornados*, des services secrets qui seraient au courant de tous les mouvements des guérilleros grâce à un

La mort dans l'indifférence

MAPUTO de notre envoyé spécial

COMBIEN de morts ? Cinq mille selon les autorités du pays. Sept mille pour les organisations internationales. Peut-être dix mille d'après les plus pessimistes. Comment savoir et qui veut véritablement savoir ? Le drame n'est défilé dans l'indifférence générale à plus de 1 000 kilomètres de la capitale, dans le district de Momba, au nord du pays. L'administration locale n'a pas réagi, en dépit de la sécheresse qui avait vidé les greniers. Elle ne s'est pas rendu compte que d'octobre à février derniers la population affamée mangeait des racines et de l'herbe. Les villageois d'appel à l'aide de l'Eglise catholique et de l'organisation humanitaire Care n'ont pas soulevé d'émotion dans les bureaux gouvernementaux de Maputo.

No man's land

Quand on a enfin pris la mesure de la tragédie, quand les premiers vivres ont pu arriver, en mars, à Momba, ce petit port sur l'océan indien, il était déjà beaucoup trop tard. Les moines résistants avaient été emportés. Les malades ont décimé les autres. Pourrait, à tout juste 50 kilomètres de là, à Nacala, 7 000 à 8 000 tonnes de nourriture attendaient dans les entrepôts. 2 000 étaient déjà pourries.

Comment cela s'est-il pu se produire ? Le scandale de Momba est venu rappeler que, dans ce pays ébranlé par la guerre, des milliers d'hommes et de femmes pouvaient mourir dans l'abandon le plus total. Le drame de Momba a démontré qu'on était sans nouvelles de ce qui se passait dans la plus grande partie du territoire. Il a illustré l'insouciance criminelle d'une administration. Les difficultés d'accès, les attaques de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), n'expliquent pas tout. Ces victimes ont payé le prix de la bureaucratie et de l'indifférence.

La tragédie des réfugiés, des mal-nourris, ne fait plus guère recette. La solidarité nationale a succombé à la politique du chacun pour soi. Jour après jour, les

biens des raids du mouvement rebelle égrènt des chapiteaux de morts et d'horreurs, suscitant à peine quelques commentaires. Banalité d'un conflit qui fait désormais partie de la vie. « La mort d'un plongeur dans le baie de Maputo provoque pratiquement plus d'écho dans la capitale que les communiqués relatant le massacre d'une bourgade ou le pillage d'un convoi », laisse tomber, amer, un habitant. Cinq mille morts de plus ou de moins ne font, si l'on peut dire, qu'une différence dans le tableau.

« La perpétuation de l'agression externe et de la déstabilisation a déjà coûté, directement ou indirectement, la vie à six cent mille Mozambicains », souligne M. Prakash Ratilal, coordinateur de la commission d'urgence nationale. Cent mille personnes seraient succombées au cours de massacres et d'attaques. Selon l'UNICEF, près de cinq cent mille enfants ont péri, depuis 1980, des conséquences de cette guérilla. M. Ratilal ajoute : « Deux cent mille autres ignorent où se trouvent leurs parents ou ont été les témoins de leur mort ».

Six cent mille Mozambicains sur une population de quinze millions d'habitants, morts de faim, de maladies, de manque de soins ou massacrés parmi lesquels les enfants paient le plus lourd tribut. Trois cent cinquante sur mille meurent avant l'âge de cinq ans et deux cents avant d'atteindre leur premier anniversaire. Plus du tiers de la population, soit cinq millions six cent mille personnes, est directement touché par le conflit. Deux millions sept cent mille Mozambicains ont été contraints de quitter leur lieu de résidence, parmi lesquels un million se sont réfugiés à l'étranger. Le Malawi, pour sa part, en abrite 650 000.

Ces chiffres se passent de commentaires. On pourrait y ajouter encore le nombre des destructions : 2 600 écoles primaires, 820 centres de santé, 44 usines, 1 300 trams, canalisations ou autobus, 900 magasins, des voies ferrées paralysées, la plupart des routes inutilisables. Bref, une nation en ruine. A 75 %, le territoire est pratiquement transformé en un *no man's land*. La totalité des chefs-lieux de district

sont certes désormais sous contrôle gouvernemental, mais les campagnes sont livrées à l'ennemi.

Il a été calculé officiellement que le transport de 30 000 tonnes de vivres dans vingt-quatre districts déclarés inaccessibles (soit près du cinquième de la superficie) coûterait 21 millions de dollars par an. Résultat : « Une bonne partie du pays est presque abandonnée », s'indigne un responsable d'une organisation internationale. La vie est de plus en plus concentrée dans les villes submergées de réfugiés fuyant les raids et la faim. Ils forment autour des bourgades des ceintures de nécessité, dernier cercle de sécurité face à l'ennemi. Des déracinés qui survivent grâce à l'aide internationale qui approvisionne, selon le PAM (programme alimentaire mondial), 90 % du marché. En dehors de ces îlots préservés, les autorités font comme elles peuvent, intervenant ici et là, selon les besoins les plus criants, en fonction des appels de détresse.

Générosité internationale

Une centaine d'organisations, trente-cinq nations, sont au chevet du Mozambique, épuisées par un quart de siècle de guerre depuis le début de la lutte pour l'indépendance, en 1964. Le 14 avril, à New-York, lors de la conférence pour l'appel à l'aide, les besoins du pays ont été chiffrés à 350 millions de dollars, soit 40 % de plus que l'année précédente, dont 60 % rien qu'en nourriture. Les donateurs répondront-ils ? La communauté internationale ne va-t-elle pas finir par se lasser ?

En 1988, le déficit s'est chiffré à 70 millions de dollars. La distribution reste le principal souci. Comment faire parvenir l'aide à ceux qui en ont besoin ? Le manque de communications n'est pas la seule difficulté à surmonter. « Nous pourrions faire beaucoup plus, excepté un membre d'une agence humanitaire : 70 % de notre temps est utilisé à lutter contre la bureaucratie du pays », l'administration est également accusée de se servir au passage. Ainsi retrouve-t-on sur les marchés de Maputo les sacs de farine

d'une assistance dont les effets pervers se multiplient.

Il ne suffit pas de nourrir les déshérités, il faut aussi leur permettre de subvenir à leurs besoins à plus ou moins long terme, comme le souligne le rapport annuel des Nations unies. Un tel objectif est encore lointain, ce qui signifie que chaque année le Mozambique dépend de la générosité internationale - qui n'est d'ailleurs pas toujours désintéressée - pour ne pas sombrer complètement.

La situation militaire ne s'améliore guère d'une façon générale. La guérilla, toujours mouvante, ne décline pas. Les guérilleros de la RENAMO attaquent aussi pour se procurer de la nourriture. Celle qu'ils ne peuvent enlever, ils la détruisent. L'armée également se sert. Mal payée, mal ravitaillée, mal organisée, les soldats gouvernementaux sont totalement incapables de faire face à la situation. Eux aussi tentent de survivre comme ils le peuvent. Leurs chefs sont accusés de plus en plus ouvertement de corruption et de trafic en tous genres.

La population les soupçonne de profiter de la guerre et même d'avoir intérêt à ce qu'elle se poursuive pour pouvoir continuer à faire leurs affaires. Les jeunes officiers trépanent d'impatience face à leurs chefs, héros de la lutte de libération ; ils ne sont pas faciles de les déloger en dépit de leur inaptitude à contrer les actions de la rébellion. La réorganisation de l'armée ne peut se faire que par petites étapes afin de désamorcer les risques d'un coup d'Etat, toujours possible lorsque la défense est devenue un business.

Dans ces conditions, à moins d'un règlement politique encore illusoire, le Mozambique n'a guère de chance de sortir de son marasme. Le drame de Momba a réveillé quelques consciences. Mais ces victimes de l'indifférence sont vite retombées dans l'oubli. Le Mozambique s'est forgé une carapace. Il s'est habitué à vivre sans compassion. Il y a, paraît-il, dans ce pays suffisamment d'armes pour équiper trois armées. Alors pourquoi la guerre s'arrêterait-elle, surtout quand elle permet à certains de vivre sur le dos des autres ?

M.B.R.

réseau radio efficace dont est équipée la RENAMO, les agents de la déstabilisation ne manquent pas qui tous ont intérêt politique et financier à ce que la guerre continue.

Dans les milieux officiels, on estime que Pretoria n'a pas véritablement fait la démonstration de sa bonne volonté, et que les autorités sud-africaines ne se sont pas engagées de façon positive pour le rétablissement de la paix. La rencontre entre M. Chissano et M. Botha, le 12 septembre dernier, n'a pas donné les résultats escomptés. Les espoirs placés dans le redémarrage de la centrale hydro-électrique de Cahora-Bassa ne se sont pas concrétisés. De 524, le nombre des pylônes détruits de la ligne à haute tension qui relie le barrage à la frontière sud-africaine est passé à au moins 1 400. Contrairement à ce qui avait été annoncé, la route qui joint Maputo à Komatipoort, en Afrique du Sud, n'a pas été ouverte, et la voie ferrée est constamment attaquée. Certes, le dialogue a repris, mais les résultats se font toujours attendre.

L'initiative lancée en février dernier par M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, a fait long feu. Ce projet de conférence quadripartite (Etats-Unis, URSS, Afrique du Sud et Mozambique) n'a pas été jugé par Washington, approprié à la situation du pays. M. Botha a alors essayé de convaincre le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, qui rêve de jouer un rôle dans la région.

Pour l'instant, seule l'Eglise catholique mozambicaine est officiellement entrée en contact avec la RENAMO, une rencontre approuvée par Maputo mais qui rend sceptique M. Vieira sur les intentions de l'organisation. Il fait remarquer que les extractions étaient à peine terminées à Nairobi que les guérilleros massacraient trois prêtres italiens. Malgré tout, ces discussions constituent une première initiative, un petit pas qui a permis de connaître de façon plus précise les revendications de ceux qui se sont baptisés « les combattants de la liberté », c'est-à-dire : des élections libres, un partage du pouvoir à l'échelon local et central, le rétablissement de l'autorité des chefs tribaux et ne plus être qualifiés de « *BANDITS ARMES* ». Un prix jugé trop élevé, même si la RENAMO accepte que M. Chissano reste chef de l'Etat.

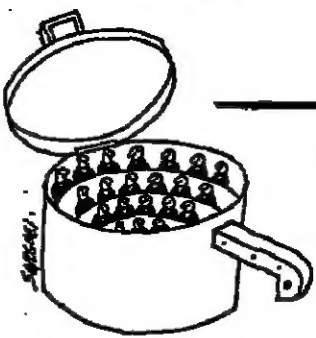
Ce dernier a posé comme condition préalable à toute entente le rétablissement de la paix. Après, on verra. Dans un discours à la fin du mois d'avril, il n'a pas nié que les rebelles pouvaient avoir des idées utiles pour le pays, mais il a estimé que le recours à la violence pour les faire valoir était inadmissible. Encore un petit pas, mais les perspectives de règlement ne sont pas pour demain. La cheville ouvrière de la politique gouvernementale reste la loi d'amnistie, dont 3 000 partisans de la RENAMO auraient bénéficié officiellement.

Le pays continue d'être saigné par cette guerre civile qui l'a réduit à l'état de paria « un cancer », pour reprendre le terme d'un homme d'affaires de Maputo, qui ne cesse de s'étendre. Etouffant la nation, ruinant la vie sociale et le sentiment d'unité nationale, désertifiant les zones rurales, faisant resurgir le tribalisme et les antagonismes raciaux. Le Mozambique survit grâce à l'aide internationale. Il vit sous perfusion. Depuis longtemps, le régime ne contrôle plus que les villes, dans lesquelles la situation s'est cependant nettement améliorée, particulièrement dans la capitale. Le fossé, en revanche, s'est creusé avec les campagnes, inatteignables, coupées du reste de la nation et dont la population est prise entre deux feux.

MICHEL BOLE-RICHARD.

I.T.S. Langues
LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE
ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN
NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

**PREPAS
MEDECINE
PHARMACIE**
Depuis 1967, la première préparation de Prépas annuelles pour bacheliers scientifiques. Recyclage pour titulaires.
80 % de reçus
CEPEX, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly - 47-45-08-19



Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

III. - Les riches heures du Parlement

Vérité vérifiable ou rubrique obligée du dictionnaire des idées reçues ? Il n'est plus question d'expliquer la vie parlementaire française sans en mentionner aussi-tôt le déclin et l'affaiblissement. Et chacun de convoquer, en guise de preuve, telle ou telle des inévitables « riches heures » passées, sans évaluer depuis la maturité de la IV^e République, du Parlement. Un Parlement qui, certes, déclinait, mais qui, en plus, n'avait pas été que de survie péniblement et dans la grisaille.

Avec toutes ses variantes, ce thème du déclin n'est pas nouveau (1). En avril 1921, Léon Blum, alors député SFIO, s'interrogeait lors de la discussion d'un projet de loi relatif « au paiement au Trésor d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en France » (une tentative de sanction contre l'Allemagne qui s'agissait de reculer des réparations du premier conflit mondial). Il intervenait comme le feraient ou auraient pu le faire dans les décennies suivantes tant d'autres députés de tous bords : « Je crois que l'opinion de la Chambre est faite. Je crois aussi que son parti est pris. Pour le projet de loi qui vous est soumis, personnellement, j'ai l'impression de préférence particulière. Ceux d'entre vous qui l'ont étudié de plus près, les orateurs qui ont paru successivement à la tribune, les rapporteurs de vos commissions, le jugent tout avec une sévérité égale. Et cependant tout à l'heure, messieurs, vous allez probablement voter à une majorité considérable. Nous nous trouvons devant un de ces cas, de plus en plus nombreux, où la souveraineté parlementaire n'est vraiment qu'une illusion plus ou moins flatteuse. Vous vous trouvez en présence d'accords qui ont été passés sans vous, en dehors de vous. On vous demande de les ratifier et vous allez les ratifier avec plus ou moins de bonne grâce. »

Un demi-siècle plus tard, André Jarrot, député de Seine-et-Marne, rapporteur pour avis dans la discussion budgétaire, clame la même désillusion, aggravée peut-être du poids spécifique de la IV^e République et de son parlementarisme rationnel : « Mon rapport oral sera encore plus bref que mon rapport écrit. Nous savons tous que la discussion budgétaire est un rite célébré par habitude, auquel le gouvernement se prête un peu comme à une corvée et auquel le Parlement croit de moins en moins. Je ne suis pas le premier à l'avoir dit depuis l'ouver-

ture du débat sur ce que l'on appelle, par courtoisie, le projet de loi de finances pour 1971. Je n'accorderai à ce rite ni plus de temps ni plus de place qu'il n'en mérite. »

André Jarrot n'était pas le premier en effet. Ni le dernier. Mais ce cortège de plaintes politiques ou techniques qui court à travers les cinquante dernières années n'est, en fin de compte, que l'ombre portée d'une nostalgie plus générale.

Commencée sous sa forme contemporaine avec l'âge d'or tumultueux et intense de la Révolution, relancée à la fin du dix-neuvième siècle par la III^e République, réactivée encore une fois par la IV^e, la vie parlementaire semblerait, après 1958, entrée en langueur pour n'en plus sortir. Volonté politique et constitutionnelle du général de Gaulle, montée en puissance de médias nouveaux, affaiblissement intrinsèque du culte de la représentation parlementaire et de la rhétorique qu'elle déployait : tout aurait, depuis, contribué à gommer, pour n'en laisser que des poignées, le motif central de notre vie publique, l'activité et la parole des Assemblées.

La « mélancolie » de Charles de Gaulle

Le témoignage le plus saisissant sur cette évolution nous est fourni par un orfèvre inattendu dans la matière, Charles de Gaulle lui-même. Dans ses *Mémoires de guerre*, il se rend compte en ces termes de la III^e République : « J'ai eu de nature attiré par ce que le corps parlementaire comptait de vie profonde et contrariée, d'humanité ardente et volée, de passions actives et contrainues, et qui, tantôt s'assoupissent comme pour tenter la chance, tantôt éclatent en heurts retentissants. »

Sous la même plume, on lit, non sans quelque surprise, dans les *Mémoires d'espoir* : « On ne m'a pas guère vu débiter les éloquentes généralités, envolées et argumentations dont les grandes voix d'autrefois remuaient et charmaient l'assistance. Une sorte de mécanisation morose régit maintenant les assemblées. A moi qui ai toujours rêvé les talents oratoires dont s'illustrait la tribune française, cet effacement de la rhétorique inspire de la mélancolie. » Il est vrai que de Gaulle ajoute aussitôt : « Mais je me console en voyant disparaître le trouble qui, sous le signe des jeux,

La tradition orale veut que le Parlement ait connu ses heures de gloire sous la III^e et la IV^e République : députés et sénateurs auraient été les « seigneurs de la guerre parlementaire » de ces républiques défaites. La réalité est un peu différente, et, sans contester le poids de ces républiques parlementaires par rapport à la « monarchie élective » qui prévaut depuis 1962 (le Monde des 11 et 12 juillet), force est de constater qu'il n'y a rien de nouveau sous le ciel de la République, cinquante ans après : les protestations des parlementaires sont les mêmes quant à l'étroitesse de leurs pouvoirs face à l'exécutif. L'une des grandes différences vient sans doute de l'encadrement strict du droit des députés à renverser le gouvernement. La république voulue par le général de Gaulle a fait de la stabilité gouvernementale l'un de ses piliers fondateurs. Le récit de quelques-uns des grands débats de la III^e et de la IV^e République, comme le retour aux sources auquel nous invite M. Roland Dumas permettant de replacer aux bons endroits ces jalons de l'histoire. Autant de précieux repères pour tenter de mieux décrypter celle qui se façonne aujourd'hui, au jour le jour.

des poisons, des délices parlementaires : marqua la III^e et la IV^e République et les emporta toutes les deux. »

Un même constat rassemble donc ceux qui aiment, tout en le critiquant, l'ancienne vie parlementaire et ceux qui la critiquent tout en l'aimant par-dessus tout. Le souffle sincère ou fallacieux de la parole était la marque et la force d'une institution tombée depuis dans le roulement d'un automate dépourvu de puissance.

Ce n'est pas que les tares du système, quelquefois encore actuelles sinon aggravées, n'aient été très tôt signalées et déplorées. Un Henri Brisson (député, deux fois président de la Chambre des députés) stigmatisait l'absentéisme parlementaire : « Le régime des libres discussions que la France a repris après tant de malheurs causés par le régime inverse [NDLR : le second Empire] n'est pas une simple machine qu'une vaste société anonyme qu'on appellerait une nation puisse abandonner à elle-même ou à une demi-douzaine de mécaniciens. » Nous sommes en 1898.

Au début du vingtième siècle, Georges Clemenceau s'en prend à l'inefficacité du travail parlementaire tandis qu'André Berthelot (député, sénateur de la Seine, entre 1898 et 1927) dénonce « l'attitude de la Chambre : il est possible que cet état persiste satisfaisant à certaines personnalités dirigeantes de grandes coteries politiques. Mais nous, la masse des simples députés, nous n'en voulons plus. Nous avons été envoyés ici pour faire des réformes : nous entendons qu'on nous laisse le temps de les examiner et de les voter. »

Cette plainte, que de fois l'a-t-on entendue dans les bouches les plus diverses ! Et quand Raymond Barre, premier ministre, combat, à-qualité (en 1980), l'idée selon laquelle « le travail législatif ainsi que le rôle des assemblées seraient d'un intérêt médiocre et iraient en déclinant », sa démonstration quelque peu scolaire lui attire un ironique et incrédule : « Ben, voyons ! » du communiste Guy Ducoulon, qui dit à voix haute la pensée cachée de bien des députés.

Les assemblées successives de la Révolution avaient tout édifié ou presque, de destructions en créations, du nouveau âge de la vie nationale. Les assemblées de la III^e République puis de la IV^e, souvent matrones du jeu politique, avaient tantôt vibré, tantôt vibré, s'étaient animées ou agitées, toujours portées par la force des éloquences et des rhétoriques bien maîtrisées, au rythme de conflits et de débats intenses et parfois tragiques. Les guerres, les questions scolaires et religieuses, la colonisation, puis la décolonisation, les problèmes sociaux mobilisaient sans relâche des voix que la nation entendait avec passion avant des votes dont les foules agglutinées près des kiosques à journaux arrachaient quelquefois les résultats.

Avant la concurrence ruineuse de la radio puis de la télévision et de la mise en spectacle ou en messages publicitaires généralisés, le cœur de la démocratie bat à la tribune... ou dans les couloirs du Palais-Bourbon et du Sénat. La parole d'un Gambetta, d'un Clemenceau, d'un Jaurès et de tant d'autres en impose. Georges Clemenceau, qui répliquait en ces termes, en 1888, à la proposi-

tion de révision composite et par bien des aspects antiparlementaire du général Boulanger : « Oui ! Gloire aux pays où l'on parle, honnêtes pays où l'on se vote. Si c'est le régime de discussion que vous croyez flétrir sous le nom de parlementarisme, sachez-le, c'est le régime représentatif lui-même, c'est la République sur qui vous avez porté la main. »

Tel est l'acte de foi parfois ramené au rang de recette habile à partir d'un quelconque rayonnement législatif aujourd'hui révoqué. De législature en législature abondent les débats institutionnels ou consacrés aux activités économiques et aux finances, ou encore, dans une moindre mesure, de politique étrangère ou militaire (ce sont, de longue date, des domaines réservés ou particulièrement distillés à la curiosité des parlementaires). Tous ces débats alimentent les discussions récurrentes des Assemblées et, il faut bien le dire, leurs décisions uniquement lorsqu'elles n'ont pas été gâtées, selon une vieille habitude, leurs pouvoirs à l'excès.

Jaurès contre Barres

Mais les riches heures passées des Assemblées peuvent sonner aussi pour les grands débats dits de société : rétablissement du divorce, abolition de la peine de mort... Ce dernier sujet est déjà à l'ordre du jour en 1908, près de trois quarts de siècle avant la conclusion que fut imposée Robert Badinter. Maurice Barres, franchement opposé à l'abolition, demande « que l'on continue à nous débarrasser de ces dégradés, de ces déshérités, dans les conditions légales d'aujourd'hui ». Celui qui « vote la mort » et l'application de la peine de mort par « amour de la santé sociale » s'interroge ensuite : « Et maintenant, messieurs, voulez-vous me permettre de vous demander, de me demander à moi-même, si nous ne participons pas tous d'une certaine maladie passagère de l'intelligence qui est une difficulté à prendre des responsabilités ? »

C'est Jean Jaurès qui lui répond dans la suite du débat : « Il y a (...) aussi des classes socialement maudites qui ne seront jamais appelées à une libre coopération. Fatalité de la guerre et de la haine, fatalité des races, fatalité des servitudes économiques, fatalité du crime et des répressions sauvages, voilà quel est, selon nos contradicteurs, le fondement durable ou plutôt le fonde-

ment éternel de l'échafaud ! C'est sur ce bloc de fatalités qu'ils dressent la guillotine. Elle a pour mission de signifier aux hommes que jamais le progrès social, jamais le progrès de l'éducation et de la justice ne dispensera les sociétés humaines de tuer et de répandre à la violence individuelle ou collective. C'est le signal du désespoir volontaire, systématique et éternel : c'est le disque rouge projetant ses lueurs sanglantes sur les rails et signifiant que la voie est barrée, que l'espérance ne passera pas ! »

La même année, les mêmes protagonistes s'affrontent dans le même flamboyant d'éloquence à propos du transfert des cendres d'Emile Zola au Panthéon. On évalue, à l'aide de quelques exemples, ou encore en découvrant le socialiste Marcel Sembat défendant la liberté d'être cathiste (en 1912), l'intensité, les styles de ces voix qui auront sans doute trouvé leurs derniers échos contrastés avec les accents d'un André Malraux, d'un François Mitterrand avant 1981 ou, à l'opposé, d'un Jean-Marie Le Pen.

Grâce à ce dernier, on mesure en outre le poids des mots les plus méchants, les plus violents, dans ces Assemblées où la parole servait, à l'occasion, à faire haineuse, raciste, assassine. C'est, encore une fois, Barres, au cours du débat sur la peine de mort, qui « ne s'étonne pas un seul instant que M. Joseph Reinach défende les intérêts de sa race ». Ou Xavier Vallat commentant l'investiture, en juin 1936, du gouvernement Léon Blum : « Pour la première fois, ce vieux pays gaullo-romain sera gouverné par un juif. »

Car les invectives, la haine tout court ou la haine de classe, les coups parfois, faisaient aussi partie. Il ne faut pas oublier, de certaines de ces riches heures des Assemblées d'autrefois. Celles d'aujourd'hui sont-elles devenues trop rares parce qu'impensables ? Si cette thèse mériterait discussion, nul ne songerait pourtant à déplorer qu'une certaine pacification ait gâté les associations parlementaires.

MICHEL KAJMAN.

(1) Toutes les indications historiques et les citations contenues dans cet article sont extraites de l'anthologie, remarquable par son ampleur et sa richesse, que M. Michel Mopin a fait paraître en 1988 à La Documentation Française, les *Grands Débats parlementaires de 1875 à nos jours*, 588 p., 130 F.

POINT DE VUE

La décision par la délibération

par Roland Dumas
ministère d'Etat, ministre
des affaires étrangères

Le lecteur le plus curieux découvrira avec étonnement que, dans cette première année du Bicentenaire, le travail des historiens sur la période révolutionnaire procède par choix. Il n'était, bien sûr, pas sans risque d'aborder un objet historique encore soumis aux travers des passions partiales.

On avait annoncé une rude attaque des révisionnistes, c'est-à-dire de ceux qui, historiens ou folkloristes, avanceraient d'abord le caractère néfaste de toute révolution pour explorer son « coût », selon l'expression de Louis Sédillot, ou dénoncer sa naturelle tendance à fabriquer de la terreur. Il semble - mais peut-être est-ce encore trop tôt pour l'affirmer - que cette attaque tourne court.

Aucun travail d'envergure n'étant envisagé, des reprises de textes anciens, des biographies où la qualité voisine avec la complaisance, des compilations ont fleuri, mais pas de réflexion complète sous un angle de travail approfondi. Reste que deux collections marqueront certainement cette année : celle proposée chez Gallimard par MM. Furet et Hatzfeld, sur les *Orateurs de la Révolution*, et celle proposée chez Flammarion par Yves Lemoine, qui se propose d'étudier la *Révolution en ses œuvres*.

Tout naturellement, le premier volume de cette deuxième collection (1) devait se consacrer à ce que dans un premier temps Yves Lemoine et moi-même avions décidé d'appeler le *Peuple en ses combats* pour souligner un héritage, une mémoire, bref, tenter une sorte d'histoire « génétique » qui pénétrerait dans le fond de notre historicité, examinerait les

séquences parlementaires de la Révolution pour mieux cerner les évolutions actuelles du parlementarisme. Après tout, l'histoire d'un objet « en soi » s'apprendre le passé. Une fois cela posé, la question des sources et des méthodes accompagne celle de la réflexion. L'histoire déifiée de Marc Bloch, de Lucien Febvre et, en filiation directe, de Fernand Braudel, semble s'être épuisée dans ses « hautes œuvres ». La haute école française n'est plus ce qu'elle était. Le risque incontournable de la célébration (ou de la dédramatisation) révolutionnaire lui a fait perdre quelque hauteur.

Or, aujourd'hui autant qu'hier, l'exigence est ardente d'une recherche de ce que furent les axes convergents de la montée vers le parlementarisme à travers les épisodes révolutionnaires. Les monarchies d'Europe, les christianités, les souverains grecs et romains. Bref, la longue montée culturelle de mieux en mieux cernée, de plus en plus partagée, faisait un cheminement dont le génie spécifique de chaque nation ralentissait, ou, au contraire, accélérât le cours.

L'Angleterre, omniprésente dans quelques esprits français, et cela dès le quinzième siècle, l'Angleterre de plus en plus riche, largement ouverte à sa propre réforme dans le courant du seizième siècle, mais ayant résolu, depuis le Moyen Age, l'immense problème du partage des pouvoirs entre une nation et son monarque, resta, jusqu'à dix-huitième siècle, le miroir où se regarda le monde civilisé.

Il aura fallu une convergence unique d'enrichissement, d'éducation de l'esprit public, pour que s'affirmât en France l'impérieuse nécessité non plus de partager le pouvoir mais d'en changer le socle. Différence majeure

entre les deux pays ; le premier, pragmatique, habitué à une jurisprudence du partage politique ; le second, idéologue, imposant tout simplement un nouveau pouvoir à un pouvoir mourant.

L'Assemblée nationale française, autoproclamée le 17 juin 1789, ne ressemble en aucune façon aux Comunes anglaises parce qu'il n'est pas dans l'esprit des constituants de partager un pouvoir qui vient tout entier de la nation et ne désigne son roi que comme le premier officier du royaume.

Cependant, ainsi que je l'ai écrit, le clivage se fit brutalement et rapidement. A gauche, ceux qui refusent au monarque le droit de veto, à droite, ceux qui l'admettent. Très clairement à gauche, ceux qui ne peuvent concevoir que le roi attente à la nouvelle souveraineté, la volonté générale - selon l'expression de Rousseau - idéalisée dans la loi, à droite, ceux qui tentent de la partager.

Première fracture politique qui va se retrouver dans les événements d'août 1792 et dans la pratique parlementaire de la Convention.

« Si Louis n'est pas jugé... »

La loi va tuer Louis XVI, bien avant qu'il ne soit décapité. Cette fin du dix-huitième siècle, marquée par de multiples déchirures, chrétiennes, scientifiques, sociales, se fissure de partout. Louis XVI savait qu'il régnait sur vingt-cinq millions d'êtres pensants dont, peut-être, vingt mille avaient, sur toute la France, façonné l'opinion à attendre de la loi la consécration ultime du renversement des valeurs politiques ; mais, ce que ne savait pas Louis XVI, c'est que l'on

pensait et l'effet de ce que l'on pensait. Ce que l'on pensait ? Que la loi serait non seulement le garant d'un ordre postulat, l'égalité entre les citoyens, la libre propriété de soi-même et de ses biens, mais qu'elle serait le siège même de la légitimité politique. Paradoxe avec cette force, revêtu de cette redoutable ascendance, la loi prenait un tout autre sens que celui invoqué par les magistrats du Parlement de Paris pour limiter le despotisme d'un Louis XV.

L'expérimentation politique de l'Assemblée constituante trouve là son inspiration. A la théorisation du despotisme chrétien, ne craignons pas d'opposer la théorisation du despotisme légal. La transition se fait consciemment, mais les députés ignorent encore à quel se transfèrent les entrailles. Louis adopte la loi. Il jure fidélité à une constitution qui usurpe sa souveraineté. Cette loi votée, approuvée par celui-là - même qu'il l'a déposée, c'est un monde. La loi devra nécessairement faire céder son royal orgueil. Dans son discours du 3 décembre 1792, sur la mise en accusation du monarque, Robespierre en tire, devant la Convention, la leçon politique : « ... Si Louis n'est pas jugé, c'est que la liberté est condamnable, c'est que vous êtes coupables de l'avoir déposé le 10 août... »

Robespierre tire les conséquences ultimes de la loi. Louis, qui ne sait rien de l'innocence ou de la culpabilité, va être porté à l'échafaud par une loi qu'il n'aura jamais vue. Son ultime tentative d'explication aura le tragique des incompréhensions mortelles : « Je suis innocent. » Alors qu'il est roi suffisait pour le condamner.

Soyons clairs. S'il faut rejeter le travail de la Convention nationale sur

les institutions représentatives et notamment l'articulation entre l'exécutif et le législatif, si nous refusons d'examiner ce travail enfantin dans quelques mois stériles, alors il nous faut rejeter l'imprévisible développement de la démocratie aujourd'hui. Car, dans ce qui demain peut fonder l'Europe par la force même de l'élection au suffrage universel du Parlement de la Communauté, trouve le son berceau. L'idéal démocratique était, il y a encore cinquante ans, rejeté par une fraction de l'opinion à cause de ses origines impures, Marx y voyait la limite de la Révolution française, et sous sa plume ce n'était pas un compliment. Les fascistes, en France le pétainisme, argumentaient tout contre la démocratie en dénonçant pile-mêlé 1793, quelques mois de 1848, 1870 et 1938. Les débris de ces idéologies sécrètent encore leur venin contre l'institution parlementaire.

La divine surprise en cette fin de XIX^e siècle ne se situe pas d'ailleurs tant de frais convertis qui, admirant avant-hier la Chine d'il y a quatre ans, applaudissaient hier aux événements du jour ? Comme d'autres firent un long détour par les années de bronze du stalinisme avant de se découvrir fougues défenseurs de la démocratie bourgeoise ?

Nourrie des antagonismes de la veille, l'histoire pèse du poids de ses contradictions et de ses paradoxes. Les historiens ne peuvent guère que guider avec le plus de prudence possible à travers ces débris encore fumants, sans préjugés et sans préconception, l'esprit de nos contemporains.

(1) *Le Peuple assemblé, Flammarion, collection : « La Révolution en ses œuvres » dirigée par Yves Lemoine.*

Prochain article : LA MAISON DE FABRIS

Décès d'Irène Bourgois maire communiste de Dieppe

Irène Bourgois, soixante-trois ans, maire communiste de Dieppe (Seine-Maritime), est décédée mardi 11 juillet à Dieppe.

Professeur de mathématiques, Irène Bourgois était maire de Dieppe depuis 1971, réélue en 1977, en 1983 et en 1989 à la tête d'une liste d'union de la gauche. Conseiller général de Seine-Maritime depuis 1970, réélue en septembre 1988 dans le canton de Dieppe-Ouest, elle avait été députée de la 9^e circonscription de Seine-Maritime de 1978 à 1981.

C'est une figure municipale du Parti communiste en Seine-Maritime qui disparaît, appréciée par ses amis politiques mais aussi par ceux qui ne partageaient pas ses idées et même les combattants. Catholique pratiquant, « il avait le sens de l'autre », a déclaré M. Jean Beaufils, adjoint au maire, député socialiste de Dieppe, successeur de M. Bourgois à l'Assemblée nationale. « Aucune détresse ne lui était étrangère. C'était un chic type. Pour la gauche, il fut le ciment d'actions solidaires », a ajouté M. Beaufils.

Irène Bourgois avait été mariée par plusieurs épouses ces dernières années, en premier lieu la mort brutale de son fils, tué dans un accident de la route. Il avait également subi une opération chirurgicale pour des problèmes cardiaques.

Ses funérailles religieuses auront lieu samedi 15 juillet.

Politique

L'avenir de Paris et de l'Ile-de-France

L'idée d'une communauté urbaine est abandonnée, affirme M. Chirac après une rencontre avec M. Rocard

M. Michel Rocard a reçu le mardi 11 juillet M. Jacques Chirac. M. Rocard devait présenter une communication au conseil des ministres du 26 juillet sur l'avenir de l'Ile-de-France, et il avait annoncé à l'Assemblée nationale (le Monde du 30 juin) son intention de ne rien faire avant d'avoir conduit une « concertation active ».

Entretien « sérieux », dit Matignon : « technique », insiste la mairie de Paris. Comme si l'on pouvait examiner une situation qui touche deux millions de Parisiens, dix millions d'habitants d'Ile-de-France, c'est-à-dire le cinquième de la population française, sur un ton badin et sans ouvrir des dossiers tels que ceux du logement et des transports.

Le premier dossier que M. Chirac avait soumis à son ancien condisciple de Sciences Po ressemblait pourtant à un hors-d'œuvre : la construction d'un grand stade de 90 000 places nécessaire pour prétendre à l'organisation de la Coupe du monde de football ou des Jeux olympiques. La Ville de Paris propose le site de Conillon-Landy qu'elle possède sur la commune de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Elle y voit deux atouts : la qualité de la desserte et la proximité de la capitale. Elle « offre ce terrain ». Un groupe de travail réunissant des représentants de l'Etat, de la région, de la Ville de Paris, du département de Seine-Saint-Denis et de la commune de Saint-Denis étudiera des conclusions avant la fin de l'année.

Le logement préoccupe hautement les Franciliens. La Ville de Paris est accusée par la gauche de ne pas faire assez d'efforts en

faveur des logements sociaux. M. Chirac a plaidé la rareté des terrains disponibles. Aussi a-t-il demandé que l'Etat mette à la disposition de la ville les grandes emprises publiques disponibles (gares, casernes désaffectées) à des prix raisonnables. Deux mille logements sociaux y trouveraient place. Un accord de principe a été conclu sur le renouvellement d'un contrat semblable à celui passé il y a quelques années entre la Ville de Paris et M. Paul Quilès, ministre du logement à l'époque, pour une aide de l'Etat à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux.

Une décision devrait être prise avant un mois sur le choix d'un projet de transports en commun est-ouest. La ligne A du RER entre Aubert et Gare-de-Lyon est à la limite de la saturation. Le projet Meteor conçu par la RATP est en concurrence avec le projet Eole de la SNCF. Le premier relierait la gare Saint-Lazare et la gare de Lyon, puis Bercy et le treizième arrondissement. Il a les faveurs de la Ville de Paris et coûte moins cher que le second qui rejoindrait la ligne A à Val-de-Fontenay.

Un entretien « technique » donc... Mais à ce niveau, la politique pouvait-elle désertier le

débat ? Le premier ministre et son prédécesseur ne s'étaient pas rencontrés officiellement depuis la passation de pouvoir. Leur échange de mardi avait pour toile de fond une polémique sur l'intention prêtée par la droite aux socialistes de « faire main basse sur la région » en modifiant le statut de l'Ile-de-France. « Océan de rumeurs », aurait noté M. Rocard, selon son interlocuteur.

Respecter la décentralisation

Pour renforcer sa position, M. Chirac avait réuni, la veille, outre le président RPR du conseil régional, les cinq présidents du conseil général de la région qui appartiennent comme lui à l'opposition nationale. C'est donc au nom de six départements sur huit (deux conseils généraux sont présidés par des élus communistes) que M. Chirac a demandé que la compétence des élus locaux ne soit pas réduite, que la région Ile-de-France ne soit pas soumise à un régime d'exception, mais bénéficie plutôt de pouvoirs renforcés. En clair : pas de communautarisme urbain du « Grand Paris », pas de péréquation des ressources fiscales, notamment des taxes pro-

fessionnelles à l'échelle de la région.

Le maire de Paris a entendu un premier ministre « extrêmement prudent, soucieux de ne pas sortir des chemins de la concertation ». L'idée de la communauté urbaine a été « abandonnée », dit-il.

A Matignon, on rappelle que le premier ministre n'est pas le « dernier des centralisateurs venus » et qu'on ne peut en conséquence le soupçonner de vouloir toucher aux lois de décentralisation. On confirme que le maire de Conflans-Sainte-Honorine aborde le problème de la région parisienne « sans aucune idée préconçue », qu'on ne peut en tout état de cause modifier le sort de trois cents communes et sept départements dans l'affrontement et sans concertation. Ce qui ne signifie pas l'acceptation d'un « libéralisme sauvage » qui conduirait aujourd'hui les communes riches à devenir plus riches et les pauvres plus pauvres. Pour éviter qu'il ne « pleuve toujours où c'est mouillé », M. Rocard compte sur un long et patient dialogue. Fort du mot de Tito-Live qu'il aime rappeler : « La plupart du temps, la bonne foi appelle la bonne foi ».

CHARLES VIAL

M. Giscard d'Estaing à l'Elysée

« L'opposition est prête à faire avancer l'union de l'Europe »

M. Valéry Giscard d'Estaing a été reçu à sa demande mardi 11 juillet à l'Elysée pendant plus d'une heure par M. François Mitterrand. A plusieurs reprises au cours de la dernière campagne électorale, l'ancien président de la République avait ébauché l'entretien avec son successeur « sur les grands dossiers ». Les deux hommes ne s'étaient plus rencontrés, du moins officiellement, depuis le 13 mai 1988, au lendemain de la réélection de M. Mitterrand, au moment où se posait encore la question de la dissolution ou non de l'Assemblée nationale. La décision du président de la République de provoquer finalement en juin des élections législa-

tives avait suscité quelque dépit chez M. Giscard d'Estaing. Une période de refroidissement entre lui et l'Elysée en découle.

Officiellement, MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing ont parlé de l'Europe, sans doute aussi de la dernière visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev et peut-être du sommet des pays industrialisés de cette fin de semaine. Comme à l'accoutumée, on s'est montré peu disert sur ce tête-à-tête. « Le président de la République », a dit M. Giscard d'Estaing à sa sortie, va exercer pendant les six prochains mois la présidence du conseil européen au nom de la France. Je suis venu lui dire

que dans l'opposition nous sommes prêts à contribuer à faire avancer l'union de l'Europe ».

Quelques heures plus tard, son ancien collègue dans la bataille électorale de l'Europe, M. Alain Juppé, déclarait soutenir ces propos. « Notre volonté, complétée le secrétaire général du RPR, c'est de faire avancer l'Europe dans des domaines aussi divers que l'union économique et monétaire ou la réorganisation fiscale, ou bien encore la politique d'immigration et la politique de sécurité. Voilà toute une série de sujets sur lesquels notre volonté européenne s'affirmera au cours des prochains mois ».

Communication

Discussions techniques sur les régies

Premiers travaux d'approche entre la 5 et M 6

Une première séance de travail a réuni, vendredi 7 juillet, les responsables des régies publicitaires de la 5 et de M 6. Une rencontre que certains n'ont pas manqué d'interpréter comme l'ébauche d'un rapprochement entre les deux sociétés mais dont l'ordre du jour avait été volontairement circonscrit à des discussions techniques.

Enlaid dans des difficultés économiques ou confrontés à une réglementation sans cesse plus contraignante, les responsables des chaînes privées discutent entre eux depuis des mois. Berlusconi et TF 1, TF 2 et M 6, M 6 et Berlusconi. Mais jusqu'ici M. Robert Hersant, opérateur principal de la 5, n'avait montré la moindre velléité de contact ou de rapprochement. Or voici que soudainement, il y a quelques semaines, des émissaires du magnat de la presse prennent langue avec les actionnaires de la sixième chaîne pour proposer des échanges d'actions, stratégie commune de programmes et rapprochement des régies. Un revirement spectaculaire qu'expliquent à la fois les pertes importantes de la société (1,7 milliard en deux ans), la perspective de sanctions graves du Conseil d'Etat, l'isolement politique de la chaîne et son bras de fer en voie d'être perdu avec le CSA.

De quoi rendre prudents les actionnaires de M 6 qui, soudain courtisés, étudient avec circonspection l'offre ainsi formulée. Pas question de refuser des contacts avec ce concurrent très mal en point : M 6 totalise elle-même 700 millions de francs de pertes cumulées et les perspectives à court terme demeurent bien sombres. Mais pas question non plus de céder à la précipitation pour « jouer les pompiers » au risque de perdre le contrôle et les acquis de la chaîne. Et toute idée de fusion est d'emblée rejetée. « Qu'il y ait des accords de coopération avec la 5, je n'y suis pas hostile », affirme

M. Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des eaux dans Paris Match. Mais pas de fusion qui conduirait à la disparition de l'une des deux chaînes ni pour le moment de croquer le financier. L'idée d'échanges d'actions est donc repoussée, pour l'instant, tout comme celle d'une gestion commune des programmes.

Tout juste décide-t-on d'entretenir la porte et d'accepter des discussions sur l'avenir des régies. Une façon de tester la volonté de Robert Hersant dans un secteur « stratégique » qu'il gère seul. Une façon aussi de mieux approfondir les rapports de forces subtils existant entre les actionnaires de la 5, qui ne parlent décidément pas d'une même voix. Car, pour l'heure, M. Berlusconi joue encore les observateurs.

Un pied dans TF 1 — en guise de parachute —, une participation majeure dans la 5 (équivalente en fait à celle de M. Hersant) : le patron italien reste assis et fait officiellement confiance à M. Hersant pour élaborer rapidement un plan de sauvetage. Un plan qui passera forcément par une nouvelle discipline et l'acceptation des régies imposées par le CSA. Ce dernier en fait un préalable à toute discussion avec les responsables de la 5 et envisagerait d'ailleurs avec bienveillance ces premiers travaux d'approche entre les deux chaînes. Esquisse de solution pour des chaînes privées sans bonsole.

A. Co et P.-A.G.

● Parthé-Cinéma : le tribunal tranchera en septembre le différend entre le vendeur (Rivaud) et les acheteurs (MTI). — Quatre sociétés du groupe Rivaud qui avaient cédé en décembre dernier leur participation (52 %) dans Parthé-Cinéma à la société MTI de MM. Giancarlo Parretti et Max Théret ont engagé une procédure de référé contre les acheteurs. Elles estiment

Les difficultés de réception de la SEPT

Les industriels refusent de « porter le chapeau »

Qui peut recevoir la SEPT aujourd'hui ? Potentiellement tout le monde, puisque les émissions de la chaîne culturelle, grâce au satellite TDF 1, arrosent toute l'Europe. Mais pratiquement pas grand monde, car les réseaux câblés ont encore une faible pénétration en France et les équipements de réception directe ne se vendent qu'à quelques centaines d'exemplaires par mois. A qui la faute ? Aux industriels, estime le président de la SEPT, M. Jérôme Clément, qui en profite pour demander des fréquences hertziennes réservées pour sa chaîne (le Monde du 7 juillet) et s'insurge que France-Télécom et TDF ne fassent que timidement la promotion du satellite. Ces derniers délaissent leur responsabilité en indiquant que la production des matériels de réception incombe, comme pour les téléviseurs et les magnétoscopes, aux industriels.

Mis en cause de toutes parts, ces industriels refusent de « porter le chapeau ». Chez Thomson, on estime avoir rempli ses engagements en mettant sur le marché, dès avril, des téléviseurs adaptés aux normes D 2 MAC. A plus de 12 000 francs l'unité, il ne s'en vend qu'un millier par mois, alors que la capacité de production mensuelle est de cinq mille. Il est vrai que ce type d'appareil s'adresse essentiellement aux

personnes qui désirent remplacer leur poste actuel, avec un surcoût de plus de 2 000 francs par rapport au même téléviseur sans D 2 MAC. En l'absence d'autre chaîne que la SEPT sur le satellite, l'incitation reste faible. D'autant que ces futures chaînes seront cryptées et payantes, donc nécessitent des équipements spécifiques qui ne seront disponibles au mieux qu'au début de 1990.

Deux commandes ont été passées pour ces futurs décodeurs, qui viendront s'adapter aux téléviseurs actuels. La Radiotechnique (Philips) construira 750 000 appareils pour le compte de France-Télécom, et Canal Plus s'est associé avec la SAGEM pour produire 320 000 décodeurs correspondant à ses propres besoins.

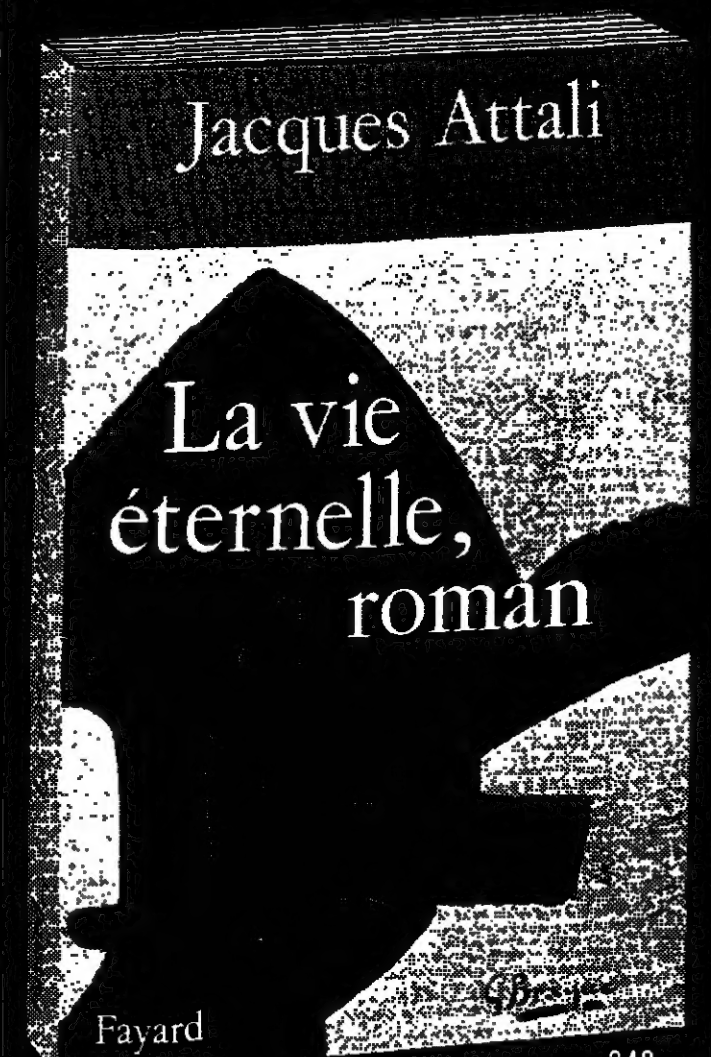
Mais le choix des normes de cryptage et de paiement ayant tardé, les « puces » électroniques correspondantes ne seront pas disponibles en quantité avant le début 1990. D'ici là, et fort logiquement, personne ne se risque à lancer une production d'appareils qui ne permettraient de recevoir que la SEPT et seraient donc très vite obsolètes à supposer qu'ils trouvent des clients. Cette situation était prévisible — y compris pour M. Clément — dès avant les choix du CSA en faveur de chaînes payantes, en avril dernier. Mais elle n'en illustre pas moins le manque de coordination qui a marqué depuis longtemps l'histoire de TDF 1. Et elle laisse la SEPT en mal de spectateurs. Contradiction supplémentaire : la chaîne culturelle, pourtant gratuite, devra trouver l'essentiel de son audience future parmi les... abonnés des chaînes payantes, équipés par ces derniers.

M. C. L.

JACQUES ATTALI, ROMANCIER

Jacques Attali aurait pu se laisser aller au seul plaisir de raconter. Il s'en est gardé, soignant le style, travaillant le rythme, l'harmonie, le phrasé, les dialogues. Il a réussi tout cela avec, pour river leur dou, en passant, à ses critiques, une histoire difficilement racontable, sous peine de la banaliser, de priver le lecteur de la joie des découvertes et des égarements sur de fausses pistes soigneusement balisées par l'auteur.

Josyane Savigneau, Le Monde



342 p.
98 F.

Avec « La vie éternelle », Jacques Attali nous offre la plus bouleversante des histoires d'amour.

L'Arche

Tout son livre proclame que si le propre des hommes est de laisser des traces après eux, plus souvent par leurs violences que par leurs bienfaits, les seules promesses à durer sont faites de mots et d'art. Le romancier et ses personnages ont pris le relais du faiseur de Golem.

Christine Arnothy, Le Parisien

C'est plus qu'un chef-d'œuvre, c'est quelque chose d'inoubliable... C'est un bouquin tellement exceptionnel que je me suis promis de le clamer à tout Paris

San Antonio

FAYARD

SCIENCES

Signature d'un accord avec les principaux syndicats

Les salaires et plans de carrière des chercheurs seront améliorés

Un accord sur « l'amélioration de la condition des personnels de recherche » a été signé mardi 11 juillet à Paris par le ministère de la recherche, M. Hubert Curien, et les représentants des principales organisations syndicales de cette profession : SGEN-CFDT, FEN, SNCS-FEN, SNPTES-FEN, SNPCEN-FEN, CFTC et OGC, qui représentent 95 % des chercheurs et 75 % des ingénieurs, cadres et administratifs de la recherche publique. La CGT et FO n'ont pas signé.

Résultat de plus de deux mois de négociation, l'accord concerne quinze mille chercheurs et vingt-cinq mille ICA (ingénieurs, techniciens et administratifs) travaillant dans des organismes de recherche scientifique comme le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), ou l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). Il porte à la fois sur les rémunérations, le déroulement des carrières, le recrutement et la mobilité des personnes. L'un des objectifs principaux de M. Curien et des syndicats était de redresser une situation qui voit les éléments les plus brillants négocier de plus en plus les carrières

de recherche et se tourner vers le privé et l'industrie, faute de motivations financières et de plans de carrière suffisamment attractifs.

Première mesure : la formation par la recherche est encouragée, grâce à une augmentation de près de 50 % sur deux ans du nombre des allocations de recherche, des bourses d'un montant de 7 000 F mensuels, cofinancées par le ministère de l'éducation et celui de la recherche, qui permettent à des étudiants de préparer une thèse de doctorat. Actuellement, 1 900 jeunes en profitent chaque année. 450 allocations supplémentaires seront distribuées dès la rentrée universitaire 1989 et 450 de plus en 1990.

370 millions de francs

Les salaires de début de carrière, notamment peu attractifs dans la recherche publique, passent de 9 300 F à 10 000 F bruts mensuels, ce qui correspond au niveau de recrutement d'un ancien élève de l'École nationale d'administration. Parallèlement, une limite d'âge à trente et un ans est instituée pour l'entrée dans un organisme public comme « chargé de recherche de deuxième classe » (grade le plus bas). En contrepartie, le recrutement de candidats ayant déjà une expérience, dans le privé par exem-

ple, sera facilitée et le pourcentage d'accès direct au grade de chargé de recherche de première classe, actuellement de 20 %, passe à 33 %.

Pour motiver davantage le personnel des organismes de recherche, le ministère a, par ailleurs, décidé d'améliorer la pyramide des emplois et d'accroître le rythme des promotions, au travers de ce qu'il appelle « un effort sans précédent de déblocage des carrières ». Chez les chercheurs, 1 900 promotions (provoquées par des transformations de postes) sont prévues d'ici à 1993, dont la moitié dès 1990. Objectif : atteindre en trois ans — un rapport 62 %/38 % entre chargés de recherche et directeur de recherche, contre 68 %/32 % actuellement. Une indemnité, d'un montant maximum de 36 000 F par an, est créée d'autre part pour les chercheurs, ingénieurs et enseignants-chercheurs chargés de la direction de gros laboratoires ou de certaines fonctions de chefs de département ou de délégations régionales.

Pour les ingénieurs, techniciens et administratifs, un principe de transformation d'emplois similaire à celui institué pour les chercheurs permet 1 000 promotions en 1990, contre 650 en 1989. « Une étape de remise à niveau qui devrait être poursuivie en 1991 et 1992 », précise le ministère. La catégorie C (grade le plus bas) sera alignée sur son équivalent de la fonction publi-

que. Par ailleurs, les concours internes d'accès au grade d'ingénieur et de technicien seront ouverts aux administratifs.

Enfin, la mobilité des chercheurs vers l'enseignement supérieur sera facilitée grâce à un contingentement de postes réservés (trois cents d'ici à 1991) dans le nouveau corps des maîtres de conférence, qui seront accessibles aux chargés de recherche de première classe préformant l'enseignement à un poste de directeur de recherche.

La recherche publique est, traditionnellement, très liée à l'enseignement supérieur, et la plupart des 1 300 laboratoires du CNRS, par exemple, fonctionnent en étroite collaboration avec des universités. Ces mesures, qui représentent un coût global de 370 millions, dont 200 millions de francs dès 1990, constituent évidemment le pendant des textes de revalorisation des carrières universitaires, adoptés récemment (*Le Monde* du 11 juillet).

À la ministre de la recherche, on se félicite de cet accord, discuté et signé « sous mouvement social préalable ». « Un compromis acceptable, dans la mesure où le point de départ était particulièrement bas », a rétorqué M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN avant de signer.

JEAN-PAUL DUFOUR.

Ariane-3 a mis sur orbite un satellite expérimental de télécommunications

La fusée Ariane a mis sur orbite mercredi 12 juillet, à 2 h 34 du matin (heure de Paris), le satellite expérimental européen de télécommunications Olympus-1. Le tir, qui avait été reporté quatre secondes avant l'heure H pour des raisons techniques le 1^{er} juillet, s'est déroulé cette fois sans aucun incident.

Ce lancement — le trente-deuxième — de la fusée européenne était le dernier de la version Ariane-3, qui est remplacée par le modèle Ariane-4, plus puissant et surtout plus flexible. Il coïncidait aussi avec la dernière utilisation du pas de tir E1-1 de Kourou, d'où vingt-cinq fusées ont décollé depuis le départ de la première Ariane, le 24 décembre 1979. Ces installations sont, en effet, inadaptées aux très de lancement lourds qui sont effectués depuis E1-2, mis en service en 1986.

Vingt-huit lanceurs des séries Ariane-1 et Ariane-3 ont été fabriqués depuis dix ans. Soixante et onze Ariane-4 ont été commandées pour leur succéder durant la prochaine décennie, et le lanceur lourd Ariane-5, capable de mettre sur orbite le futur avion spatial européen Hermes, est en cours de développement. Son premier vol devrait avoir lieu en 1996. Trente-trois lanceurs de satellites, représentant un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs, figurent d'ores et déjà sur le carnet de commandes de la société européenne Arianeespace.

Olympus-1, lancé mercredi, est, avec une masse de 2 600 kilos, le plus gros engin jamais mis sur orbite par Ariane. Construit sous la maîtrise d'œuvre de la société britannique British Aerospace, ce satellite expérimental de forte puissance testera, pendant cinq ans, pour le compte de l'Agence spatiale européenne, de nouveaux équipements et de nouvelles applications dans les domaines de la télévision directe et des télécommunications. Il doit notamment expérimenter des liaisons entre de très petits terminaux dotés d'antennes de dimensions réduites et valider la télévision directe de puissance pour la RAI italienne et la BBC. Les antennes orientables dont il est doté permettront de modifier, pour les adaptateurs aux besoins, les aires géographiques d'où les messages peuvent être reçus.

J.-P. D.

● La navette américaine à l'heure allemande. — Aux termes d'un accord signé lundi 10 juillet entre la RFA et les États-Unis, deux astronautes ouest-allemands devraient s'envoler, en 1992, à bord d'une navette spatiale américaine. Comme lors de la première mission américaine, à laquelle participait la RFA, en novembre 1985, la navette embarquera également plusieurs expériences scientifiques et du matériel ouest-allemand. Une troisième mission conjointe est prévue pour 1993. — (AFP.)

RELIGIONS

Hésitant à créer une communauté exclusivement noire

Le prêtre dissident de Washington tente de renouer avec le Vatican

WASHINGTON correspondance

La révolte du Père George Stallings contre Rome fera-t-elle long feu ? Relativement tôt, ce prêtre noir de Washington qui a été suspendu de ses fonctions pour avoir voulu créer une communauté composée uniquement de Noirs (*Le Monde* du 7 juillet) paraît hésiter à délier le Vatican et à risquer l'excommunication. Il déclare maintenant avoir préparé une formule de réconciliation qu'il soumettra au diocèse de Washington. Si elle est refusée, il est prêt à rencontrer le pape.

Pour l'instant, le Père Stallings a tout simplement ignoré la mesure de suspension que lui a infligée l'archevêque de Washington, et la sanction ne l'a pas empêché de célébrer la messe deux dimanches de suite pour des milliers de ses ouailles surcitées. Un service de longue durée —

entre trois et quatre heures — marqué par des roulements de tambours, des chants et les incantations des fidèles battant des mains, se balançaient au rythme sacral de l'orgue, qui joue des hymnes traditionnels. Certains dansent, trépident ou s'effondrent, en proie à un véritable délire.

Mais les rites traditionnels sont observés. Quand il s'agit d'échanger la traditionnelle « paix du Seigneur », les fidèles noirs ne se limitent pas à serrer les mains de leurs voisins : ils vont et viennent pendant dix minutes dans l'église, embrassant chaleureusement tous ceux qu'ils rencontrent, amis et étrangers. Le Père Stallings, en robe immaculée et sans croix, gestuelle, hurle, grimace, roulement des yeux, esquise un pas de danse.

« L'Eglise catholique, lance-t-il, a publié des dizaines de documents sur le racisme, mais qu'en est-ce que ça a changé pour les Noirs ? On

Premier bilan d'un secrétaire d'Etat dynamique

Les handicaps sortent de l'ombre

M. Michel Gilbert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, devrait faire, mercredi 12 juillet, au conseil des ministres, un premier bilan de son action. Il y a un an, en effet, M. Michel Rocard innove doublement en formant son gouvernement : il crée un département ministériel spécialement chargé des handicapés et en confie la responsabilité à un membre de la « société civile », lui-même infirme et encore peu connu du public.

départements ministériels lui ont témoigné. M. Claude Evin, son ministre de tutelle, ne lui a pas ménagé son appui. M. Michel Delebarre a lancé un programme de saines mesures pour faciliter l'accès des moyens de transport aux handicapés. M. Jean-Pierre Soisson, de son côté, a obtenu d'une quarantaine de grandes entreprises la promesse d'embaucher des infirmes. Lors du conseil informel des ministres des affaires sociales de la Communauté, qui s'est tenu à Aachen le 10 juillet, M. Gilbert a été invité à plaider en faveur des handicapés.

Succès médiatiques

Les élus n'ont pas fait le sourd oreille, ni au Parlement, où les textes concernant les handicapés ont été votés à la quasi-unanimité, ni dans les municipalités, qui, lors des dernières élections, ont accueilli en leur sein un millier de conseillers souffrant d'une infirmité.

Encouragées par l'existence du secrétariat d'Etat, les associations ont osé sortir de la réserve dans laquelle elles se cantonnaient. L'extraordinaire manifestation des Tulleries qui, en octobre 1988, a attiré à Paris vingt mille militants et leurs protégés a témoigné de cette mini-révolution. Les handicapés n'affirment pas seulement leur existence et leur différence. Ils réclament leur place au soleil dans la société des volées. Surprise puis intéressée, l'opinion publique dresse l'oreille.

C'est sur ce point que M. Michel Gilbert a le mieux réussi. Sa méthode : aller sur le terrain pour écouter puis parler. Paradoxalement, ce nouveau ministre « à mobilité réduite » a été l'un des plus remuants du gouvernement. Il a visité près de quarante départements en un an. Chaque fois il réunit autour de son fauteuil roulant le préfet, les fonctionnaires de tous les services et les associations locales. Résultat : cinquante passages à la télévision et plus de cinq cents articles dans la presse. Jamais on n'avait autant parlé des handicapés. La personnalité du ministre missionnaire y est évidemment pour beaucoup. A preuve, lors d'un sondage SOFRES de mars dernier, il venait en troisième position dans l'ordre de popularité des membres du gouvernement, après MM. Jack Lang et Pierre Bérégovoy.

Ce succès médiatique sera-t-il suivi d'effets concrets ? Tous les handicapés de France et leurs associations attendent le ministre au tournant du budget 1990, dont les arbitrages sont en cours. M. Gilbert est confiant : « L'élan est tel, dit-il, qu'on ne peut plus le laisser retomber. »

MARC AMBROISE-RENDU.

MÉDECINE

L'épilogue financier d'une polémique

Accord sur l'indemnisation des hémophiles contaminés par le sida

Les hémophiles atteints du sida ou séropositifs seront indemnisés de manière plus importante que prévu. Aux termes d'un accord inédit entre les représentants de la transfusion sanguine, l'Association française des hémophiles et les compagnies d'assurances, l'indemnisation permettra des versements globaux, fonds publics et privés confondus, d'un montant compris entre 100 000 F et 620 000 F.

Le difficile et douloureux dossier de la contamination accidentelle d'une majorité des hémophiles français par le virus du sida devrait enfin trouver son épilogue officiel. On compte aujourd'hui plus de deux cents cas déclarés et plus de mille deux cents malades contaminés. Il y a en plus de quatre-vingt décès.

Cette contamination trouve son origine entre 1980 et 1985 dans l'utilisation, à des fins thérapeutiques, de produits coagulants indisponibles à la survie de ces malades, mais infectés à partir du sang qui avait servi à leur fabrication. La prise de conscience de l'ampleur de l'épidémie et la réaction tardive des autorités françaises de la transfusion (*Le Monde* du 26 avril) avaient amené les responsables de l'Association française des hémophiles à adresser un véritable ultimatum aux pouvoirs publics. En avril, M. Claude Evin, ministre de la santé, avait annoncé la décision du gouvernement de créer un fonds de solidarité. On avait ensuite appris, début mai, que chaque malade (ou chaque famille) concerné pourrait toucher une indemnité comprise entre 50 000 F et 100 000 F. Géré par l'Agence nationale de lutte contre le sida, ce fonds de solidarité ne devait a priori concerner que les malades atteints du sida et non les séropositifs.

Selon la situation de chacun

Cet accord, qui vient d'être rendu public, prévoit la création d'un fonds privé qui interviendra parallèlement au fonds public.

Les fonds privés (170 millions de francs débloqués par les assureurs) seront réunis dans une fondation créée auprès de la Fondation de France.

« L'instruction des dossiers débitera avant la fin du mois de juillet, et les premiers paiements auront lieu dans les semaines suivantes, indique-on. Ils seront fonction de l'évolution de la maladie et varieront également selon les situations

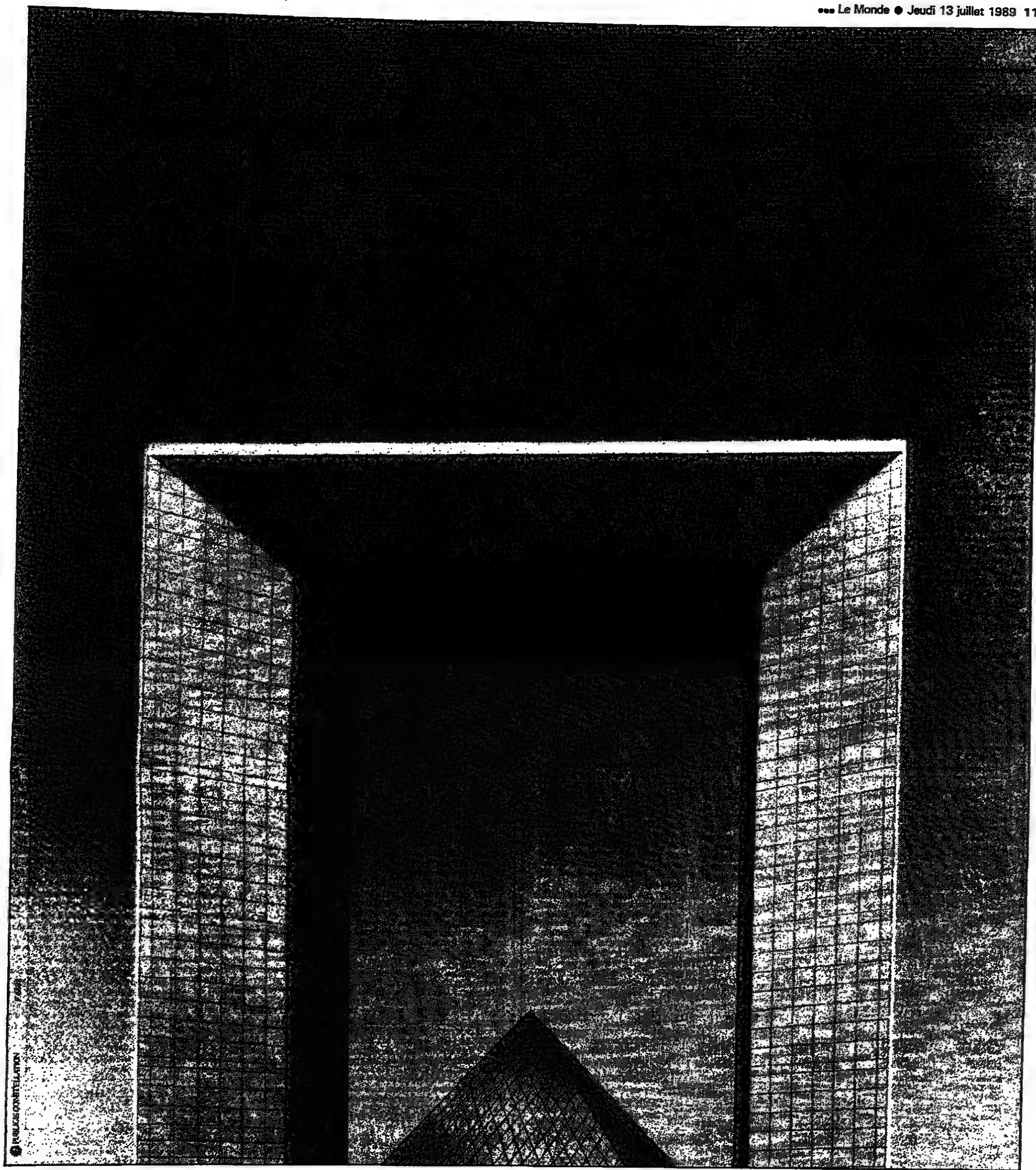
personnelles et familiales. Dans ces conditions, les versements globaux, fonds privés et publics confondus, se situeront entre un minimum de 100 000 F et un maximum de 620 000 F, avec une moyenne de 325 000 F. Il s'agit d'une solution inédite, d'une démarche de solidarité vis-à-vis d'une communauté confrontée à de douloureux problèmes. »

En pratique, seuls les fonds privés pourront intervenir au stade de la séropositivité (100 000 F), en cas de décès (jusqu'à 225 000 F) ainsi que lorsqu'un conjoint aura été lui aussi contaminé par voie sexuelle (100 000 F). Les fonds publics, eux, ne concerneront, comme il était prévu initialement que les seuls sida déclarés (de 30 000 F à 170 000 F, en fonction notamment de l'âge et de la situation de famille du malade).

Le versement de ces sommes, qui seront exonérées d'impôt et voudront aux compagnies d'assurances certains avantages fiscaux, impliquera que les malades renonceraient à toute poursuite judiciaire contre les autorités transfusionnelles. Une polémique s'était, en effet, développée ces derniers mois, mettant en cause certains responsables médicaux. On leur reproche d'avoir tardé à prendre les décisions qui s'imposaient pour assurer l'innocuité des produits utilisés par les hémophiles et d'avoir continué à distribuer, vers la fin de 1985, des médicaments potentiellement contaminés.

JEAN-YVES NAU.

● RECTIFICATIF : francophonie marocaine — Dans le rapportage de Jean-Pierre Péronet-Hugoz sur les Jeux de Casablanca (*Le Monde* du 11 juillet), il fallait lire que, selon les parents d'élèves marocains, les droits annuels d'inscriptions dans les établissements franco-arabes du royaume chérifien sont, en moyenne, de 5 000 francs et non pas de 1 500 francs comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire.



Saint-Gobain suit les grandes perspectives du début à la fin.

Pour la Pyramide du Louvre, Saint-Gobain avait déjà mis au point le verre le plus transparent. Aujourd'hui, pour l'Arche de la Défense, Saint-Gobain fournit 20.000 m² de verre feuilleté réfléchissant. Bientôt, pour le prestige de l'architecture,

nous proposerons "cool-lite", vitrage associant à une large variété de teintes une protection solaire efficace.

Pour le progrès de la technique et le bien-être des hommes, Saint-Gobain promet encore de belles perspectives.


SAINT-GOBAIN

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Fignon sous la menace de Delgado

Laurent Fignon s'est paré de son maillot jaune, mardi 11 juillet, à l'issue de la dixième étape Caen-Superbagnères, remportée par Robert Millar, qui a franchi en tête les cols de Tournai, d'Aspin et de Peyresourde au côté de Charlie Mottet. Déjà vainqueur à Luchon en 1983 et à

Gazet-Neige en 1984, le coureur écossais se confirme comme le spécialiste des Pyrénées. Pedro Delgado, deuxième à Superbagnères dans le sillage de Millar, réduit son retard sur Fignon à 2 min 53 s.

LUCHON

de notre envoyé spécial

Les actions de Delgado remontent en flèche. « Perico », l'escaladeur de vingt-neuf ans lancé dans la plus extravagante course-handicap, a repris sept minutes dont quatre en l'espace de deux jours à travers les Pyrénées. Or il reste cinq étapes alpestres et dix cols à franchir, une arrivée en altitude à l'Alpe d'Huez et un contre-la-montre individuel sur les pentes d'Orreaga-Merlette. Raymond Poulidor estime que dans cette « spéciale » Delgado peut faire une différence supérieure à deux minutes.

Bref, le climat est à l'optimisme dans l'entourage du vainqueur de l'an dernier. Non seulement celui-ci a manœuvré avec à-propos en surprenant ses adversaires au bas du Tournai, c'est-à-dire suffisamment loin de l'arrivée pour croquer un écart décisif ; mais, en outre, il a tiré profit d'un plan habile puisque, durant toutes ces offensives, il a bénéficié d'une protection efficace assurée par trois de ses partenaires privilégiés : Julian Gorospe, William Palacio et Alberto Roncano.

Il dispose lui aussi d'une bonne équipe, un avantage qu'on attribue jusqu'ici à Laurent Fignon en raison de la cohésion théorique de la

formation Super U. Bien groupés autour de leur chef de file, Pascal Simon, Dominique Garde et Gérard Rné ont dangereusement fléchi, en particulier Simon qui a concédé plus de trois minutes, rétrogradant de la 3^e à la 13^e place.

FI

du rasoir

A la sortie des Pyrénées, Delgado occupe enfin une position confortable et offre, semble-t-il, des garanties solides sur ses rivaux. Trois hommes le précèdent désormais : Fignon, Lemond et Charlie Mottet, auteur d'une étonnante réhabilitation. Or il est apparu que ceux-ci, en dépit de leurs brillantes performances, présentent des failles. Mottet a perdu le contact dans les derniers kilomètres de Superbagnères et Lemond n'a pu contenir l'attaque de Fignon, lequel avait éprouvé de vives inquiétudes sur les pentes du Tournai.

La plupart des candidats à la victoire finale évoluent sur le fil du rasoir, tandis que Delgado additionne les parcours sans faute, même s'il est toujours à la recherche d'un succès d'étape. Ses actions sont bien construites, ses démarrages dangereux et, depuis deux jours, il provoque de véritables ravages. Le fait que Fignon n'ait pas répondu à son coup de force donne à réfléchir.

Certes, le Français s'est ressaisi d'une manière qui désigne le champion, mais son passage à vide du Tournai lui coûte 3 min 26 s.

C'est peu, relativement aux dégâts provoqués par cette étape meurtrière. L'onde de choc a pulvérisé le peloton. A l'exception de Kelly, les grands routiers-sprinters Van Poppel, Vandererden, Liekens et Bontempi ont été éliminés sans gloire et sans avoir eu les honneurs du podium. L'an passé, Van Poppel, vainqueur à quatre reprises, et Vandererden, le porteur du maillot vert, avaient passé la montagne grâce à certaines complaisances. Cette fois, le commissaire installé à bord d'un hélicoptère a veillé à la parfaite régularité de la compétition.

JACQUES AUGENDRE.

Les classements

DIXIÈME ÉTAPE

Caen-Superbagnères (136 km)
1. Robert Millar (GB), 2. 136 km en 4 h 22 min 19 s (moyenne : 31,107 km/h) ; 3. Pedro Delgado (Esp.), 4. 3. Charlie Mottet (Fra.), 5. 4. Pedro Delgado (Esp.), 6. 5 min 4 s ; 7. Ger-Jan Theunisse (H-B), 8. 3 min 4 s.

Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fra., Super U.), 46 h 11 min 49 s ; 2. Greg Lemond (E-U.), 47 h 7 s ; 3. Charlie Mottet (Fra.), 47 h 57 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.), 48 h 53 s ; 5. Andrew Hampsten (E-U.), 49 h 18 s.

Le « drame » de Sainte-Marie-de-Campan

Au pignon d'une simple maison de Sainte-Marie-de-Campan, une plaque le rappelle en ces termes : « Ici, en 1913, Eugène Christophe, coureur cycliste français, premier au classement général du Tour de France, victime d'un accident de machine dans le Tournai, répara sa fourche de bicyclette. Ayant parcouru de nombreux kilomètres à pied dans la montagne et perdu plusieurs heures, Eugène Christophe n'abandonna point l'épreuve qu'il avait dû gagner, tournant un bel exemple de volonté sublime. »

Le style est à la mesure de la légende. Eugène Christophe, dit « Crissi », ou surnommé encore « le Vieux Gaulois », reste parmi les grands maîtres de l'un de ceux qui firent assurément pleurer dans les chaumières. Combien de fois n'a-t-il pas eu à raconter ce

drame de Sainte-Marie-de-Campan ? Certes, de fois n'a-t-il pas raconté la rigueur du commissaire de course, véritable commissaire du peuple, qui, témoin de ce bris de fourche dans les premiers kilomètres de la descente du Tournai, suivit le marche à pied du coureur jusqu'à cette forge. Et marqua du règlement, il ajouta encore la pénalisation parce que le forgeron, trop apitoyé, s'était permis d'accrocher le soufflet pour aviver les pressions !

En ces temps inhumains, le champion cycliste devait tout faire lui-même. Il en allait encore de même en 1919, au lendemain de la première guerre mondiale. Eugène Christophe, encore une fois, éprouva la dureté du règlement. Porteur du maillot jaune qui venait d'être institué, pour distinguer le leader des autres, et qu'il avait endossé au départ d'une étape Grenoble-Gauche, le Vieux Gaulois, sûr de lui, dominait la course. C'est à proximité de Valenciennes que se renouvela le drame du Tournai. Une nouvelle fois, la fourche de la bicyclette se rompit et, une nouvelle fois, il fallut dire adieu au maillot et à la victoire.

Ainsi va l'histoire du Tour, cependant que, dans un nouveau gré, le drame, le drame de bord annonce une nouvelle croisière et appelle de nouveau, le plus naturellement du monde : « Une voiture au peloton. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

REPÈRES

Education

Prime de 6 000 F pour les enseignants du secondaire

Les premiers textes officiels concernant le plan Jospin de revalorisation des rémunérations des enseignants du second degré viennent de paraître. Un décret et un arrêté parus au Journal officiel du 7 juillet instituent l'« indemnité de suivi et d'orientation des élèves » pour tous les professeurs du secondaire, qui constitue la pièce maîtresse du dispositif négocié cet hiver par le ministre de l'éducation nationale. D'un montant de 6 000 F à compter du 1^{er} mars 1990, cette prime annuelle sera versée trimestriellement et réévaluée en même temps que les traitements de la fonction publique. Son versement est lié à l'exercice effectif de fonctions telles que « le suivi individuel, l'évaluation des élèves [...] et la participation aux conseils de classe ». M. Jospin souhaiterait que

cette rallonge salariale figure dès cet été sur les bulletins de paie des intéressés, qui devraient ainsi aborder avec bonne humeur la rentrée scolaire.

La même livraison du Journal officiel contient l'arrêté qui fixe les modalités du nouveau CAPES de documentation.

Météo

Des propositions aux grévistes

Le ministre des transports a proposé, dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 juillet, aux syndicats FO, CGT et CGT des personnels techniques de la Métrologie nationale un protocole d'accord. Les syndicats devaient se prononcer avant jeudi 13 juillet. La grève, qui dure depuis plus d'un mois, avait cependant été reconduite pour la journée du mercredi 12. Le ministre a proposé des mesures pour l'ensemble des techniciens, avec un accès facilité aux

grades supérieurs. Les mesures financières prévoient douze points d'indice (un point = 20 F environ) pour les chefs techniciens, et vingt points pour le 7^e échelon. Tous les autres techniciens, comme les techniciens supérieurs, bénéficieraient de dix points d'indice supplémentaires et les agents débutants de vingt points. En outre, le ministre a proposé de créer une quarantaine de postes d'ingénieurs divisionnaires.

Inondations

Plus de deux cent vingt morts en Chine

Plus de deux cent vingt personnes sont mortes à la suite de pluies torrentielles et d'inondations au cours de ces derniers jours, dans la province du Sichuan (centre de la Chine). Les eaux des principaux fleuves, dont celles du Yangtze, le plus long fleuve de Chine (5 500 km), ont dépassé la cote d'alerte, indique la presse chinoise. — (AFP.)

JUSTICE

Les suites d'une garde à vue mouvementée

Sangs mêlés

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Si le sang du policier et celui du petit voyou se sont mêlés, ce n'est pas pour sceller un pacte d'amitié. A pied ventru sur le casier des « gosses » du commissariat central de Strasbourg, dans cette nuit du 19 au 20 juin, Paul Krebs, un ferrailler de vingt-huit ans, soupçonné d'avoir voulu voler une voiture sur un parking de supermarché, est soigneusement maintenu d'une clé au cou par l'inspecteur principal Denis Messinger.

S'il s'est laissé interpeller sans résister, Paul Krebs vit en revanche une garde à vue mouvementée. Se tape-t-il la tête par terre en hurlant qu'il est atteint du sida et en essayant de mordre tout ce qui passe à sa portée ? Ou bien l'a-t-on frappé délibérément comme il le prétend ? En tout cas, il saigne du nez et ce sang coule sur la main du policier qui venait de se blaser en faisant de la planche à voile. Le policier, 44 ans, n'a pas été contaminé. Le petit voyou s'est-il servi de sa menace comme d'une arme ? C'est le thème de l'union départementale de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police), qui s'est constituée partie civile au côté de M. Denis Messinger.

Dans la salle d'audience du tribunal correctionnel de Strasbourg, Paul Krebs comparait le 11 juillet pour tentative de vol de voiture et pour « violence et voies de fait sur agent de la force publique ». Une centaine de policiers (sur un effectif global de huit ou neuf cents hommes) y avaient pris place dès 8 heures du matin. Jamais tribunal ne fut aussi bien gardé, même si l'on déplorait

qu'une trentaine de collègues n'aient pu venir car ils assistaient à une session de formation sur... le sida.

Les policiers n'avaient pas apprécié que Paul Krebs, après une première audience, ait été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire. Cette fois, ils demandent que le procès soit renvoyé devant une cour d'assises car, pour eux, en voulant mordre leur collègue, Krebs a commis une tentative d'homicide volontaire par empoisonnement. Ils en font une affaire de principe et veulent, au-delà d'eux-mêmes, défendre, disent-ils, l'ensemble de la population qui pourrait être soumise au même risque.

Du « terrorisme »

Krebs, lui, à la barre, danse d'un pied sur l'autre. Avec sa mauvaise cicatrice sous l'œil gauche, il a du mal à soutenir un regard, mais il maintient fermement qu'on l'a « cogné » et que « celui-là, là-bas, [lui] a cogné la tête par terre » parce qu'il était malade et qu'il réclamait ses médicaments. Le policier ne cache pas son indignation : « Il ment. Après avoir commencé à discuter gentiment, comme il faisait le cirque dans la grotte, j'ai décidé que ça suffisait comme ça. Je l'ai maîtrisé au sol par un étranglement par derrière (...). Je n'ai pas pour habitude de frapper dans les locaux de police. Il disait qu'il voulait me transmettre le sida, baliser ma femme et ma fille et me donner un coup de fusil. »

Traité affecté, M. Messinger a, explique-t-il, perdu 5 kilos depuis les faits. Il devra, pendant un an, se soumettre à des tests de dépistage. Sa vie de couple, sa

vie familiale sont perturbées. C'est la police entière qu'il faut défendre contre des agressions de cette nature et c'est pourquoi il faut rendre une justice exemplaire, plaident ses avocats, M^{rs} West-Rosenberg et Jean-Louis Yung, en demandant au tribunal de se déclarer incompétent.

Le substitut, M^{re} Francine Rastegar, après avoir rendu un vibrant hommage à la police strasbourgeoise, « des policiers de qualité », a rappelé que « ce sont tout de même des hommes » et qu'il fallait éviter de les laisser affronter « des risques anormaux ». Selon elle, l'attitude de Paul Krebs s'apparente à du « terrorisme ». Après les policiers, prédit-elle, ce sera au tour des magistrats d'en être les victimes. D'où ses réquisitions de deux ans de prison avec sursis, à l'issue de l'audience. Mais le tribunal pourrait aussi « ne pas se sentir assez informé », a-t-elle ajouté, auquel cas il conviendrait d'ouvrir une information judiciaire. Il était en effet temps de songer : Paul Krebs n'a jamais été soumis à un dépistage. Personne ne sait, officiellement du moins, s'il est ou non malade. Ce « détail » avait, semble-t-il, échappé à beaucoup de monde dans le prétoire.

Au terme d'une heure de délibération, le tribunal a choisi cette deuxième voie. Après un bref passage devant un juge d'instruction, Paul Krebs, qui devra se soumettre à une expertise médicale, a été, de nouveau, placé sous contrôle judiciaire. En ressortant du palais de justice, étonné de tout ce remue-ménage, il demandait : « Vous croyez que je vais retrouver du travail après tout ça ? »

AGATHE LOGEART.

A la Cour de cassation

Le statut de concubins refusé aux homosexuels

Le droit à la différence peut signifier aussi qu'il existe une différence de droits. Si « la loi suit les mœurs », c'est toujours avec un retard certain, et en l'état actuel des textes, la Cour de cassation considère que les avantages accordés aux personnes vivant en union libre concernent seulement les couples « constitués d'un homme et d'une femme ».

Dans deux arrêts distincts rendus le mardi 11 juillet, la chambre sociale de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Chahard, a rejeté les demandes formées par deux homosexuels qui demandaient à bénéficier des dispositions prévues en faveur des concubins.

Le premier arrêt concerne Yves, steward à la Compagnie Air France. Il demandait que l'ami avec lequel il vit puisse obtenir le billet à tarif réduit, dit « billet R », prévu par le statut du personnel pour être attribué aux agents, aux membres de leur famille et « au conjoint en union libre ». Les prestations lui avaient déjà été refusées en l'état de concubine. L'« union libre » dans le couple. Une appréciation que la Cour de cassation approuve en relevant que la mention « union libre » doit être comprise comme étant la situation de

« deux personnes ayant décidé de vivre comme des époux sans pour autant s'unir par le mariage, ce qui ne peut concerner qu'un couple constitué d'un homme et d'une femme ».

Le second arrêt rejette le pourvoi formé par Nadia contre un arrêt de la cour d'appel de Rennes rendu le 27 novembre 1985. Sans emploi, elle vit sur les revenus de l'ami avec laquelle elle demeure depuis 1982 avec ses trois enfants, après avoir divorcé. Un mode de vie dont certains jugent qu'elle tient compte pour réduire l'aide accordée aux personnes seules.

Aussi, Nadia considérait-elle que cette situation devait lui permettre de bénéficier des prestations accordées aux conjoints par la Sécurité sociale, car l'article 13 de la loi du 2 janvier 1978, dite « loi Veil », « élargissait cette mesure à la notion de vie maritale ». Mais, selon la Cour de cassation, en se référant à cette loi, le législateur a, par là même, entendu limiter les effets de droit au regard de l'assurance maladie ou maternité, estimation de fait consistant dans la vie commune de deux personnes ayant décidé de vivre comme des époux sans pour autant s'unir par le mariage, ce qui ne peut concerner qu'un couple constitué d'un homme et d'une femme.

MAURICE PEYROT.

Quittant ses fonctions à l'hôtel Matignon

M. Louis Joinet nommé avocat général à la Cour de cassation

Par décret du président de la République, publié au Journal officiel du 12 juillet, M. Louis Joinet, avocat général près la cour d'appel de Paris et conseiller technique chargé de la justice au cabinet de M. Michel Rocard, est nommé avocat général près la Cour de cassation. Un arrêté signé du premier ministre indique par ailleurs qu'il est mis fin aux fonctions de M. Joinet à l'hôtel Matignon.

[Né en 1934, M. Joinet est le seul conseiller technique qui ait servi au même poste tous les premiers ministres de la gauche depuis 1981. Educateur de Joinet, il entre à l'École nationale de la magistrature, en sort premier, est nommé magistrat à la chancellerie en 1964. Dans une plus tard, en l'état de concubine de son épouse, il est l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature, dont il sera le secrétaire général et le président (1970-1972). Spécialiste du droit de l'adolescence, il a la position de la toute nouvelle Commission nationale d'information et de libération (CNIL). Il est en exil, en 1980, « dans l'intérêt du service », par

M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux. En mai 1981, il rejoint, comme conseiller technique chargé de la justice et des droits de l'homme, le cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy, poste où il demeure sous M. Fabius et qu'il ne quittera qu'après l'arrivée de M. Jacques Chirac à Matignon. M. Joinet a longtemps été le représentant français à la sous-commission des Droits de l'homme des Nations unies, à Genève.

Dès notre de l'Association professionnelle des magistrats (APM), M. Joinet se voit confier une nomination de procureur de Crimé à partir de 1986, quelques semaines avant la démission de la gauche. Il est alors nommé avocat général en novembre à Paris avant de revenir, en 1988, à Matignon, à la demande de M. Rocard. Nommé pour ordre avocat général près la Cour de cassation, il est à nouveau l'objet d'un recours juridique de l'APM. C'est pour contourner cette nouvelle procédure qu'il vient d'abandonner ses fonctions de conseiller technique et d'être nommé, à plein temps, cette fois, avocat général près la Cour de cassation.]

Le Journal officiel publie la loi d'amnistie.

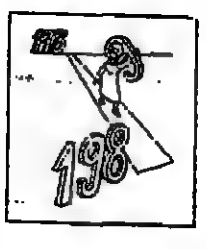
La loi d'amnistie concernant les nationalistes corses et guadeloupéens actuellement détenus a été publiée au Journal officiel, mercredi 12 juillet. Cette loi entrant en vigueur dès sa publication, les militants emprisonnés devaient donc être remis en liberté dans la journée de mercredi. Neuf indépendantistes guadeloupéens, parmi lesquels les dirigeants présumés de l'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC), dont Luc Reiney, et trois nationalistes corses étaient concernés par cette mesure d'amnistie. Trois autres militants présumés de l'ex-FILC, condamnés pour crimes de sang, étaient exclus du bénéfice de cette loi. Mais ayant déjà effectué plus de la moitié de leur peine, ils pourraient, conformément aux dispositions du code pénal, obtenir prochainement une libération conditionnelle. Enfin, le Conseil constitutionnel ayant rejeté, le 9 juillet dernier, le droit à réintégration des « dix de chez Renault », mesure qui faisait partie de la loi d'amnistie après un amendement déposé par le Parti socialiste, cette disposition ne figure pas dans la loi publiée au Journal officiel.

FAITS DIVERS

Maison de retraite de Lagard : un quatrième décès.

Un quatrième pensionnaire, âgé de quatre-vingt-cinq ans, de la maison de retraite de Lagard (Charente-Maritime) est décédé mardi 11 juillet des suites d'une intoxication alimentaire. Un repas, préparé dans de mauvaises conditions, avait été à l'origine des symptômes de gastro-entérite. Le gérant, qui peut entraîner des déshydratations graves, a été formellement identifié chez les malades hospitalisés (le Monde du 12 juillet). A l'occasion de cet accident dramatique, le ministre de la Santé, M. Claude Evry, rappelle, dans un communiqué publié, mardi 11 juillet, que la prévention de ces intoxications repose sur « le respect rigoureux des règles d'hygiène et de la chaîne du froid ».

Un gendarme pris en otage dans la Loire. Trois gendarmes appartenant à la brigade motocycliste de Roanne (Loire) ont été attaqués mardi 11 juillet vers 15 heures par trois hommes qu'ils étaient en train de contrôler sur la commune de Saint-Germain-Lespinois, près de Roanne. Les individus, qui avaient normalement présenté leurs papiers, ont brusquement sorti des armes et ouvert le feu. L'un des gendarmes, M. Lucien Tranchard, a été atteint d'une balle dans la dos et a été hospitalisé. Les malfaiteurs ont pris en otage un autre gendarme, M. Roland Pissard, trente-six ans. — (Corres.)



Symboles 1789 La République

par Madeleine Rebérioux (*)

« Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique. Les cours sont l'atelier du crime, le foyer de la corruption et le théâtre des tyrans. L'histoire des rois est le martyrologe des nations. » Ainsi l'abbé Grégoire commente-t-il la proposition faite par Collet d'Herbois, le 21 septembre 1792, d'abolir la royauté. La Convention, qui se réunit ce jour-là pour la première fois, approuve au cri de « Vive la Nation ! ». Le lendemain elle décide, sur la suggestion de Billaud-Varenne, de faire partir du 21 l'an I de la République. Une date fondatrice ou « un événement par défaut » ?

Pour répondre à cette question, il faut remonter à 1789. Nul parti n'est à l'époque ne croyait à la République : le mot évoquait la démocratie directe, épanouie des cités antiques ou de modestes cantons, ainsi Genève, chère à Rousseau. Les jeunes États-Unis ? Une terre vierge, peu peuplée, sans traditions. La France, au contraire, était un vieux royaume, un grand État, le plus peuplé d'Europe. De Sieyès à Mirabeau, l'accord était général : pas question d'abolir la monarchie ; on voulait seulement la régénérer. La Nation, la loi, le Roi, telle fut la première trilogie révolutionnaire.

Et pourtant... Étrange monarchie que le régime constitutionnel élaboré entre 1789 et 1791. Le « roi de France », n'était-il pas devenu un simple dirigeant, un « roi des Français », rogné en somme par la Constitution ? La souveraineté nationale pouvait-elle longtemps aller de pair avec le maintien de la monarchie, même fortement affaiblie ?

Ces lectures à demi-républicaines de la Constitution de 1791 priment forme à mesure que s'amplifiait la crise de confiance à l'égard de Louis XVI. On vit poindre un peu de recours, la République. Moment culminant : la tentative de fuite du roi à Varennes, le 20 juin 1791. Deux rameaux républicains émergent alors. Fin juin-début juillet, voici d'une part des publicistes — Bonneville, Thomas Paine, — reprenant aux Jacobins Condorcet, Billaud-Varenne, et d'autre part, les clubs de quartier, plus populaires, où se forme une pétition demandant la déchéance du roi et la République. La Constituante ou le contraire suit Billaud-Varenne : supprimer la monarchie, c'est ouvrir la porte à l'attaque contre les propriétés. Le 17 juillet, avec la loi martiale, voici au Champ-de-Mars les cinquante premiers morts de la République.

Son avènement, dix-huit mois plus tard, n'est donc pas né d'un effort de surprise : le 3 août, 47 sections de la capitale sur 48 demandent la déchéance. Le 10 août, plus de 100 000 citoyens se réunissent à la Fête de la Liberté. Le 21 septembre, la Convention nationale, à son tour, abolit la monarchie. Le 21 septembre, la Convention nationale, à son tour, abolit la monarchie.

Pour que vive la République, il faut que la volonté soit une. Ainsi pensait Billaud et Saint-Just. Robespierre et Barrère, bien d'autres. Disons plus d'intermédiaires entre le peuple et le législateur, l'Assemblée des deux. Celle-ci contrôle tout. Les sections, les sociétés populaires, la démocratie directe, forcément éphémère, voire dangereuse, en payent le prix. Alors, la République, ce régime où toute fraction est soupçonnée d'être une faction ? Ce rêve unitariste associé à la concentration du pouvoir ? Bref, la République comme la démocratie ?

Non. Car ce qui vient inséparablement au monde avec elle, c'est une réformation des droits de l'homme et du citoyen, base d'un civisme éclairé, mieux éduqué, plus moderne. Condorcet et Robespierre insistent pour que, dans la Déclaration de l'an I, la liberté soit affirmée sans réserves : aux lois de la fin, éternelles, aux lois de la fin, éternelles, aux lois de la fin, éternelles.

Ainsi cette jeune-née affirmée, elle se vocation à la victoire, certes, mais aussi à la durée. La République dit fortement, en 93, que Marianne à l'avenir devra à la fois, couronnée d'épis, allier sagement ses enfants d'épis, allier sagement ses enfants d'épis, allier sagement ses enfants d'épis.

(*) Madeleine Rebérioux est notamment l'auteur de *Jour et la classe ouvrière*, Maspéro, 1976.

(1) Ce préambule est exceptionnellement utilisé à partir de l'an II pour désigner la République, avec une connotation de mépris. Adopté par la gauche républicaine sous la Deuxième République, il va s'imposer dans la France rouge du Midi entre 1830 et 1880 pour glorifier la République.

Le Monde BICENTENAIRE

La nation disparaît au profit des tribus

Un entretien avec Alain Finkielkraut (*)



« Peut-on dire que la Révolution a créé l'idée de nation ? »
— Non. La conscience nationale est antérieure à la Révolution. On peut même soutenir que la nation est une création de la monarchie. Le rôle, immense, de la Révolution a été de transférer à tous les hommes concernés le pouvoir politique qui était jusqu'alors réservé à un seul homme par l'autorité de Dieu. Avec la Révolution, la nation devient souveraine, et les sujets citoyens. C'est un événement considérable que notre bicentenaire, pourtant fastueux et bruyant, préfère passer sous silence. On célèbre les droits de l'homme, et la France en tant qu'elle est leur patrie, mais nul ne s'aviserait, à l'heure européenne, de faire l'éloge de la nation.

— Il me semble que la nation se définit tout d'abord comme peuple, en tant que détenteur de la souveraineté, tantôt comme patrie, en tant que territoire où s'exerce cette souveraineté.

— « Vive la nation ! » : « La patrie en danger ! » : c'est par ces deux slogans presque simultanés que le sentiment national prend possession de la scène politique. Par opposition au roi, la nation, c'est une association de citoyens, une société d'égaux délibérant ensemble de la chose publique ; par opposition au monde extérieur, la nation, c'est la défense des frontières. Or, aujourd'hui, le peuple ne voit sa souveraineté contestée par personne, et la patrie n'est plus en danger, n'a plus d'ennemi proche et tangible. Cela explique, en partie, le déclin du sentiment national.

Échapper à la hantise du complet

— Dans votre livre *La Défaite de la pensée*, vous insistez sur l'opposition, au dix-neuvième siècle, entre deux idées de la nation, l'idée « élective » et l'idée « ethnique ».

— On présente le dix-neuvième siècle comme le siècle des nationalismes, mais on oublie le plus souvent qu'il a été surtout le théâtre d'un affrontement extrêmement dur entre deux conceptions de la nation : la théorie élective proclamée, on vient de le voir, par la Révolution et qui repose sur l'idée d'un pacte conclu entre gens raisonnables ; la théorie ethnique qui, en réponse au défi révolutionnaire, fait de chaque peuple un être unique, intimentement lié par le génie de la langue, de la race ou de la terre. Dans un cas, ce qui est juste l'opposé de ce qui est ancien, et la nation souveraine à la monarchie ; dans l'autre, le juste, c'est l'ancien, et la monarchie acquiert une légitimité non plus divine mais proprement nationale. Dans un cas, la nation est composée d'individus rassemblés par la décision libre et réfléchie de travailler en commun ; dans l'autre, l'individu, c'est la nation, et moi, Allemand, Français, Russe ou Persan, j'en suis bon gré mal gré l'émancipation et le porte-parole. L'affaire Dreyfus a

été, en France, l'un des moments forts de ce conflit.

— Les républicains, héritiers de la Révolution, défendaient donc la théorie « élective », et les nationalistes la théorie « ethnique » ?

— Si la nation, c'est le génie national, il faut en défendre la pureté contre les parasites et les corps étrangers introduits sur son sol. « Dreyfus est coupable, je le conclus de sa race », disait Barrère, hanté qu'il était, comme tous les antidreyfusards, par la peur du mélange et de la conspiration. Dans son *Souvenirs d'un Européen*, Stefan Zweig parle de « pestilence nationaliste » pour qualifier ce fanatisme de la pureté organique, et il lui impute très justement la catastrophe dans laquelle le « monde d'hier », c'est-à-dire l'Europe, a été emporté.

— Quant aux républicains, ils combattent cette « pestilence » au nom d'une autre idée de la nation. Mais n'oublions pas le chemin qu'il leur a fallu parcourir pour échapper eux-mêmes à la hantise du complet. Au départ, en effet, la théorie élective du pacte social allait de pair avec le dogme de l'unanimité. Comme le montre Marcel Gauchet dans *La Révolution des droits de l'homme*, le roi était à la fois l'adver-

saire et le modèle des constitutions. C'est, en quelque sorte, à l'image de la monarchie absolue qu'ils ont conçu le mythe, potentiellement meurtrier, de la nation « une et indivisible ». Il a fallu aux républicains tout un travail de pensée, dont témoignent, entre autres, les méditations de Quinet et de Michelet sur la Terreur, c'est-à-dire sur l'échec de la Révolution, pour s'arracher à la fascination de la volonté générale, pour admettre l'idée que le pluralisme n'est pas destructeur, mais constitutif du lien social, et pour concevoir la nation comme un espace de confrontation plutôt que comme un tout homogène.

— En un sens, on peut dire qu'ils ont réussi, puisque nous n'avons plus peur de la divergence et que nous identifions même spontanément pluralisme et démocratie. En un autre sens, leur échec est patent, puisque l'idée de nation ne survit que dans sa version nationaliste, chez les excités de LA « France pure ». Le Pen monopolisant le sentiment national, c'est la revanche posthume des antidreyfusards.

— Mais si la nation est le résultat d'une adhésion volontaire, comme le veulent les républicains, elle est aussi celle d'une histoire...

— C'est en effet la grande objection soulevée par les romantiques contre la conception élective de la nation. On n'a jamais vu, disait Taine (qui est, sur ce point, l'héritier du romantisme politique), d'hommes demi-nus ou vêtus de peaux de bête se rassembler sous un grand chêne et fonder, au nom de la nature et de la raison, une société humaine. La nation est toujours antérieure à ceux qui la composent. Les préjugés, stupidement jugés stupides par les philosophes du dix-neuvième siècle, sont la marque de cette présence, le dépôt sacré de l'histoire dans la conscience des vivants. Sous le nom démodé de « génie national », les romantiques ont bien couvert la connaissance du territoire de l'homme jusqu'au négligé : l'inconscient collectif, ou comme on dit aujourd'hui, l'identité culturelle.

— Comment répondre à cette objection ?

— Renan en France, Mazzyk en Bohême y ont admirablement répondu. Pour Renan, il s'agissait d'expliquer comment les Alsaciens et les Lorrains pouvaient rester français, alors même que leurs traditions et leur langue semblaient devoir les enraciner dans l'aire germanique de civilisation. La nation, a écrit Renan, est une « association sacrée ». Même si le passé est déterminant dans la constitution du lien social, ce qui prévaut, en dernière instance, c'est le concours volontaire et actuel des individus. En Bohême, les Tchèques ont d'abord formulé leurs revendications nationales dans le langage romantique de la slavitude. Mais le panslavisme vorace de leur grand voisin russe et la fuite à Moscou de Havlicek, leur Castine, les a vite guéris de cette vision romantique des choses. Et, cas unique en Europe centrale, Mazzyk a fondé la nation tchèque non sur le nationalisme historiciste, mais sur sa démythification.

Une juxtaposition de ghettos

— La mémoire n'en reste pas moins une composante essentielle de la nation...

— Mais en matière de mémoire aussi on peut choisir, et honorer sa part universelle et transmissible plutôt que sa part folklorique ou ineffable. La France a longtemps domé la priorité à ce qui est de l'ordre de l'adhésion sur ce qui est de l'ordre de l'adhésion, et à la culture comme héritage de grands textes sur la culture comme comportement héréditaire. Nina Berberova a offert une illustration poignante de cette ancienne hiérarchie, quand, en réponse à Bernard Pivot qui s'étonnait de ne pas la voir émettre une plainte contre un pays qui l'avait pourtant si mal élevée, elle déclara simplement : « Comment voulez-vous que je dise du mal de la France, alors que je suis le plus grand livre du monde, ce sont les Mémoires

d'Outre-Tombe de Chateaubriand ? » Mais ce sont les propos de vieille, très vieille étrangère, Nina Berberova, elle aussi, appartenant au monde d'hier, à cette époque d'avant Jean-Paul Goude où la France, nation littéraire, « se montrait capable d'offrir une patrie commune à des locuteurs de toutes langues et de toutes couleurs », comme l'a écrit très justement Marc Fomaroli.

La France d'aujourd'hui célèbre par un sursaut le 14 juillet « multiracial », « la vraie révolution », c'est-à-dire, nous explique Jean-Paul Goude, son maître d'œuvre, « la naissance d'une sonorité mondiale, ce que les Anglo-Saxons appellent la world music ». De la France nation littéraire, il ne reste rien : la nation disparaît au profit des tribus, et la littérature, au profit de la « musique » planétaire. Et il ne faut pas croire, malgré la désagréable antinomie dont cette mutation s'enrobe, que la France deviendra plus ouverte à mesure qu'elle deviendra moins nationale et qu'elle oubliera Rabelais, Diderot ou Chateaubriand. L'unité culturelle cède la place à la juxtaposition de ghettos qui auront pour seul élément fédérateur le son électronique et la télévision.

— Mais la nation n'est-elle pas, de toute façon, condamnée à l'heure de l'Europe ?

— Quelle Europe ? L'Europe qui se fait sous nos yeux n'est pas un sujet politique, comme en témoigne, entre autres, son inertie solennelle lors de l'affaire Rushdie. C'est un continent économique, un mélange de bureaucratie et de marché, une entité dont nous ne sommes pas les citoyens, mais les travailleurs, les consommateurs et les administrés. Avec emphase, on a accusé les eurotechnocrates des élections européennes d'être les enfants gâtés de la démocratie, et de mépriser un droit pour lequel tant d'hommes dans tant de régions politiquement sinistrées du globe combattaient et meurent quotidiennement. Ce grief aurait un sens si l'Europe pour laquelle nous étions appelés à voter était un espace politique, comme l'était encore (un peu) la nation.

— Tout indique, au contraire, qu'en sortant du cadre national c'est du politique comme tel que nous sommes en train de nous séparer. La construction de l'Europe technocratique impose sans doute la suppression des frontières. Mais hélas la transformation de l'action politique en administration, du citoyen en consommateur, et de la culture textuelle liée à la diversité des langues en son-et-image sans frontières, c'est aussi porter le coup de grâce à l'esprit européen. La vraie question est donc celle-ci : que reste-t-il de l'Europe à l'heure de l'Europe ?

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

(*) Alain Finkielkraut, écrivain, professeur à l'Ecole polytechnique. Deux livres parus : *La Défaite de la pensée* (1987), *La Mémoire venue* (1988).

TF 1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

Des valeurs et des aspirations universelles

Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain

En collaboration avec TF 1, le Monde publie les réponses aux mêmes questions posées à des personnalités politiques. Aujourd'hui M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain.

— Qu'est-ce que la Révolution française a apporté au monde en général et aux États-Unis en particulier ?

— La Révolution française a apporté au monde des principes universels applicables à tous les

hommes. Les principes de droits de l'homme, de liberté, d'égalité... Et, même si dans d'autres pays ces principes existaient déjà, ils étaient en général liés aux traditions de ces pays alors que la Révolution française leur a donné une portée universelle pour toute l'humanité, en les enracinant à la nature humaine. Et presque toutes les révolutions des peuples libres depuis lors se sont inspirées de ces principes et de ces concepts. L'Amérique était davan-

tage attachée aux principes constitutionnels de l'Angleterre ; pourtant, même en Amérique, les notions fondamentales de liberté et d'égalité font partie de l'héritage national.

— A l'heure de l'an 2000, pensez-vous qu'il faille apporter un autre message universel au monde ?

— Pour la première fois dans l'histoire, la vie internationale a accédé à une dimension vraiment mondiale. A l'époque de la Révolution française, même si les principes étaient considérés comme universels, l'expérience des dirigeants de la Révolution se bornait en fait à l'Europe. Aujourd'hui, la politique internationale se fait à l'échelle de la planète, grâce à l'instabilité des communications. L'écart entre régions riches et pauvres est plus grand que jamais, alors que les supérieurs, dérivant pour la plupart de la Révolution française, sont devenus universels. Il est donc très important à mon sens d'envoyer un message au monde pour la réalisation de ces aspirations. C'est en fait un devoir pour tous ceux se réclamant de l'héritage occidental, qui doit tant à la Révolution française.

Propos recueillis par FRANÇOIS LANZENBERG.

Il y a deux cents ans

« Les enrégés ont déjà tout mis hors des gonds »

Le gouverneur Morris, ancien député de Pennsylvanie à la Convention américaine, arrive à Paris le 3 février 1793, trois mois avant l'ouverture des États généraux. Il y remplace Thomas Jefferson, grand ami de La Fayette, qui sera le troisième président des États-Unis. En 1792, George Washington, premier président (élu en 1789) le nommera ministre des États-Unis en France. Il fut quelques semaines avec le gouvernement révolutionnaire et fut même suspecté d'avoir préparé un plan d'évasion pour le roi.

Extrait des mémoires du gouverneur Morris (janvier 1790). Morris épouse à Washington les faits suivants :

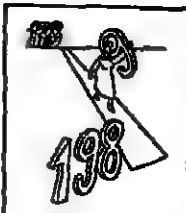
« Le roi est prisonnier à Paris et obéit entièrement à l'Assemblée nationale. L'Assemblée peut être divisée en trois parts. L'une, appelée les aristocrates, comprend le haut clergé, les représentants de la loi (pas les hommes de loi) et ceux des nobles qui pensent qu'ils doivent former un ordre à part ; une autre partie qui n'a pas de nom et qui comprend toutes sortes de gens réellement amis d'un gouvernement libre. La troisième est composée de ceux qu'on appelle les enrégés, c'est-à-dire les madras. »

une armée de curés et beaucoup de ceux qui dans toutes les révolutions soutiennent le drapeau du changement, parce qu'ils ne se trouvent pas bien. Ce parti, en alliance étroite avec la populace, tire de cette circonstance une grande autorité. Ils ont déjà tout mis hors des gonds... »

« La tourmente, irrésistible, jusqu'à ce qu'il se soit épuisé lui-même. Les aristocrates n'ont ni chef, ni plan, ni conseil, mais sont prêts à se jeter dans les bras de quiconque s'offre. Le parti moyen, qui est bien intentionné, n'a malheureusement pu ses idées sur le gouvernement que dans les livres. »

Documentation établie par CORINNE WICHARD.

ÉPOQUE
revue éditée par le Club
« Citoyenneté et intégration »
N° 1
Nouvelle série
Citoyenneté et Révolution française
Les juifs et la Révolution française.
A l'origine du libéralisme au XVIII^e siècle.
89-82 : quand l'ère, c'est faire.
Le numéro : 35 F
50, rue Diderot, 92600 Asnières



Agenda

Paris
Ile-de-France

EXPOSITIONS

● « La Révolution française et les hôpitaux parisiens ». — Une centaine d'œuvres, peintures, sculptures et objets d'art répartis autour de trois thèmes : « Savants et idéologues », « L'œuvre et le malade », la nouvelle vocation des hôpitaux », et « L'affaire de l'Hôtel-Dieu ». Une exposition sur une réalité de l'époque souvent oubliée. Jusqu'au 30 octobre, du mercredi au dimanche, de 10 heures à 17 heures. Musée des Hôpitaux de Paris, 47 quai de la Tournelle, 75006 Paris. Tél. : 46-33-01-42.

● « Marine 1789-1889 ». — Dans un très beau décor vingt-troisième siècle, une exposition consacrée aux hommes qui se sont illustrés dans la marine depuis deux cents ans. « Marine 1789-1889 », jusqu'au 15 septembre, tous les jours sauf le lundi, de 13 heures à 18 h 15. Hôtel de la Marine, 2 place de la Concorde. Tél. : 45-28-20-39.

ANIMATION

● « A bas les tristes et paternels ». — Un spectacle de théâtre de rue à la manière du vingtième siècle. « Le théâtre à ciel ouvert » célèbre 1790 en textes et chansons : l'enthousiasme des premières heures de la Révolution. Les 7, 10, 11, 12, 15, 17, 21 et 28 juillet, à 19 heures ; le 18 à 16 heures. Place du marché Sainte-Catherine, 75004 Paris (métro Saint-Paul).

THEATRE

● « Vivez la Révolution » (ou la petite histoire du quartier de la Bastille), création et mise en scène de Stanislas Zmarzlik. — Danseurs acrobates, musiciens, un magicien, une chanteuse de rue, un jongleur font revivre le vieux Paris. Le spectacle « Kitch » du Bicentenaire. Jusqu'au 28 octobre, du mercredi au dimanche, à 20 heures et 22 heures. Théâtre Grévin, 10 boulevard Montmartre, 75009 Paris. Tél. : 42-46-84-47.

MUSIQUE

● La 9^e Symphonie de Beethoven. — Concert donné par l'Orchestre symphonique et les chœurs de l'Europe, sous la direction de Hugues Reiner, le 14 juillet, à 18 heures, dans la cathédrale de Meaux, 77100. Tél. : 84-33-02-28 ou 84-34-90-11. De Paris, 48 km par autoroute A4 ou RN3.

Montgeron, ruban bleu, blanc, rouge

« MONTGERON, ruban bleu, blanc, rouge » : c'est le thème de la manifestation de Montgeron (Essonne) qui a été choisie pour le bicentenaire de la Révolution. « Montgeron, ruban bleu, blanc, rouge » : c'est le thème de la manifestation de Montgeron (Essonne) qui a été choisie pour le bicentenaire de la Révolution. « Montgeron, ruban bleu, blanc, rouge » : c'est le thème de la manifestation de Montgeron (Essonne) qui a été choisie pour le bicentenaire de la Révolution.

Planté dans un coquet petit jardin au bout d'une allée de graviers la maison du Bicentenaire de Montgeron (Essonne) est avant tout un lieu d'accueil. Ancienne demeure du gardien du cinéma, la biocoque n'a pas plus de trois pièces. Partout, le programme des festivités passées ou à venir s'affiche en bleu-blanc-rouge. Même les bouquets de fleurs ont les couleurs de la République. Comme le souligne une des animatrices, Marion, « le fait d'avoir un thème est très important pour les gens. Ça les rassure et les entraîne à la fois ».

C'est justement pour entretenir la flamme révolutionnaire des habitants que la mairie de Montgeron a eu l'idée de réserver un endroit à la célébration du Bicentenaire. Une initiative sans équivalent en France. Trois personnes ont été détachées des services municipaux et une quatrième employée à plein temps pour six mois. Un budget de près de 1 million de francs leur a été alloué. Et puis il y a « la maison ». Située à 100 mètres à peine des bâtiments de la mairie, l'ambiance y est bien différente de celle des froids locaux municipaux. On y entre sans crier gare prendre un patron à l'atelier de couture ou s'enquérir du trajet du défilé : « C'est bien par le poney-club ? »

Cocoonne au départ pour informer les habitants de la ville sur les manifestations liées à 1789, la maison a vu ses attributions progressivement élargies à l'ensemble du département. Touchée par tant de dynamisme, la Mission du Bicentenaire

ARRAS

de notre envoyé spécial

C'EST une affaire entendue, Robespierre est peut-être né à Arras, mais les Arrageois ne veulent pas le savoir. On pas trop. Bicentenaire ou pas, le souvenir de l'incorruptible restera discret dans sa ville natale. Au grand désespoir des robsperristes locaux, qui, depuis plus d'un demi-siècle, se battent pour que soit érigé, sur une place publique, un buste du grand homme.

Un buste, il y en a bien un, à Arras. Hors de vue : il est enfoncé à double tour dans la salle du conseil des prud'hommes, à la mairie. Il y a aussi une plaque, apposée sur une maison où demeura Maximilien entre 1787 et 1789. Mais pour la préserver des attentats antirobsperristes — elle fut, avant guerre, plusieurs fois souillée ou arrachée — on l'a apposée à hauteur du deuxième étage. Il y a enfin un lycée Robespierre. Mais, déplorent les robsperristes, il n'a jamais été inauguré officiellement. Bref, deux siècles après, l'incorruptible sent encore le soufre dans l'ancien fief de Guy Mollet — lequel, à en croire la rumeur, avait installé le portrait du petit-fils dans son bureau parisien de la SFIO, mais s'en serait bien gardé dans son bureau de maire d'Arras.

Les Arrageois ne sont pas plus rancuniers que d'autres. Ils auraient été tout prêts à pardonner à Maximilien d'avoir fait guillotiner à Arras, comme ailleurs, sous la Terreur. Mais encore eût-il fallu que l'on guillotinat dans les rues, qu'on ne sortît pas des normes. Même, on aurait légitimement attendu que l'enfant du pays fasse un petit « geste » pour sa ville, admette un peu les rigueurs de la loi des suspects.

Bien au contraire : installée place du Théâtre, la guillotine fonctionnait à plein régime. Accoudé au balcon, Joseph Le Bon, l'envoyé de Robespierre, président du tribunal révolutionnaire, mimait les grimaces des suppliciés. Et Robespierre ne rappela Le Bon à Paris que deux mois après que la Terreur eût cessé dans des grandes villes comme Nantes ou Bordeaux. Au risque de faire naître, chez les Arrageois, le terrible soupçon que résume aujourd'hui M. Michel Gheerbrant, président de

la chambre de commerce : « Dans son *Innocent collectif*, la bourgeoisie arrageoise pense encore que Maximilien a voulu se venger d'elle ». Et maintenant les souvenirs d'un avocat sans cause, regardé avec condescendance à l'Académie des arts et lettres ou aux Rosati, société littéraire de la région, où Maximilien, avant 89, venait rimait parmi les notables.

Comment les siècles pourraient-ils cantonner de telles blessures ? Pendant tout le dix-neuvième siècle, Arras fait le black-out sur le « *Dynas sanguinaire* ». En 1839, Danton est le seul triomphateur du Centenaire. Mais, dans les années 20, Arras reçoit les contrecoups du triomphe de l'historiographie marxiste, sous l'impulsion d'Albert Mathiez. Réhabilité — et avec quel cortège d'honneurs ! — en Sorbonne, Robespierre ne saurait rester ignoré dans son berceau. Solennellement, les historiens de la société d'études robsperristes offrent donc à la ville d'Arras un buste du grand homme.

Panique dans la social-démocratie locale. Qu'en faire ? Pour parer au plus pressé, on l'enfonce dans la salle des offices de la recette municipale. Mais après ? A la seule idée que l'on puisse l'exposer en place publique, « les pierres de nos chaînes se soulevèrent d'elles-mêmes, et le salut une armée d'hommes citoyens décidés à s'y opposer par la force », écrit le rédacteur en chef du quotidien catholique *la Croix d'Arras* (1).

« La ville que ton règne a rougée »

Prétendant des intempéries, le maire se rabat donc sur une salle de l'hôtel de ville, ce qui ne calme nullement la fureur des opposants. « *En-tu content, maudit, d'avoir ton effigie dans la ville d'Arras que ton règne a rougée !* », tonne le poète Emile Poitevin, qui démissionne avec fracas des Rosati, lesquels se sont déclarés favorables au buste. Le 15 octobre 1933, jour de l'inauguration, deux guillottes en bois sont dressées sur les places de la ville, des têtes coupées en carton suspendues aux réverbères, et du rouge ruisselle dans les caniveaux. M. Gheerbrant se souvient que son père, marchand de peinture, avait vendu ce jour-là un plein fût de minium.

L'histoire du lycée est tout aussi mouvementée. Après plusieurs ten-

Bicentenaire

Le souvenir de Robespierre à Arras

La dure réhabilitation de M le Maudit

Terreur d'avril

Survient mai 68. Dans un grand élan révolutionnaire, les lycéens eux-mêmes décident de se baptiser « comité d'action du lycée Robespierre », appellation ratifiée dans l'enthousiasme du moment par la presse locale. Avec le reflux de la vague, l'idée passe en revêtement au lycée de garçons. Mais la cause est entendue, et le ministère se résigne à aller dans le sens de l'histoire et à entériner en 1969. Toujours est-il que le « lycée Robespierre », ainsi baptisé au feu, ne sera jamais inauguré officiellement.

Redoutant que l'on célèbre le Bicentenaire en passant leur grand homme à la trappe, les robsperristes arrageois, en 1987, se regroupent dans une association follement appelée l'ARRB (les Amis de Robespierre pour le Bicentenaire de la Révolution). Mais deux siècles après, la personnalité de l'incorruptible continue de hérisser la droite locale. « *Même dans l'exercice de sa profession libérale, il n'était pas sympathique* », s'exclame M. Michel Beyer, expert-comptable et conseiller municipal (CNT), *puisque on dit que sa fameuse plaidoirie défendant le paronyme de Franklin était plagée sur un confrère*. Voilà quelques mois, M. Beyer a eu le choc de sa vie. Ouvrant comme chaque matin la *Voix du Nord*, il a vu que la municipalité s'appropriait à baptiser la Grand-Place du nom de Robespierre. Estomaqué, il a appelé le chef d'agence du journal, qui lui a conseillé de regarder son agenda. On était le 1^{er} avril. On sait xix, à Arras.

Quant à M. Gheerbrant, le président de la chambre de commerce, bien qu'il n'hésite pas, à l'occasion, à

assister pour s'instruire aux conférences des robsperristes, il s'arrête décidément pas à avaler le côté « *osée anormal, n'ayant aucune relation avec les femmes* », du personnage. A son grand regret, il a même dû répondre « oui » à un ami qui, le sachant documenté sur le sujet, lui demandait récemment si « Robespierre aurait fait tirer sur la foule place Trianon ».

Les milieux ecclésiastiques semblent toutefois plus circonspects. Aux dernières nouvelles, Mgr Henri Dénaut, évêque d'Arras, n'a pas encore répondu à la lettre ouverte de François Brignone, éditeur de *Minute*, qui lui demandait en janvier 1988 s'il allait « *contempler le martyre de son diocèse* » en célébrant le Bicentenaire. Et l'archevêque diocésain, le chanoine Léon-Noël Berthe, dissimule mal une certaine faiblesse pour le jeune Maximilien, dont il a retrouvé et édité un discours inédit de 1786 sur « *les droits et l'état des bêtards* ».

Une nouvelle bataille de buste

M. Lescureux, président de l'ARRB, aura pourtant fort à faire pour défendre la mémoire d'un homme qui « *ne voulait pas la guerre* », était « *le seul défenseur du suffrage universel à la Constituante* » et n'avait que le tort d'être « *trop généreux pour son époque* ». La nouvelle bataille du buste d'Arras n'est pas aussi rude que la première. On installe la copie en bronze du buste cloîtré, que l'ARRB a fait réaliser ? Sur la place du Théâtre, comme le souhaitent les robsperristes ? Dans le parc du lycée Robespierre, comme le suggère l'actuel maire, M. Léon Fatous, avec une prudence social-démocrate qui n'a rien à envier à ses lointains prédécesseurs ? Dans tous les cas, M. Gheerbrant suggérerait amicalement au maire « *de le faire assurer sérieusement. Il y a tel bien des gens qui seraient prêts à faire partie d'un commando* ». A moins évidemment que l'on ne choisisse la solution de la sagesse : attendre le Tricentenaire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Cité dans le mémoire de maîtrise d'Anne Gillon, « Le souvenir de Robespierre à Arras », Université de Lille-III, 1987.

Agenda

Normandie

EXPOSITIONS

● « Mise en scène pour une révolution ». — Une réflexion sur l'art de la mise en scène autour du thème de la Révolution française, avec une évocation des acteurs, metteurs en scène, décorateurs et costumiers. De nombreux costumes présentés, comme celui de l'Alphonse porté par Sarah Bernhardt. Jusqu'au 16 octobre, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Musée Richard-Anacron, place de l'Estime, 54400 Granville. Tél. : 33-51-02-94.

● « L'Eglise et la Révolution ». — Exposition, dans une grange du treizième siècle, de tableaux, scènes, documents illustrant la position du clergé en 1789. Jusqu'au 6 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 14 heures à 19 heures. Priuré Saint-Michel, 61120 Crouzet. Tél. : 33-39-39-15.

● Les députés du bailliage de Caen aux Etats généraux de 1789. — Portraits des douze députés de Caen et présentation des événements majeurs survenus lors de la réunion de l'Assemblée constituante. Jusqu'au 26 août, du mardi au samedi, de 9 h à 19 h. Bibliothèque municipale, place Guillebert, 14000 Caen. Tél. : 31-85-22-01.

● « Monnaie et mesure ». — Les innovations de la Révolution : assignats, calendrier, système décimal. Cette exposition rassemble la plus riche collection de billets de confiance existant en France. Jusqu'au 3 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h. Musée de Normandie, château de Caen, 14000. Tél. : 31-85-06-24.

● « Le sceau de Marie-Antoinette, propos muséographiques ». — En montant à l'échafaud, la reine perdit un sceau. Une exposition autour de l'objet pour une réflexion sur les non-événements de l'histoire. Jusqu'au 16 octobre, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h. Musée des beaux-arts, cour du château, 14000 Caen. Tél. : 31-85-28-63.

● « La révolution dans le pays d'Avranches ». — Documents d'archives, objets, tableaux et mobiliers reconstituant les intérieurs du dix-huitième siècle. Jusqu'au 30 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Musée d'Avranches, place Jean-de-Saint-Avit. Tél. : 33-66-25-15.

SPECTACLE

● « Le potager du roy », de Luce Duthier, par la Compagnie Le Château de fable. — Textes et chansons sur la Révolution des choux, carottes, oignons et navets dans le royaume ! Le 24 juillet, à 15 h et 21 h. Halles de Dives-sur-Mer, 14180. Tél. : 31-44-33-44.

COLLOQUE

● « Actualité de la Révolution française ». — Colloque organisé par l'Association des amis de Pontigny-Correy. L'après-midi, les limites de l'héritage révolutionnaire dans la France contemporaine (politique, institutions, société). Du 23 au 30 août, de 9 h 30 à 12 h 15 et de 14 h à 18 h 30. Château de Correy-le-Salle, 50210. Tél. : 34-46-91-66.

THEATRE-MUSIQUE

● « En chantant la Révolution », par la Compagnie du mal d'arrure, textes et mise en scène de Jean-Claude Collet. — La misère des paysans écrasés par l'impôt et les grands événements de la Révolution, du jeu de peume à Varennes, pour finir sur les mots de Voltaire : « *Puisse-tous les hommes se souvenir qu'ils sont frères* ». Le 16 juillet, à 20 h 30. Salle Armentelle, place de Meckau, 51120 Vaucouleurs. Tél. : 33-39-30-29 ou 33-35-88-51.

★ Minutell-Information. — La Mission du Bicentenaire propose des informations sur minute (taper 3615 puis 889) : six mille réalisations et manifestations réparties dans toute la France.

CLEF comme commémorer, lire, enseigner et fêter

A Toulouse, au congrès de la Ligue de l'enseignement (le Monde daté 9-10 juillet), on a décliné le mot CLEF. Ce sigle désigne les Comités Liberté Egalité Fraternité, fruit de la collaboration entre les deux Ligues, celle de l'enseignement et celle des droits de l'homme (le Monde daté 27 mai). Mais il peut tout aussi bien définir le programme du Bicentenaire : Commémorer, Lire, Enseigner et Fêter.

C'est en tout cas ce quadruple mot d'ordre qui a initié la Fédération des œuvres laïques de Haute-Garonne une exposition avait été organisée à l'université des sciences sociales de Toulouse, du 3 au 7 juillet, retraçant les initiatives prises, deux cents ans après la Révolution, par les quarante-cinq CLEF départementaux. Dans la

masse des documents reçus, le tiers avait été sélectionné.

A côté de budgets parfois élevés, soutenus par des collectivités locales, ou beaucoup plus modestes, l'imagination a fait l'essentiel. Sur le thème « Réver 89 », l'utopie révolutionnaire a fait déborder, le 10 juin dernier, les rues de Beauvais habillées en bleu-blanc-rouge, livrées pour un jour aux chorégraphes modernes, aux jeux dramatiques, aux cortèges d'enfants. Jusqu'aux banquets. « *Nous avons voulu incorporer tous les ingrédients de la fête révolutionnaire* », disent les animateurs du CLEF de l'Oise. Mille cinq cents personnes ont mis la main à la pâte pour des manifestations, inédites dans cette ville, dont la préparation a duré six mois.

A Bourg-en-Bresse (Ain), quinze mille personnes ont également suivi pendant trois jours, les 19, 20 et 21 mai, au Parc des expositions, des scènes de spectacle et d'éducation à la fois, fuyant « *le folklore des annuaires* », mettant plutôt en valeur, par exemple, des projets de solidarité nés dans la région en faveur des pays du tiers-monde. Dans la Somme aussi, des photographes amateurs ont traqué pendant plusieurs mois, jusqu'à réunir et exposer ces « *cahiers de doléances en images* », des scènes témoignant de situations d'inégalité. Pendant une journée, dans le hall de la gare d'Amiens, des dizaines d'enfants ont monté des représentations qui soulignaient l'actualité des thèmes de la Révolution.

Pas question de faire un palmarès, l'essentiel étant la diversité des catégories et des générations engagées dans cet effort de commémoration. Mais après les défilés de rue, les fêtes scolaires, les concours à succès comme ceux, dans plusieurs départements, qui ont attiré les « *reporters de l'histoire* », avec publication dans la presse locale de leurs récits, la question est déjà posée de l'avenir des CLEF et de la poursuite de cette collaboration entre les deux Ligues.

HENRI TINCQ.

En Gironde

Les gazetiers de Saint-Macaire

HEUREUX les habitants de Saint-Macaire (Gironde), petite cité qui se targue avec fierté d'être « *la filade de Bordeaux* » ! Ses habitants sauront distinguer les plus vives des belles du dix-huitième siècle la mouche « *recalquée* » de la « *gaillarde* » ou de la « *majestueuse* ». Comment ? Grâce au petit bulletin la *Faule du Bicentenaire*, que la mairie de cette ville de mille cinq cents habitants édite tous les mois.

Cette publication d'excellente tenue, tirée à neuf cents exemplaires et rédigée par « *les sieurs Jean-Marie Billa et Louis Trémeux* », fourmille de petites détails pratiques de la vie quotidienne, tirés des journaux de l'année 1789. Ainsi, chaque mois enfante sa recette puisée au *Confiteur royal*, sa chansonnette et son logographe légués en vers où l'on donne à deviner plusieurs mots formés des mêmes lettres.

Mais outre ce parfum quotidien de l'existence en Guyenne au temps des Etats généraux, notre confrère de Gironde nous donne à lire également comment les habitants de Saint-Macaire ont vécu les événements de l'année révolutionnaire. Non content de reproduire le cahier de doléances de la paroisse, il retrace mois après mois les démarches des habitants avec leur maire, François Bargaing, nommé par le roi en 1788.

Traité journalistiquement des événements historiques, fussent-ils aussi fondateurs que ceux de la Révolution française, n'est-ce pas également chercher à retrouver non seulement la proximité des faits mais aussi — et surtout — toucher du doigt la distance qui nous en sépare ?

N. W.

* Renseignements : mairie de Saint-Macaire (33490) ; tél. 56-63-03-64.

فكان من الأفضل

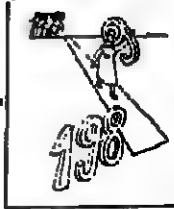
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS
3615 LEMONDE

Bicentenaire



M. Lang contre les « grincheux »

Discret depuis le début des préparatifs, M. Jack Lang est venu, mardi 11 juillet, faire des photos sous l'Obélisque avec Jessye Norman, qui interprétera deux couplets non violents de la Marseillaise, au milieu d'une chorale de sept cents personnes.

« C'est une idée de M. Lang, a dit la cantatrice américaine avec ravissement. — Pas du tout, a obligeamment rectifié le ministre, c'est la vôtre. — Vous m'en avez parlé le premier, a insisté la star. — Mais non, c'est vous. » Cette aimable polémique n'est provisoirement conclue par une concession réciproque : « C'est tous les deux ».

Mais M. Lang était surtout venu parler de l'aspect politique des choses. « On ne parle ici que des problèmes de voitures dans Paris », a-t-il rapporté à la chancelière, qui n'a pas saisi l'ampleur du problème. Le ministre du Bicentenaire, lui, est enthousiasmé. Il souhaite voir « tout le monde dehors » le 14 juillet, et le chiffre de deux millions de spectateurs, sur une avenue où les responsables de la sécurité ne tiennent pas à en voir plus de cinq cent mille, ne lui fait pas peur. Il a même des regrets pour

L'exposition universelle manquée qui aurait pu tourner davantage le Bicentenaire « vers l'avenir », mais que les « médiocres arguments » de la Ville de Paris ont fait échouer.

Que l'on ne dise pas au ministre que toutes ces fêtes coûtent cher. « Quels fastes ? Où sont les fastes ? » M. Lang, qui, il y a quelques jours, tirait encore la sonnette de Robert Maxwell et autres mécènes, trouve au contraire que les fonds publics investis (50 millions de francs sur les 98 millions que coûte le défilé Goude, sont maigres. Et, s'il était dans l'opposition, il se fustigerait. « Je demanderais comment il se fait que le gouvernement ait été aussi chiche. » Qui on n'ironise pas non plus sur le chèque, dans le même Musée de la marine, mais dans deux salles à manger différentes, des riches et des pauvres. Cory Aquino n'a pas été reçu « dans une arrière-boutique de bistrot ». Sa présence constitue la « préface symbolique » des festivités. « Paris sera le capitale d'un véritable dis-

logue Nord-Sud, et, pour faire avancer la cause du Sud, il faut que les riches et les moins riches se parlent. »

On peut, en revanche, signaler au ministre que le maire de Paris n'envisage pas d'assister au défilé, que Valéry Giscard d'Estaing ne sera pas là, ni Raymond Barre (à l'étranger), ni François Léonard, ni Alain Juppé (en vacances) ; bref, aucun chef de l'opposition, bien que les députés de base soient moins dégoûtés. Quant aux communistes ils se sont répartis les rôles : M. Marchais en vacances, M. Lajoinie absent « pour raisons familiales », les élus du PCF seront représentés par M. Hage (Assemblée) et M. Luc (Sénat). Tant pis pour les « enfants capricieux », « ils se punissent eux-mêmes », a déclaré Gabriel Garcia Marquez. Octavio Paz, Wole Soyinka, Elie Wiesel, Jamel Debbouze, Yasser Kemal, William Styron, eux, seront présents. Invités du président et du ministre. Sans parler des anonymes, des membres de cabinets ministériels ou des ministres canadiens qui appellent

dès 7 heures du matin, Christian Dupeyron, ordonnateur des festivités au ministère, pour obtenir une invitation.

Seize mille places assises ont été attribuées de manière nominative aux parlementaires, membres du corps diplomatique, à des artistes, aux épouses des soldats de service, aux spon-sors et à deux mille Français et Françaises nés un 14 juillet ou baptisés Marianne. Submergé de demandes, y compris de la part de personnalités qui avaient renvoyé au départ leur carton, M. Dupeyron fait du « surbooking » dans les tribunes. Selon son décompte, Mgr Decourtray et Mgr Lustiger ne viendront pas, ni Rensaud, en tournée au Canada, ni non plus la centenaire de Dordogne née le 14 juillet 1889.

Mais le président, lui, a envie de suivre de près le défilé que les chefs d'Etat n'apercevront qu'à l'abri de vitres blindées installées au Musée de la marine. M. Mitterrand a souhaité, selon M. Dupeyron, être assis dans le public. Le chef de l'Etat devrait donc laisser ses invités de marque après le dîner officiel pour rejoindre la tribune en invité ordinaire, mais à un rang « facile d'accès ».

Les acrobaties de la préséance et de la sécurité

Deux cérémonies, trois déjeuners, le jeudi 13 juillet : deux défilés, l'un militaire, l'autre artistique, une réception, deux déjeuners, une cérémonie, deux dîners, le vendredi 14 : entre les contraintes du protocole et les exigences de la sécurité, ces deux journées devaient mettre à rude épreuve les 30 000 hommes et femmes placés sous l'autorité du préfet de police de Paris.

président américain et l'entrée qu'il empruntera, lui permet d'échapper aux regards et, donc, aux balles d'éventuels terroristes.

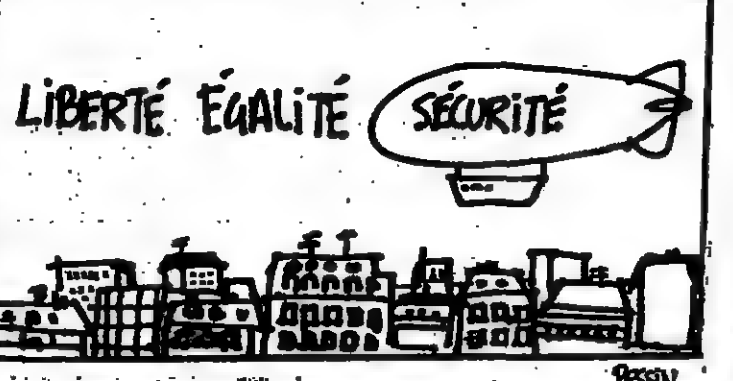
L'idée a séduit leurs homologues français qui, pour l'occasion, ont demandé que d'immenses voilages rendent opaque ce bocal transparent qu'est la construction de M. Carlos Ott. On ne sait encore s'ils seront entendus : M. Pierre Bergé, président des Opéra de Paris, trouve, en esthétique, que cela gâcherait tout.

risques. Le service du protocole du Quai d'Orsay a donc dû inventer un ordonnancement ad hoc, décomposant l'ordre protocolaire selon les continents et faisant ainsi de M. Bush et de M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, les deux invités leaders afin de ne vexer ni le Nord ni le Sud.

Ces acrobaties font évidemment sourire les responsables policiers. Théoriquement, la bonne cause, ils n'ont rien laissé dans l'ombre. Leurs troupes mettent du cœur à

une mission dissuasive sur les toits des immeubles des parcours officiels.

Nerf de la sécurité : le respect des horaires. Trente-six cortèges officiels, compris celui de M. Mitterrand, devront, plusieurs fois dans la même journée, converger vers le même endroit. Insoluble casse-tête policier rappelant les problèmes de la commune : quand un cortège en croisière-tour s'arrête, il est parti avec dix minutes de retard sur un troisième qui... De ce point de vue, cela a mal commencé. M. et Mme Gorbatchev ont récemment donné le mauvais exemple d'une indiscipline caractéristique. M. Houphouët-Boigny a obligé M. Lionel Jospin, lundi dernier, à se rendre trois fois à l'Élysée, dans l'ignare de son heure exacte d'arrivée. D'entrée, mardi, M. Aquino a fait savoir qu'elle voulait visiter, le lendemain, la pyramide du Louvre, ce que ne prévoyait pas le programme convenu. Au moins, les policiers ont-ils réussi à faire diminuer le nombre de voitures des cortèges : il n'en aura que vingt-quatre. Au total, les balades automobiles engageront quelques 650 véhicules et 500 motards, CRS, police parisienne et gendarmerie mêlés.



Quant au spectacle, il ne durera finalement qu'une petite heure, de façon à laisser rapidement la place de la Bastille à ses réjouissances populaires et à son traditionnel bal de veille du 14 juillet.

L'ouvrage : aucun état d'âme, selon la préfecture de police de Paris, parmi les policiers parisiens, réquisitionnés à 90 %. Tout est prévu, rien n'est simple. Les spécialistes de la sécurité conjuguent deux inquiétudes : la sécurité rapprochée d'un nombre jamais vu à Paris de grands de ce monde qui se « avant de haris de poudre », selon la formule d'un policier ; la maîtrise de la foule des spectateurs, touristes et badauds, sans que pour autant elle se sente par trop entravée et corsetée.

Sur le premier point, aucune menace précise n'a été enregistrée par les services de renseignement. « C'est justement dans ces cas-là qu'il faut redoubler de vigilance », ajoutent-ils, avant de faire la liste des dangers qui accompagnent comme leur ombre certains des chefs d'Etat : les shikhs qui n'ont pas pardonné à Rajiv Gandhi, les Irlandais qui haïssent Margaret Thatcher, les musulmans qui s'apprécient guère Benazir Bhutto, les radicaux philippins qui jurent trop timorée Cory Aquino.

Deux invités-leaders

Pour l'inauguration de l'Opéra, ce sera donc au tour de M. et Mme Michel Rocard d'officialier. Avec l'aide de M. et Mme Jack Lang, qui joueront les majordomes jusqu'au foyer du premier balcon. Les invités de la France se succéderont, précise le minutieux programme établi par la « Mission de coordination de la sécurité du Bicentenaire et du quinzième sommet des pays industrialisés, dans l'ordre inverse des préséances ». Le président français n'arrivera qu'après, juste un quart d'heure avant le spectacle inaugural, la Nuit d'avant le jour, prévu à 19 heures. Les quelques deux mille invités qui ne sont, eux, ni chef d'Etat ni chef de gouvernement, devront être patients : les services de sécurité ont exigé qu'ils arrivent avant 17 h 15, soit près de deux heures avant le début du spectacle.

M. George Bush, lui, se distinguera en n'empruntant pas le même chemin que ses collègues : les responsables de sa protection tiennent à pouvoir utiliser l'un de leurs gadgets, une sorte de tente pliante qui, déployée entre la voiture blindée du

Tout est prévu, rien n'est simple

Facile à dire, difficile à faire. Un seul exemple : traditionnellement, l'ordre protocolaire place, en tête, le chef d'Etat le plus ancien à son poste. Or, appliqué strictement, ce critère de stabilité aurait fait des présidents africains les invités de marque. Impossible, pour des raisons plus ou moins nobles dont, notamment, les susceptibilités amé-

Horaires draconiques

Outre le Trocadéro et la Bastille, dans la seule journée du jeudi 13, il y aura cinq autres points de rencontre : trois déjeuners, M. Mitterrand, son épouse et M. Jack Lang se partageant le travail entre l'Élysée, le Louvre et le Palais-Royal ; deux dîners (« tenue de ville sombre, robe courte » selon le protocole), l'un au Musée d'Orsay, l'autre au Palais des affaires étrangères.

Quant au soir du 14 juillet, la mauvaise impression donnée par le dîner initialement prévu « à deux vitesses » — les Sept « riches », à l'Hôtel de la Marine, les autres à l'Hôtel Cail — a été quelque peu atténuée : il y aura toujours deux dîners mais tout le monde sera à l'Hôtel de la Marine et devra se retrouver derrière des vitres blindées au même balcon pour regarder le défilé de Jean-Paul Goude. M. Mitterrand et les six autres « grands » seront théoriquement entre-eux, M. Mitterrand et M. Rocard conviant à leur table les autres invités ainsi que les conjoints des précédents.

A leurs pieds, la place de la Concorde et ses tribunes officielles. Dans la nuit de mardi à mercredi, sur la place et au bas de l'avenue des Champs Élysées, alors que commencent les répétitions de la « gouderie », on pouvait apercevoir un baïonneté soudain. Accompagné de responsables de la sécurité publique, M. Verbrugghe s'inquiétait de la dernière idée de l'artiste : éteindre l'éclairage public, avec le risque de plonger la foule dans une nuit noire. Trouvant des camions là où ils ne devaient pas être, des barrières mordant encore plus sur l'espace dévolu au public, des interlocuteurs parfois incertains, il repartit, maugréant : « On a rudement bien fait de venir, non ? »

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

PRÉCISION. — Plusieurs lecteurs nous font observer à juste titre, à propos de l'entretien que nous a accordé M. Maurice Aguilhon (Le Monde daté 9-10 juillet), que le général de Gaulle a utilisé en 1962 l'article 11 de la Constitution, et non l'article 16, relatif aux pleins pouvoirs, pour soumettre au peuple la révision de la Constitution.

Ultimes répétitions aux Champs-Élysées

Les tambours de maître Goude

L'avenue Foch, pour un soir, a changé de propriétaires. 115 Guinéens, hommes et femmes, ont envahi ce mardi 11 juillet avec leurs bonnets à plumes et leurs costumes vert tendre, rouge et jaune, signe que le temps est venu de grandes réjouissances. Ils sont assis par terre, jouant les premiers notes de la Marseillaise sur leurs balafons et leurs wassa kumba, instrument qui emprunte autant à la calebasse qu'à la lance-pierre, et ils prennent les journalistes en photo avec leur instamatic. Ils disent « Monsieur » en parlant de celui que Paris n'appelle que « Goude ».

Les plus jeunes filles n'ont que douze ans et elles sont venues de Guinée pour taper sur des bidons le soir du 14 juillet, aux Champs-Élysées. Pour l'instant, elles attendent de répéter, entre les camions soviétiques (des Berliet), qui ont l'air d'avoir traversé le pôle Nord pour venir se garer avenue Foch, et les camions de pompiers anglais (des Renault). L'Arc de triomphe éclaira de loin leur pyramide de bidons. Elles ont fait un tour en bateau-mouche le matin, avec leurs escalades à plumes ; leur sourire ne s'estompa plus.

L'avenue la plus distinguée de Paris, pour une fois, appartient à l'Afrique, à ces Guinéens qui se souviennent que leurs grands-parents ont fait la guerre pour l'empire, qu'ils sont « comment dire ? » des anciens combattants. Elle appartient, pour quelques instants, aux techniciens aux biceps tatoués qui dînent sous les tentes installées près de la porte Dauphine. A Christophe, le chauffeur de Seine-Saint-Denis, qui a fait une photo de son camion à côté de la locomotive de 27 mètres de long, la « bête humaine » du défilé. Il en fera un carton publicitaire. Car, lui aussi, s'ennuie et se fait de la pub » grâce à ce défilé historique qui verra pour un soir 6 500 anonymes aux Champs Élysées : Mamady Kanté, douze ans déclarés, qui a appris à monter des chevaux dans la brousse et qui a l'impression de jouer son avenir : Auguste Joulin, doyen des tambours de village, né en 1911 à Neuse, dans la Loire ; « Jojo », du groupe des Tambours du Bronx, le quartier ouvrier de Nevers, et 1 300 autres tambours qui rêvent de rendre ses « lettres de noblesse » à un instrument « méprisé ».

Dans certains foyers, les immigrés ont demandé une semaine de réflexion avant d'accepter la proposition, et quelques-uns, en attendant parler de répétition sur l'aéroport militaire de Villacoublay, ont cru qu'on allait leur « refaire le coup du charter pour le Mali ». La première séance ayant été des plus courues, les plongeurs et les nettoyeurs du métro ont dû subir un entraînement militaire pour devenir de bons « tirailleurs ». Jean-Paul Goude a accepté de les habiller d'une veste sable puisqu'ils trouvaient un peu dégradant de défilé torse nu. Ils toucheront un cachet (1 200 F) mais surtout ils sont fiers : « C'est la première fois qu'on est invité à des trucs comme ça ».

Quant au soir du 14 juillet, la mauvaise impression donnée par le dîner initialement prévu « à deux vitesses » — les Sept « riches », à l'Hôtel de la Marine, les autres à l'Hôtel Cail — a été quelque peu atténuée : il y aura toujours deux dîners mais tout le monde sera à l'Hôtel de la Marine et devra se retrouver derrière des vitres blindées au même balcon pour regarder le défilé de Jean-Paul Goude. M. Mitterrand et les six autres « grands » seront théoriquement entre-eux, M. Mitterrand et M. Rocard conviant à leur table les autres invités ainsi que les conjoints des précédents.

A leurs pieds, la place de la Concorde et ses tribunes officielles. Dans la nuit de mardi à mercredi, sur la place et au bas de l'avenue des Champs Élysées, alors que commencent les répétitions de la « gouderie », on pouvait apercevoir un baïonneté soudain. Accompagné de responsables de la sécurité publique, M. Verbrugghe s'inquiétait de la dernière idée de l'artiste : éteindre l'éclairage public, avec le risque de plonger la foule dans une nuit noire. Trouvant des camions là où ils ne devaient pas être, des barrières mordant encore plus sur l'espace dévolu au public, des interlocuteurs parfois incertains, il repartit, maugréant : « On a rudement bien fait de venir, non ? »

Casques à la poudre de café

Jean-Paul Goude s'est installé, lui, dans l'ancien Musée du Jeu de paume. Les ordinateurs sont posés à côté des machines à coudre les photos Poterod des costumes : sur le Guide des Routes de France, puisqu'on a répété depuis le gymnase Jules-Ferry de Bicé jusqu'à la salle des fêtes de Malo-les-Bains. Une apprentie comédienne et une lycéenne passent 450 casques coloniaux à la poudre de café pour les vieillir.

Un plateau de cinéma

L'avenue Foch, l'Etoile, la Concorde, sont aux mains de l'Opéra Goude, qui en a fait un plateau de cinéma de 2,5 km de long, parsemé de bidons, de camions, d'échafaudages et de chariots de la SERNAM. A 2 heures du matin, devant plusieurs centaines de spectateurs encore présents, les Italiens lancent des drappes devant l'Obélisque, dont on repoint le socle car Goude la trouve un peu rose. Les choristes chantent la Marseillaise. Les Français font écarter leurs tambours méconnus. La dringaille de la sécurité se coule derrière la tour Eiffel comme un poisson dans son bocal. Les feux passent au rouge et au vert dans l'indifférence générale. Jessye Norman apparaît près de l'Obélisque, dans la robe à capeline bleu-blanc-rouge qu'Azzedine Alaïa vient de lui ajuster. Le préfet de police, Pierre Verbrugghe, et Jacques Attali partent en se demandant s'il est bien sérieux de couper les lumières des Champs-Élysées comme le demande Jean-Paul Goude. La voix s'élève dans l'obscurité. La règle assise le mur d'eau de 210 m de long qui englobera la cantatrice et éclaboussera les invités de marque s'il y a du vent. Paris, en état de siège, est aussi en état de fête.

CORINE LESNES.

La monarchie capétienne est née le 14 juillet...

Au grand oral de l'ENA, un examinateur demanda, un jour, à un candidat « en quoi la date du 14 juillet symbolisait un renforcement de la monarchie capétienne ».

Le candidat, embarrassé, répondit que, d'une certaine manière, on pouvait admettre, au bout du compte, que la prise de la Bastille avait servi les intérêts permanents de la royauté, qu'un monarque mieux inspiré que Louis XVI en aurait sans doute tiré profit pour scier l'absolutisme au maintien du trône de ses pères, bref que le 14 juillet avait bien été une chance de sauvegarde de la dynastie des Bourbons.

« Vous vous trompez, répondit l'examinateur. Il ne s'agit pas du 14 juillet 1789, mais du 14 juillet 1223, date à laquelle, pour la première fois, un capétien devint roi de France sans avoir été associé au trône du vivant de son père. » De fait, Philippe-Auguste étant mort le 14 juillet 1223, son fils, Louis VIII, fut sacré roi alors que, contrairement à tous ses prédécesseurs depuis Robert le Pieux — le fils d'Hugues Capet — il n'avait pas été « présenté » auparavant par son père.

La monarchie capétienne, héréditaire, par ordre de primogéniture, était née un 14 juillet... DANIEL AMSON.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15 LETUDIANT

Culture

La mort de Laurence Olivier

Un fanatique de Shakespeare

Laurence Olivier est né le 22 mai 1907 à Dorking (Surrey). Sa famille paternelle, originaire de Nay, un petit village au sud de Pau, avait émigré en Angleterre au dix-neuvième siècle. De cette origine gasconne, son père, prêtre anglican, tenait la laconie qui l'aurait en chair, on son dernier fils Laurence puis sans nul doute des leçons d'élocution pour sa carrière théâtrale. C'est ce père omnipotent — la mère était morte prématurément — qui eut la divination de consacrer la vocation première de son cadet : « Mais non, vous ne serez pas clerc, vous serez comédien », déclara-t-il après avoir vu Laurence jouer Brutus dans *Julius César* sur une scène scolaire de Fimlico, à Londres, où la famille s'était installée.

Laurence Olivier commença à suivre des cours d'art dramatique à Saint-Edwards, Oxford, tout en continuant de chanter, souvent comme soliste, dans des chorales d'église. Quand sa voix mue, il ne s'occupait plus de la scène, et entre en amitié étroite avec les futures célébrités de la scène, Sybil Thorndike, Ralph Richardson, Carol Reed. Durant six ans, il joue les utilités dans les classiques. En 1930, Noël Coward le choisit comme interprète.

A vingt-trois ans, Laurence Olivier porte beau. Il incarne le type idéal du jeune premier — *matinée idéal*. Il a épousé la comédienne Jill Esmond qui lui donne un fils, prénommé Tarkin, puis il tombe éperdument amoureux de Vivien Leigh. Elle a vingt ans. Ce coup de foudre va durer quinze ans et consacrer le couple royal du théâtre anglais.

Laurence Olivier se voue aux rôles shakespeariens et, jouant la plupart du temps avec Vivien Leigh, devient la vedette de l'Old Vic. Il a beaucoup de mérite à ne pas abandonner Shakespeare pour qui il affiche une fidélité fanatique. Car déjà le cinéma lui offre des ressources singulièrement plus rémunératrices que ses cachets.

Débuts à Hollywood

Hollywood ne peut manquer d'être séduit par un surdoué des planches comme Olivier... Ses débuts sont honorables, sans plus. On lui donne les rôles de Ronald Colman, petites moustaches incluses. Ainsi *Western Passage*, pour la RKO, *Perfect understanding* avec Gloria Swanson qui le trouve « éblouissant ». Mais, en 1933, il esquisse un échec : pressenti pour tourner dans la *Rose et la Malicie* aux côtés de Greta Garbo, elle le refuse après un bout d'essai malheureux. Lui préférerait son vieil amant zozzant, John Gilbert.

Six ans plus tard, néanmoins, Laurence Olivier est rappelé à Hollywood. Cette fois, il tient la chance de sa vie. William Wyler a été désigné pour mettre en scène les *Hauts de Hurlevent* d'Emily Brontë. La star est Marie O'Brien, la femme d'Alexandre Korda, qui, ami d'Olivier, le recommande chaleureusement à Samuel Goldwyn. « Mais c'est un inconnu, de surcroît l'homme le plus laid que j'aie vu », s'exclame le grand patron de la United Artists. « N'oubliez pas que Heathcliff est un garçon de ferme », rétorque Korda, et cette référence emporte le morceau.

Laurence Olivier dans les *Hauts de Hurlevent* est une révélation, toutes les femmes en deviennent folles. Au cours de cette même année, 1939, Hollywood lui distribue à nouveau dans un rôle de

jeune premier ténébreux, très aristocratiquement anglais celui-là, Maxime de Winter, le châtelain de *Rebecca*, de Hitchcock. Dans le même temps Vivien Leigh décroche le rôle-titre de Scarlett O'Hara dans *Autant en emporte le vent*. Un oscar pour Vivien, suivi d'une double incarnation par Vivien et Laurence du couple luxurieux Nelson — Lady Hamilton (d'Alexandre Korda), mais ce succès retentissant n'a pas de suite : la guerre est déclarée en Europe.

Après la défaite en 1940, les Olivier ne songent plus qu'à retourner en Grande-Bretagne. Peu avant leur embarquement via Lisbonne,

George VI, Sir Laurence et Lady Olivier louent une demeure Régence à deux pas de Buckingham Palace.

A quarante-neuf ans, le beau masque carré de Laurence Olivier séduit toujours les femmes, à commencer par la sienne. Sur les planches ou dans les studios, le couple travaille dix heures par jour, lui sans fatigue grâce à une constitution de fer, elle à la limite de l'épuisement. En 1948, Vivien doit se reposer : elle a une velle au porton. Cinq ans plus tard, à bout de forces après un tournage à Ceylan sous un soleil tropical, assailli par un interminable voyage en avion, elle est victime de crises d'ama-



En 1948, Laurence Olivier a tourné et joué « Hamlet » avec Jean Simmons.

enfin divorcés de leurs conjoints respectifs, ils se sont mariés aux Etats-Unis. A peine débarqué sur le sol britannique, Laurence Olivier rejoint la base aéronavale de Worthydown. Il possède en effet sa licence de pilote. Il est affecté avec le grade de lieutenant à bord du HMS Kestrel, dont le terrain de manœuvre est la Manche et la mer du Nord.

Désunion du couple

En 1942, le gouvernement de Sa Majesté estime que Laurence Olivier servirait davantage la nation dans la propagande artistique. Il est commis pour tourner en Irlande la plus patriotique des superproductions, *Henri V* de Shakespeare. Pour la première fois, le metteur en scène-interprète se trouve à la fois derrière et devant la caméra. Curieusement, ce *Henri V*, qui célèbre la victoire d'Azincourt sur la chevalerie française, est projeté en France devant des salles comblées, après la victoire... des Alliés.

Les lendemains de guerre établissent complètement les Olivier dans l'aristocratie du théâtre britannique. Promu sur la liste des honneurs, en 1947, par le roi

sic, voire de démence, et joue cruellement au naturel le rôle de Blanche Dubois qui lui a valu un deuxième oscar dans *Un tramway nommé désir* d'Elia Kazan. C'est à ce moment que Laurence Olivier la rejoint en Californie et la ramène, pantelante, en Angleterre. Durant le long traitement psychiatrique qui va suivre, il ne la quitte pas. Vivien se rétablit. Au début de l'été 1957, elle annonce une maternité pour Noël. Laurence Olivier tourne à Londres avec Marilyn Monroe le *Prince et la Danseuse*. Un tournage difficile. Marilyn ne cesse d'exaspérer son metteur en scène et partitionnaire. Vivien Leigh a perdu son enfant. Le couple le plus royal du théâtre anglais se désunit.

Entre-temps, Laurence Olivier s'est converti au répertoire moderne du Royal Court. Ainsi *The Entertainer* de John Osborne, avec encore Vivien Leigh. Mais déjà une comédienne de vingt-cinq ans, Joan Plowright, commence à captiver ses regards. Vivien Leigh devient de plus en plus névrotique. Un jour, le couple va venir aux mains. Laurence manque de la tuer. Ce jour-là, la rupture est consommée. L'opinion publique du Royaume-Uni ne pardonnera jamais tout à fait à Sir Laurence. Pourtant Vivien a trouvé un conso-

lateur aux Etats-Unis, en la personne d'un acteur américain, Jack Merivale.

En mars 1961, Laurence Olivier, divorcé, épouse Joan Plowright à New York. Le voyage de nocces se fait en France. Laurence Olivier n'a jamais rompu les origines de sa famille et a toujours porté notre pays dans son cœur. Il est le premier, au lendemain de la guerre, à venir présenter la troupe de l'Old Vic à la Comédie-Française. Il revient en 1957 à Paris où il crée *Titus Andronicus* au Théâtre des Nations. Au Royal Court, il a joué Girardoux et Anouilh. Il est fier de sa Légion d'honneur.

Directeur du National Theatre

En 1962, le National Theatre envisage de traverser la Tamise et de s'installer dans les bâtiments neufs du Festival Hall. Il lui fallait trouver un nouveau grand patron. Laurence Olivier est pressenti. Il accepte et y règne pendant dix ans. Non seulement comme directeur, mais comme acteur — *Oncle Vanja*, *Solness le Constructeur*, *la Danse de mort*, *le Marchand de Venise*. Il réalise sans doute sa plus glorieuse performance dans *Othello*, rôle pour lequel il s'exerce à trouver une voix noire. De sa formation de choriste il tient la tessiture du baryton sur deux octaves dont la moindre note est utilisable. Sa délicatesse d'oreille lui permet de prendre tous les accents : l'allemand (*Marathon man*), le hollandais (*Un pont trop loin*) et même l'arabe (*Bartholomew*).

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Laurence Olivier ne connaît pas un succès égal pour tous ses rôles. Son Hamlet, son Macbeth, son Lear n'ont pas toujours convaincu la critique. Roméo à New-York, en 1940, a été un flop complet, et les Olivier avaient perdu tous leurs gains de cinéma dans cette production. Son Othello lui-même a été jugé « insupportablement vulgaire » par John Osborne et comme « une exhibition grand-guignolesque » par le critique du *Sunday Telegraph*. Mais le spectacle a toujours fait salle comble.

En 1972, à la suite de discussions, Laurence Olivier réalise son contrat. Sa santé s'est dégradée. Lui qui était un « athlète naturel » ne craignait pas de répéter cinquante fois une scène de chute découverte, la soixantaine venue, la maladie. C'est d'abord une pneumonie, puis une crise d'appendicite, la goutte, une thrombose dans la jambe gauche, une tumeur aux reins. Et, plus grave, un cancer de la prostate dont il sort grâce à la bombe au cobalt. Le mal le plus mystérieux devait être une « dermatite polymorphe », affection des muscles provoquée par un plongeon avorté dans une calanque de Positano et qui lui valut un an de clinique. Côté plaies et bosses, Laurence Olivier a eu la lèvre supérieure fendue, le nez éclaté, l'œil à moitié crevé à la suite d'une attaque nocturne. Au milieu de tous ces aras de santé, un événement l'éprouve profondément, la mort de Vivien Leigh le 8 juillet 1982.

Sur l'instance du Premier socialiste Harold Wilson, il est fait pair du Royaume en 1970, baron Olivier of Brighton : la reine lui confère la distinction rarissime de l'ordre du mérite, sur la même liste privilégiée qu'un Prix Nobel et un héros de guerre. Des honneurs qu'il avait connus aucun géant de la scène avant lui, ni Keats, ni Goethe, ni Irving. Hollywood, enfin, lui décerne en 1979 un oscar pour l'ensemble de sa carrière.

Ne se sentant plus capable physiquement d'endurer les fatigues des planches, Laurence Olivier avait en effet repris du service devant la caméra. *The Lindbergh* de Joseph Mankiewicz, en 1972, a été son ultime rôle de star. Ensuite, il est apparu dans des personnages qui ne demandent pas une trop longue présence sur le plateau, et à la télévision où les tournages sont plus rapides qu'au cinéma. Sa meilleure performance restera le feuilleton prestigieux *Brideshead revisited* (*Retour à Brideshead*), qui a révélé Jeremy Irons, que toute l'Europe a pu voir, mais auquel aucune chaîne française ne s'est intéressée. Tiré du roman d'Evelyn Waugh, les prises du téléfilm avaient eu lieu en 1982 dans le décor de Castle Howard, les somptueux palais du Yorkshire. L'épilogue présentait lord Olivier sous les traits de lord Marchmain revenant mourir sur son lit de parade, exténué par un prêtre catholique : ultime conquête d'un grand comédien qui faillit être révérend.

OLIVIER MENJAL

Informations « services »

14 JUILLET

Les services ouverts ou fermés

Presse. — Les quotidiens nationaux paraîtront normalement le vendredi 14 juillet.

Banques. — Fermées vendredi 14 et samedi 15 juillet.

Bureaux de poste. — Pas de distribution de courrier à domicile les 14 et 15 juillet. Seuls seront ouverts les bureaux assurant la permanence des dimanches et jours fériés.

SNCF et RATP. — Lire le Monde du 12 juillet.

Grande magasins. — Tous fermés le 14 juillet. Ouverts le samedi 15 aux heures habituelles.

Assurance maladie. — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés du 13 juillet, à 15 heures, au 17 juillet, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et des unités de gestion de la région parisienne seront fermés du 13 juillet, à 12 heures, jusqu'au 17 juillet, aux heures habituelles.

Assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne seront fermés du 13 juillet, à 12 h, au 17 juillet, aux heures habituelles.

Bibliothèque nationale. — Les salles de lecture et la galerie Colbert seront fermées les 14, 15 et 16 juillet. En revanche, les expositions « Patrimoine libéré » et « Trafic d'influence » seront ouvertes aux heures habituelles.

Archives nationales. — Les Archives nationales, le Centre d'accueil et de recherche (CARAN) et le Musée de l'histoire de France seront fermés le 14 juillet, mais le musée sera

ouvert le samedi 15. Le CARAN sera également fermé du 17 au 29 juillet, ainsi que le samedi, du 5 août au 16 septembre inclus.

Hôtel national des Invalides. — La Musée de l'Armée, le tombeau de l'Empereur, l'église Saint-Louis et le Musée des plans-reliefs seront ouverts le 14 juillet, de 10 h à 18 h. Le tombeau de l'Empereur sera accessible jusqu'à 19 h. Salle de cinéma du Musée de l'Armée, à partir de 14 h, projection permanente de magazines d'actualité, de documentaires et de grands films en exclusivité sur les guerres de 1914-1918 et 1939-1945.

Cité des sciences et de l'industrie. — La Cité des sciences sera ouverte de 12 h à 20 h le 14 juillet. Les activités seront gratuites et, sur le parvis, un groupe de chanteuses révolutionnaires se produira l'après-midi.

Musées. — La plupart des musées nationaux seront fermés le 14 juillet (en particulier le Musée du Louvre et le Musée d'Orsay seront fermés les 13, 14 et 15 juillet). A Paris, seront ouverts : le Centre Georges Pompidou (de 10 h à 22 h), le Palais de la découverte (ouvert les 14 et 17 juillet, de 14 h à 18 h).

En Ile-de-France : le château de Chantilly, le domaine et l'abbaye de Chailly seront ouverts, ainsi que le Musée de l'air et de l'espace au Bourget.

L'Arc-de-triomphe sera exceptionnellement fermé du 11 au 14 juillet inclus (à partir du 15, il sera normalement ouvert tous les jours, de 10 h à 17 h 30).

PARIS EN VISITES

JEUDI 13 JUILLET

Exposition : Hôtel de Ville et la Révolution, 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (P.-Y. Joliet).

Le village de Saint-Germain-des-Près, son abbaye, ses jardins, vieux escaliers, ruelles et remises... 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Près (J. Hanley).

Montmartre, cités d'artistes, ruelles et jardins... 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).

Hôtels et église de l'île Saint-Louis... 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Révolution... 11 heures et 14 h 30, entrée (C. Merle).

L'Opéra Bastille et son quartier... 15 heures, sortie rue du Faubourg-Saint-Antoine (C.-A. Messer).

MONUMENTS HISTORIQUES

La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame, la Sainte-Chapelle... 11 heures, à l'entrée de chaque monument.

Evocation de la Révolution, place de la Concorde et aux Tuileries... 15 heures, entrée du jardin, par métro Tuileries.

Les massacres de septembre 1792 : à la Salpêtrière... 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital.

L'ÉTÉ DES MUSÉES NATIONAUX

L'Imaginaire de l'art occidental (5-12 ans), 14 h 30 : « La Vierge », en représentation au Moyen Âge... 12 h 30, Musée des monuments français, place du Trocadéro.

La présence obsédante de la femme... 11 heures, Musée Picasso, 5, rue de Thorigny.

Costumes de travail, costumes de fête... 14 heures : « Le mobilier dans la société rurale », 15 h 30, Musée des arts et traditions populaires (bois de Boulogne), route de Mahatma-Grandin. (S'inscrire auprès des musées que les visites ont lieu.)

UNE EXPOSITION SUR DIX ANS DE RÉVOLUTION FRANÇAISE

Composée de 35 panneaux (40x50 cm), illustrée par des documents d'époque noir et blanc et couleur commentés en français, elle enregistre les grands événements de la Révolution. Reproduite sur papier photo (250 g), elle peut être fixée sur tout support. Accessible à un large public (maîtres, maîtresses de jeunes, centres culturels, lycées...), elle est simple, pratique, maniable.

PRIX : 2 200 F + frais de port

Chèque postal ou bancaire à l'ordre de : Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (A.P.H.G.), B.P. 49, 75060 PARIS CEDEX 02, Tél. : (1) 42-33-62-37.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5042

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Entend beaucoup grogner sur son lieu de travail. — II. Certains comptent sur lui pour avancer dans la vie. Tête de bœuf. — III. Possède s'il s'y frotte s'y pique. — IV. Pousse à dire ce qu'on pense. Mieux vaut qu'il ne prenne pas de graine. — V. Endroit où se retrouvent beaucoup de gens. Se retrouve souvent sur le sable. — VI. Était donné pour recevoir. Cause d'assombrissement. — VII. Comptent parmi eux de véritables saquins. — IX. Source de lumière. Pas sûr au printemps. Conjonction. — X. A donné du travail à beaucoup de monde. Creuse le sillon. — XI. Telle que l'on a peut-être donné un coup de brosse.

VERTICALEMENT

1. Font certaines choses en un éclair. — 2. Regroupe des expressions communes. Est rejeté par tout le monde. — 3. Participe. Utiles pour être bien « conservé ». — 4. Pour faire son beurre. Fait cause de désagrément. — 5. Pousse à aller de l'avant. Ne donne rien. — 6. Assure le transport. Cajole sans ciliner. — 7. Mal éclaircie. Préfixe. — 8. Qui fait usage de mauvais résultats. Fait usage d'un sens. — 9. Ébranlent le train. Peut se faire violemment frapper.

Solution du problème n° 5041

Horizontalement : I. Oravon. — II. Urgence. — III. Varié. — IV. Rime. — V. Azimut. — VI. Rabais. — VII. II. — VIII. Grégaire. — IX. Ré. — X. Enlève. — XI. Sensé. — XII. Ode.

Verticalement : I. Ouvrier. — II. Gris. — III. Agrie. — IV. Rime. — V. Azimut. — VI. Rabais. — VII. II. — VIII. Grégaire. — IX. Ré. — X. Enlève. — XI. Sensé. — XII. Ode.

GUY BROUTY.

L'hommage de la Grande-Bretagne
« Le soleil s'est éteint en plein jour »

Les enseignes des théâtres du West End londonien se sont éteintes mardi soir pendant une heure en hommage à Laurence Olivier. Sur la rive droite de la Tamise, le National Theatre, qu'il avait fondé, avait remplacé son programme lumineux par ces simples mots, visibles sur des kilomètres de chaque côté du fleuve : « Laurence Olivier, 1907-1989 ».

Toutes les grandes figures de la scène ont célébré la mémoire de Sir Laurence. John Gielgud, le dernier survivant du trio de grands shakespeareiens qu'il forma avec Olivier et Ralph Richardson, a déclaré à la BBC : « Nous avons été en quelque sorte plutôt rivaux que collègues, ce que je regrettais beaucoup. Mais jamais je ne me serais dressé en rival face à lui, en ce qui concerne le talent et les dons. » Pour Peter Hall, le metteur en scène qui l'avait dirigé à de nombreuses reprises et avait pris sa succession à la tête du Na-

tional, « son génie a façonné les cinquante dernières années ». Alec Guinness l'a décrit comme « un géant parmi les acteurs ».

La reine a fait parvenir à la veuve de Sir Laurence un message de condoléances dont le contenu n'a pas été rendu public. Mme Thatcher, à qui l'acteur avait donné des leçons de diction, a déclaré : « Le registre de son talent était extraordinaire. » Le premier ministre a ajouté qu'elle chérissait particulièrement, dans la carrière de Sir Laurence, les interprétations shakespeariennes de l'après-guerre. Simon Hughes, le député travailliste qui a mené la campagne pour la sauvegarde du Rose Theatre, a demandé que les ruines de ce théâtre où joua William Shakespeare soient classées monument historique en hommage à Laurence Olivier.

Dans la presse, le *Guardian* écrit, que pour le théâtre, « le soleil s'est

éteint en plein jour ». Il souligne la continuité historique qui reliait Olivier au théâtre élisabéthain : « Mais, par-dessus tout, en voyant Laurence Olivier, on ressentait un magnétisme qui remontait, en passant par Garrick, Keats et Irving, à la naissance du théâtre britannique, à la source d'un courant de notre histoire qui passe encore. » Pour le *Daily Telegraph*, « il était la figure de proue incontestée de sa profession, son porte-parole et le plus beau joyau de sa couronne. Jamais on ne reverra son pareil ». Les quotidiens populaires, à l'exception du *Daily Mail* qui annonce en gros caractères sur toute sa une « la mort d'une légende », restent relativement discrets. Le *Daily Mirror* ne consacre qu'une colonne de sa première page et estime qu'il fut « au théâtre et au cinéma du vingtième siècle ce que Churchill fut à la politique ».

هكزان الأجل

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Peut-on contrôler l'expansion ?

La Défense donne la fièvre aux Hauts-de-Seine

Impossible de résister à la pression et à l'attraction de la Défense. Les entreprises attirant les entreprises, les bureaux attirant les bureaux, c'est l'ensemble de l'Ouest parisien, et en particulier le département des Hauts-de-Seine, qui est en proie à une véritable ruée des investisseurs. Peut-on contrôler le mouvement ?

L'ENSEMBLE de l'Ouest parisien est à présent confronté à cette évidence qu'est devenue le succès de la Défense. En trente ans, avant tout, le succès de la Défense, c'est l'ensemble de l'Ouest parisien, et en particulier le département des Hauts-de-Seine, qui est en proie à une véritable ruée des investisseurs. Peut-on contrôler le mouvement ?

La Défense grandit, les entreprises affluent, toujours plus importantes et prestigieuses, attirant d'autres entreprises comme l'attraction du feu. Le site, ainsi, se valorise, le prix des terrains s'envole et atteint des hauteurs telles qu'il devient inaccessible aux industries et aux constructions de logements. Les rares terrains vacants sont des îlots logiquement dévolus à une activité de bureaux qui vient renforcer la vocation d'affaires du secteur... et la boucle est bouclée. Quel maître serait assez fou pour vouloir installer des hangars de stockage ou des HLM sur des terrains qui valent de l'or ? Et, le voudrait-il, comment pourrait-il durablement résister à la pression de la charge foncière, comment pourrait-il contourner la logique typiquement capitaliste qui régit tout l'urbanisme environnant ?

Les faire payer les promoteurs

Face à cette évolution, on observe, dans les communes concernées à plus ou moins long terme par l'extension de la Défense, deux attitudes diamétralement opposées que caractérisent assez bien les municipalités de Courbevoie et de Nan-

terre, deux communes des Hauts-de-Seine.

A Courbevoie, Charles Deprez, maire UDF, a tranché depuis longtemps en faveur d'une politique qu'il qualifie de « réaliste ». Il a compris, dès 1960, alors que l'Etat décidait de créer la Défense, que l'attraction massive des activités tertiaires et la densification urbaine étaient inévitables à Courbevoie. Plutôt que de se battre contre l'établissement public de la Défense (EPAD), il a préféré « faire avec » en tirant au mieux son épingle du jeu. Ainsi, tout en ouvrant largement les portes aux promoteurs et aux entreprises, il s'est efforcé de garder la maîtrise des opérations : « Chaque fois qu'un terrain risquait d'être livré à l'appétit des promoteurs, explique-t-il, j'ai « saisi » [c'est-à-dire une zone d'aménagement concertée] pour obtenir du promoteur les justes compensations en équipements publics ». « C'est vrai, ajoute le maire, on a beaucoup construit ici, mais dans chaque ZAC les promoteurs ont payé toutes les écoles et toutes les crèches dont j'avais besoin ».

Dans les six dernières années, sept mille logements ont été construits à Courbevoie. Le prix du mètre carré de logement neuf est passé en dix ans de 5 000 F à 25 000 F ; les emplois secondaires, disparus avec l'industrialisation, étaient plus que compensés par les emplois tertiaires, et Courbevoie a changé de visage. « Mais il ne sert à rien de jouer les outrés », estime Charles Deprez : « Les bureaux veulent s'installer à l'ouest et pas ailleurs. Il y a une demande, il faut y faire face, sinon les entreprises vont aller chez nos concurrents européens ». Le succès commercial est d'ailleurs



Indéniable : dans tous les secteurs, les bureaux se vendent comme des petits pains, et il n'y aura bientôt plus un pouce de terrain à vendre à Courbevoie.

Ce « réalisme » se retrouve toujours dans les Hauts-de-Seine, à Puteaux, où Charles Ceccaldi-Reynaud, député et maire RPR, estime qu'il est « illusoire de vouloir freiner la croissance de l'Ouest » et qu'il convient, au contraire, d'accompagner et de précéder cette croissance urbaine par la mise en place des infrastructures de transports nécessaires et par la construction de logements en nombre suffisant.

A Levallois, Patrick Balkany, député, adjoint et conseiller général RPR des Hauts-de-Seine, se félicite lui aussi d'avoir senti dès 1983 le vent de l'histoire et d'avoir mis en place une politique d'urbanisme adaptée. « Que n'ai-je pas entendu alors, explique-t-il, on nous promettait des bureaux vides et un flux commercial... Et pourtant il ne fal- lait pas être grand clerc pour savoir que la perspective de l'Europe de 1992 amènerait par ici les grandes entreprises de France et de l'étranger. Aujourd'hui, tous les bureaux du front de Seine à Levallois ont été vendus à leur utilité, et j'ai reçu tous les jours des demandes nouvelles... » « Ensuite, dit le

maire, les profits dégagés par la vente des bureaux permettent à la ville de construire environ mille logements par an ».

Ainsi, non seulement Patrick Balkany n'a pas tenté de freiner une évolution prévisible, mais il l'a anticipée.

Chaque maire maître chez lui

A l'opposé de cette conception, la ville de Nanterre entend résister à la pression de la Défense. Le Parti communiste, qui tient la ville depuis l'après-guerre, n'a jamais admis le bien-fondé de l'opération et ne collabore qu'à contre-cœur. « Nous voulons avant tout que chaque maire soit maître chez lui », déclare Michel Laubier, conseiller général et premier adjoint au maire de Nanterre. Ici, nous voulons maintenir à tout prix une diversité à la fois en matière d'habitat et en matière d'emplois. Nanterre tente donc une autre politique, refusant la densification et la construction de bureaux à outrance « pour le profit du patronat et des grandes sociétés ».

Reste à savoir si une telle position sera longtemps tenable dans un environnement en plein boom. La plupart des communes de l'Ouest ont

déjà décidé de s'adapter aux nouvelles conditions et de répondre à la demande grandissante de bureaux. C'est le cas de Rueil-Malmaison, avec l'opération Rueil 2000, mais aussi de Boulogne-Billancourt, actuellement en pleine mutation, ou de Suresnes, où l'urbanisation en bord de Seine a été lancée par une municipalité socialiste et poursuivie en 1983 par une équipe RPR.

Paradoxalement, c'est cet enthousiasme de certaines communes à anticiper la croissance de la Défense qui incite maintenant l'Etat à intervenir de nouveau sur une zone épi- gle. D'où la mission de Pierre Mayet, nouveau président de l'EPAD, qui est chargé de « proposer, dans la perspective de 1992, un mode opératoire sur l'Ouest parisien » qui permette à l'Etat d'intervenir pour préserver les grands équi- libres, notamment celui actuellement compromis des bureaux et de l'habitat. Il s'agit donc de reproduire à une plus grande échelle le scénario joué par l'EPAD à la Défense pour éviter que dans l'euphorie générale chaque commune ne veuille mettre égoïstement les fruits les plus accessibles de la croissance urbaine et ne compromette ainsi le développement harmonieux de l'Ouest.

FRANÇOIS ROLLIN.

C'était la gentildommière de Gérard Philipe

Six cents mètres carrés d'habitation sur trois niveaux, un parc de 4,5 hectares avec une allée de mar- ronniers, deux serres vitrées et un tennis, la propriété Gérard Philipe, sur les bords de l'Oise entre Cergy et Vauvray, est aujourd'hui intégrée dans une zone d'aménagement diffé- rencié (ZAD). Il reste un an à l'éta- blissement public d'aménagement de la ville nouvelle (EPA) pour lui trouver une affectation définitive.

Déserté par la famille après la dis- parition de l'acteur, le domaine avait été acheté par l'Etat dans l'intention d'une reconversion. Mais une recon- version qui a tellement tardé que, livrée à l'abandon, la « gentildom- mière », comme on l'appelle encore parfois dans le vieux village de Cergy, a subi tous les outrages du temps et ceux du vandalisme. D'où l'urgence, qui s'est imposée, de remédier à cette dégradation pro- gressive du site. L'idée d'y installer le Fonds régional d'art contempo- rain (FRAC) sous la direction de M^{me} Edla Maillet, conservateur des musées de Pontreux, s'est heurtée au coût de l'opération : 1,5 million de francs. L'EPA s'est donc finalement décidé à l'acquiescer il y a deux ans — le transfert de propriété est en cours — pour la somme de 2,4 mil- lions de francs. Avec obligation de lui trouver avant trois ans une nou- velle vocation. Depuis, la restaura- tion de la maison et de celle du gar- dien a été réalisée, et la mairie de Cergy a commencé les travaux de débroussaillage du parc.

Plusieurs projets d'utilisation du domaine sont toujours à l'étude : une association pour les arts de la scène, un centre d'art urbain où seraient exposées les maquettes d'artistes contemporains, ou encore une maison du mécène accueillant égale- ment réunions, expositions et autres manifestations culturelles. Ce der- nier projet trouverait une justification dans la construction à Cergy- Pontreux de l'axe majeur, vaste esplanade qui descend en prome- nades et vers laquelle s'ouvre l'allée de marronniers du domaine Gérard Philipe. Au centre de cette espla- nade a été érigée une œuvre monu- mentale de Dani Karavan — les Douze Colonnes — financée juste- ment par vingt-quatre entreprises mécènes de la ville nouvelle.

Quant au parc, rien n'est encore prévu. L'ancienne municipalité, avant même 1989, imaginait un jar- din romantique et ne s'arborait que de quelques essences rares. La nouvelle préfère attendre la décision de l'EPA avant de s'engager elle- même dans toute action en faveur du domaine.

J. M.

L'axe Le Havre-Rouen-Paris

Yves Guernon rappelle dans Le Monde du 6 juillet que la région Ile-de-France avait besoin, pour son développement, de s'appuyer sur ses voisins. Jean Lecanuet, le maire de Rouen, vient, au cours d'un sémi- naire organisé par l'Union des maires pour le développement écono- mique (UNIDEC), de défendre le même thème.

« A l'heure, a-t-il déclaré, où elle s'interroge sur sa vocation euro- péenne, l'Ile-de-France, pour ne pas manquer les prochains rendez-vous de l'histoire, doit se rappeler qu'il n'y a jamais eu, au cours du temps, de ville-capitale d'une économie mondiale qui ne se fit individuellement financière et maritime. Cette leçon de Fernand Braudel, historien de l'économie, n'est pas oubliée par les Allemands, qui préparent 1992 en inaugurant la liaison Rhin-Main-Danube ».

De son côté, Michel Guiz, adjoint au maire de Rouen et président du comité d'expansion du Grand Rouen, a rappelé au cours du débat le rôle capital que des villes comme Rouen, Orléans et Amiens pour- raient jouer dans l'avenir de la région parisienne : « Rouen-Le Havre et les villes de la Grande Couronne, fortes de leurs atouts, sont sans doute une des clés du développement européen de l'Ile-de-France ».

LE PROBLÈME DES BUREAUX EN NEUF CHIFFRES

PÉRIODES	BUREAUX (SURFACES AUTORISÉES)	Part de l'Ile-de-France dans la France entière	Part des Hauts-de-Seine dans l'Ile-de-France
1969 à 1973	France entière (millions de mètres carrés par an) : 3	44 %	34 %
1974 à 1984	4,8	30 %	25 %
1985 à 1988	4,8	42 %	43 %

Source : Comité de décentralisation, juin 1989.

EN BREF

● Un annuaire de l'enseigne- ment musical. — L'Association régionale d'information et d'actions musicales en Ile-de-France vient de publier un annuaire de l'enseigne- ment musical.

Cet annuaire regroupe les éta- blissements d'enseignement de la région et notamment ceux proposant des formations spécialisées autour de la voix et l'art lyrique, de la direction de chœur, direction d'orchestre, musi- que d'ensemble, musique baroque, recherche et composition, etc.

ARIAM Ile-de-France, François Paris, 2, rue La Bruyère, Paris-9^e, Tél. : 42-85-45-28.

● Un SVP pénal. — Le tribunal de Pontreux, dans le Val-d'Oise, a mis au point depuis le 1^{er} juillet un nouveau vert (06-00-41-02) destiné à renseigner toutes les victimes d'infraction pénale. Le service fonc- tionne tous les jours de 14 h à 17 h et de 9 h à 12 h le samedi. Au bout du fil : tous les conseils utiles pour mieux se défendre, les moyens de déposer une plainte, les arcanes des procédures.

Les magistrats à l'écoute : c'est un peu le devise du parquet de Pon- treux, qui avoue sa volonté de déve- lopper son service d'accueil ; mais aussi d'inciter le public à déposer plainte.

● Au Syndicat des transports parisiens. — Par décret en date du 5 juillet, Jacques Roussel, directeur régional de l'équipement d'Ile-de-France, est nommé vice-président délégué du conseil d'administration du Syndicat des transports parisiens (STP) en remplacement de Claude Collet. Présidé par le préfet de région, le STP coordonne l'activité des différentes entreprises de trans- port d'Ile-de-France et gère les 7 mil- liards de francs du « versement transport ».

Jacques Roussel sera remplacé à la direction régionale de l'équipement par Michel Rousselot, précédemment directeur général de la RATP.

Débat

Comment sauver les Champs-Élysées ?

Dans le Monde du 15 juin, Pierre-Yves Ligez, chargé d'une mission d'étude sur l'ave- nir des Champs-Élysées, indiquait qu'il était ses premières réflexions avant le débat public qui doit être organisé au début de 1990 au Conseil de Paris.

Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, président du groupe

socialiste au Conseil de Paris et « un rive- rain » privilégié de l'avenue, Maurice Casanova, propriétaire du Fouquet's, nous ont donné leur point de vue.

Une intervention de la mairie

FRANCE ! Paris ! Champs-Élysées ! Trilogie symbo- lique : depuis longtemps, elle a fait le tour de la planète. Du Louvre à l'Etoile s'étend l'axe imaginaire de la nation, la ligne triomphale des armées françaises et alliées victorieuses et, le 26 août 1944, le géo- ral de Gaulle et les libérateurs de Paris. Désormais, il se prolonge jusqu'à la Défense. Sur 10 kilomè- tres, du plus grand musée du monde à la Grande Arche, expression de la modernité, c'est tout un raccourci de l'histoire architecturale de la France. Les Champs-Élysées en res- tent et en resteront le pivot. Haut lieu du tourisme mondial, presti- gieuse vitrine commerciale de notre pays, ils sont encore considérés comme la plus belle avenue du monde. Pourtant, celle-ci se dégrade sur les plans esthétique comme éco- nomique. Elle est envahie par la banalité, la facilité et la rapidité. Son image commence à se dégrader. Or, de cette image, la Ville de Paris est comptable devant les Parisiens, mais aussi devant la France et ses amis étrangers.

La municipalité détient les pou- voirs qui lui permettraient de réa- blir la situation. Le respect du plan d'occupation des sols lui appartient. La réglementation de la publicité est de son ressort. Elle en possède les moyens : l'avenue, à elle seule, représente une assiette fiscale consi- dérable. Mais la municipalité en a- t-elle la volonté ? Depuis douze ans, elle a laissé s'installer cette lente dégradation. Son idéologie libérale

la condamne au laisser-faire, en ré- sulté à se laisser dominer par la loi du profit à court terme. La spéculation est reine : sa domination fait trans- gresser les règlements de l'urbanisme.

Pour sauver le Fouquet's, l'Etat a dû intervenir. Le ministre de la culture, Jack Lang, a dû classer d'urgence un lieu de mémoire en péril. Une fraction de notre Histoire risquait de devenir un débris de nou- riture rapide. Les Champs-Élysées doivent être au service de la France. Ils doivent montrer la France à tous les étrangers qui visitent notre capitale. A cette fin, des objectifs sont à fixer ; des mesures sont à prendre.

La révision en cours du plan d'occupation des sols ne se soucie pas d'un ordonnancement harmo- nieux des façades. Des passages pié- tonniers restent à aménager, les contre-allées ne doivent pas être des parkings. L'éclairage public est à revoir, de nouveaux alignements d'arbres à planter et le mobilier urbain à adapter. Les commerces broussés et tapageurs aux enseignes agressives devraient enfin être contraints dans les textes comme dans la pratique.

Le 21 juin, le président de la République, François Mitterrand, a inauguré un Arc de triomphe rénové. Il ne faudrait pas que l'ave- nue qui y mène devienne à ce point méconnaissable qu'elle en dégrade le monument qui couronne le grand axe.

GEORGES SARRE.

Un classement par l'Etat

« Il faut classer les Champs-Élysées. C'est la seule solution pour arrêter le massacre de cette prestigieuse ave- nue », affirme Maurice Casanova, le patron du Fouquet's. Et il ajoute : « Le ministre de la culture et le maire de Paris ont récemment déclaré qu'ils étaient favorables à une telle mesure. Qu'attend-on ? »

Installé depuis plus de quinze ans sur les Champs, Maurice Casanova se désolait pas devant la dégrada- tion de la perspective imaginée en 1670 par Le Nôtre. « Il faut agir sur les permis de construire. Les pouvoirs publics ne devraient pas accepter de signer un tel document sans au préalable en avoir discuté avec les élus du quartier et les asso- ciations locales. » Et de montrer le « blockhaus » construit, il y a des années, au 26, avenue des Champs-Élysées, à côté de l'ancien siège du Figaro. « La façade est affreuse. Comment a-t-on pu, ici, accorder un tel permis, contesté par le Conseil d'Etat ? »

Consterné, Maurice Casanova se demande « si aujourd'hui l'idéal de cette voie royale ne se résume pas à la création de galeries marchandes et d'établissements de restauration rapide ». Et de citer les « grands » disparus : le Claridge, l'Astoria, le Regina, le Sélect, le Maurice et le Marignan.

Bien sûr, Maurice Casanova a pris connaissance des premières réflexions de la mission d'étude.

« Une seconde rangée d'arbres sur l'avenue ? Pourquoi pas ? Améliorer le stationnement ? Evidemment. Un mobilier urbain plus harmonieux ? Sûrement un règlement d'urbanisme plus sévère ? Enfin... Mais ce vieux Parisien, qui ne sait pas aller à l'étranger sans toujours retrouver la capitale avec plaisir, attend pour juger ». Et il conclut : « Seule une volonté politique pourra sauver les Champs-Élysées ».

Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

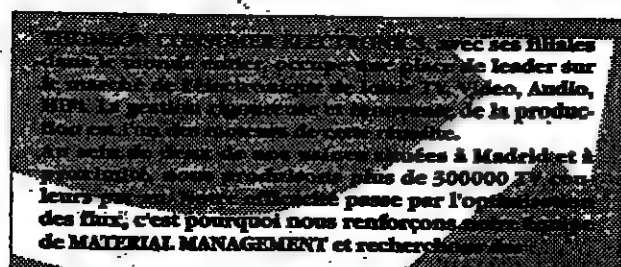
research publications



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • **Le Monde** • Stedensche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Participez activement à nos performances industrielles en Espagne



MATERIAL MANAGER

MISSION : coordination de planning, des appros, de la gestion des stocks et des magasins. PROFIL : Ingénieur diplômé, environ 5 ans d'expérience similaire acquise de préférence dans une industrie de grandes séries. Poste basé à Madrid. Réf. M/1

RESPONSABLE APPROS

MISSION : Relations avec les fournisseurs, planification des appros en fonction des besoins de la production, gestion des stocks. PROFIL : Ingénieur débutant ou première expérience des appros. Poste basé à Madrid. Réf. M/2

RESPONSABLE PLANNING

MISSION : coordination des activités de production en fonction des besoins de nos filiales commerciales européennes. PROFIL : Ingénieur débutant ou première expérience similaire. Poste basé à Madrid. Réf. M/3

Pour toutes ces fonctions, d'excellentes capacités de communication et d'animation d'équipe sont indispensables. La localisation de ces postes et l'activité internationale de notre société impliquent évidemment une pratique courante de l'Espagnol et de l'Anglais. Sans et contrat de travail de droit Espagnol. Notre groupe offre des perspectives de développement international de carrière à des candidats de valeur.

Envoyez votre manuscrit, CV détaillé, photo et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi à : CEDOSA - Direction des Ressources Humaines Mr ANTONIO RIVILLA - Apartado 14755 - Maestro Arbo 29 - MADRID 28045



LE MARCHE FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir.

Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera bien entendu liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe.

Adressez votre carte à notre conseil en précisant la référence FME/1307. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

MOOG CONSULT. S.A. INTERNATIONAL MANAGEMENT F-67000 STRASBOURG - 24, PLACE KLEIN

Consultant et animateur en développement des entreprises

Nous assistons des entreprises dans l'élaboration de nouveaux concepts, dans le développement interne de leur organisation et dans le renforcement de leurs relations sur le marché.

Nous intervenons à l'échelle internationale, avec un centre de gravité placé en Europe. Nous disposons, à Paris et à Hambourg, de nos propres centres de communications, et d'un bureau aux Etats Unis. Notre équipe compte 20 consultants.

Nous développons nos activités et recherchons de jeunes diplômés d'études

supérieures en sciences économiques, en gestion ou en sciences sociales, d'un niveau de 3^e cycle. La maîtrise des langues allemande, française et anglaise doit être bien assurée. Des activités extra-scolaires et des séjours à l'étranger doivent témoigner d'une capacité d'initiative et d'engagement personnel.

Le (la) candidat(e) trouvera chez nous un environnement collégial et créatif, favorable au développement personnel et au travail d'équipe. Nous sommes prêts à envisager ultérieurement une relation de partenariat.

Metaplan S.a.r.l.
1, rue du Ruisseau Blanc
F-91620 Nozay



Metaplan GmbH
Goethestraße 18
D-2085 Quickborn

Le Monde INTERNATIONAL

International Company Secretary

Milan, Italy

Excellent Package

Our client is a highly successful European multinational FMCG company that has embarked on an aggressive growth policy in Europe through acquisition, new product development and improving services to existing customers. They currently seek to recruit an experienced individual to handle their international company secretarial matters.

Based in Milan, the role will involve giving general legal advice with an emphasis on the following: Compliance with national legal company requirements; New company incorporation; Control of disclosure deadlines; Employment contracts and insurance; Patents and trademarks; Tax/optimisation policy.

Candidates will be qualified lawyers or company secretaries with fluency in French and at least five years' experience, preferably gained within a

medium/large international organisation.

The successful candidate will have the appropriate skills to liaise effectively with management at all levels and the ability to negotiate with outside advisers. Working autonomously and as part of a team he/she should be accustomed to tight deadlines and be available to travel regularly to European countries.

Should you have the appropriate technical skills, drive and maturity, this position offers excellent long term prospects and a highly competitive starting salary.

For further information please contact Liz Salter on 19.44.1.831.2000 or write to her enclosing a full CV at Michael Page Legal, 39/41 Parker Street, London WC2B 5LH. Confidentiality is assured.



Michael Page Legal
International Recruitment Consultants

Un emploi en Suisse ?
Le cabinet médical-chirurgical Valmont, 1823
Cham-Montreux (CH) cherche pour entrée immédiate (urgent)

UNE DIÉTÉTICIENNE
DIPLOMÉE

Veuillez adresser vos offres à la direction, ou prendre contact par téléphone au (19) 4 1 2 1 865-49-51. Demander monsieur FETZ.

Important bureau d'études recherche pour prestations longue durée, dans le cadre de projets de développement en Afrique

GESTIONNAIRES
CONSEILLERS FINANCIERS
SPÉCIAL DU CRÉDIT
EN MILIEU RURAL

minimum 5 ans d'expérience en Afrique.

Adressez CV détaillé, photo et références sous le n° 8362
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

Important bureau d'études recherche pour prestations longue durée, dans le cadre de projets de développement en Afrique

AGRONOMES
AGRO-ÉCONOMISTES

minimum 5 ans d'expérience en Afrique.

Adressez CV détaillé, photo et références sous le n° 8363
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCOURS DE RECRUTEMENT DE CORRECTEURS D'ÉPREUVES DE LANGUE FRANÇAISE (1989)

Un concours de recrutement de correcteurs d'épreuves de langue française se tiendra le 14 octobre 1989 à New-York et Genève, ainsi que dans d'autres centres, en fonction du nombre de candidats sélectionnés. L'objectif de ce concours est de dresser une liste de lauréats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes de correcteurs d'épreuves de langue française qui sortent ou deviendront vacants. Les candidats reçus au concours seront normalement affectés à New-York; ils pourront éventuellement être appelés à servir dans d'autres bureaux de l'ONU en Europe.

Les candidats doivent :

- Avoir le français comme langue principale;
- Avoir acquis une parfaite maîtrise du français et une connaissance approfondie de l'anglais ou de l'espagnol, la connaissance d'une autre langue officielle de l'Organisation (arabe, chinois ou russe) étant souhaitable. Le jury d'examen apprécie des candidats qu'ils justifient de leur connaissance de langues officielles de l'ONU;
- Etre titulaires d'un diplôme délivré par une université ou un établissement de statut équivalent où la langue d'enseignement est le français;
- Avoir à leur actif trois années d'expérience dans l'imprimerie ou dans les publications.

Le traitement de base brut est au départ de 29 563 dollars par an, plus une indemnité de poste (dont le montant net est actuellement de 11 822 dollars par an mais qui peut changer) et des indemnités pour charges de famille. Pour obtenir de plus amples renseignements et recevoir la formule de candidature, prière d'écrire à l'adresse ci-après :

Concours de recrutement de correcteurs d'épreuves de langue française
Section de recrutement du secrétariat
Bureau 266
Office des Nations Unies à Genève
CH-1211 Genève 10, Suisse

La date limite pour la réception à New-York des formulaires de candidature dûment remplis est le 7 août 1989.

Le Monde INTERNATIONAL

DIRECTEUR FINANCIER

Nigeria

Cet important groupe français de produits chimiques et agro-alimentaires dispose d'un très large réseau d'implantations internationales tant en unités de production qu'en divisions commerciales. Le directeur général du Nigeria souhaite intégrer les compétences d'un directeur financier de formation supérieure (ESG ou DECS), capable de diriger les comptabilités, les trésoreries et le contrôle de gestion de plusieurs filiales (7 centres d'exploitation), avec ce que cela implique d'évolution dans les procédures et leurs applications informatiques. Ce poste d'envergure pourrait

concerner un cadre financier familier du contexte africain, parlant couramment l'anglais et capable de secondar efficacement le directeur général sur place. Le poste est basé à Lagos et, outre les conditions de rémunération stimulantes qu'il offre au statut d'expatrié, permet d'envisager une évolution de carrière particulièrement motivante dans un groupe de renom. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6673M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Société de conseil internationale recherche

3 EXPERTS

Pour missions de longue durée en Asie du Sud-Est (péninsule indochinoise).

- Entreprises publiques (gestion, privatisation);
- promotion des investissements;
- commerce international.

Expérience professionnelle confirmée d'au moins dix années. Connaissance des pays asiatiques souhaitée. Anglaise exigée.

Envoyer lettre manuscrite, récente, c.v. + photo à:
J.G.P. CONSULTANTS - A l'attention de Madame COLIN,
8, rue de Rocroy, 75010 PARIS.

Collobat International

recherche pour l'Afrique de l'Ouest

DES CHIEFS DE PROJETS

organisateur informatique et

CONSULTANTS

en organisation pour des missions ponctuelles ou de longue durée

Profil : 35-40 ans environ

Diplômé grande école de commerce ou d'ingénieur. Expériences réussies en conception et mise en place de système d'information et de gestion si possible en Afrique.

Envoyer CV à : CLAUDE CROISIER EUROSEPT ASSOCIÉS,
3, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, 75004 Paris.

Le Monde CADRES

TELEMARKET

Leader parisien du supermarché à domicile

RESPONSABLE MARKETING

Formation supérieure + expérience marketing direct. Connaissance distribution souhaitée. Goût du travail en équipe. Sens de la négociation. Lieu de travail : Chilly/Magenta.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v. + photo) à :
MICROVITA Service Recrutement,
2, rue Paul-Cabanne, 75008 PARIS.

BLOIS

UNE EQUIPE QUI GAGNE :

Filière d'un grand groupe de communications, notre imprimerie (500 personnes), l'une des plus modernes d'Europe, recherche :

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

De formation, minimum DECS, vous avez une solide expérience dans un poste similaire.

Vous maîtrisez l'outil informatique, vous connaissez la Comptabilité Anglo-Saxonne. L'anglais courant est indispensable.

Vous serez chargé(e) d'animer une équipe qui assure le suivi de la comptabilité, de la trésorerie, la gestion des immobilisations, etc., jusqu'au bilan.

Rémunération et Politique Sociale très attractives.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo et présentations) sous réf. 96485 C à notre Conseil Syntex LE MENESTIER.

Discrétion assurée.

ACSOR

13, quai de la Saunerie
B.P. 193 - 41006 BLOIS CEDEX

NIORT - MONTAUBAN - BLOIS

36 15
T M

Maintenant des postes auxquels
vous ne pensiez pas
vous sont proposés.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres.

PPM

Leader français des groupes mobiles (CA 650 MF dont 60 % à l'export) et filiale du groupe Potain, N°1 mondial des grues à tour, recherche

Chef de Produit

Responsable du développement des produits depuis l'étude de marché et la définition du cahier des charges jusqu'à la commercialisation en conjonction avec le bureau d'études et le commercial.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC, pouvant justifier d'une expérience réussie dans la vente de biens d'équipement à l'export.

Outre des qualités relationnelles et un goût affirmé pour la technique, le candidat retenu devra impérativement avoir une bonne maîtrise de l'anglais et être prêt à des déplacements en France et à l'étranger.

Ce poste basé en région parisienne offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous réf. CP/PMO à PPM.

Direction du Personnel - BP 106 - 71304 MONTCEAU-LES-MINES.

IMPORTANTE MAISON D'EDITION

Jeune 200.000 F Attaché(e) de Presse

Vous possédez une expérience de 2 ans, si possible dans l'édition professionnelle ou dans l'industrie et vous pouvez justifier d'une excellente culture générale.

Le rythme de nos éditions est important : universitaire, économique etc... et vous saurez à faire face à un travail complet de promotion presse et à quelques actions de RP.

Vous serez en contact permanent avec les éditeurs et les auteurs.

Pour ce poste très motivant, vous devez être organisé(e), disponible et créatif(ve).

Ecrire avec CV, détail, photo, prétentions et téléphone privé, sous la réf. 99011/74, 13 rue Madeleine Michels, 92522 NEUILLY.

MRI conseil

Danièle Chapuis

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme, 40 ans, formation technique, ch. poste adjoint de fabrication (édition, publication de notes, 40-50-60-80, après 15 h de soirée M. Chéry, 42, rue Roger-Salomon, 93700 Drancy.

secrétaires

ETABLISSEMENT
D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR (124)
recherche
SECRÉTAIRE
ADMINISTRATIVE
BTS, expérience
Tél. 01 : 49-57-42-47

capitales

propositions
commerciales
Petite entreprise
tout corps d'Etat recherche
TRAVAUX RENOVATION
et revêtements spots /
maquillage collectifs, etc.
Devise gratuite, prix modérés
Possibilité crédit.
Tél. : 48-62-34-55 +

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

est l'institution bancaire de la Communauté européenne chargée du financement de projets à long terme dans la Communauté et dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que les pays signataires de la Convention de Lomé. La Banque recherche pour le Corps des Conseillers Techniques installé au siège à Luxembourg un :



Ingénieur de Projets (m/f) (âge: 35-43 ans)

Il aura pour tâche d'assister le Conseiller Technique dans l'identification, l'évaluation technico-économique et le contrôle de projets d'investissement des secteurs agricoles et agro-industriel. Le candidat idéal possède un diplôme d'ingénieur agronome, du génie rural ou d'ingénieur des industries agro-alimentaires de niveau universitaire, de préférence complété par une formation en économie et en gestion. Il devra avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans la préparation, la réalisation, la gestion, l'évaluation et le suivi de projets agricoles et agro-industriels. L'expérience acquise auprès d'un maître d'ouvrage, d'un consultant ou d'un organisme financier. La candidate aura une très bonne connaissance d'au moins deux langues de la Communauté, dont l'anglais ou le français. La bonne connaissance d'une troisième langue communautaire serait appréciée. La B.E.I. offre un salaire intéressant avec de bonnes conditions d'emploi et pratique une politique d'égalité de chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé ainsi qu'une photographie à la :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT,
Division Recrutement-Formation (Rét. CT 8904),
boulevard Konrad Adenauer 100,
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES

SE CHAMBERLAIN
CHIEF JEWELLER
ACHAT DE
Tableaux anciens
et modernes
Gillet, 19, rue d'Arcade,
75004 Paris. 43-64-00-83.

Collections

Coll. schémas Paris-province,
œuvre-braslet homme, art
1970, même R.S. Audin-
mura, figure, Patric Philippe,
Vacheron-Constantin,
Novod, Jaeger Universal,
Cartier ou autre marque.
44-21-38-78.

A VENDRE Journal
de Montagne 1782-1783
Un 8 de la République
Numéro vendu à l'unité à
choisir dans collection
Tél. : 43-67-88-28
Demandeur Muriel

Réparation

FLIPPER
REPARATION, PART. SPECIAL
sur simple appel téléph.
06-06-37-50.

Vacances - Tourisme - Loisirs

ESPAGNE, Norte (Costa del sol), à leur ville, appart. bungalow, C/La Cruz, 48 23700 Nerja (Málaga). Tél. : 34 92/52-15-50. Fax : 34 92/52-15-55.

LA BAIE
Propose loc. 1^{er} au 15 juil., 2 places, semi. + s. de bain + coin + direct. sur plage. S'adresser à :
48-03-36-53, apr. 19 h.

DRICOLL VILLAS-HOTEL
200 chambres simples \$ 100 par sem. dans-jardin, Tennis : 172 New East Road LONDON SE 14 7T-G-8. 19-44-1-703-61-76.

Maisons votre location de vacances juillet août septembre sur votre matériel : 3015 PHARM.

L'EPERON BRIARD
Sculpture, équestre

JURA' etc 89
Randonnée, pêche à quelques km. source du Doubs, part. le 1^{er} à la semaine, studio 1 ch. : juil. sept. 650 F. juillet, 700 F. août-750 F. Tél. : (01) 81-49-00-72.

ESPAGNE, Encore possible, juil. août. Location spots, villas, bungalows ou séj. hôtel. L.V. : 58, rue Serres, 11^e. Tél. : 43-57-21-51.

LOUË MAISON
MEUBLÉE pour vacances. VITROLLES (Lot-et-Garonne) 1841. Tél. : 06-77-66-98 h.h.

Equipez votre matériel de ski et de canoë. Matériel d'occasion. Cadeaux.
Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 19 h, et le dimanche de 8 h 30 à 12 h 30.
83, av. du général-de-Gaulle 77330 OZON-LA-FERRIERE. Tél. : 04-60-11-42.

AGENDA IMMOBILIER

« IMMOBILIER A LA RÉUNION ». Profitez au mieux de la défiscalisation. Ne payez plus d'impôts pendant cinq ans, de plus à votre disposition, une équipe de juristes, d'architectes, d'ingénieurs possédant un capital expérience unique dans les DOM.

Pour tous renseignements :

St6 PROMORE SA Tél. : (16-1) 49-11-01-19

Fax : 49-11-19-93

CANNES CENTRE

Villa « Médicis »

37, rue de Stalingrad
Charmante maison de villa. Standing
3-4 pièces. Terrasse, jardin
Quartier résidentiel calme
Commerces. Frais de notaire réduits
LIVRABLE ÉTÉ 1990

Renseignements ventes :

SORIM 383, bd Georges-Courtelaine

06250 MOUGINS Tél. : 93-90-03-01

MANDELIEU COTE D'AZUR

Investissez au Hameau des Grenadines

Résidence de loisir
Parc de 3 hectares, piscines, Club House
2 pièces duplex meublé avec jardin
Garantie locative par contrat - Bureau de vente : 92-97-58-07
Documentation CONTACT IMMOBILIER
19, boulevard Gambetta, 06110 LE CANNET

5 Nom

6 Adresse

7 Tél.

مكنا من الأكل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *Le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

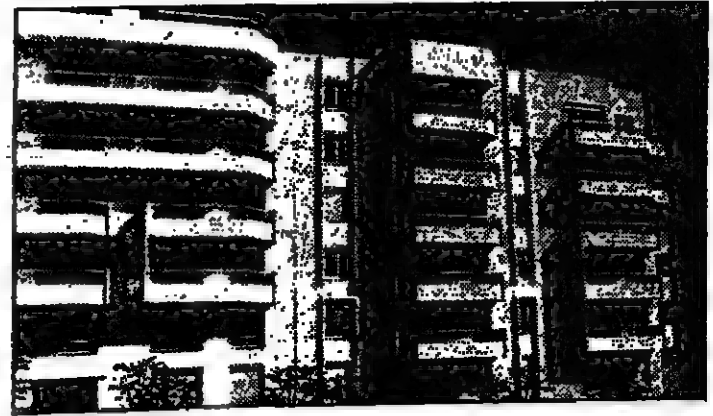
donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *Le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			Maison 5 pièces			Studio		
3 pièces	84, rue Tiquetonne	7.020	112 m ²	Guyancourt	5.770	40 m ² , rez-de-ch.	Neuilly	3.440
78 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 588		15, allée des Genêts	+ 178		39, rue Parmentier	+ 650
4^e ARRONDISSEMENT			3-4 p. + park.			2 pièces		
2 pièces	18, rue Quincampoix	5.700	neuf	Viroflay	A partir de	52 m ² , 3 ^e étage	Puteaux	3.500
80 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 884		2, rue J.-Bertrand	5.460		1, rue Volta	+ 470
8^e ARRONDISSEMENT			5 p. + 2 park.			4 pièces		
Studio	65-67, Champ-Élysées	3.770	110 m ² , 4 ^e étage	Viroflay	5.670	90 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud	6.370
36 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 280		10-12, bd de la Libération	+ 530		6, square Sainte-Clotilde	+ 800
11^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			Duplex, 4 pièces		
Studio meublé	74, rue Arnelot	3.150	4 pièces, parking			100 m ² , 6 ^e étage	Saint-Cloud	7.485
28 m ² , rez-de-ch.	HOMÉ PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	76 m ² , 2 ^e étage	Gif-sur-Yvette	3.360		14, rue de la Libération	+ 704
Studio meublé	74, rue Arnelot	3.675		Rés. Les Grande-Coudrales	+ 816	2 pièces		
86 m ² , rez-de-ch.	HOMÉ PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	92 - HAUTS-DE-SEINE			53 m ² , 6 ^e étage	Suresnes	3.540
2 pièces meublées	74, rue Arnelot	6.300	2 pièces, parking				16-22, rue de Rothschild	+ 800
45 m ² , 5 ^e étage	HOMÉ PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	46 m ² , 1 ^e étage	Boulogne	4.310	94 - VAL-DE-MARNE		
3 pièces	5-7, rue Saint-Hubert	8.475		24, r. des Abondances	+ 463	4 pièces, park.		
83 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 620		LOC INTER - 47-45-19-97		87 m ² , 3 ^e étage	Charanton-le-Pont	7.000
12^e ARRONDISSEMENT			2 pièces				21, rue de Valmy	+ 1.065
2 pièces	29, av. Lacroix-Rollin	5.000	48 m ² , 4 ^e étage	Boulogne	4.200	2 pièces, parking		
62 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 750		48-48, rue de Bellevue	+ 529	49 m ² , 4 ^e étage	Charanton-le-Pont	4.400
3 pièces	18 bis, bd de la Baillie	8.000	3 pièces				21, rue de Valmy	+ 601
84 m ² , 12 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 980	72 m ² , 4 ^e étage	Garches	3.725	2 pièces, parking		
13^e ARRONDISSEMENT				21, rue des Quatre-Vents	+ 956	50 m ² , 4 ^e étage	Saint-Mandé	4.380
4 pièces	14, rue des Frères d'Asier	5.650	4-5 pièces, balcon				35-37, avenue Joffre	+ 563
83 m ² , 2 ^e étage	SGI/CNP - 45-95-84-15	+ 791	110 m ² , 3 ^e étage	Garches	8.150	3 pièces, parking		
14^e ARRONDISSEMENT				11 bis, rue des Suisses	+ 800	73 m ² , 1 ^e étage	Saint-Mandé	5.100
Studio	13, rue Jean-Zay	3.700	5 pièces				35-37, avenue Joffre	+ 773
40 m ² , 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 452	100 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux	6.850	95 - VAL-D'OISE		
15^e ARRONDISSEMENT				Rue Jean-Monnet, école	+ 1.025	2 pièces, parking		
Studio	45, rue d'Alger	3.740		par rue J.-P.-Timbaud		54 m ² , balcon	Enghien	3.800
40 m ² , 5 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 560	4 pièces				103, rue du Général-de-Gaulle	+ 432
2 pièces + parking	23-25, rue Letailleur	4.814	83 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux	5.700	4 pièces, parking		
53 m ² , 1 ^e étage	LOC INTER - 47-45-19-97	+ 483		Rue Jean-Monnet, école	+ 847	82 m ² , balcon	Enghien	6.200
17^e ARRONDISSEMENT				par rue J.-P.-Timbaud			103, rue du Général-de-Gaulle	+ 864
Studio	87, avenue Niel	2.520	3 pièces			33 - GIRONDE		
28 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 485	66 m ² , 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux	4.500	4 pièces		
3-4 pièces + balc.	44, avenue de Stas	7.650		Rue Jean-Monnet, école	+ 673	parking	Bordeaux	4.540
90 m ² , 4 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 1.700	2 pièces			350 F/mois	127, rue de Turenne	+ 595
Studio	9, rue des Dardennes	3.000	53 m ² , 1 ^e étage	Issy-les-Moulineaux	3.750	Studio, 33 m²		
25 m ² , 7 ^e étage	GCI - 40-18-28-89	+ 635		Rue Jean-Monnet, école	+ 550	1 ^e étage	Bordeaux	2.000
19^e ARRONDISSEMENT				par rue J.-P.-Timbaud		Park. 350 F/mois	127, rue de Turenne	+ 180
4 p. + balc. + park.	15, allée Anne-de-Bourges	5.224	Studio			3 pièces		
95 m ² , 3 ^e étage	SGI/CNP - 42-39-18-69	+ 1.504	33 m ² , rez-de-ch.	Issy-les-Moulineaux	2.750	76 m ² , 2 ^e étage	Bordeaux	3.750
Studio + park.	28, allée G.-Régnon	2.900		Rue Jean-Monnet, école	+ 352		127, rue de Turenne	+ 445
57 m ² , 4 ^e étage	SGI/CNP - 42-02-18-17	+ 838	2 pièces			33 - GIRONDE		
4-5 p. + terrasse	34, rue du Prieau	5.900	50 m ² , rez-de-ch.	Meudon	3.900	4 pièces		
95 m ² , rez-de-ch.	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 972		33 bis, rue du 11-Novembre	+ 611	parking	Bordeaux	4.540
2 pièces	10, résidence Belleville	3.460	4 pièces + box			350 F/mois	127, rue de Turenne	+ 180
52 m ² , 7 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 690	180 m ² , 3 ^e étage	Neuilly	19.200	3 pièces		
4 pièces	78, rue Petit	5.000		74, rue de Chézy	+ 2.980	76 m ² , 2 ^e étage	Bordeaux	3.750
79 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 180	2 pièces				127, rue de Turenne	+ 445
20^e ARRONDISSEMENT			73 m ² , rez-de-ch.	Neuilly	5.700	33 - GIRONDE		
3 pièces	19, rue d'Annam	4.200		43 bis, bd Victor-Hugo	+ 789	4 pièces		
65 m ² , 2 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 810		SGI/CNP - 46-24-54-46		parking	Bordeaux	4.540

ISSY - LES - MOULINEAUX



Appartements neufs

Entre BOULOGNE et ISSY, dans l'île Saint-Germain, à côté du futur Parc dominé par la sculpture polychrome de DUBUFFET, 82 appartements vous sont proposés, du studio au 5 pièces.

saggel 204, Rond-Point
vendôme du Pont de Sèvres
GROUPE UAP 92100 Boulogne
Tél. : 46.08.80.36

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



GROUPE GTF



Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt
RÉPUBLIQUEStudio, 40 m², imm. p. de
s. 1^{er} avec asc. Bon invest.
verm. 190 000 F. Céd.
tot. pos. 42-71-93-00.5^e arrdt
EXCEPTIONNELNouv. jumeau habité
de l'imm. XVIII^e siècle.
Vend. 800 000 F.
+ apt. 110 m².
42-71-93-00.Si vend. en bloc, plus de
400 000 F. Céd. tot. pos.
42-71-93-00.PANTHÉON
r. de l'École Polytechnique.
Imm. anc. stud. tout confort.
FR. LAURE 44-48-22-70.6^e arrdt
RUE DU FOUR4/5 pces, 118 m² env.
Imm. p. de s. 1^{er} avec asc.
FR. LAURE 44-48-22-70.Vend. bd de Montparnasse.
Imm. anc. p. de s. 1^{er} avec asc.
FR. LAURE 44-48-22-70.R. ST-ANNE-DES-ARTS
Imm. anc. stud. confort.
FR. LAURE 44-48-22-70.7^e arrdt
LA TOUR-MAUBOURGVue superbe, sur la Dôme,
châssis, 1 400 000 F.
FR. LAURE 44-48-22-70.9^e arrdt
R. DE DOUAL, 2/3 P.TT CFT. 720 000 F.
Bel imm. 48-04-28-38.STUDIO DE 17 m² env.
250 000 F. de s. 1^{er} avec asc.
FR. LAURE 44-48-22-70.10^e arrdt
RUE DE LA FÉLITÉBEAU 2 p. 480 000 F.
Entrée, s. 1^{er}, ch. 1^{er}, s. 1^{er},
cuisine, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.M. LAMARQUE-CAULANG.
Except. imm. 1900, 10 pces,
3 p. s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.RUE HAUTEVILLE
Près la FAVETTE.
P. de s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

COLONEL-FABRIEN

Gd studio, 2 p. s. 1^{er}, s. 1^{er},
2^e ét., imm. rav. 16.
480 000 F. 48-04-28-38.14^e arrdt
M. MOUTON-DUVERNEYBeau studio, ind. n. f. s. 1^{er},
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.PARC MONTROUSSE (P. 10)
2 pces, rue et cour, ch. 1^{er},
cuisine, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.Vd près de Montparnasse, de
part. 3 pces, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.EXPERTISE
GRATUITE

Et. Duvernet 45-41-11-00.

ST-JACQUES

2/3 p. 48 m² env. p. de
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.15^e arrdt
R. Vaugirard, Pte VersaillesBel imm. 8 pces, 2 p. s. 1^{er},
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.CHAMP-DE-MARS (P. 10)
2 pces, rue et cour, ch. 1^{er},
cuisine, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIERES

M. Brunet 45-41-11-00.

Av. Suffren UNESCO

EXCEPTIONNEL 4 P. 10
90 m² t. ch. Cuisine, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.PART. v. d. 2 p. ch. 1^{er}, s. 1^{er},
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.PROJ. CONVENTION.
Imm. 10 pces, 2 p. s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.CHARLES-MICHEL
Dess. imm. 2 p. s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.R. DE VAUGIRARD
PTE DE VERSAILLES2/3 p. 48 m² env. p. de
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

CONVENTION

EXCEPTIONNEL. 10 pces,
3 p. s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.BOULOGNE NORD
5/6 pces, 130 m², b. 100
m², s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.16^e arrdt
16^e - VUE SUR PARC118 m² + 80 m² terrain
p. de s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.16^e TROCADERO
(belle) idéal prof. 10 pces,
FR. LAURE 44-48-22-70.16^e TROCADERO
env. 280 m²Triple récept. + 4/5 ch. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

AVENUE VICTOR-HUGO

10 pces, 100 m², s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

17^e arrdt
GUY MOQUETBEAU 2 P. 1000 000 F.
48-04-28-38.M. PEREIRE/
COURCELLESLibre de 1900 sur plan,
FR. LAURE 44-48-22-70.CABINET
KESSLER

46-22-03-80.

200/280 m²

FR. LAURE 44-48-22-70.

GDE-ARMÉE

App. 120 m² env., équipé,
FR. LAURE 44-48-22-70.15^e arrdt
PROJ. BUTTES-CHAUMONTBeau 2 pces, 2 p. s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

BUT. CHAUMONT

Gd 2 pces, 2 p. s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.20^e arrdt
PL. GAMBETTAGAMBETTA BEAU 2 P.
585 000 F. Bel imm. v. d. s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.20^e M. PYRENEES, EXCEPT.
Imm. 10 pces, 2 p. s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.3 pces de 80 m² env.
800 000 F. S. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

COLONEL-FABRIEN

Gd studio, 2 p. s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

R. DES PYRENEES

2 pces, 50 m² env. 750 000 F.
FR. LAURE 44-48-22-70.locations
non meublées
demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. p. BANQUES, STES
MULT. et DIPLOMATES
505 APPTS de stand. 5, 8,
7 P. Tél. : 42-80-20-42.

EMBASSY SERVICE

75000 Paris, recherche
APPT. DE GRANDE CLASSE
pour résidents 5 ch. 1^{er},
(1) 45-62-78-99maisons
individuelles

LA VARENNE

Nord de Paris, charm. villa,
s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

villas

P. de s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

A SAISIR

VOS CALS SITUATION
505 APPTS de stand. 5, 8,
7 P. Tél. : 42-80-20-42.

propriétés

Ch. de s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

terrains

220 000 F.
FR. LAURE 44-48-22-70.

immeubles

300 m² s. 1^{er}, s. 1^{er}, s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.

bureaux

BUREAU DE 300 m² env.
800 F. h. t. m. s. 1^{er},
FR. LAURE 44-48-22-70.locations
non meublées
offres

Paris

2 p. de 40 m² env. 4500 F.
FR. LAURE 44-48-22-70.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

3615 IMMOB.

48-04-28-38.

Europe 1993

Une enquête de l'APEC sur huit pays de la Communauté

Le nombre des embauches
de cadres augmente partout

Notion bien française, le « cadre » serait plus répandu en Europe qu'on ne le pense. C'est du moins ce que ressort de la première enquête « panel » menée par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) pour connaître les perspectives d'emploi dans huit pays européens (1) pour l'année en cours.

Partout, et dans des proportions à peu près équivalentes, des salariés sont effectivement chargés d'encadrer le personnel ou exercent un rôle d'expertise. Mais il existe aussi des différences sensibles qui en disent long sur les structures nationales du marché du travail ou sur les atouts et handicaps de chacun des pays, au moment d'aborder le marché unique. Ce qui va également de pair avec la constatation, commune, d'une croissance des effectifs de cadres, rendue nécessaire par la bonne orientation de la conjoncture générale (Le Monde du 7 juillet).

Par rapport à une population de 57,2 millions de personnes travaillant dans les entreprises du secteur privé, non marchand ou agricole, et employant au moins dix salariés, on compterait en Europe sept millions cent trente mille personnes qui pourraient correspondre à ce que les Français appellent des « cadres ». L'étude de l'APEC, réalisée par sondage (2) dans les huit pays qui, à eux seuls, représentent 93 % de cette catégorie, nous en donne un peu plus, permet même d'établir que le taux d'encadrement, de l'ordre de 12 % par rapport à l'ensemble du personnel employé, est sensiblement identique, à quelques variantes près. En effet, et contrairement à des idées reçues, les différences ne seraient pas si fortes entre les pays.

Bien comme pour son goût de la classification hiérarchique, la France arrive en tête avec un taux de 14 %, tandis que la RFA, réputée pour son respect des hiérarchies, se classe bonne dernière avec 10 %.

Mais c'est aussi la Grande-Bretagne, avec 1 900 000 cadres, qui en emploie le plus, devant la RFA (1 460 000) et la France (1 320 000).

L'enquête de l'APEC met en évidence un certain nombre de mécanismes qui influencent la structure du marché du travail, se révèlent déterminants et qui modifient la perception qu'on peut avoir de chacun des pays européens.

Ainsi, il apparaît qu'il y a des caractéristiques propres à l'Europe du Nord et d'autres particulières à l'Europe du Sud. A grands traits, la première dispose d'un socle industriel puissant et regroupé dont l'influence s'est réduite devant l'essor des services. La seconde s'appuie sur une industrie encore dispersée qui exige beaucoup de cadres, au contraire des activités tertiaires, plus traditionnelles.

L'effet des services et des entreprises de petite taille

Mais ce classement souffre de deux exceptions significatives. Outre-Rhin, l'industrie regroupe 51,5 % des effectifs salariés globaux, concentrés à 68 % dans de grandes entreprises (100 salariés et plus). Ce qui fait que, naturellement, les cadres se retrouvent à 42 % dans l'industrie et à 57 % dans les grosses sociétés, la place accordée aux services, quoique en progression, étant relativement faible.

En revanche, la France se singularise par le poids important conservé par les petites entreprises de moins de cent salariés, où, estime l'APEC, les besoins d'encadrement sont proportionnellement plus marqués. De la sorte, 38 % des cadres français travailleraient dans des sociétés de petite taille et, une fois sur trois, dans les services où le taux d'encadrement élevé (24 %), largement supérieur à celui des autres pays, s'expliquerait par les nécessités d'un certain type de développement.

Alors que l'Allemagne mise sur l'industrie et se montre prudente dans ses évolutions, la France joue au contraire la carte d'un tertiaire sans doute sophistiqué quand il s'agit d'y employer des cadres, et

tente ainsi de compenser ses faiblesses en production de biens matériels.

Au passage, on peut observer à plusieurs indices que l'Espagne semble être le pays qui fournit le plus d'efforts pour rejoindre un « modèle » européen. Quels que soient le secteur d'activité et la taille de l'entreprise, les employeurs espagnols sont par exemple les plus nombreux à envoyer des cadres dans un ou plusieurs autres pays de la Communauté pour s'y implanter.

Les promotions internes en RFA

Toutes ces indications sont confirmées par les mouvements qui se sont produits au cours de l'année 1988 pour le recrutement des cadres. Pour 461 000 embauches opérées en Europe, la Grande-Bretagne en réalise 165 000, comme si la surchauffe se rapprochait, après une longue période de récession. Dans les huit pays, ce sont les services qui attirent le plus, avec 159 000 embauches — la Grande-Bretagne en effectuant 68 000, contre 137 000 pour l'industrie, toujours réduite par les Allemands. Au total, également, les emplois de cadres sont d'abord offerts par les petites entreprises, qui en ont créé 252 000.

La encore, la RFA se distingue puisqu'elle a pratiqué davantage de promotions internes de non-cadres (66 000) que de recrutements directs (60 000) pour occuper ses postes de cadres. A la différence de tous les autres pays, il faut y voir la conséquence de son système de formation, les entreprises ayant de longue date opté pour la sélection au sein de leur personnel en finançant leurs propres stages. A titre de comparaison, la Grande-Bretagne et la France privilégient, à 73 %, le recrutement extérieur. De même, on constate une spécialisation des embauches selon les objectifs des pays et leurs caractéristiques. Plus de quatre recrutements sur dix, en France, se font pour les fonctions commerciales, la technique et la production. Deux sur trois, en Grande-Bretagne, vont à la recherche-développement. Dans un cas sur cinq, la RFA mise sur la technique-production et, en Italie, près d'un tiers des embauches se partagent entre la technique-production et la recherche-développement.

Qualifiée d'exceptionnelle ou d'euphorique, l'année 1988 conduit généralement les employeurs à être plus prudents dans leurs estimations pour 1989. D'où un certain tassement dans leurs prévisions d'embauches qui, là encore, reflètent l'influence de comportements globaux, malgré une tendance globale positive.

Le choix britannique

Pour l'embauche des salariés, cadres et non-cadres, c'est la France qui se montre la plus réservée. Les employeurs sont 15 % à envisager des réductions d'effectifs et 23 % à imaginer une croissance. Sans avoir doute préoccupé par la baisse de sa

démographie, l'Allemagne sait ne pas pouvoir créer tout l'emploi que nécessiterait la reprise et choisit, manifestement, une gestion adaptée. Ses employeurs prévoient des pertes d'emplois pour 22 % d'entre eux et des augmentations pour 22 %. Au regard de cette modestie, si l'on tient compte des performances économiques de la RFA, il apparaît clairement que la Grande-Bretagne connaît pour sa part une phase d'emballlement. On y prévoit en effet une hausse des effectifs à 43 %, contre un recul à 5 %.

Mais la situation britannique est à ce point paradoxale que, pour les seuls cadres cette fois, la progression des embauches devrait se faire sur un rythme plus faible que pour les salariés et qui correspondrait au « refroidissement le plus net » de tous les pays européens. Difficile à saisir, le phénomène d'expliquerait par les récessions de la reprise, à l'œuvre en Grande-Bretagne. La croissance obligerait à faire appel à des salariés plus qu'à des cadres, notamment dans l'industrie, les transports et les services. « A l'alternance bien connue d'une relance, soit par la haute technologie, soit par les emplois de basse qualification, il semble bien que la Grande-Bretagne ait, à la différence de presque tous ses partenaires, choisi la deuxième voie », écrit l'APEC dans son communiqué. Ce qui conduit M. Jean Prevail, directeur des études, à conclure, à tort ou à raison, le contrecoup d'une évidente vulnérabilité.

L'Espagne dynamique de 1989

Toujours pour les cadres, les perspectives de 1989 sont moins contrastées pour les autres pays européens, cependant moins confiantes que par le passé. La France prévoit le plus de suppressions de postes (3 %), malgré un solde positif, et la RFA, démographie oblige toujours, se fixe l'objectif le plus faible pour les embauches (20 %). Par contre, il se confirme que l'Espagne met les bouches doubles, 34 % des employeurs misent sur une croissance des effectifs cadres contre 1 % sur une réduction.

Chaque pays tente de compenser ses handicaps supposés. La France veut se renforcer en cadres de l'industrie. L'Italie et la Grande-Bretagne entendent améliorer la situation du bâtiment et des travaux publics, la RFA joue la carte des services. Et l'Espagne explore dans tous les domaines pour « jouer la carte de l'Europe ». Les perspectives des entreprises italiennes sont radicalement tournées vers la croissance des effectifs occupés mais, un peu comme la Grande-Bretagne, ceux-ci seront reconstruits ou créés « par le bas et non par le haut ».

ALAIN LEBEAUME

Des « Entretiens Condorcet » à « l'Europe des compétences »

Une semaine de colloques
sur la formation professionnelle

Pour promouvoir la formation professionnelle, M. André Leigne, secrétaire d'Etat chargé de ce dossier, avait lancé l'idée de rencontres annuelles sur le thème des Entretiens de Bichat, pour la médecine.

Intitulées les « Entretiens Condorcet », ces journées devaient permettre de populariser un thème qui, pour être présent dans la vie quotidienne, ne l'est que rarement le menu de l'actualité. Il fallait leur donner une certaine solennité, qui devait favoriser la présence du premier ministre, M. Michel Rocard, à défaut de la venue du président de la République, qui avait patronné, en 1983, une opération du même type, lancée à l'époque par M. Marcel Rigout, ministre communiste de la formation professionnelle.

Cette fois, la manifestation nationale aura été précédée de la tenue des vingt-six assises régionales, en mai et juin, qui auront permis de recenser les sujets de préoccupation et les expériences les plus significatives. Le tout devrait être repris, les 12 et 13 septembre, à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, où une vingtaine d'ateliers sont prévus pour accompagner les tables rondes.

A peine cet important colloque sera-t-il achevé que, les 14 et 15 septembre, au même endroit, se tiendront les journées consacrées à « l'Europe des compétences », sous l'égide de la Commission des Communautés européennes. Des experts, des responsables et des formateurs de différents pays se retrouveront,

comme ils l'avaient déjà fait à Londres il y a trois ans, pour échanger leurs expériences et débattre. Selon les organisateurs, trois axes essentiels sont retenus pour ces discussions : l'apparition d'un marché européen des compétences qui passe par la reconnaissance des qualifications et la mobilité des travailleurs ; la valorisation des ressources humaines, dans les entreprises de l'Europe ; la formation et le transfert des compétences.

Les participants feront en outre le lien entre les exigences nationales en matière de formation et les programmes transnationaux tels que COMETT, EUROTECNET, ERASMUS ou, plus récemment, LINGUA, qui a été conçu pour répondre aux besoins linguistiques de la Communauté.

مكتبة الأمل

SOMMAIRE

■ Le financier anglo-français Jimmy Goldsmith, a lancé, mardi 11 juillet à Londres, une OPA record de 135 milliards de francs sur le conglomérat britannique BAT (lire ci-contre).

■ Grâce à une croissance forte et aux créations d'emplois, les comptes du régime général de la Sécurité sociale seront pratiquement équilibrés en 1989 (lire page 24).

■ Certains actionnaires minoritaires s'estiment lésés sur les conditions du RES, la COB enquête sur le marché des actions de Darty, le numéro un français de la distribution dans l'électroménager (lire ci-dessous).

■ Le Mexique doit faire face à une lourde dette interne (lire page 25).

Pour un montant de 135 milliards de francs

L'OPA record de M. Goldsmith est rejetée par les dirigeants de BAT

Sir James Goldsmith a présenté, en compagnie de ses deux associés, MM. Jacob Rothschild et Kerry Packard, à la presse, mardi 11 juillet à Londres, l'offre publique d'achat qu'il lance pour 135 milliards de francs (104 milliards de livres sterling) sur le conglomérat britannique BAT. Les dirigeants du groupe ont refusé l'OPA.

En lançant son OPA, la deuxième dans l'histoire par son montant, sur le géant britannique BAT, Sir James Goldsmith, à la fois, effectif, une rentière française, fait bondir les cours à la Bourse de Londres et embourbe la City, que ce coup d'Etat rend, toutefois, un peu sceptique.

car cette offre sera financée à 80 % par des emprunts bancaires. BAT, ex-British American Tobacco, représente, en effet, la cinquième capitalisation boursière de Grande-Bretagne, avec 7 milliards de livres (84 milliards de francs). Troisième groupe britannique, avec ses 300 000 salariés, ses 185 milliards de francs de chiffre d'affaires, BAT est un conglomérat très diversifié, dont le cœur est la fabrication de cigarettes. Le groupe a le numéro un mondial du tabac avec ses 300 marques, dont Benson and Hedges et Kool (au menthol), Lucky Strike, John Players et Kent, et le numéro trois aux États-Unis, derrière Philip Morris et Reynolds, avec des positions tout à fait dominantes au Brésil et au Canada.

Confronté, comme tous ses concurrents, à un déclin relatif de la consommation de cigarettes — secteur très lucratif néanmoins, au point de lui procurer encore presque la moitié de ses 17 milliards de francs de bénéfices annuels — BAT, depuis dix ans, a cherché à se diversifier dans la distribution (Sachs et Gimblet aux États-Unis), dans le papier (50 % du marché américain de l'emballage), et, depuis quatre ans, dans les services financiers avec l'acquisition, en 1985, pour 1 milliard de livres (10,4 milliards de francs), de la compagnie d'assurances britannique Eagle Star — convoitée par le géant allemand Allianz, en 1986 — de Canada Trusco Mortgage (crédit immobilier) pour 900 millions de livres

(9,3 milliards de francs) et d'une autre compagnie d'assurances britannique, Allied Dunbar; enfin, et surtout, en 1987, de la compagnie d'assurances automobiles, Farmers Group, de Los Angeles, pour 5,3 milliards de dollars (34 milliards de francs), la plus grosse acquisition étrangère faite par un groupe anglais.

Ce sont toutes ces diversifications que Jimmy Goldsmith, assisté de son vieux partenaire Jacob Rothschild et de l'homme d'affaires australien Kerry Packard (presse et médias), ne se cache pas de vouloir démanteler, en recentrant BAT sur son « noyau dur » (core) le tabac.

Une « vente par appartements »

Au cours d'une conférence de presse très médiatique, où tout le monde se pressait, il s'est défendu de ne faire qu'une opération purement financière de « vente par appartements » (asset stripping). Pour lui, la stratégie de diversification de BAT, depuis dix ans, a été un échec, avec 7 milliards de livres de dépenses, soit l'équivalent, seulement, de sa capitalisation boursière, pour des acquisitions diverses dans le conteneur le bien-fondé.

Sir James met en cause la rentabilité réelle des activités dans les services financiers et rappelle le désastre qu'ont été l'achat puis la revente à perte de la chaîne américaine de magasins populaires Gimblet. Pour M. Goldsmith, le concept de conglomérat diversifié, dont la mode est venue des États-Unis, est erroné. « Presque sans exception, assure-t-il, les parties constitutives des conglomérats ont été, prises individuellement, moins performantes que les sociétés consacrées à une activité unique. » Il veut donc « libérer » les entreprises du groupe BAT, handicapées par la « bureaucratie », pour leur permettre de devenir plus rentables. La première des filiales à sortir du groupe serait la compagnie d'assurances américaine Farmers Group, acquise au terme d'une bataille juridique de sept mois, et dont la revente éviterait toute complication, avec la justice américaine.

Très naturellement, le bouillant Patrick Sheehy, président de BAT, a immédiatement rejeté l'OPA. Il a déclaré : « une valeur douteuse », et estimant que « les performances actuelles et le potentiel à long terme de BAT ont été grossièrement sous-estimés ». Il a qualifié cette OPA de « tentative d'ingénierie financière destructrice » qui bénéficierait seulement « à une troupe de financiers au détriment des actionnaires ».

Entre le trio qui lance l'attaque et BAT conseillé par Lazard Frères, la lutte va être chaude, mais quel que soit le sort qui sera réservé à cette OPA, une chose est sûre : désormais, en Europe et aux États-Unis, la taille d'un groupe ne le met plus à l'abri d'une offensive, surtout avec les moyens financiers énormes qu'un attaquant peut lever auprès des banques toutes prêtes à financer l'opération.

Des offres publiques d'achat de plus en plus gigantesques

La multiplication des OPA (offres publiques d'achat) dans le monde est l'une des conséquences de l'effondrement des cours boursiers, lors du krach d'octobre 1987. Dans les mois qui ont suivi, les raids (amicaux ou non) se sont multipliés à New-York, à Londres et à Paris, avec deux dominantes : la démanœuvre et le rachat purement financier des opérations.

Fortes de trésors de guerre récemment datés, de nombreux groupes n'hésitent pas à racheter leurs concurrents, qu'ils aient de rudes batailles boursières et à faire monter les enchères. A côté de ces importantes opérations de restructuration industrielle, un pas a été franchi dans le gigantisme par les prédateurs aux motivations purement financières. La surprise est venue des États-Unis en octobre dernier avec le lancement par la firme d'investissement KKR (Kohberg Kravis Roberts) d'une OPA sur RJR Nabisco pour un montant de 25 milliards de dollars (157 milliards de francs). Du jamais vu dans l'histoire boursière mondiale. Les acquéreurs n'hésitent pas alors à affirmer qu'ils vendraient certaines activités, ce qui leur permettrait ainsi de « se payer sur la bête ». La même stratégie financière motive l'opération menée par Sir James Goldsmith, Jacob Rothschild et Kerry Packard sur BAT Industrie. Le coût de ce rachat estimé à 13 milliards de francs (135 milliards de francs) les propulse à la deuxième place des acquisitions gigantesques.

Un record pour la place londonienne

Cette OPA efface définitivement le dernier record affiché en la matière sur la place londonienne, voici à peine une semaine. Le 4 juillet, le groupe minier britannique Consolidated Goldfields (Consolidated) acceptait la proposition de rachat faite par le conglomérat Hanson. Cette opération aux motivations industrielles et financières s'élevait à 3,5 milliards de francs (36 milliards de francs). Elle est aujourd'hui quatre fois plus petite que celle lancée sur BAT.

En 1988, à la City, les niveaux les plus élevés avaient été atteints à la suite de deux batailles boursières qui avaient permis à Nestlé de prendre le contrôle du chocolatier Rowntree pour 2,1 milliards de francs (23 milliards de francs) et à BP d'acquiescer la compagnie pétrolière Bafco pour 2,55 milliards de francs (26 milliards de francs).

Paris reste encore largement épargné par ces mégas-OPA. La plus importante bataille en France fut la prise de contrôle de Télé-mécanique par Schneider, l'an dernier, pour une mise de l'attaquant de 7 milliards de francs.

Les recettes, tirées des consultations, devraient couvrir les dépenses d'investissement et de fonctionnement, les prévisions de la Banque de France s'élevaient à 100 millions de consultations. Le nouveau fichier, enfin, devrait réduire de 60 à 70 % le montant du préjudice (1,5 milliard de francs) supporté par les commerçants dû aux chèques perdus ou volés.

Une rentrée fracassante

On savait bien que Jimmy Goldsmith, ce « commissaire de charme », ne donnait que d'un œil après sa fâcheuse sortie en juillet 1987. À l'époque, il avait vendu pour 1,5 milliard de francs à la Compagnie générale d'électricité le contrôle de la Générale occidentale, avec ses filiales dans la distribution aux États-Unis (Grand Union), les forêts, également aux États-Unis, le pétrole et les médias (l'hédonisme de l'Express). Sans doute, assis sur son très solide portefeuille de participations dans le monde entier, il pouvait — pensait-on — se permettre de prendre un peu de

champ. Certains le disaient même malade. Mais voilà, tout prêt à frapper de la patte, comme ces léopards qui vont s'agiter dans les fourrés, Jimmy, pardon, Sir James, depuis qu'il a été anéanti par la reine, agissait ses griffes. En mars dernier, il avait, discrètement, refait surface, à Londres, en rachetant pour 30,8 millions de livres sterling (320 millions de francs) 37,4 % du capital d'une société britannique de crédit-bail, Anglo Leasing, cédée par Jacob Rothschild, un vieux partenaire qui l'avait assisté, en 1986, dans sa

tentative infructueuse pour prendre le contrôle de Goodyear, géant américain du pneumatique. A cette nouvelle, tout le monde, dans la City, commença à guetter un nouveau coup d'éclat de « Jimmy ». Ces derniers temps, on lui prêtait l'intention de prendre le contrôle du groupe alimentaire britannique Rank Hovis McDougall, dont il avait racheté 30 %, et qu'il aurait pu vendre pour 100 millions. Mais Sir James visait certainement plus haut, et, avec son OPA sur le géant BAT, il effectuait une rentrée véritablement fracassante.

F. R.

La COB enquête sur le numéro un de la distribution dans l'électroménager Des actionnaires minoritaires de Darty s'estiment lésés par les conditions de la reprise par les salariés

L'« affaire Darty » existe. M. Jean Farge, président de la Commission des opérations de Bourse (COB), avait été saisi, après une enquête sur « le marché des actions Darty » (le numéro un français de la distribution électroménagère) fut, en cours. Il observe aujourd'hui un silence embarrassé, car on sait que les services d'inspection de la COB du juge Jean-Pierre Michau enquêteaient bien, après diverses plaintes sur « les dérapages » de Darty pour manipulation de cours au moment de la RES (reprise d'entreprise par les salariés) de juin 1988, d'autres en provenance d'actionnaires minoritaires (GAN, Société générale, Préfervatrice foncière) qui estimaient avoir été lésés par cette RES.

Sur cette toile de fond juridique, le conflit entre les nouveaux patrons de Darty et les actionnaires minoritaires tourne à l'aigre. Les accusations pleuvent — abus de biens sociaux, fraude fiscale, etc. — et des insinuations sont lâchées. Pour comprendre le conflit qui oppose Darty aux actionnaires minoritaires, il faut remonter au printemps 1988. A cette époque, M. Bernard Darty, soucieux d'assurer la pérennité de l'entreprise de distribution qu'il a créée, décide d'en céder le contrôle à la petite équipe de managers qu'il a soudés autour de lui. Ayant déjà passé ses pouvoirs de direction en 1986 à M. Philippe Frances, directeur général, aujourd'hui président du conseil, il souhaite consolider ce pouvoir « managérial » par une redistribution du capital. Le loi sur les RES votée en 1984 ayant été complétée en 1987, M. Bernard Darty demande à la LBO France — une société spécialisée dans les RES

— et au bureau d'avocats Francis Lefebvre d'étudier les modalités juridiques de l'opération. Quant au Crédit lyonnais, il accepte de financer le montage financier (6,3 milliards de francs de crédits).

Une OPA imparable

Comme le capital de Darty est relativement dispersé, un dispositif imparable est monté : une nouvelle holding, la Société financière Darty, est créée. Elle a pour fonction de lancer une OPA sur la totalité du capital de Darty et Fil dans le but d'apporter aux salariés 51 % des parts. Au premier jour de l'OPA, la famille Darty (25 % du capital) et des investisseurs institutionnels préalablement contactés (26 %) apportent à la nouvelle holding une majorité, laquelle rend impossible une contre-OPA. C'est cette préparation minutieuse qui a assuré le succès rapide de la RES. De plus, l'annonce faite par Darty qu'aucun bénéfice ne sera distribué pendant de nombreuses années, pour cause d'amortissements d'emprunts (6,3 milliards) incite tous les autres investisseurs à se défaire de leurs titres.

Parallèlement à ces achats, une augmentation de capital réservée à certains institutionnels et à la famille Darty permet à chacun d'eux de récupérer une portion de capital équivalente à celle qu'ils détenaient à l'origine. Autrement dit, après avoir cédé 25 % du capital de Darty et Fil pour 1,8 milliard de francs, la famille Darty rachète, pour 200 millions environ, 25 % du

capital de la nouvelle holding. Idem pour certains institutionnels : ceux qui ont le mieux copié à la RES ont obtenu ensemble une portion de titres équivalente à 22 % du capital.

Bien entendu, les droits de vote — c'est-à-dire le pouvoir — ne suivent pas le même mouvement. Alors que la famille Darty et les institutionnels possèdent aujourd'hui plus de 48 % du capital, ils ne possèdent que de 38,25 % des droits de vote contre 41 % pour les cadres et 20,5 % pour les salariés. « On critique les Darty parce qu'ils sont revenus dans le capital, mais ils auraient pu gagner bien plus en vendant à un étranger », explique M. Bernard Thiolon, directeur général du Crédit lyonnais.

La fureur des exclus

Reste la fureur des exclus. La Société générale, le GAN et la Préfervatrice (les titres de ces sociétés ont été vendus à la RES) ont été invités à suivre l'augmentation de capital. La Société générale, qui a apporté trois cent mille titres de sa SICAV Intersélection à la RES, décide alors d'en conserver une portion. Il en va de même pour le GAN, qui a même racheté quelques titres supplémentaires sur le marché. Aujourd'hui, le calcul de ces contre-titres est simple : il faut profiter de la fusion.

Car là est le point faible du montage : la nouvelle holding (la Société financière Darty), ayant récupéré 93 % des titres, doit obligatoirement fusionner avec l'ancienne holding, Darty et Fil, pour bénéficier des déductions fiscales inhérentes à la RES. Mais parce qu'elle n'a que 95,2 % des titres, elle doit faire une plus-value importante que prévu aux titres actuellement détenus par les minoritaires. Car, pour cause d'endettement massif dû à la RES, les titres de la Société financière Darty ont une valeur largement inférieure aux titres Darty et Fil non récupérés au cours de l'OPA.

Les experts du GAN et de la Société générale ont ainsi calculé que, en cas de fusion immédiate, 1 % du capital de Darty et Fil constituerait un vif intérêt pour pouvoir prétendre à 4 % ou 5 % du capital de la société fusionnée. Les 4,8 % d'actions Darty et Fil détenues par les minoritaires pourraient donc bien valoir 20 % environ du capital total de la Société financière Darty après fusion. Rien d'étonnant donc si celle-ci est reportée sine die. « Nous pouvons tenir sans fusionner pendant cinq ans », affirme M. Philippe Frances.

Mais du côté des minoritaires, les tensions s'accroissent. La Société générale et le GAN, mécontents d'avoir été évincés de tout arrangement (ils n'ont pu obtenir leur place dans la Société financière Darty à l'instar de la BNP ou de la Compagnie bancaire), campent sur une position potentiellement forte d'actionnaires minoritaires. Une guerre psychologique a même été déclenchée : des rumeurs apparemment fausses laissent entendre que la Société financière Darty aurait moins de 95 % du capi-

tal, ou que des personnalités de l'establishment financier, administrateurs ou non de Darty, seraient actionnaires de Darty à titre personnel et auraient été entendues à ce titre par la COB.

MM. Bernard Thiolon, directeur général du Crédit lyonnais, Didier Pfeiffer, directeur général de l'UAF, Georges Chodron de Courcel, PDG de la Banque (langue d'affaires de la BNP) ainsi mis en cause démentent formellement avoir été entendus par la Commission des opérations de Bourse. M. Jacques Leconte, directeur des opérations financières de la Compagnie bancaire, s'est, lui, borné à nous faire savoir qu'il se refusait à toute « déclaration tant que l'enquête de la COB dure ». Il a reconnu posséder « des titres Darty, mais pour un montant totalement symbolique par rapport au capital de Darty ». Quant à M. Bernard Thiolon, s'il reconnaît lui aussi posséder des titres de la Société financière Darty, c'est pour des montants « tout à fait négligeables ». MM. Thiolon et Leconte précisent également que, étant administrateurs, il est « normal d'être actionnaires ».

YVES MAMOU.

FRANÇOIS RENARD.

EN BREF

● Unior-Sacilor en Italie. — Le groupe public sidérurgique français Unior-Sacilor a acquis 51 % du capital d'Allesio Tubi, producteur italien de petits tubes soudés. Implanté à Turin, Allesio Tubi a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 180 milliards de francs, soit 840 millions de francs pour une production annuelle de 250 000 tonnes. Le groupe se place au quatrième rang des producteurs italiens avec une part de marché de l'ordre de 7 %. En novembre dernier, Sollec, filiale dans les produits plats (tôles) d'Unior-Sacilor, avait pris une participation de 24 % dans le capital de Lutrific, holding appartenant au groupe privé italien Lucchini et contrôlant le Magneti d'Italia, important producteur d'acier plats revêtus.

● LVMH : appel des petits actionnaires. — Des petits actionnaires du groupe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton), qui avaient été déboutés par le tribunal de commerce de Paris de leur demande de nullité des bons associés à l'émission d'obligation à bons de souscription d'actions (OBSA), ont fait appel de cette décision. L'affaire devrait être plaidée début octobre. Le 3 juillet, le président du tribunal de commerce avait estimé que les petits porteurs « étaient mal fondés dans toutes leurs demandes » après avoir constaté la « régularité » de l'émission en mars 1987 de ces OBSA par Moët-Hennessy, représentant environ 13 % de LVMH (le Monde du 5 juillet).

● Le projet de plan d'épargne populaire sera examiné au conseil des ministres du 19 juillet. — Le projet de plan d'épargne populaire, qui remplacera le PER (plan d'épargne retraite), sera présenté par M. Pierre Bérégovoy au conseil des ministres du 19 juillet. Dans ses grandes lignes, ce nouveau produit d'épargne s'apparente au plan d'épargne-logement : sommes bloquées sur une période longue (au moins dix ans), intérêts garantis et déductibles, versement probable d'une prime (le Monde du 21 juin et 12 juillet). Les détenteurs d'un PER pourront soit éteindre celui-ci, soit le faire rembourser, soit le convertir en plan d'épargne populaire.

● La consultation par minitel du fichier des chèques volés coûtera en moyenne 1 F. — La Banque de France prévoit pour la fin 1990 la

mise en service d'un fichier des chèques perdus ou volés qui permettra aux commerçants de vérifier si les chèques remis sont l'objet d'une déclaration de perte ou de vol (le Monde du 17 juin). Pour les commerçants, le prix de la consultation du fichier par minitel ne devrait pas dépasser 1 F en moyenne. L'investissement total s'élèvera à 90 millions de francs.

Les recettes, tirées des consultations, devraient couvrir les dépenses d'investissement et de fonctionnement, les prévisions de la Banque de France s'élevaient à 100 millions de consultations. Le nouveau fichier, enfin, devrait réduire de 60 à 70 % le montant du préjudice (1,5 milliard de francs) supporté par les commerçants dû aux chèques perdus ou volés.

« On cherche à nous déstabiliser »

« On cherche à nous déstabiliser. » Chez Darty, on redoute les effets que pourraient avoir sur le personnel les informations mentionnant en doute la validité du RES (rachat de l'entreprise par les salariés) réalisé l'été dernier. « Il nous a fallu réagir vite. Montrer à nos salariés qu'il n'y a pas de zone d'ombre, qu'ils sont propriétaires de leurs actions et des droits de vote qui y sont rattachés », explique-t-on à la direction de la communication.

L'enjeu est de taille : en achetant des actions de la Société financière Darty, le holding qui cofinancie les établissements Darty, le personnel du premier distributeur d'électroménager de l'Hexagone a réalisé la plus grosse opération de RES jamais entreprise en France. Une opération dont Darty se sert quotidiennement pour impliquer et mobiliser davantage ses troupes, qui a été vécue avec un certain enthousiasme (90 % des 5 000 salariés y ont participé) et qui se doit évidemment d'être sans tâche.

De l'aveu des membres du conseil, les demandes d'information, que formulent actuellement certains salariés traduisent une réelle inquiétude. « Les gens ont été plutôt fiers de la RES. On a beaucoup parlé de la société. Ils s'y identifient davantage », confirme un cadre. « Il est normal qu'ils se sentent concernés par cette affaire. » Pour le moment l'agitation autour du RES, loin d'enfoncer un coin entre les salariés et les dirigeants, semble avoir eu pour effet de resouder les rangs. Certaines attaques mettant en cause la personnalité des frères Darty et du président du conseil, M. Philippe Frances, auraient même provoqué l'apparition de pétitions dans des magasins Darty, les salariés réclamant une action du groupe devant les tribunaux. Toutefois, les dirigeants de Darty restent vigilants : l'effort de communication interne va être encore accru et les consignes de silence vis-à-vis de la presse maintenues pour les responsables de magasins et leurs employés.

C. M.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n° 69

EN KIOSQUE

OU VA L'ECONOMIE MONDIALE

17 F

Économie

SOCIAL

Grâce à l'amélioration de l'emploi

Le régime général de sécurité sociale serait proche de l'équilibre en 1989

Nouvelle bonne nouvelle : grâce aux créations d'emplois, le régime général de sécurité sociale sera presque à l'équilibre cette année : le déficit ne dépasserait pas 2,2 milliards de francs, alors qu'on avait prévu 7 milliards de francs. Peut-on rêver et croire qu'il n'y aura plus besoin d'autres prélèvements ?

Bis repetita placent... L'histoire semble bégayer pour la Sécurité sociale, mais c'est sans doute de bon augure. Comme en 1987 — et à un moindre degré en 1988, la situation du régime général à la fin de 1989 devrait être bien meilleure que ne l'annonçaient les comptes de janvier dernier (le Monde du 20 janvier). Selon des calculs encore provisoires, que les comptables sont en train d'affiner en vue de la réunion de la commission des comptes du 25 juillet prochain, le déficit du régime général pourrait tourner autour de 2,2 milliards de francs au lieu des 7 milliards prévus en janvier.

Le régime général serait donc très proche de l'équilibre, la différence représentant moins de la moitié d'une journée moyenne de prestations : « l'épaisseur du trait », comme l'on dit dans les cabinets ministériels. Et elle pourrait encore se réduire à la fin de l'année.

La raison en est simple : c'est l'embellie économique qui apporte des emplois et donc des recettes supplémentaires. Loin de se ralentir, la croissance se confirme, et l'INSEE vient de la chiffrer à 3,5 % sur l'année au lieu des 2,7 % prévus en janvier. La masse salariale continue à croître au rythme de 5,7 % depuis plusieurs mois, alors que l'hypothèse de 5,2 % retenue en janvier paraissait plutôt « optimiste » au rapporteur de la commission des comptes de la sécurité sociale, M. Jean Marimón.

Comme le régime général a déjà encaissé 3 milliards de francs de cotisations supplémentaires, on peut s'attendre à un « bon » de quelque 5 milliards à la fin de l'année. Et comme il faut sans doute, au passage, réévaluer la croissance de 1988 (3,8 % au lieu de 3,5 %, vraisemblablement), le point de départ pourrait lui-même être supérieur de 2 ou 3 milliards de francs aux derniers comptes.

Or, heureusement, les dépenses n'ont pas suivi la même pente. Il n'y a pas de surprises à attendre du côté de la famille et de la vieillesse, dont les évolutions sont désormais bien calculées, et la « dérive » de la branche maladie elle-même — plus capricieuse — ne s'est pas beaucoup écartée des prévisions de janvier dernier. Jusqu'à présent, la différence ne paraît guère dépasser 1 milliard de francs (sur un total de l'ordre de 380 milliards), une fois rectifié l'effet des retards de paiement entraînés par les grèves de la fin 1988 dans les caisses primaires. On table donc sur un déficit de 2,2 milliards de francs pour la branche en fin d'année. Sans accident, le régime général devrait pouvoir conserver le plus clair de ses gains.

Remonter quinze ans en arrière

Du coup, les périlleux trous de trésorerie prévus à l'automne devraient se réduire : sauf à la mi-décembre, où l'on attendait un « creux » profond de 20 milliards de francs, ils devraient rester inférieurs aux avances autorisées de la Caisse des dépôts.

Autre constat réjouissant, parce que porteur d'avenir : c'est une croissance « riche en emplois » que l'on constate en 1989. L'essentiel des gains enregistrés par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS, la trésorerie du régime général), comme par l'UNEDIC (l'assurance-chômage), provient de créations d'emplois.

Celles-ci ne touchent plus seulement les très petites entreprises (moins de dix salariés) comme en 1988, mais gagnent les entreprises moyennes (jusqu'à cent salariés). Et l'INSEE le confirme de son côté : l'industrie elle-même recommence à créer des emplois. On devrait faire mieux encore qu'en 1988 (265 000 emplois salariés supplémentaires, officiellement). Il faudrait alors remonter non plus à dix ans en arrière, mais au moins quinze ans pour trouver des chiffres comparables en dépit d'un taux de croissance moins élevé du PIB.

D'autre part, le rebond de 1989 devrait se répercuter sur 1990. Même si les prévisions officielles, en France et dans les organismes internationaux comme l'OCDE (le

Monde du 1^{er} juillet) restent encore prudentes, le ralentissement de la croissance économique, s'il se produit, serait à nouveau retardé d'un an. On peut donc raisonnablement espérer une amélioration des comptes du régime général en 1990, surtout si les caisses d'assurance-maladie parviennent à fruster un peu la « dérive » des dépenses de médecine de ville.

Cela suffirait pour voir l'avenir de la Sécurité sociale en rose, comme y invitent les économistes, qui parlent de sortie de crise et de régression du chômage ?

En fait, des ombres subsistent. Sur 1989, d'abord, le régime général continue à faire l'avance de plusieurs centaines de millions de francs chaque mois au budget de l'Etat pour le revenu minimum d'insertion.

D'autre part, on ne sait pas combien l'Etat versera finalement pour compenser le manque à gagner entraîné par la réduction des taux qu'accompagne le « déflatement » des cotisations d'allocations familiales. Le calcul de la dette étant particulièrement épineux (il faut reconstituer le montant qui aurait été versé aux caisses d'allocations familiales), le budget peut être tenté de considérer l'avance de 2,5 milliards de francs inscrite dans la loi de finances comme un solde de tout compte.

Plus grave est le déséquilibre persistant à l'intérieur du régime général. D'un côté on trouve des branches excédentaires : la famille, qui ne profite pas de ses excédents — le dernier relèvement des allocations familiales l'a montré — et, à l'intérieur de l'assurance-maladie, les accidents du travail. De l'autre côté, le déficit de la branche vieillesse continue à se creuser, même si c'est à raison de 7 ou 8 milliards de francs par an et non de dix, ce qui dépasse les excédents prévisibles de la famille et des accidents du travail.

Croire, comme certains commentent à la faire, que l'équilibre du régime général sera durable, c'est oublier que les comptes de 1989 ont aussi été rétablis grâce à l'augmentation d'un point du taux de la cotisation d'assurance-vieillesse, soit près de 13 milliards de francs. Une opération que l'on peut difficilement renouveler tous les deux ans.

GUY HERZLICH.

La direction de Renault ne réintègrera les « dix » « ni à la Régie ni dans une filiale »

En faveur des « dix » de Renault-Billancourt, la CGT organise, le 12 juillet à 17 heures à Paris, de la place de la République « au plus près » de l'Elysée, une manifestation qui est le point fort d'une campagne de mobilisation.

Dans un communiqué, diffusé par la CGT, les « dix » de Billancourt reprochent au gouvernement d'avoir tenté une « opération médiatique » avec la nomination d'un « M. Bons Offices », qu'ils n'ont pas encore rencontré. Le journal l'Humanité, pour sa part, fait son troisième titre de une consacré avec cette affaire, reliée à la défense « révolutionnaire » des libertés et publie une longue déclaration de M. Henri Krassicki, secrétaire général de la CGT. Considérant que « la censure (...) frappe généralement la centrale

syndicale », l'écrivain Jean-Edern Hallier, éditeur de l'Idiot International, a annoncé qu'il avait confié à la CGT la rédaction des quatre pages centrales de son journal et ainsi donné « la parole aux exclus ».

A mesure que l'attention se porte sur les « dix » de Renault, des syndicalistes font connaître leur désapprobation. M. Guy Drilleaud, secrétaire général de la CFDT, estime « qu'il est difficile de ne pas penser aux 2 500 000 chômeurs qui ne bénéficient pas d'un médiateur pour retrouver du travail ». M. Jean Kappas, secrétaire général de la CFDT, interrogé par Libération, rappelle qu'il ne peut « accepter d'importer quelle forme d'action » et que « celle de la CGT est une action de desperados pour une agitation poli-

tique au service du PC », portant « atteinte à l'image du syndicalisme ».

Pour la première fois, aussi, les cadres de Renault s'expriment dans un communiqué. Ils « regrettent de s'être tus » pendant trois ans, et ainsi d'avoir « laissé le champ libre aux mensonges et à la diffamation », qui ont laissé apparaître les « dix » comme des victimes et non comme des agresseurs. Quant à la direction de l'entreprise, elle réaffirme sa position et continue d'expliquer fermement que « en aucun cas [elle] n'acceptera une réintégration ni à la Régie, ni dans une filiale ». M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a jugé de son côté « intolérable la pression politique actuellement exercée sur le président de la Régie Renault ».

ÉNERGIE

Une proposition de la Commission européenne

Vers un marché commun de l'électricité

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne souhaite accélérer le développement des échanges de gaz naturel et d'électricité dans la Communauté. Pour réduire les coûts pour les consommateurs, elle préconise aussi une concertation accrue des Etats membres en matière d'investissements et plaide enfin pour une plus grande transparence des prix. Elle transmet dans ce sens, mercredi 12 juillet, quatre communications aux gouvernements des Douze, qui les examineront en octobre.

L'enjeu est spectaculaire : la libéralisation des échanges d'électricité qui ne représentent aujourd'hui que 4 % de la consommation et une meilleure coordination des investissements devraient se traduire en vingt ans, de 1990 à 2010, par une économie de 70 milliards d'ECU, soit près de 500 milliards de francs. Comment procéder ? La Commission, pressée par la France, qui dispose d'importants excédents, a d'abord cru que le meilleur moyen d'aller de l'avant était de faire sauter les verrous qui, aujourd'hui, bloquent les échanges et, en particulier, le système d'aide financière massive au charbon allemand. Mais ses initiatives ont suscité de vives réactions en RFA. La Commission a donc fait appel à la médiation des Etats membres pour s'orienter vers des solutions moins conflictuelles.

Récemment M. Mitterrand et le chancelier Kohl ont ainsi décidé la création d'un groupe de travail ministériel dont la mission est de réfléchir à la complémentarité des

politiques énergétiques des deux pays. L'accord franco-allemand sur le retraitement des combustibles nucléaires a été le premier résultat concret de cette coopération (le Monde du 14 avril). Les nouvelles propositions de la Commission s'inscrivent dans cette politique de concertation programmée. Elles distinguent les problèmes de transit de ceux liés à l'accès des tiers, en l'occurrence les industriels, aux réseaux de transport d'électricité.

Le projet de directive sur le transit vise à mieux organiser les échanges de courant entre les compagnies d'électricité. C'est toujours une histoire à trois : deux compagnies sont d'accord pour s'échanger du courant, mais une troisième, propriétaire de réseaux, qui se trouve au milieu, y fait obstacle. Un exemple : l'Espagne qui, depuis des années, fait obstruction à la vente de courant français au Portugal.

Mettre en concurrence

Pour régler ce type de difficultés, la Commission propose que ses services soient informés des intentions des compagnies et, en cas de conflit persistant, saisissent un arbitrage professionnel. Dans l'hypothèse où celui-ci échouerait, une phase juridictionnelle interviendrait au bout de douze mois.

Pour faire baisser sensiblement le prix du courant, il conviendrait, en outre, que l'usage des réseaux soit ouvert aux grands utilisateurs industriels qui pourraient alors mettre en concurrence différents producteurs d'électricité. Ce système, dit de common carrier, est en voie d'intro-

duction dans les nouvelles réglementations britannique et néerlandaise. Mais il suscite des divergences profondes entre producteurs de courant, dont certains le considèrent comme une aberration, nuisible à la bonne qualité du service, et les utilisateurs. La Commission veut se donner un délai de réflexion d'un an. Dans l'intervalle, elle organisera un débat contradictoire entre les intéressés et veut créer deux comités consultatifs, l'un avec les administrations nationales, l'autre avec les professionnels (électriciens, industriels, représentants des organisations de consommateurs).

L'électricité au meilleur compte implique enfin l'optimisation des investissements. La surcapacité actuelle ne durera pas. D'ici cinq ou six ans, il faudra à nouveau construire de nouvelles centrales, et la Commission insiste pour que les décisions d'investissement ne soient plus prises alors dans le seul cadre national, mais en fonction de la logique du marché unique. Les Etats membres ont déjà l'obligation d'informer la Commission de leurs grands projets énergétiques. Bruxelles propose que les dossiers soient transmis aussi aux autres Etats membres intéressés, qui pourront, à leur tour, faire valoir des projets alternatifs. La Commission donnera son avis, mais celui-ci ne sera pas rendu public.

S'agissant des efforts à entreprendre pour réduire le prix du gaz naturel offert aux utilisateurs, industriels ou privés, la Commission propose la même démarche que pour l'électricité.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICHEMONT
COMPAGNIE FINANCIÈRE RICHEMONT AG
RICHEMONT SA

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière Richemont AG, Zoug, a le plaisir d'annoncer les résultats du Groupe pour l'exercice closuré au 31 mars 1989.

Chiffres importants

	1989	1988
Fonds propres	£ 828.5 m	£ 730.0 m
Bénéfice avant impôts	£ 161.3 m	£ 118.1 m
Bénéfice net avant profit exceptionnel	£ 106.5 m	£ 77.0 m
Bénéfice net après profit exceptionnel	£ 109.8 m	£ 77.0 m
Actifs nets par unité	£ 1 442.80	£ 1 271.30
Profit par unité avant profit exceptionnel	£ 185.40	£ 134.10

Le conseil considère ce résultat comme très satisfaisant et a, dès lors, proposé une répartition du bénéfice comprenant un dividende de \$33.75 par unité, soit 12,5 % de plus que le montant envisagé lors de l'introduction en bourse de Richemont. Ce dividende, qui englobe le dividende préférentiel, sera payé aux porteurs d'unités par Richemont SA, Luxembourg.

En septembre 1988, Richemont, précédemment une société privée établie à Luxembourg, est devenue une société de droit suisse et a ouvert son capital au public. Les unités Richemont comprennent une action de la Compagnie Financière Richemont AG, Zoug, jumelée à un certificat de participation émis par Richemont SA, Luxembourg, et sont cotées aux bourses de Zurich, Genève et Bâle. Richemont se classe désormais, par sa capitalisation boursière, au quatorzième rang des sociétés suisses cotées en bourse.

Les principaux domaines d'activité de Richemont sont l'industrie des produits de luxe, au travers de ses participations dans Cartier, Piaget, Baume & Mercier et Dunhill Holdings, et l'industrie du tabac au travers de sa participation dans Rothmans International. Les activités de Richemont s'étendent également aux domaines des services financiers, des ressources naturelles et des biens de consommation.

L'assemblée générale annuelle de la Compagnie Financière Richemont AG se tiendra à Zoug, Suisse, le 16 août 1989. Des exemplaires du rapport annuel peuvent être obtenus auprès du secrétariat aux adresses suivantes :

Compagnie Financière Richemont AG Weinbergstrasse 5 6500 Zoug, Suisse	Richemont SA 24-26 Avenue de la Liberté 1930 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg	Richemont International Limited 17 Hill Street London W1X 7FB, Grande-Bretagne
Tél.: (042) 21 03 64 Téléfax: (042) 21 71 02	Tél.: 40 24 72 Téléfax: 40 24 73	Tél.: (01) 499 2539 Téléfax: (01) 491 0524

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PREMIER FONDS INDICIEL
DU CREDIT LYONNAIS
LION INDICE

Le CREDIT LYONNAIS ouvre au public un nouveau Fonds Commun de Placement: LION INDICE.

Ce Fonds a pour objectif de refléter fidèlement la performance de l'indice des actions françaises CAC 40.

D'un montant initial de F 100 000, la valeur liquidative de la part sera calculée hebdomadairement.

Destiné plus particulièrement à la clientèle institutionnelle, résidente ou non, mais ouvert aux particuliers, LION INDICE permettra aux investisseurs qui le souhaitent de prendre position sur l'ensemble du marché de Paris, sans procéder à une sélection de valeurs spécifiques.

LION INDICE constitue le premier produit d'une nouvelle gamme d'instruments qui sera progressivement offerte à la clientèle pour lui permettre de bénéficier de l'évolution des techniques nouvelles d'investissement sur les marchés financiers.

Souscription à partir du 21 juillet 1989

Renseignez-vous dans toutes nos agences ou sur minitel 3614 code CL.
REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Économie

ÉTRANGER

Une dette interne beaucoup plus lourde que la dette externe

Le talon d'Achille du Mexique

(Suite de la première page.)

Il faut croire que cette mesure est faible et que la plus grande partie de ces derniers ont été dépensés pour faire face aux dépenses courantes.

Une fois cela rappelé, la seule question qui importe aujourd'hui est de savoir à quelle condition l'incontestable répit apporté par la réduction de la dette étrangère a des chances d'être employé à bon escient pour redresser en profondeur la situation. Les Mexicains assurent que de très importants résultats ont déjà été acquis.

Au cours des sept dernières années de vaches maigres, le Mexique a connu, sauf en 1986, un excédent de balance des paiements, parfois considérable (plus de 5 milliards de dollars), lui permettant de payer sur ses propres ressources entre la moitié et les deux tiers des charges de sa dette externe (contrairement à la légende selon laquelle les pays endettés n'acquiescent leurs intérêts qu'à coups de nouveaux crédits). Mais c'est un autre fait sur lequel en général on ne s'attarde pas que l'excédent a été d'autant plus considérable que les choses, à l'intérieur, tournaient mal.

Ce fut le cas en 1987, l'année de l'inflation galopante où la hausse des prix atteignit 190 %, un phénomène, relevons-le en passant — car c'est un élément positif de premier grandeur pour la suite des événements — dont les électeurs mexicains ne veulent à aucun prix voir le retour.

La main invisible

Cela avait déjà été le cas dès le début de la crise ouverte au mois d'août 1982 par le moratoire décrété par le président Lopez Portillo aux abois. A partir du troisième trimestre de cette année-là, et pour la première fois depuis trente-neuf ans, le Mexique connaît un excédent de sa balance commerciale. Ce retournement se produisit à l'époque où le Mexique s'enfonçait dans un désordre écono-

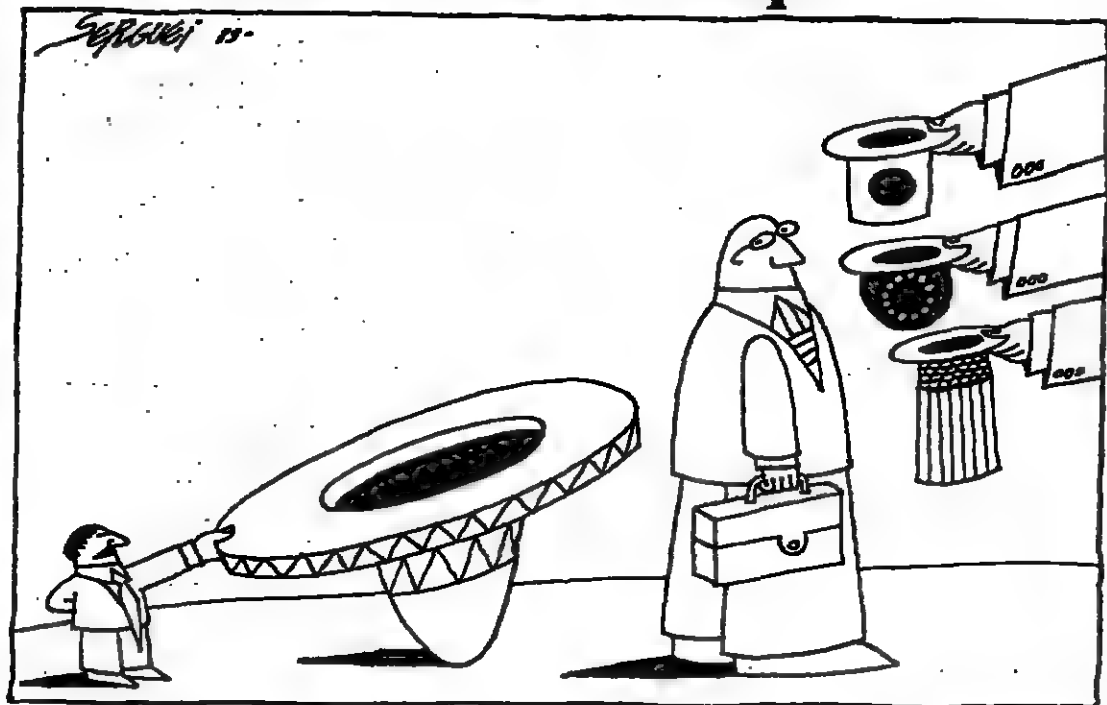
mique, monétaire et budgétaire sans précédent. Il serait pour le moins rétrograde d'y voir un premier retour à la santé, marqué par le rétablissement d'un des éléments retenus une fois pour toutes, et celles que soient les circonstances, comme « fondamentaux » par le Fonds monétaire.

Le redressement de la balance commerciale et de la balance des paiements était d'abord un phénomène purement mécanique. Il ne pouvait pas ne pas se produire, dès le moment où les prêts étrangers cessèrent et où le Mexique était contraint de continuer à verser les intérêts au titre de ceux qui lui avaient été avancés auparavant (au rythme de 20 milliards de dollars pour la seule année 1981 !). La main invisible avait agi avec brutalité. Faute de nouveaux crédits extérieurs, les importations chutèrent de 30 à 40 % ; sous l'impulsion d'une dévalorisation forcée du peso, les produits nationaux étaient bradés.

La thèse officielle

Le discours officiel est très différent. Qu'il soit prononcé par une équipe gouvernementale impressionnée par sa jeunesse et sa compétence, qui fait aujourd'hui l'envie des autres pays sud-américains, ne doit pas empêcher de la discuter. Ouverture d'esprit, modernité, culture économique approfondie, rien de tout cela ne manque aux hommes souvent brillants et toujours consciencieux dont s'est entouré le président Salinas de Gortari. Eux-mêmes sont les premiers à savoir que, malgré les succès incontestables d'une politique de stabilisation inaugurée à la fin de l'année 1987 par un « programme de solidité » inspiré par le ministre du Plan de l'époque (depuis lors du président de la République), le Mexique continue de côtoyer les pires dangers, ceux que n'ont pas à éviter dans un passé récent ni le Brésil ni l'Argentine.

La thèse a servi de leitmotiv aux négociateurs du président Salinas



de Gortari pendant trois mois de négociations serrées avec les représentants des banques internationales. « Le Mexique, ont-ils dit, est allé jusqu'à bout de son effort d'ajustement, qui a réduit, en sept ans, le pouvoir d'achat des salariés de 40 % » (une proportion sans doute à peine forcée pour les besoins de la démonstration). Et d'ajouter : « Il n'est de l'intérêt de personne de lui demander d'aller plus loin dans la voie de l'austérité ».

Nul doute que l'épreuve a été dure. Il est pareillement hors de question de nier que l'économie mexicaine ait montré de remarquables facultés d'adaptation, comme ça témoigne, notamment et surtout, l'essor des exportations de produits manufacturés (représentant aujourd'hui 70 % du total, contre 30 % en 1982) qui sont venues compenser les effets négatifs de la baisse du prix du pétrole. Le moins qu'on puisse dire est que, pourtant, l'ambiance n'était pas favorable à de telles prouesses. Montée des prix, de la corruption, des mécontentements, encore attisés par les péremies sectorielles dues notamment aux erreurs d'ajustement de la politique agricole.

« Le Parti révolutionnaire institutionnel a organisé les paysans pour voter en faveur, pas pour produire », dit un locuteur politique en vue de l'opposition, faisant allusion aux ejidos (communautés d'agriculteurs). C'est ainsi que le lait, faute d'être payé à son prix aux éleveurs, manque : en cinq ans, le cheptel producteur a diminué d'un bon tiers. Pendant les années 50 et 60, au cours desquelles l'économie mexicaine croissait dans la décadence financière, l'Etat, jouissant de ressources fiscales en constant accroissement, avait beaucoup développé l'infrastructure publique. Aujourd'hui, les maîtres d'école, débordés, reçoivent des traitements de misère (150 dollars par mois).

Les sophismes budgétaires

Les présentations savantes, dans le goût des institutions internationales, viennent à la rescousse d'explications contestables destinées à transformer les sacrifices subis en efforts délibérément accomplis pour remettre le Mexique sur pied. Un des thèmes les plus souvent repris est que les gouvernements mexicains, depuis la présidence de Miguel de la Madrid (1982-1988), ont, à travers les pires difficultés, procédé à un assainissement en profondeur des finances publiques. Or, au Mexique, comme dans les autres pays d'Amérique latine, c'est bien le déficit budgétaire, accru par les formes subventionnées à un secteur public pléthorique et inefficace, qui est à la source de l'inflation ouverte ou réprimée et, d'une façon plus générale, de la débâcle de l'Etat.

Davidoff privé des havanes de Cuba

Cuba a décidé d'arrêter la livraison à la maison Davidoff, de Genève, des havanes baptisés « Chateau Margaux », « Monton-Rothschild », « Lafite », « Haut-Brion », « Latour » et « Dom Pérignon ». Cuba vient de renoncer à fabriquer cette gamme de cigares, créée il y a une dizaine d'années, à la suite d'un désaccord persistant, portant à la fois sur l'utilisation de la marque Davidoff, la politique des

Un concept à la mode depuis quelques années, parmi les économistes et experts internationaux, est venu à point nommé fournir le cadre d'un raisonnement pour le moins discutable. Cherchez à savoir à combien s'élève le déficit courant du secteur public, vous ne trouverez pas sans mal le chiffre correspondant. Si, après avoir rapproché plusieurs séries statistiques, vous êtes arrivé à une évaluation vraisemblable pour l'ensemble du secteur public de l'ordre de 35 400 milliards de pesos pour 1987 (1 dollar vaut aujourd'hui mercredi 2 506,5 pesos), somme dépassant d'un bon tiers les recettes fiscales, on vous dira que ce nombre, comme sous le nom de « déficit économique », n'a en lui-même guère de signification. On préférera vous parler du solde dit primaire. Celui-ci est calculé à partir du précédent, après avoir soustrait de la colonne des dépenses le total des charges d'intérêt versées tant aux prêteurs résidents dans le pays qu'aux prêteurs étrangers. Or il ne s'agit pas d'une mince déduction. Ces charges globales d'intérêt absorbent à elles seules la presque totalité des recettes fiscales de l'Etat (59 300 milliards de pesos contre 65 000 milliards). Elle représentent 60 % du total des dépenses publiques.

Par rapport au PNB, le service de la dette représente environ 19 %, dont 13 à 14 % pour la dette interne. Cette dernière a beau être érodée par l'inflation annuelle, elle croît encore plus vite que cette érosion.

Si donc on soustrait des dépenses publiques leur poste le plus important, que constate-t-on ? Que ces dépenses, hors service de la dette, ont été sauvagement amputées. En pourcentage du produit national, elles ont été raménées de 29 % à 18 % au cours des sept dernières années. Voilà, disent les experts mexicains, la véritable mesure de notre gigantesque effort de réajustement. Et c'est un fait que l'Etat n'y est pas allé de main morte. Comme cela arrive presque toujours en pareil cas, ce sont les investissements publics qui ont été les premiers sacrifiés. Leur pourcentage par rapport au PNB est passé de 12,9 % en 1981 à 5,5 % en 1988. Entre-temps, le produit national brut est resté stationnaire, s'il n'a pas diminué. « Pour notre développement industriel des prochaines années, le retard des infrastructures sera souvent un obstacle », dit un homme d'affaires influent et bien en cour. Assaillissement financier et décapitalisation du domaine public ne vont de pair que sur le papier.

Sur le bien-fondé de leur argumentation, les représentants officiels du Mexique ne semblent pas ébranlés par un phénomène pourtant troublant : c'est souvent au cours des pires années de leur histoire que le solde « primaire » de leurs finances publiques a enregistré les excédents les plus flatteurs. Pendant l'année 1987, par exem-

ple, les dépenses publiques hors charge de la dette ont été très sensiblement inférieures aux recettes de l'Etat. La différence étant évaluée à 4,7 % du PNB. Dans un de ces documents, le Banco de Mexico croit pouvoir en tirer la conclusion suivante : « Le Mexique est un des rares pays du monde à avoir des finances publiques saines ».

Cependant, cette année 1987 avait aussi été marquée par un formidable bond en avant de la charge représentée par le service de la dette interne, passée de 12 % à 15 % environ du PNB. Or chaque fois que la charge d'intérêt s'élève, le montant à soustraire des dépenses publiques pour calculer le budget dit primaire s'en trouve, par définition, gonflé d'autant. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus la charge d'intérêt augmente, plus le surplus primaire s'accroît.

Mais il y a plus : l'inflation, ce n'est pas autre chose qu'un impôt occulte permettant à l'Etat émetteur (par Banque centrale interposée) de positionner à son profit le pouvoir d'achat de tous les détenteurs de monnaie, gros et petits, surtout ces derniers, car les gros placent en CETES la totalité de leur trésorerie.

Si aux dépenses « primaires », on ajoute les charges de la dette, on s'aperçoit qu'au Mexique le total a tendance, en valeur réelle, à se maintenir à peu près stationnaire d'année en année. C'est là un phénomène qu'on constate souvent dans les pays en proie à une forte inflation : l'Etat, grâce précisément à cette inflation, est le seul à être en mesure de conserver à peu près intact son pouvoir d'achat et, pour le conserver, il est acculé à perpétuer l'inflation. Cependant, la composition des dépenses se modifie en conséquence. La part qu'il faut bien réserver aux créanciers s'accroît au détriment du reste, c'est-à-dire des dépenses « primaires ».

Au regard de ce processus, le concept d'excédent primaire perd de sa consistance. Que dirait-on d'un particulier qui, s'étant beaucoup trop endetté, prétendrait qu'il est en excédent pour la bonne raison que ses revenus courants dépassent la totalité de ses dépenses, exception faite de la charge des intérêts !

Aujourd'hui le Mexique jouit d'un double répit : outre celui que vont lui accorder les banques étrangères sous la pression de l'administration américaine (désireuse de donner corps au plan Brady avant le sommet), le gouvernement Salinas a réussi à convaincre volens nolens les syndicats et les chefs d'entreprise à contenir les hausses de prix et encore plus de salaires. Mais, simultanément, la machine infernale du déficit budgétaire et de la croissance de la dette accumule les créances monétaires sur la production. Le temps presse si on veut écarter de dangereux dérapages.

PAUL FABRA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Priorité aux revenus
Des revenus pour compléter votre salaire ou votre retraite

Rentacic

des revenus trimestriels

La "Sicav des quatre saisons" vous offre des revenus fin avril, fin juillet, fin octobre et fin janvier.
Sicav obligataire long terme.
Actif net au 30.06.1989 : 1,830 milliard de F.

Mensualcic

des revenus mensuels réguliers

La "Sicav mensuelle" vous offre depuis le 3 avril 1989 un service nouveau, le paiement d'un coupon chaque fin de mois.
Sicav obligataire à moyen terme assurant la préservation de votre capital.

Pour tous renseignements, adressez-vous à la banque du Groupe CIC de votre ville ou renvoyez cette annonce et votre carte de visite à Christine Joffet, BP 207, 75452 Paris Cedex 08.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Priorité à la capitalisation
Des solutions pour valoriser votre capital

Capitacic

pour vous constituer un patrimoine en bénéficiant pleinement des avantages fiscaux liés à la capitalisation.
Sicav obligataire avec accumulation des intérêts pour une croissance à long terme de votre capital.
OUVERTURE LE 11 JUILLET 1989
Exonération de droit d'entrée du 11 juillet au 11 août 1989.

Eparcic

pour rémunérer la trésorerie de votre entreprise sans souci du coupon.
Sicav monétaire avec accumulation des intérêts pour une rémunération à court terme et sans risque des liquidités.
(Transformation après l'A.G.E. du 28 juillet 1989).

D'autres Sicav et FCP du Groupe CIC seront prochainement transformés en instruments de capitalisation, en particulier SÉCURICIC, Sicav monétaire destinée aux particuliers.

(sous réserve de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation)

Pour tous renseignements, adressez-vous à la banque du Groupe CIC de votre ville ou renvoyez cette annonce et votre carte de visite à Christine Joffet, BP 207, 75452 Paris Cedex 08.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Règlement mensuel

Comptant (reflection)

SICAV (inflection)

11/7

Cote des changes

Marché libre de l'or

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 M. Bush en Hongrie. — Cuba : le pape demande la grâce du général Ochoa. 4-5-6 Les rencontres à l'occasion du Bicentenaire. 6 Soudan : l'orientation islamique du régime se précise.	8 Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat (III) : les riches heures du Parlement ; un point de vue de Roland Dumas. 9 M. Chirac rencontre M. Rocard. — M. Giscard d'Estaing à l'Elysée. — Communication.	10 Les salaires des chercheurs vont être améliorés. — Lancement réussi pour Ariane 3. — Sida : accord sur l'indemnisation des hémophiles contaminés. 12 Tour de France cycliste.	16 La mort de Laurence Olivier. BICENTENAIRE 13 à 15 Les problèmes de sécurité et le protocole.	23 L'OPA de Jimmy Goldsmith sur BAT. 24 Le régime général de sécurité sociale serait proche de l'équilibre en 1989. 25 Le talon d'Achille du Mexique. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 19 à 22 Cartes 18 Météorologie : en grève. Mots croisés 16 Radio-Télévision 18	● Admissions aux grades écoles RES 3615 tapes LEMONDIE ● Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3615 tapes LM

Air France achète 35 % du capital de TAT

Les conseils d'administration d'Air France et de TAT (Transport aérien transatlantique) ont approuvé, le 12 juillet, l'accord intervenu entre leurs présidents, M. Bernard Attali et M. Michel Marchais, selon lequel la compagnie nationale acquiert 35 % du capital de la compagnie tourangelle, classée au quatrième rang des transporteurs aériens français. Le prix de la transaction s'élève à 240 millions de francs.

Une restructuration du groupe TAT, contrôlé actuellement à 100 % par la SASMAT, propriété à 85 % de la famille Marchais, sera réalisée afin de regrouper l'exploitation de ses cinquante-six avions de petite taille (Fokker-27, Fokker-28, Twin-Otter, Beechcraft, SAAB), l'activité de transport de petits colis et de messagerie express (Sodex, Chronopost, TAT Express), l'entretien des avions (Laboratoires et ateliers de Breizh), la formation du personnel navigant (CIPRA) et la location d'appareils.

TAT a transporté en 1988 2250 000 passagers. Son chiffre d'affaires a été de 1 023 millions de francs et son bénéfice net à 54 millions de francs.

Ehancé avant la nomination de M. Attali à la tête d'Air France, cet accord s'inscrit dans le prolongement de quinze années de coopération entre les deux compagnies. Les avions de TAT assurent soixante-six relations pour le compte d'Air France entre des métropoles françaises et européennes. Les deux compagnies sont associées au sein du capital de Sodex, d'Alsaavia et de Corse Méditerranée.

Pour M. Michel Marchais, qui, à cinquante-six ans, souhaite préparer sa succession en faveur de son fils Rodolphe, actuellement directeur général, l'arrivée d'Air France dans le capital de sa compagnie permet d'adopter celle-ci à un grand réseau de vente et à un partenaire fort pour aborder les échéances européennes dans de bonnes conditions. A certains de ses cadres, qui le poussaient à faire cavalier seul, il a toujours répondu qu'un isolement serait mortel. Très « vicieux », comme il le reconnaît lui-même, il a cherché une « bonne alliance » avec Air France, « énormément plus grand que nous mais à laquelle nous pouvons apporter beaucoup ».

L'entrée d'Air France dans le conseil d'administration de TAT est un joli coup réalisé par M. Bernard Attali. Elle complète un réseau européen en évolution rapide ; elle permet de prendre en tenaille Air Inter, qui n'est certes pas concurrent de TAT sur les lignes domestiques mais qui tend à se marier avec la compagnie nationale ; elle empêche qu'un concurrent ne s'approprie la plus grande des compagnies derrière Air France, UTA et Air Inter ; elle prouve au gouvernement et au personnel que les responsables d'Air France ne se contentent pas de conserver les avantages acquis, mais qu'ils ont adopté une stratégie offensive dans la perspective de la disparition des incertitudes à l'intérieur de la CEE ; enfin, Air France ne pouvait continuer à desservir l'Europe au départ de la province en recourant à la formule, révoquée et pas toujours fiable, de l'affrètement.

ALAIN FALHAIS.

Le numéro du « Monde » daté 12 juillet 1989 a été tiré à 500 829 exemplaires

GLOBE
D'ÉTÉ
MÉGALOS
127 PORTRAITS
7 FAMILLES

Confusion judiciaire en Italie

Le psychanalyste Armando Verdiglione est à nouveau emprisonné

En liberté provisoire depuis février 1988, le célèbre psychanalyste italien Armando Verdiglione est à nouveau emprisonné depuis le mercredi 5 juillet à la suite du rejet de son pourvoi en cassation.

Un communiqué de soutien a été signé par de nombreux intellectuels européens : Fernando Arrabal, Marek Halter, Alain Touraine, Alberto Moravia, Bernard-Henry Lévy, Octave et Maud Mannoni, Edgar Morin, Jean Echeverría et par le vice-président du Parlement italien, M. A. Bonelli. Les membres du Comité international pour Armando Verdiglione manifestent leur indignation devant l'emprisonnement de « l'intellectuel, psychanalyste et éditeur européen qui porte à leur combat l'acharnement judiciaire et les campagnes de

démolition dont il a fait l'objet depuis maintenant quatre ans ».

Le Comité rappelle que « l'inculpation repose sur la loi italienne dite de circonscription d'incapable, monstrueuse juridiction exhumée contre Verdiglione qui fait désormais l'objet d'une proposition d'abrogation déposée par des députés devant le Parlement italien, ce qui rend insensée la persécution judiciaire en étant tout fondement à l'accusation (...) L'affaire sort de l'arbitraire juridique et devient ouvertement politique », conclut le comité qui déclare « prendre conscience de l'enjeu que représente pour la démocratie, la liberté de parole et d'association » l'affaire Verdiglione. (Numéro de téléphone du Comité à Paris : 45-27-23-17).

rate plus « que » dix-huit mois à faire — mais la sentence demeurant supérieure à trois années, il ne peut, selon les magistrats, bénéficier d'une peine alternative.

La nouvelle a d'autant plus surpris que, le 21 juin dernier, la cour d'appel civile de Milan avait, elle, réintégré M. Armando Verdiglione à la tête de deux de ses entreprises précédemment placées sous administration judiciaire. Condamné il y a trois ans à l'issue d'un procès juridiquement contestable et en vertu d'une loi musolinienne qui punait le délit dit de « circonscription d'incapable » et dont l'abrogation est réclamée depuis plusieurs années déjà, Armando Verdiglione réintègre sa cellule à la suite d'une nouvelle décision judiciaire pinte.

veille décision judiciaire pinte.

Inventeur d'une nouvelle pratique de la psychanalyse, éditeur à succès et homme d'affaires sans doute un peu trop avisé, M. Verdiglione, à quarante-quatre ans, s'est dignement constitué ou plutôt reconstruit prisonnier avec ces mots : « J'aurais pu fuir. Je ne l'ai pas fait afin de démontrer ma confiance en la justice de mon pays ».

Plus libres de leurs mouvements, ses nombreux et célèbres amis de par le monde ont préféré en appeler directement au pouvoir italien et à l'opinion publique internationale. Le Comité pour Armando Verdiglione organise, mercredi 12 juillet, simultanément, deux conférences de presse, à Rome et à Paris.

PATRICE CLAUDE

Au conseil des ministres

Révalorisation du salaire des instituteurs

Le conseil des ministres réuni mercredi 12 juillet au Palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand a approuvé un projet de décret relatif à la fixation et à la révision des traitements des personnels enseignants. Ce projet a notamment pour objet d'améliorer la rémunération des instituteurs ainsi que celle des directeurs d'école nommés avant 1988.

Les tempêtes dans le sud-ouest

M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, a par ailleurs présenté un bilan des années touristiques 1988 et 1989. Il a relevé qu'en 1988, 25 000 emplois ont été créés dans ce domaine rapportant 25 milliards de francs à la balance des paiements. En 1989, le chiffre de 30 000 créations d'emplois devrait être atteint. M. Stirn a également indiqué que la

commémoration du Bicentenaire de la Révolution devrait apporter une rentrée d'un milliard de francs pour la seule région parisienne et le seul mois de juillet.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Forêt, en rendant compte de son voyage dans les départements de la Dordogne, de la Gironde et du Lot-et-Garonne après la tempête du 6 juillet dernier, a déclaré que « le sinistre sera reconnu comme catastrophe naturelle ». Il a indiqué que pour faire face aux situations individuelles les plus critiques, les préfets sont invités à accorder dès maintenant les secours d'urgence nécessaires.

De leur côté, les maires des communes les plus sinistrées ont été invités à faire remplir, dès la semaine prochaine, les documents nécessaires à l'indemnisation des dégâts agricoles. Enfin, avant même de disposer d'une évaluation précise des dommages, il a annoncé que le gouvernement a décidé de mettre à la disposition des trois départements sinistrés une aide exceptionnelle de 10 millions de francs.

● Les rencontres de M. Mitterrand à l'occasion du Bicentenaire. — Après avoir reçu, mardi 11 juillet, M. Corason Aquino, président des Philippines (voir page 4), M. François Mitterrand devait recevoir plusieurs dirigeants étrangers, mercredi et jeudi. Il devait, notamment, s'entretenir, mercredi à 16 h 30, avec le président du Mexique, M. Salinas, et, à 17 h 30, avec le président Eusebio de Benguet, avant d'offrir un dîner à ses hôtes étrangers. Jeudi, le président de la République s'entretenait avec le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi ; à 9 h 15, avec le chef du gouvernement pakistanais, M. Benazir Bhutto ; à 10 heures puis à 16 heures, avec M. George Bush ; et, à 17 heures, avec le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe.

● FOOTBALL : Coupes d'Europe. — Marseille rencontrera Brondby (Danemark) au premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions de football. Monaco sera opposé à Belenenses (Portugal) en Coupe des vainqueurs de coupe. Paris-SG et Sochaux joueront respectivement contre Lahti (Finlande) et Jeunesse d'Esch (Luxembourg) en Coupe de l'UEFA. Marseille et Sochaux devront jouer leur match aller sur leur terrain le 13 septembre. Les matches retour sont prévus le 27 septembre. En match préliminaire de la Coupe de l'UEFA, Auxerre recevra le Dynamo Zagreb le 9 août et devrait se déplacer en Yougoslavie le 23 août. Le vainqueur de cette rencontre sera opposé à Fier (Albanie) au premier tour.

Sur le vif

Désertion

Qu'est-ce que j'apprends ? L'opposition boude Gode ? Mon Jacquot et ses ennemis, pardon, ses amis, n'assistent pas à l'épilogue du Bicentenaire le 14 juillet au soir, place de la Concorde ? Ces messieurs ont brusquement décidé, avec une unanimité inaccoutumée, de renvoyer leur brioche à la guêpe de mon Miti. Non mais, ce n'est pas à eux de décider ? A une manœuvre politique incertaine, minable. Leur carton, ce fait des semaines qu'ils l'ont reçu, par lequel les huit cent quatre-vingt-seize sénateurs et députés. Et voilà qu'ils se révoltent en sursaut, à l'avant-veille de la fête, une fête nationale. Ils se jettent sur leur téléphone, et ils appellent frénétiquement l'AFP pour lui faire part de cette frénésie nouvelle. Nous, les leaders, les Giscard, les Chirac, les Lottard et les Barre, nous refusons de nous laisser faire dans les tribunes officielles.

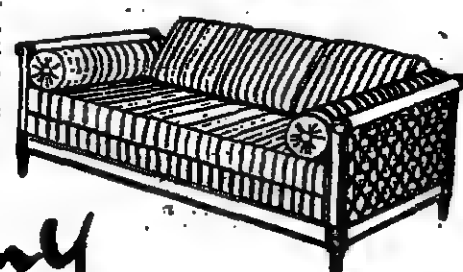
Qu'on rigole ou qu'on rouspète tant qu'on voudra, moi, là, dans mon petit coin, je n'en suis pas privé, contre les fesses et les fesses de ce sommet de la mégalomanie, c'est une chose. Mais que, le jour anniversaire de la Révolution, des représentants du peuple refusent le jeu de l'alternance, que les vaincus du suffrage universel ne puissent pas supporter de voir, fondus dans la même, les vainqueurs prendre au balcon du pouvoir, c'est la honte. Bravo, mes princes, belle leçon de démocratie donnée très opportunément ici et maintenant, à l'heure où ce pays prétend se donner un exemple au monde entier !

Bravo, et merci ! J'ai fait fine, moi, aujourd'hui, moi qui me suis permis de brocarder, hier, les deux rois africains, les deux tyrans, invités, à démissionner, à célébrer la naissance des droits de l'homme et de l'abolition des privilèges. J'aurais mieux fait de le boucler. Je l'avoue, je me suis trompé. Paris, c'est pas Washington, quand, au soir de son élection, le nouveau locataire de la Maison Blanche reçoit les joyeuses félicitations de son adversaire malheureux. Paris, c'est Kampapa.

CLAUDE SARRAUTE.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réunit les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-45-65-68.

Le mensuel

PASSAGES



Pourquoi l'ISLAM fascine l'OCCIDENT

Une grande enquête
Une interview choc de Roger Peyrefitte

EN VENTE EN KIOSQUE 30 F
Juillet-Août 1989

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE
A PARTIR DE 510 F
Renseignements : RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. : 47-23-52-01

GLOBE D'ÉTÉ

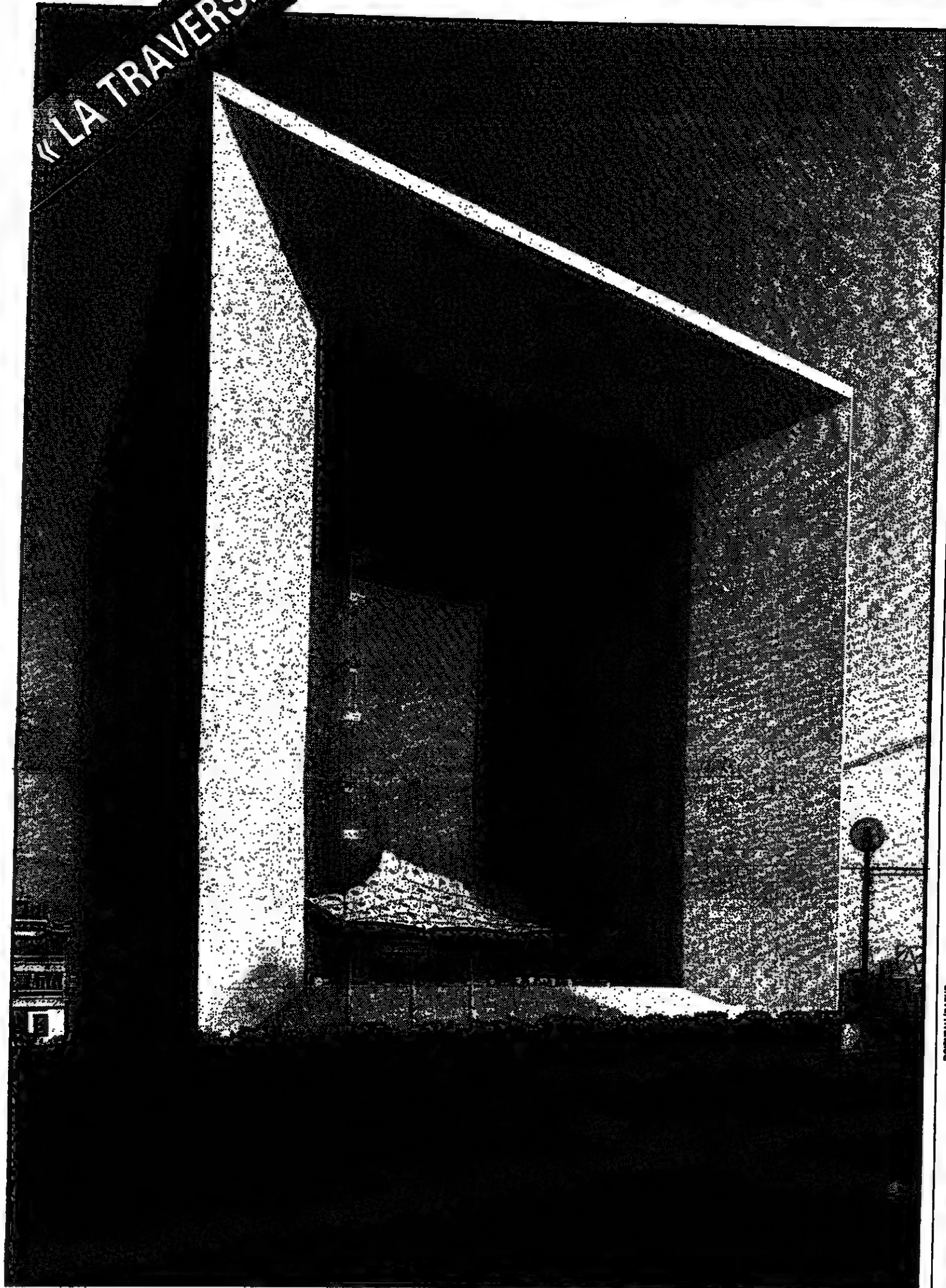
NUMÉRO SPECIAL MÉGALOS

A C D E F G H

ART • SPECTACLES

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

Le Monde



Le cube d'Otto von Spreckelsen

ILLUSTRATION/MAGNUM

« LA TRAVERSÉE DE PARIS », UNE EXPOSITION A LA DÉFENSE

L'Arche triomphale

D'est en ouest, une avenue rectiligne coupe Paris en deux. Le long de cet axe lourd d'histoire, qui s'étend de la Bastille à la Défense, en traversant la place de la Concorde et celle de l'Étoile, se dressent quelques-uns des monuments les plus célèbres de la capitale. A son extrémité occidentale, fermant une perspective ouverte par Catherine de Médicis, la Grande Arche, conçue par Otto von Spreckelsen, s'achève. Le toit de cet objet presque parfait accueille le sommet des pays les plus industrialisés. Les rencontres auront lieu dans un espace aménagé par Frank Hammouène, éclairé

par des patios, dont Jean-Pierre Raynaud a assuré la décoration.

Cent mètres plus bas, dans le socle du cube, s'ouvre le 19 juillet et pour six mois, une exposition d'un type nouveau : « La traversée de Paris ». Son but ? Utiliser l'axe Bastille-Défense comme le révélateur d'une longue histoire, depuis les Tuileries des derniers Valois jusqu'au Paris de François Mitterrand. Comme naguère dans « Cité-Cinés » à la Grande Halle de la Villette, le visiteur, coiffé d'un casque à infrarouges, déambulera dans un univers où la fiction et la réalité,

le décor, l'image et le son, les événements de plus de trois siècles se chevauchent. Les foules révolutionnaires du Palais-Royal répondent à celles du faubourg Saint-Antoine, fauchées pendant les journées de juin 1848. Le 14 juillet 1936 se fête place de la Bastille, tandis que le général de Gaulle, porté par la houle des Parisiens, descend les Champs-Élysées, un beau jour d'août 1944. L'histoire se confond peu à peu avec notre mémoire incertaine. La visite s'achève. Sur le parvis de la Grande Arche, notre siècle nous attend.

EMMANUEL DE ROUX.

De la Défense
à la Bastille...

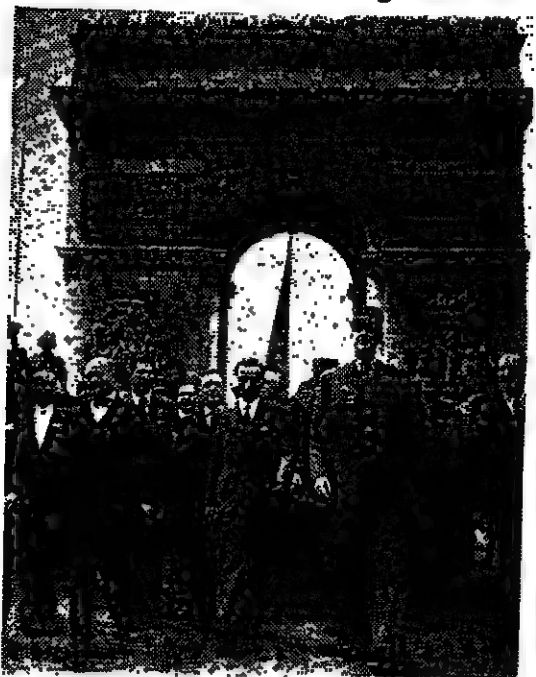
Pages 30 à 33



Le 14 juillet 1936

... en passant
par l'Étoile...

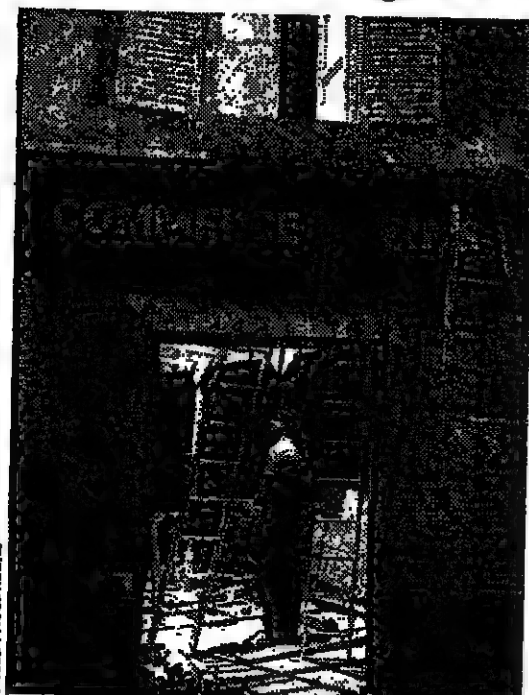
Pages 34 et 35



Le 28 août 1944

... trois cents ans
d'histoire

Pages 42 et 43



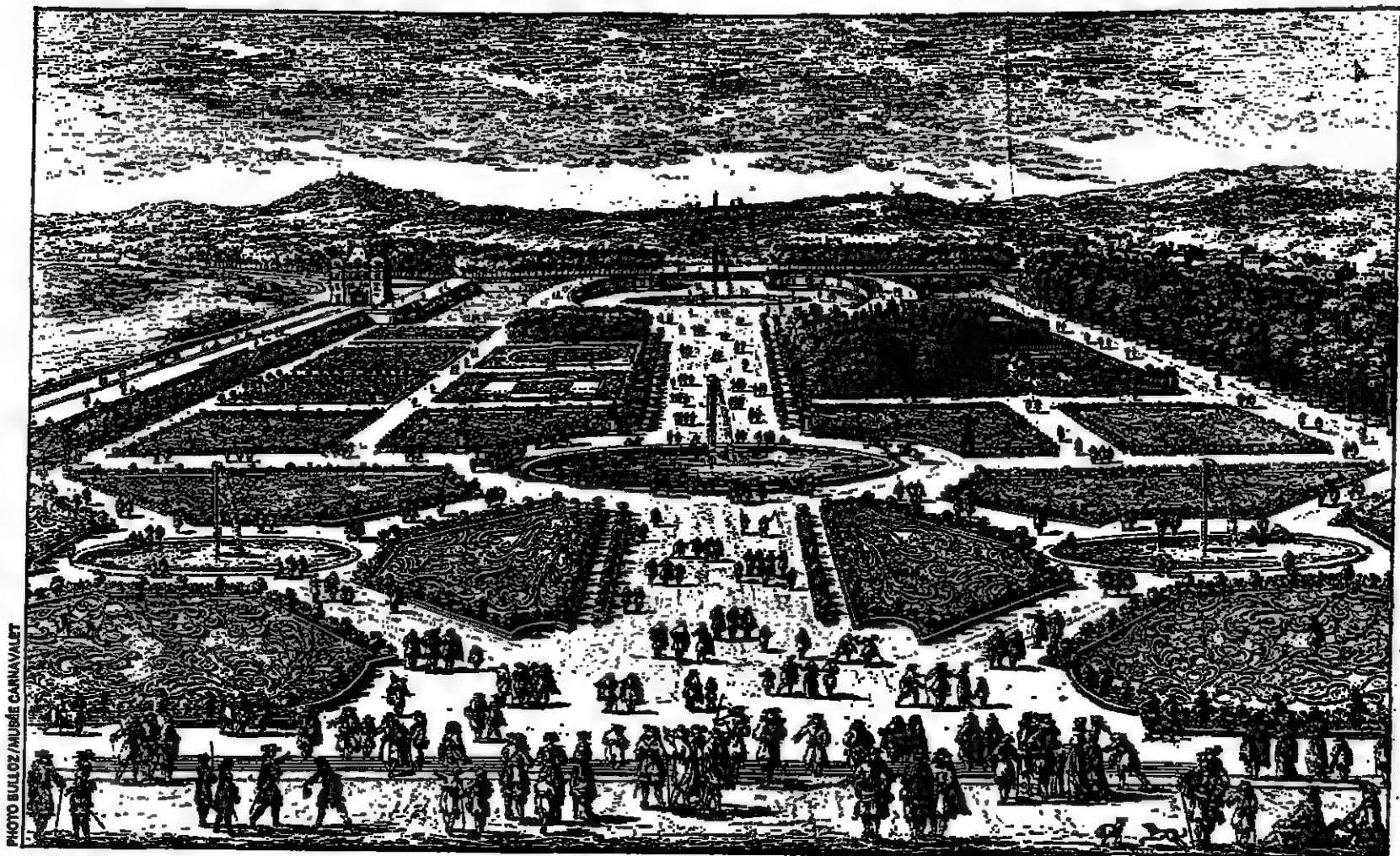
Plan détaillé
de l'exposition pages 44 et 45

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

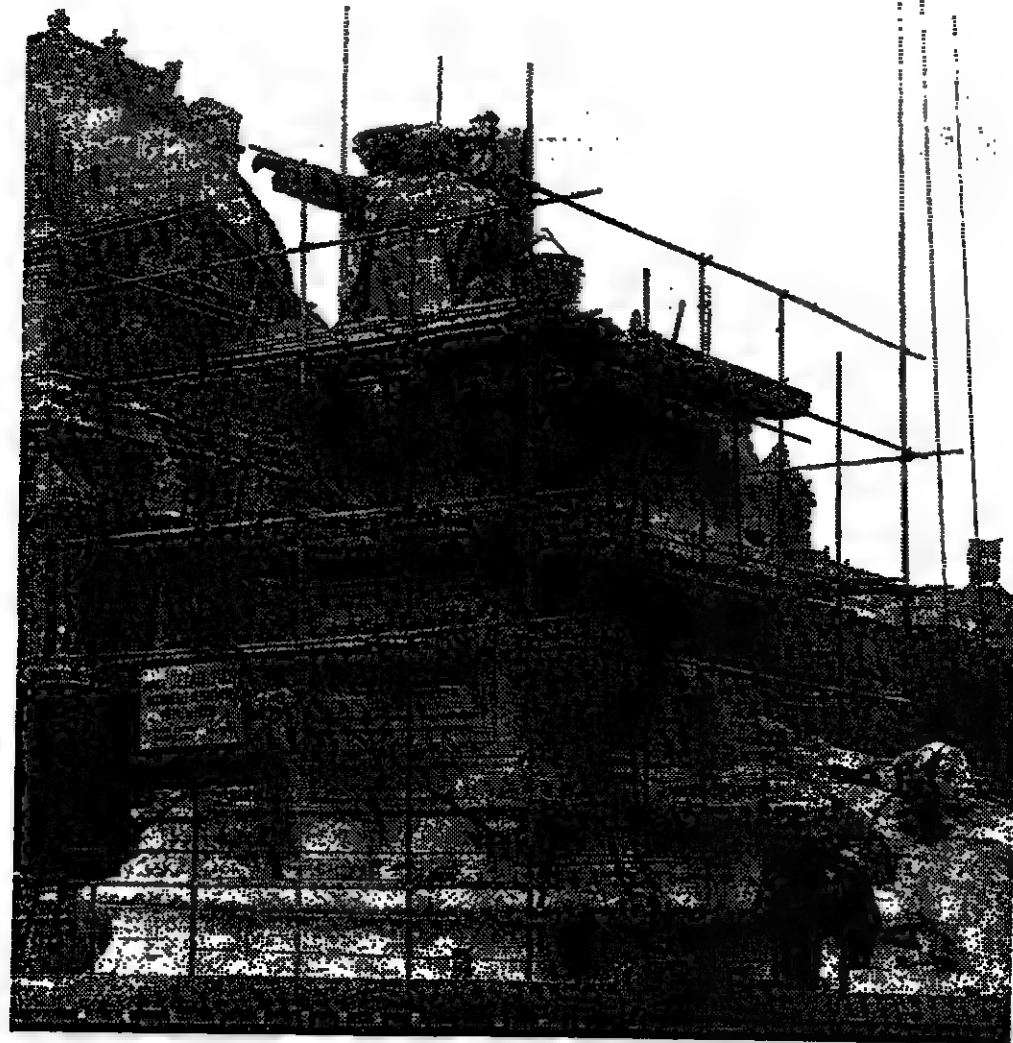
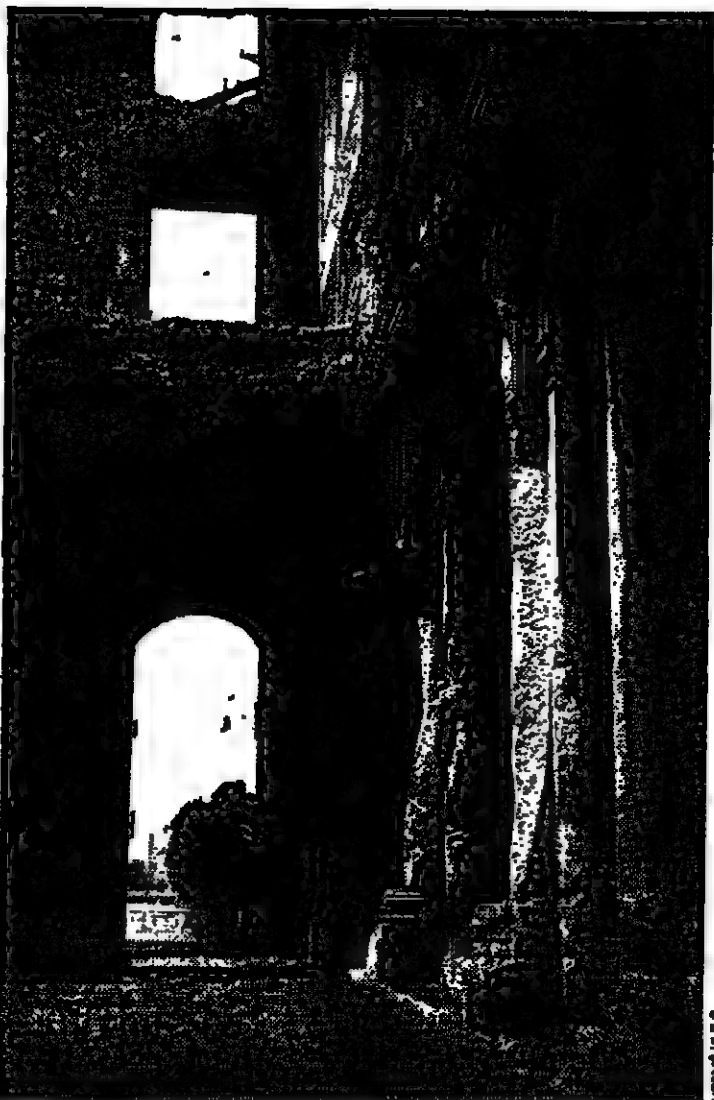
DE CATHERINE DE MÉDICIS

Bastille - la Défense,

Au XVII^e siècle, Le Nôtre redessine les parterres qui s'étendent devant les Tuileries (gravure ci-contre). Le jeune Louis XIV pent, de ses fenêtres, contempler la perspective qui s'étend jusqu'à l'horizon. Le jardin marque encore une limite de la ville. Au-delà, c'est la campagne. Les Champs-Élysées viennent de recevoir leur double rangée d'ormes. Cet axe, perpendiculaire au château, siège du pouvoir, est devenu une voie majestueuse, triomphale, la grande percée qui traverse Paris d'est en ouest, ponctuée de monuments qui glorifient la pérennité de l'État. De l'Opéra Bastille à la Grande Arche de la Défense. Un itinéraire chargé d'une histoire réelle ou rêvée, saturé d'une mémoire qui fait surgir des images à chaque pas.



Louvre-Tuileries, le grand projet

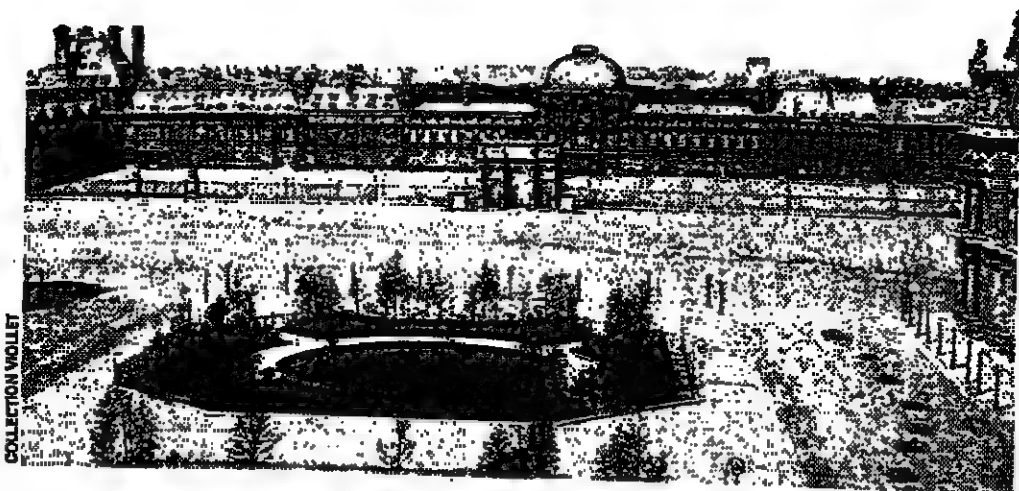


Belzac, dans la Cousine Bette réclame sa disparition. « Voici bientôt quarante ans que le Louvre crie par toutes les gueules de ses murs évanescents, de ces fenêtres béantes : « Extirpez ces rases de ma face ! ». Le souhait du romancier a été exaucé par Haussmann : « C'est une grande satisfaction pour moi que de raser tout cela pour mes débuts à Paris », note le préfet. Mais la réalité du grand dessin couvé pendant si longtemps ne dura guère plus de dix ans. Les travaux de Lefuel et Visconti étaient à peine achevés que les flammes ouvraient une brèche dans le palais et l'arc de triomphe du Carrousel, porte d'un château évanoui en fumée, pouvait répondre à celui de l'Étoile. Sur le terrain libéré, l'architecte Lheureux (auteur de la faculté de droit de la rue Cujas) voulait installer un temple à la Révolution pour en fêter le centenaire : une pyramide romano-égypte, plus haute que le pavillon de Flore, richement ornée de statues, de terrasses, de colonnades et de fontaines. Pour le Bicentenaire, la sobriété sino-américaine de Pail a prévalu.

E. de R.

Ci-dessus : les Tuileries avant leur destruction en 1871, vues de la cour du Carrousel. A gauche, les ruines du château après l'incendie. Ci-contre, la statue de Gambetta érigée par la III^e République dans la cour Napoléon, près de l'actuelle pyramide, démontée en 1954.

De Catherine de Médicis à François Mitterrand, le grand projet architectural de l'État est centré sur le Louvre, les Tuileries et leurs dégagements. La réunion de ces deux bâtiments sera menée à bien par Napoléon III après trois siècles de travaux et d'innombrables propositions. Le principal obstacle à cette réunion étant l'existence d'un quartier très dense entre les deux corps de bâtiments : celui du Carrousel. Vers 1850, le jeune Renou y vivait encore avec son père. C'est là que s'élevait l'hôtel de Pimodan où Gautier, Baudelaire, Nerval et quelques autres se retrouvaient pour « manger du haschisch ». A la fin de la Monarchie de Juillet, le quartier aux trois quarts démolit est sinistre.



« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

A FRANÇOIS MITTERRAND

l'axe de tous les pouvoirs

L'histoire de cette perspective ne relève pas seulement de l'urbanisme. C'est aussi celle d'un rêve, affronté à la réalité. De l'éléphant de la Bastille à l'Opéra du même nom, de l'Arche de la Défense à la pyramide du Louvre, de la place de la Révolution à celle de la Concorde, tous les hommes qui se sont succédé à la tête de l'Etat ont imaginé de faire de cet axe majeur, qui traverse Paris d'est en ouest, une voie triomphale le long de laquelle seraient concentrées les images du pouvoir qu'ils représentaient ou celles qu'ils voulaient en donner. Mais l'histoire est là, têtue, improbable. L'axe ne charrie pas seulement des monuments mais aussi des hommes, émus, joyeux ou menaçants. Le long de cette percée courent presque toute l'histoire de Paris et une bonne partie de celle de la France.

A l'aube de l'absolutisme royal étaient les Tuileries. Face au château construit à la limite de la ville, un jardin est planté. Louis XIV fit border d'ornes l'allée rectiligne tracée perpendiculairement au bâtiment. De ses fenêtres, le souverain peut embrasser l'horizon. Il passera d'ailleurs vite de l'autre côté de la colline, vers Saint-Germain, puis Versailles. Plus tard, une place sera dessinée dans le prolongement du jardin. Elle portera le nom du roi. Plus tard encore, l'empereur nouvellement intronisé imaginera une porte triomphale où son armée victorieuse devait défilier avant de rentrer dans ses foyers. Et son neveu, aussi soucieux d'urbanisme que de maintien de l'ordre, devait aménager en étoile la place, véritable panoptique urbain. Les limites de la porte Maillot atteintes, d'immensibles projets furent dessinés entre les deux guerres : nouvelles arches victorieuses pour les derniers soldats de la dernière guerre, modernes bâtiments de l'élégant Mallet-Stevens, ou résolument modernistes de Le Corbusier.

Cette porte est révélatrice des hésitations du vingtième siècle devant la gestion de l'espace urbain et

devant l'évolution de la ville. Un Luna-Park, inauguré en 1903, occupa longtemps ce terrain. Les surréalistes aimaient à s'y faire photographier, et Queneau célébra son palais de la Rigolade et ses principaux acteurs : le fakir Crouda-Bey, natif de Tataonine, l'homme-aquarium, la pithécantropesse et le prestidigitateur Turtupin. Aujourd'hui point de passage presque obligé entre la ville et sa banlieue (chic), par-dessus le périphérique et les boulevards des Maréchaux, entre Paris et son poumon ouest, le bois de Boulogne, elle garde toujours son nom de porte, mais reste un carrefour informe. Dans les années 60, on a cherché à lui donner une manière de théâtralité en y plantant le palais des Congrès de Guillaume Gillet, une oeuvre universellement détestée.

A CHEVAL SUR LE PÉRIPHÉRIQUE

Plus récemment, la Ville de Paris a tenté de reprendre les méthodes dirigistes qui avaient permis d'élever ce monument à la médiocrité architecturale, en demandant à Olivier-Clement Cacoub de réfléchir à l'avenir de cette porte. Cela dans la période qui a vu le maire de Paris revenir à Maitignon. Au terme d'une réflexion sans doute considérable sur la cité, son urbanisme, son développement, ses rapports avec l'au-delà des limites communales, Cacoub a proposé deux blocs à cheval sur le périphérique, monolithiques, symétriques et elliptiques (quant à leur signification), aussitôt baptisés les « serre-livres ». Un coup de scalpel dans la hauteur et l'appel à de jeunes et sympathiques architectes ont permis de faire avancer d'une case ce projet, qui avait suscité notre réprobation unanime et un silence consterné chez ceux des défenseurs du patrimoine qui partageaient, par ailleurs, les opinions politiques du maire-premier ministre.

Un autre projet, visant à créer une place piétonne en contrebas de la circulation, ornée d'un mémorial au

général de Gaulle par Olivier Debré, étudie une nouvelle fois la réflexion sur ce point névralgique. La porte Maillot devrait pourtant, à l'évidence, être réorientée vers le bois de Boulogne et non s'accrocher désespérément à une grande perspective, qui, pour l'instant, l'ignore superbement.

Au-delà du pont lancé par Perrotet à la fin du dix-huitième siècle, sous l'œil attentif du peintre Hubert Robert, la paisible butte Chantecoq doit son nom actuel — la Défense — à la troisième République... Celle-ci y déposa un monument de bronze pour magnifier la résistance de la ville face aux envahisseurs de 1870. Au début de notre siècle, la zone s'urbanise lentement selon le schéma classique des banlieues. L'axe triomphal s'achève à Courbevoie par un rond-point avant de s'enliser dans le labyrinthe d'un univers pavillonnaire qui doit plus à Céline qu'à Le Nôtre. A l'aube de la cinquième République, Mallet-Stevens et Le Corbusier tentèrent de juxtaposer à leurs utopies personnelles : musée imaginaire et cité des arts, qui devaient se prolonger dans la plaine de Montesson, en un gigantesque parc dédié à l'effort corporel : le muscle face au cerveau. De ce projet que la mort de l'architecte fit peut-être avorter, il reste les terrains où furent construits l'université de Nanterre puis l'école de danse de Portzamparc. Le reste fut voué à la finance et au commerce. Pour boucler la perspective, Valéry Giscard d'Estaing avait choisi des immeubles miroirs — figures du narcissisme français, prétendent les esprits chagrins. — François Mitterrand leur préféra le cube érigé d'Otto von Spreckelsen, ouverture vers l'avenir, appel à continuer la voie triomphale vers Saint-Germain. Jusqu'à la mer, affirment les mêmes mauvaises langues.

On sait combien d'hésitations ont entouré la Défense jusqu'à la création de l'établissement public (EPAD), en 1958, puis l'aboutissement de la perspective jusqu'à la décision de construire l'Arche en 1983.

La lourdeur et la solidarité locale de ces deux décisions ne doivent pas masquer, là encore, une évolution dans la conception de l'espace. En 1958, c'est une réalité concrète sur laquelle ont pris ingénieurs et architectes et qu'ils mettent en oeuvre selon des critères qui feront long feu mais n'en susciteront pas moins d'assez lourdes erreurs. Pour le concepteur-type de la Défense, piétons et automobilistes ne doivent pas se croiser. L'espace de l'automobile est enfoui ou rejeté. Celui du piéton est délimité par une vaste dalle oxygénée, menagée de sculptures contemporaines, par les ascenseurs et les escaliers qui permettent le transit entre les bureaux, le RER ou les parkings. Les commerces sont rassemblés ici, les habitations là. Le bonheur de l'homme tenait, paraît-il, à la division radicale de ses activités.

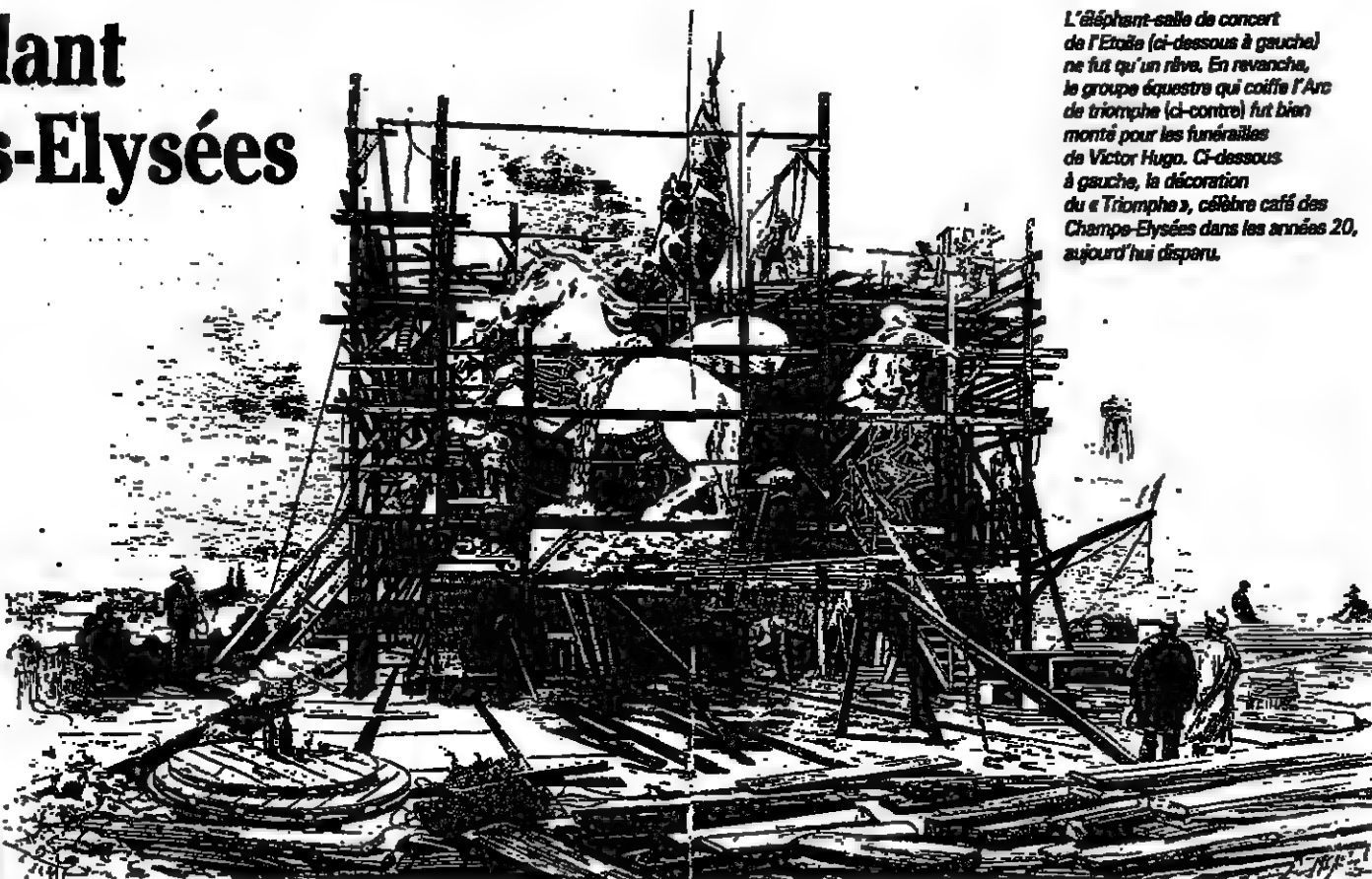
FAIRE CIRCULER DES FLUX

L'Arche de la Défense est, elle, déconnectée de toute notion concrète d'espace. L'espace est une pure idée, apte à faire circuler des flux de communications aussi immatériels qu'il se peut. L'homme est là, éventuellement, mais en spectateur, en rêveur, en promeneur conscient que tout cela est hors d'échelle et relève d'une esthétique transcendente. Il y a certes des bureaux dans l'Arche, des salles de réunions, des réfectoires et des commodités, mais tout cela est loin du principe même du bâtiment, de sa fonction de réceptacle à symboles, de ventilateur à concepts. La communication, avatar éphémère de la circulation routière, est un de ces concepts, peut-être. La ville et ses nouvelles dimensions en forment un second : la ville n'est plus close, elle se prolonge à l'infini à travers une porte définitivement ouverte.

La percée, réussie à l'ouest, a en plus de mal à s'imposer à l'est.

En descendant les Champs-Élysées

Promenade champêtre, peuplée de guinguettes, les Champs-Élysées sont décrits, au milieu du XVIII^e siècle comme « un champ de brousse ou de pousse sur terrain rude et inégal ». C'est en 1758 que Charles-François Ribart, membre de l'Académie des sciences de Bédiers, proposa d'installer sur la butte qui venait d'être rasée — surintendant des bâtiments du roi et frère de la Pompadour, — un « kiosque à la gloire du roi », un éléphant « richement harnaché et portant sur une espèce de tour ou piédestal la figure de sa majesté ». L'animal aurait été coulé en

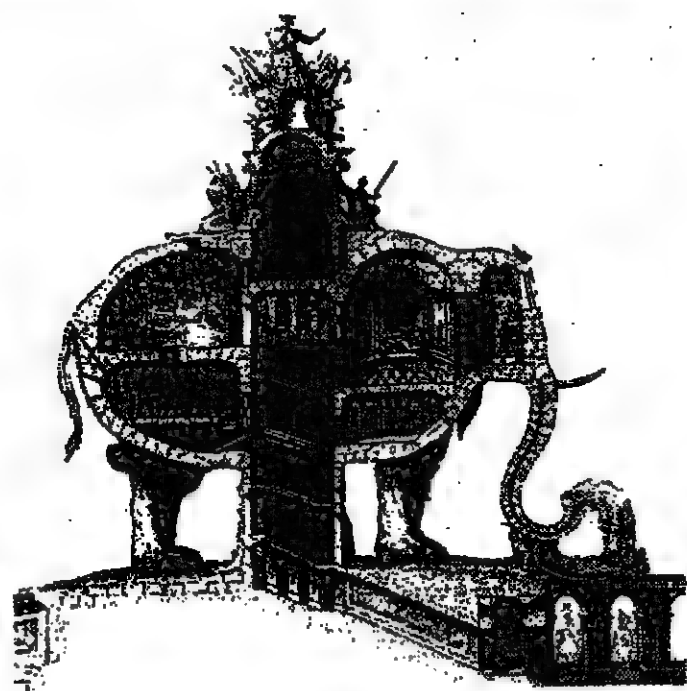


L'éléphant-salle de concert de l'Étoile (ci-dessous à gauche) ne fut qu'un rêve. En revanche, le groupe équestre qui coiffe l'Arc de triomphe (ci-contre) fut bien monté pour les funérailles de Victor Hugo. Ci-dessous à gauche, la décoration du « Triomphe », célèbre café des Champs-Élysées dans les années 20, aujourd'hui disparu.

des Champs-Élysées, mariages républicains que la bonne police a respectés.

Ces bosquets assez mal famés, Pierre Giraud prétendait en 1801 les purifier en élevant près de l'Étoile, un monument sépulcral formé de galeries circulaires « dont les colonnes seraient en verre provenant d'ossements humains », et sommées d'une pyramide fumante. Un an plus tard, l'architecte Sobre imaginait un temple à l'immortalité. Cette hémisphère de 80 mètres de diamètre, dressée au milieu d'un lac placé dans le bas des Champs-Élysées, aurait ainsi épousé « la forme d'un globe terrestre afin de retracer à l'homme l'idée vaste, imposante et vraie de l'immortalité ». La place de la Concorde devait aussi avoir ses temples. Bernard Poyet (l'auteur de la colonnade de la Chambre des députés) la complétait, en 1789, d'un opéra et de trois autres bâtiments à colonnes et frontons, dédiés quelques années plus tard, à l'Équité, à la Paix, à la Liberté et à la Concorde. En réalité, la place accueillait, à cette époque, le « rasoir national » et quelques-uns des monuments éphémères que la Révolution éleva à ses héros.

E. de R.

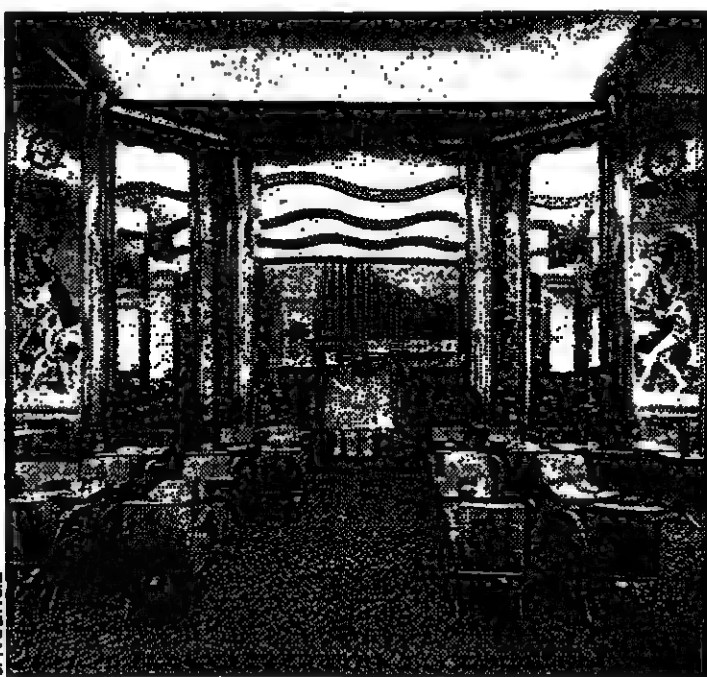


bronze et son intérieur habitable : « Sur le devant, entre les épaules, est une salle très spacieuse, avec trois cabinets, dont celui du milieu, qui est dans la tête et qui fait amphithéâtre, a pour objet un trône superbe et fort élevé. Cet endroit convient pour l'administration de la justice, pour tenir des assemblées et pour donner des concerts, des bals et d'autres fêtes ». Et « comme les oreilles de l'éléphant répondent positivement sur l'orchestre dans la salle de bal », Ribart proposa d'y placer des cornets ou porte-voix qui porteraient dans l'occasion au loin dans la campagne le son des instruments ».

A sa place s'élève l'Arc de Châlegrin, achevé en 1845 après qu'on eut rudement travaillé sur le nom des généraux qui avaient gravé sur ses parois. « Je ne regrette rien devant ton mur sublime », se plaint Victor Hugo, que

Phidias absent et mon père oublié. » Le général Hugo ne figure pas sur l'Arc, comme est absente l'oeuvre qui devait le surmonter. On avait pensé, successivement à une statue de la Liberté, imaginée par David d'Angers, un triomphe de Bonaparte, confié à Rude, un aigle aux ailes déployées suggéré par Barye ou un quadriga rêvé par Etax et Falguière. Ce dernier réussit à faire ériger — en pierre — une maquette de son modèle pour l'enterrement de Victor Hugo en 1885.

Le 31 mai, le cortillard des pauvres avait traîné le corps de l'auteur des Châtiments, des voûtes de l'Arc au Panthéon. « Cette nuit de veille désolée d'un peuple, note Edmond de Goncourt dans son Journal, a été célébrée par une copulation énorme, par une priape de toutes les femmes de bordel en congé, coïtant avec les quelconques sur les pelouses



« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

L'axe de tous les pouvoirs

➔ D'abord parce qu'il ne s'agissait pas ici de terrain vierge où l'urbaniste pouvait tracer ses lignes de fuite au cordeau. Le tissu urbain est dense, serré, opaque. Les intérêts particuliers sont enchevêtrés, tenaces, propres à faire reculer, si besoin est, « l'intérêt général ». La municipalité parisienne, toujours frondeuse, toujours combattive, les soutient sourdement contre l'Etat. Comment tailler en droite ligne vers le soleil levant ? Face à la colonnade du Louvre, les tenants d'un urbanisme élastique ont depuis longtemps, dans leurs cartons, le dessin du pendule oriental des Champs-Élysées. Des tronçons de cette percée avortée existent, comme l'avenue Victoria, qui se heurte à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (il est difficile pour un roi de France de détruire sa propre paroisse !) et à l'Hôtel de Ville, dont la monarchie finissante imaginait un moment de déplacer le siège. En vain. Le bâtiment eut beau s'abîmer, plus tard, dans les flammes de la Commune, il fut reconstruit sur place et presque à l'identique.

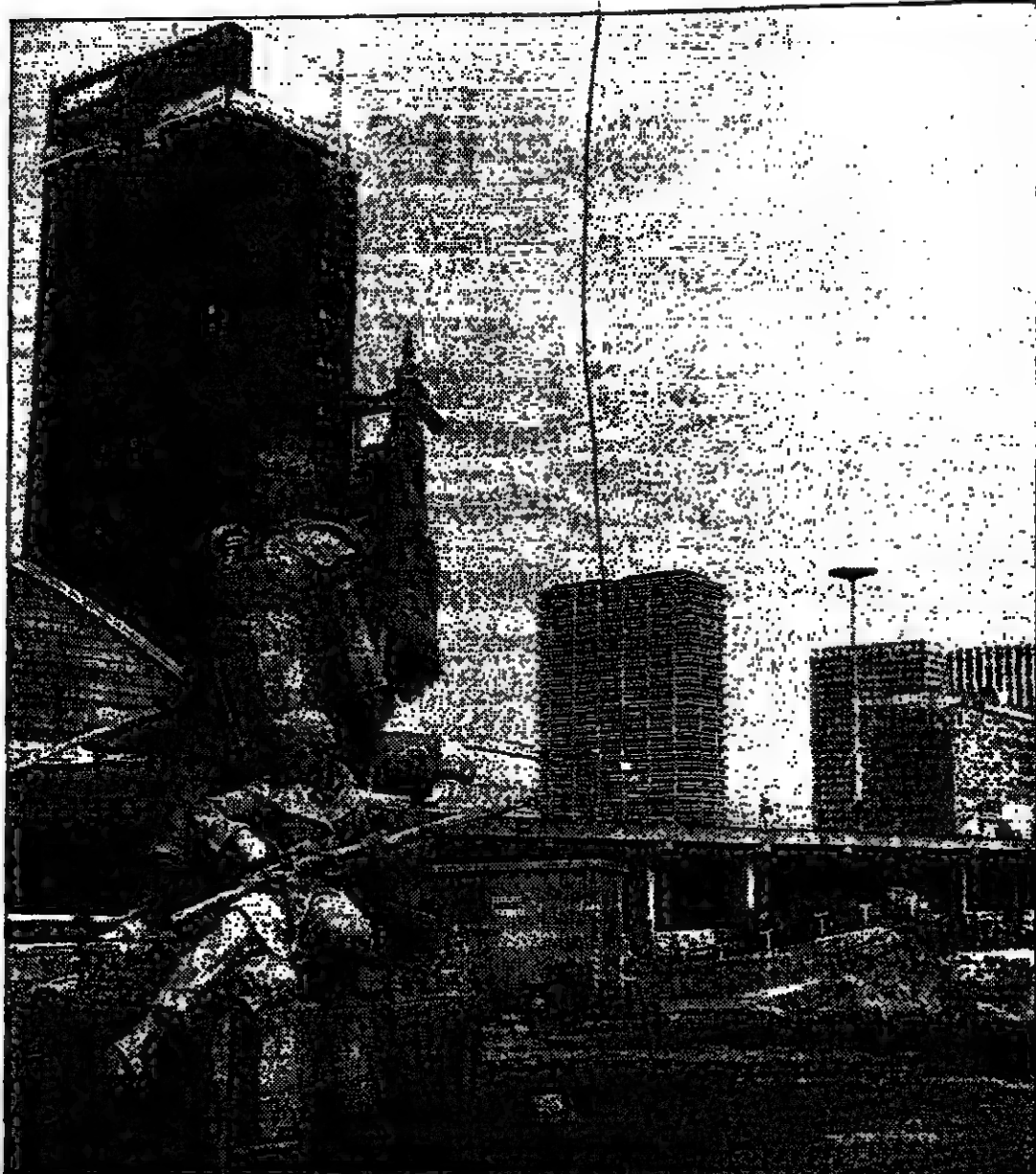
UNE RUE IMPÉRIALE

Pourtant, les architectes du premier Empire avaient envisagé une voie impériale qui eût mené en droite ligne vers la Bastille, puis vers la barrière du Trône, notre place de la Nation. « Je veux qu'elle ait cent pieds de large, exigeait Napoléon. Qu'elle soit plantée, qu'elle ait des galeries. La rue Impériale doit être la plus belle de l'univers. » Le coût de cette artère fut même chiffré : 10 millions, le prix de l'Arc de Triomphe. Il faudra attendre le règne de Napoléon-le-petit et le préfectorat du grand Haussmann pour que, non sans difficultés, la rue de Rivoli rejoigne, sans les nobles ordonnements de Fontaine et Percier, la tortueuse rue Saint-Antoine, que l'on renoua à redresser, avant de déboucher place de la Bastille. Un

carrefour toujours informe que l'on tente d'équilibrer en le menbrant d'éléphants ou de géants volants. Aujourd'hui d'un Opéra, qui ajoute encore à la confusion de ce lieu hautement symbolique pour le peuple de gauche, de juin 36 à mai 81.

Cet axe du pouvoir, réel ou rêvé, symbolise assez bien le compromis historique français. Car cette perspective est aussi un formidable vide. Les Tuileries, siège de l'exécutif - royal, républicain et impérial - n'existent plus. La destruction, à partir de 1885, des imposantes ruines du château est lourde de sens. La place Louis-XV, devenue celle de la Révolution, célèbre aujourd'hui une Concorde retrouvée. Au centre, un obélisque tout à fait consensuel parce que parfaitement neutre : il est totalement étranger à notre histoire. Les Champs-Élysées, depuis longtemps livrés aux délices de l'automobile et aux sorties en famille, n'ont jamais suscité de bâtiments dignes de leurs proportions. Et si le général de Gaulle descendit à pied toute l'avenue, un jour d'été, porté par une mer humaine qui déferlait jusqu'aux Tuileries, plus personne ne passe sous la porte triomphale de l'Étoile depuis un certain 14 juillet 1919. Les anciens combattants viennent seulement incliner leurs drapeaux devant la tombe du Soldat inconnu, et les présidents successifs, à tour de rôle, raniment la flamme. Le culte du souvenir gagne jusqu'au vieux palais du Louvre, maintenant que les plus zélés serviteurs de l'Etat quittent ses lambris. Sous les fenêtres de l'ancien bureau du ministre des finances s'élève une pyramide. Les pyramides, ne l'oublions pas, sont des monuments élevés à la mémoire. Et celle de Pet peut-être plus qu'une autre. La symbolique du pouvoir est fixée dans cette absence.

FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX.



Le groupe de bronze, symbole désuet de la Défense.

La Bastille et son éléphant

La Bastille est l'un des lieux les plus chargés d'histoire qui soient. L'un des plus symboliques. Et qu'un des souverains ou chefs d'Etat n'a pu ou su aménager convenablement. Voir lui donner un semblant d'organisation. Ce n'est pourtant pas les projets qui ont manqué. A la fin de la monarchie, on songe déjà à détruire la vieille forteresse. L'architecte Corbent dessina en 1784 une place ronde dédiée à Louis XVI. Après la destruction de la prison, les propositions fleurirent. Les colonnes trajanées et les obélisques se multiplièrent dans les cartons à dessins.

Pour la fête de la Régénération, le 10 août 1793, sur le terrain vague encore encombré de gravats, on édifie une fontaine dont la signification coule de source : « De ses fécondes mamelles, qu'elle pressera de ses mains, jaillira avec abondance l'eau pure et salutaire dont boiront tour à tour les quatre-vingt-six commissaires des départements. » La statue de plâtre dans le goût égyptien n'eut pas une très longue existence. L'architecte Lescière, trois ans plus tard, proposa le plan d'une nouvelle place, ronde elle aussi, et imagina le canal qui devait être creusé sous l'Empire. L'empereur retiendra sa forme et le principe de ses avenues rayonnantes. Mais ce lieu traditionnel d'acclamation des armées de retour de l'Est devait exciter la force : un éléphant de bronze fut donc conçu par Collier et Alavoine en 1808. En 1813, une maquette grandeur nature fut exécutée en plâtre. En 1828, puis en 1830, il est encore question de la couler dans le métal.

On finit par y renoncer. L'animal, relégué dans un coin de la place, agonisa longtemps. Mais passa à la postérité grâce à Victor Hugo, qui y joignit Gavroche, l'un de ses « Misérables » : « Il était là dans son coin, morne, malade, courbant, entouré d'une palissade pourrie, souillé à chaque instant par des cochers ivres ; des cravasses lui lésardaient le ventre, une larve lui sortait de la queue, les hautes herbes lui poussaient entre les jambes. [...] Il était immense, méprisé, repoussé et superbe, laid aux yeux du bourgeois, mélancolique aux yeux du peuple. Il avait quelque chose d'une ordure qu'on va balayer et quelque chose d'une majesté qu'on va décapiter. » La monarchie de Juillet fit cohabiter le pachyderme avec la colonne (due au même Alavoine et à Joseph-Louis Duc) élevée pour célébrer

le souvenir des Trois Glorieuses, jusqu'en 1847. A cette date, la maquette croulante fut jetée à la voirie, non sans qu'un flot de rats ne s'échappât de son ventre. Quinze ans après, Victor Hugo le regrettait encore : « Ce monument [...] a disparu pour laisser régner en paix l'espèce de poêle gigantesque, orné de son tuyau, qui a remplacé le sombre forteresse à neuf tours, à peu près comme la bourgeoisie remplace la féodalité. » Tuyau de poêle ou non, la colonne donna un centre à la place qui resta, néanmoins, bancal. Haussmann lui-même, le champion de la symétrie, fut impuissant à l'ordonner. La désordre semble installé pour de longues années puisque le nouvel Opéra accentua encore le déséquilibre de cet espace trop grand pour les médiocres constructions qui le bordent.

E. de R.

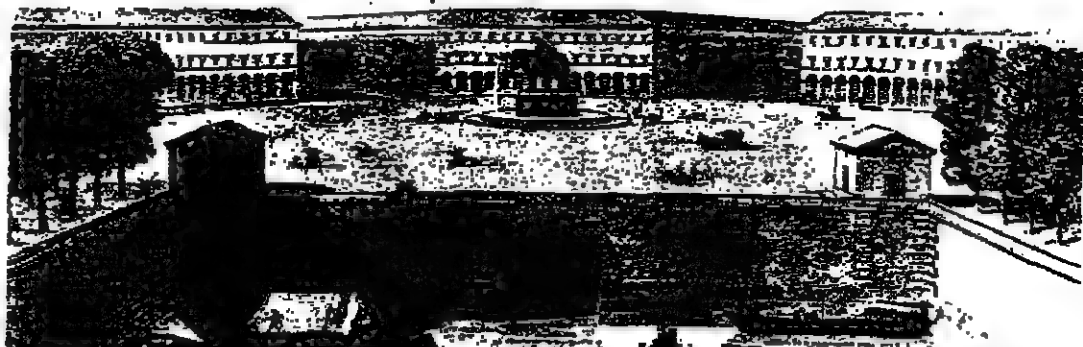
La rue de Rivoli (ci-dessous), tracée au cordeau à partir du Premier Empire, conduit non sans mal à la place de la Bastille, dont on peut voir (en bas à droite) une vue imaginaire. L'éléphant de bronze qui trône en son centre ne fut jamais relié qu'en plâtre. Il croula de 1832 à 1846. Incolore de Juillet (en haut à droite). A cette date, il fut sans ménagement jeté à la voirie.



RODOLPH VIOLEY



MURÉE DE LA VILLE DE PARIS



COLLECTION VIOLEY

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

L'ARCHE DE LA DÉFENSE EST ACHEVÉE

La tête et le nombril

Il a été longtemps question de fermer l'axe de la Défense par un bâtiment. Le cube parfait de Spreckelsen lui ouvre, au contraire, des horizons nouveaux.

DANS l'histoire de l'architecture, un nouveau concept vient de se préciser : le paradoxe de la Défense. Le paradoxe de la Défense tient en ceci : le projet le plus mal barré peut en définitive, dans certaines conditions atmosphériques, aboutir à une œuvre de génie. Autre formulation : l'impossible secrète évidence. Ou, en moins raccourci : le problème qu'on pensait insoluble et pour lequel on se résolvait à une solution de compromis peut devenir au contraire une réussite exemplaire si l'on fait disparaître les conditions mêmes de l'indécision, de la médiocrité. L'Arche élaborée par Otto von Spreckelsen en est la preuve. L'Opéra de la Bastille en est par antiphrase la confirmation : le projet le mieux lancé, le mieux étudié, celui qu'accompagnaient les fanfares et les chœurs, peut, à l'arrivée, se retrouver douloureusement essai.

« Un coup de dé jamais n'abolira jamais le hasard » : l'Arche de la Défense tout entière relève du mystère mallarméen. Elle-même n'est d'ailleurs pas une arche. Ce n'est pas un arc aux deux extrémités posées, aux pieds solidement enfoncés dans le sol. C'est en effet, par sa construction même, un cube évidé, un dé gigantesque lancé par un démiurge distrait aux portes de Paris et qui s'est retrouvé comme ça, par hasard, légèrement de travers sur un axe mythique. A l'instar de Spreckelsen, Danos inconnu de la scène internationale, qui s'est lui-même retrouvé en tête du concours de la Défense.

En 1918, l'inquiétude restait encore localisée à la porte Maillot. En 1926, un concours lancé par l'entrepreneur Léon Rosenthal et auquel participèrent des personnalités comme Perret et Le Corbusier révélait déjà le souci qu'avaient les églises de la cohésion de l'axe Etoile-Défense : le projet fut vite abandonné. En 1931, la « Voie triomphale » qui devait emmener les Champs-Élysées jusqu'à Saint-Germain pour commémorer la victoire donna lieu à un nouveau concours ; il était alors bien précisé qu'aucune construction d'une hauteur supérieure à l'Arc de triomphe ne serait tolérée. Dans les années 50 et après la création de l'Établissement public pour l'aménagement de la Défense (EPAD), en 1958, l'idée d'un axe bouché ou susceptible d'être bouché qui ce soit qui soit visible de Paris parait ne pas même pouvoir germer. Et puis, vint Pompidou.

LA NAISSANCE D'UN AXE MYTHIQUE

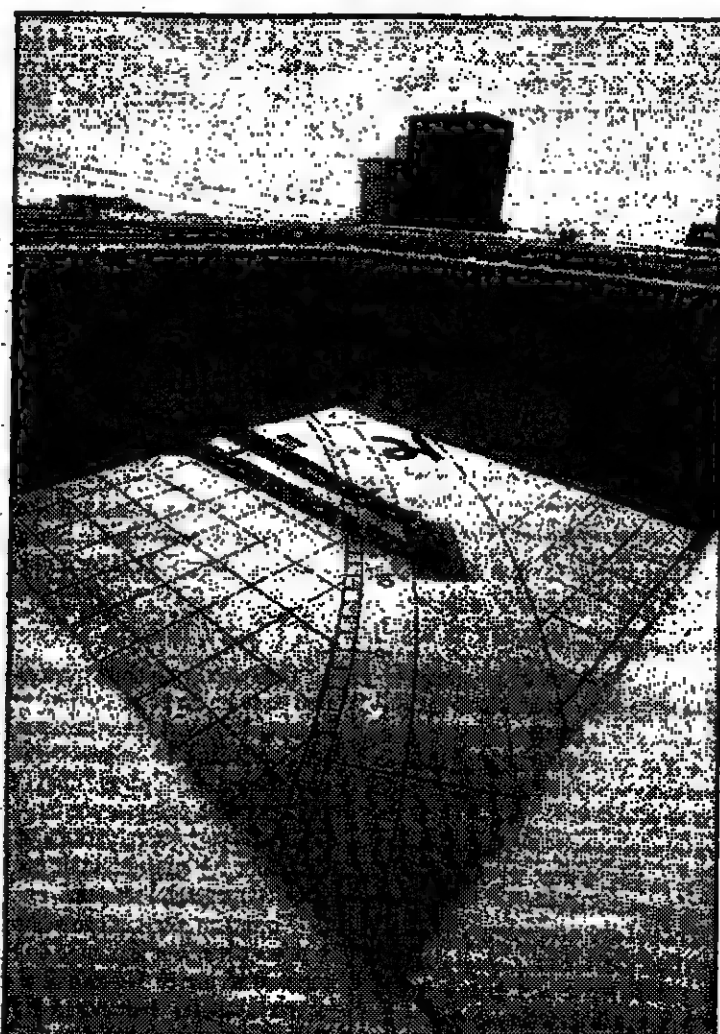
1972 : la tour GAN (178 mètres) surgit sur le côté de l'Arc de triomphe, la première à montrer ainsi le bout de son nez. Le scandale est immense. Cela ne fait pas l'affaire de Pei Ioh Ming, qu'à la même époque un promoteur privé est allé chercher à New-York pour imaginer un gratte-ciel bûche en plein sur l'axe, à l'emplacement précis de l'Arche actuelle. Les vicissitudes de la construction et les fluctuations de l'attitude politique pour l'architecture vont alors amener Pei à refuser toute idée de concours sur le sol français, condition d'honorabilité qui dix ans plus tard le conduira à l'autre bout de la perspective, pour y entermer sous sa fameuse pyramide, le souvenir de sa tour évanouie.

Aillaud et Willervall profiteront alternativement ou ensemble des mêmes fluctuations, fermant, ouvrant, élargissant, repoussant cette porte dont le projet (on avait d'abord envisagé de la tapisser de miroirs réfléchissants), devient, sous l'effet du narcissisme parisien, une étrange célébration de l'armoire à glace. Bien d'autres personnalités participèrent à cette saga tout au long de la décennie 70.

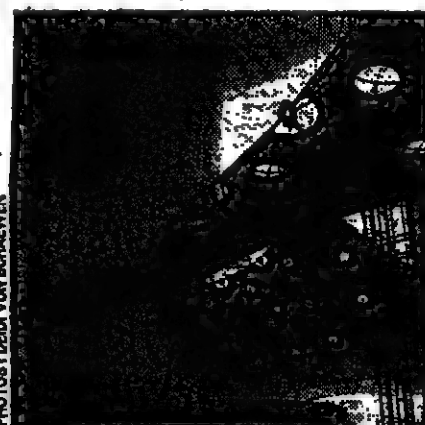
Premier élément : la naissance d'un axe mythique, naissance due pour une partie à la manie des militaires de « remonter » les Champs-Élysées, pour une autre au traumatisme de 1972, quand les Parisiens, majoritairement incapables de s'émouvoir sur les vrais grands massacres (le XIII^e, Belleville, le XV^e, les Halles), découvrent, grâce à une tour, que leur ville a un horizon. Un psychanalyste y verra la résurgence des barrières qui valurent à Lavoisier d'être décapité.

Second élément : le narcissisme parisien, si justement, et inconsciemment, relevé par les immeubles-miroirs d'Aillaud. Jusqu'à la construction de l'Arche au moins, et sans doute jusqu'aux débats récents qu'elle a contribué à susciter sur le développement de la capitale, Paris est resté replié sur lui-même, s'inventant une double frontière (matérielle) le périphérique et spirituelle (le mépris). Paris a balisé son territoire de façon à ce que tout revienne vers son unique centre : les Halles, geyser triomphal, résurgence de la

Ci-contre, un des pignons situés au sommet de l'Arche, aménagés par Jean-Pierre Reynaud.



Ci-dessous, les « nœuds » de toile, sous l'Arche, armés par un réseau complexe de câbles.



PHOTOS : DEEN VON SCHAEVEN

banlieue et des villes nouvelles, purifiées par le RER. Dans un tel contexte, le Carrefour de la communication, qui allait être le prétexte principal du concours Tête Défense en 1982, apparaît comme le travestissement héroïque d'une difficulté d'être, chronique et mesquine. Rien d'étonnant, non plus, que le programme puisse librement évoluer par la suite, des joies socialo-universalistes de la communication à un concept commercialo-techniciste. « De fil en aiguille, note François Chaslin en 1985 (1), on est ainsi parvenu à une réinvention de ce Grand Projet dans le circuit ordinaire de la vie économique. » Evoluer pour disparaître tout bonnement durant l'intervalle du gouvernement Chirac, et cela sans que le bâtiment perde sa signification.

Le coup de génie de Spreckelsen (et du jury qui l'a choisi) aura été de concilier les aspirations et les réticences secrètes de la capitale, de respecter la perspective et de donner un nouveau repère pour l'au-delà de la ville. Donner l'image d'une limite et suggérer la continuité. Fermer Paris et l'ouvrir. Le principe même de l'Arche porte à la perfection le principe du nombril, et dont s'inspirent déjà, verticalement, les Halles et leur défilé « trou », et, horizontalement, l'Arc de triomphe. L'Arche fermée et non plantée, parfaitement ronde sous ses allures de cube, est certainement l'objet symbolique qui manquait au petit Paris pour se détacher de son sol nourricier et devenir le Grand Paris. Exit la psychanalyse. Retour de l'architecture. Retour difficile, car l'architecture de l'Arche est difficile à saisir, prise entre sa symbolique et ses réalités techniques, sans qu'il soit possible de toujours faire la part de ce qui relève de la première, de ce qu'on peut les secondes. Ainsi, plutôt qu'un volume solide posé sur douze piliers, par l'intermédiaire de cousins en néoprène, il aurait été incontestablement plus simple de concevoir un bâtiment classique dont les deux pieds, solidement plantés dans le sol, auraient été réunis par un socle mimant la symétrie du toit. Ici la volonté symbolique l'a emporté sur la rationalité, mais pour exalter en fin de compte la promesse technique des ingénieurs et constructeurs.

De même, on sait bien aujourd'hui que le léger pivotement de l'Arche par rapport à la fameuse perspective (6°30') n'était pas un choix purement symbolique, mais la solution technique qui a permis de trouver les supports du bâtiment dans le réseau d'infrastructures de la Défense (autoroute, RER, etc.). Ici, la solution technique a donné à l'édifice non seulement l'occasion de redéfinir la symbolique de l'axe, mais une profondeur, un relief et finalement une dimension qu'il n'aurait pas eu s'il avait été placé droit dans l'axe.

Spreckelsen rêvait d'un objet parfait, si dégagé des contingences matérielles qu'il aurait souhaité voir

édifier son cube comme une structure vide dans laquelle on aurait ensuite coulé les étages. Pratique pour un entrepreneur. D'un objet si blanc, si lisse, que les regards glissent sur lui et ne puissent se poser qu'à la rupture nette des arêtes, là où le monument dialogue avec le ciel. Au titre de l'humanisme, il avait quand même songé à quelques images planant sous l'Arche pour préserver le promeneur : « Et là, parmi les vrais plantes et de petites fontaines, on aura la possibilité de se reposer, boire une tasse de café, converser, jouer, se promener, jeter un regard sur toutes sortes de choses », écrivait-il dans un descriptif onirico-poétique du bâtiment. Comme le ciel est à tout le monde, une batterie d'ascenseurs monterait en direct du socle au toit de l'Arche, ce qui est une manière de s'élever l'âme beaucoup plus rapide qu'à l'église. Et Dieu sait pourtant si Spreckelsen était familier des églises, puisque c'était sa spécialité au Danemark. A Paris, plus gourmand, son monument serait capable de contenir tout Notre-Dame, y compris la flèche de Viollet-le-Duc. C'est assez dire l'inspiration gothique de l'Arche.

Reste que cette Arche n'est pas pur esprit, serait-ce l'esprit de la technique. Il a fallu faire intervenir la matière, et aussi les coûts, puisque cette bricole de 300 000 tonnes (trois fois la tour Eiffel vous diront bientôt les guides avec fierté), de 106 mètres sur 110 mètres (nul n'est parfait) aura coûté la bagatelle de 2,6 milliards de francs.

Pour mener l'entreprise à bien, Spreckelsen avait d'abord embarqué avec lui l'ingénieur Erik Reitzel. Bientôt, on lui trouva le maître d'œuvre français qui serait capable de passer des croquis sophistiqués du professeur d'architecture à la réalité terrienne d'un édifice qui se promettait un nombre considérable de bureaux. Paul Andreu, architecte des aéroports de Paris, est ainsi devenu dès 1984 le deuxième homme de Tête-Défense. C'est lui qui, en 1986, après le départ de Spreckelsen, lassé de voir son rêve soumis aux contingences matérielles et aux aléas politiques, et surtout après sa mort, en mars 1987, conduira le chantier à son terme.

UNE PENSÉE ACROBATIQUE

Et c'est donc à lui, inévitablement, que l'on fera porter le chapeau de ce qui semble être l'erreur majeure de l'Arche. Pas gravissime, sans doute, mais sensible, pesante, comme les 300 000 tonnes du bâtiment. Le caractère gratuit de l'Arche, la pensée acrobatique de Spreckelsen impliquaient un édifice tout en finesse, en légèreté, en artifice aussi, car nul ne s'attendait, bien sûr, à ce que cette grâce souhaitable soit l'expression réelle des structures. Mais loin de tout cela, l'Arche a une terrible solidité, une formidable opacité. Elle a, c'était inévitable, le caractère efficace et rassurant d'un aéroport mais aussi la morgue d'un palais de justice. Les caissons des fenêtres sur les parois intérieures devaient évoquer le panthéon romain : ils sentent surtout la préfabrication lourde. On rêvait, à l'intérieur, de couloirs piranésiens : on trouve des bureaux standards, que seuls pourront sauver la personnalité des architectes d'intérieur. Ainsi, pour les bureaux de la SEM Tête Défense, l'implacable aridité d'Andrée Putman. On craignait enfin les mages : on avait incontestablement raison. D'éléments légers et protecteurs, ils sont devenus une sorte de nuage auquel toute l'Arche serait arrimée par un lourd acastillage. Ils ont toutefois une plaisante allure de tente bédouine, qui reposera du désert de la dalle les visiteurs de la Défense.

A contrario, les quatre ascenseurs directs ont la légèreté arachnéenne qu'on attendait d'eux et qu'on attendait de chaque détail de l'Arche. Ils indiquent clairement ce qu'aurait pu réaliser une équipe étendue à quelques personnalités douées du sens des matériaux, de leur texture, de leur fluidité, de leur transparence, (et pas seulement de leurs qualités techniques ou de leur couleur), douées de cet instinct caractéristique des nouvelles générations d'architectes. L'objet parfait de Spreckelsen aurait pu être sublime. Il n'en reste pas moins parfait.

F. E.

(1) François Chaslin, et Virginie Picon-Lefebvre, La grande Arche de la Défense, Editions du Moniteur, 395 F.

Les acteurs de l'arche

La réussite de l'opération « Tête-Défense » tient d'abord dans la rencontre de quelques personnalités. La volonté du président de la République d'en finir avec cette histoire interminable d'axe inachevé a donné sa condition d'existence politique au projet. Le volontarisme de Robert Lion allait lui donner sa dimension et sa réalité, avec le concours décisif, de Jean-Louis Subléau, directeur général de la Société d'économie mixte Tête-Défense.

En février 1981, Robert Lion avait publié dans une colonne un paraphe en titre éloquent : « Sans Sifflet à la Défense ». En mai 1982, il est nommé président de la Caisse des dépôts. En 1983, il préside le jury international chargé d'examiner les quatre cent vingt-quatre projets de concours d'architecture lancés pour la Tête-Défense.

Le jury de ce concours sera l'élément déterminant de la réussite. On y trouve quatre étrangers : Richard Rogers, l'un des deux auteurs du Centre Pompidou, la Japonaise Kurokawa, l'Américain Richard Meier, futur lauréat du concours du Getty Trust à Los Angeles, le Catalain Oriol Bohigas, qui passe pour l'intelligence urbaine de Barcelone. Ainsi que trois architectes français : Antoine Grumbach, Gérard Thureau et Bernard Zolotarev, l'un des auteurs du CNIT.

François Chaslin rapporte la satisfaction des membres du jury devant les conditions du concours, ses mécanismes, les méthodes de travail employées. Mais il souligne aussi que les jurés étrangers « menèrent la vie dure à leurs partenaires français. Ils craignaient quelques « impoibles » nationaux et voulaient qu'un des leurs préside les travaux (...). Ils

tentèrent de limiter au maximum la liberté de choix du chef de l'Etat, et d'exercer pleinement leurs responsabilités (...). Ils exigèrent de choisir les quatre lauréats qu'on leur imposait [de choisir le lieu d'un seul comme ils l'auraient souhaité], et que soit clairement placé en tête celui qu'unanimité ils souhaitaient retenir ».

Leur lauréat devait heureusement être celui du président. C'était un Danois, Otto von Spreckelsen, inconnu du bataillon des jurés mais non de son pays puisqu'il y était directeur du département d'architecture de l'Académie royale des beaux-arts. Professeur, il enseignait plus qu'il ne construisait : sa propre maison et quatre églises formaient toute son expérience pratique, ce qui l'avait d'ailleurs empêché de terminer brillamment des concours comme celui pour le parc de La Villette.

Otto von Spreckelsen n'aura pas vu l'achèvement du chantier. Il est mort en mars 1987. De toute façon, il s'était déjà fiché avec une équipe qui eût pu ne pas pouvoir ou ne pouvait tout simplement pas accepter toutes les demandes et propositions de l'architecte. Les « collines », les deux côtés nord et sud de l'Arche, qu'il fallut démolir et qui furent finalement confiées à l'architecte Jean-Pierre Buffi, furent sans doute le dernier sujet de discorde avant sa démission, en juillet 1986. Ce sera Paul Andreu, l'architecte français qu'il s'était associé en janvier 1984, qui achèvera les travaux, en respectant aussi scrupuleusement que les exigences de la technique le projet de l'Arche d'Otto von Spreckelsen.

F. E.

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

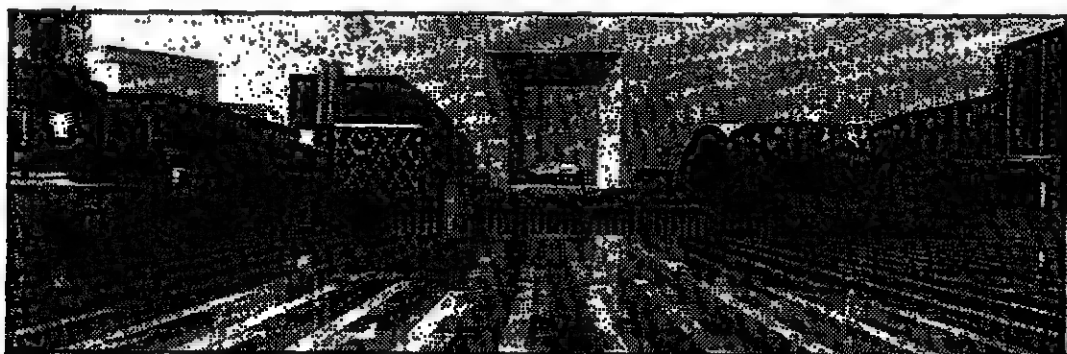
Genèse
d'une exposition

« La Traversée de Paris » est l'enfant de « Cité-Cinéma », cette exposition montée en décembre 1987 dans la Grande Halle de La Villette par François Barré et son équipe. Un homme au cinéma et à ses mythes dont près de 500 000 visiteurs explorèrent en quatre mois le labyrinthe et les somptueux décors. Son succès est durable : c'est maintenant un label déposé, vendu à des villes comme Gand et Montréal. L'ingéniosité de « Cité-Cinéma » n'échappa ni à Robert Maxwell, le président du célèbre groupe de communication, ni à Robert Lion, le directeur de la Caisse des dépôts. Les deux hommes d'affaires s'en souvinrent quand la Société anonyme de la Grande Arche de la Défense (SAGA), leur filiale commune, se porta acquéreur des 31 000 mètres carrés du socle de la Grande Arche imaginée par Otto von Spreckelsen, et des volumes commerciaux situés de part et d'autre de celle-ci. Cet espace ne pouvait rester vide au plus fort des fêtes du Bicentenaire, alors que le sommet des chefs d'Etat des pays les plus industrialisés se tenait sur son toit, cent mètres plus haut. C'est alors que l'on consulta François Barré.

Que pouvait-on imaginer dans cet espace de plus de 7 000 mètres carrés, totalement aveugle, et dont l'aménagement, à quatre mois de l'échéance, était loin d'être achevé ? Refaire « Cité-Cinéma », mais sur un thème beaucoup plus ambitieux, proposer l'homme de la Grande Halle de La Villette. Il ne s'agit plus ici d'immerger le public dans un mythe spectaculaire, celui du cinéma, mais de lui faire humer l'odeur de l'histoire. Le constat de François Barré est simple : « On a longtemps proclamé, avec Michel Leiris, que le musée,

Défense, toute l'histoire de Paris et du pouvoir politique français est ramassée : les grandes dates de notre pays comme les instants de la vie quotidienne. Nous avons donc choisi douze lieux qui ont des rapports étroits avec une cité bien identifiée : la nôtre. Mais ce Paris que l'on va visiter, c'est aussi la métaphore d'une ville. Les décors que l'on arpente ne doivent pas être de simples maquettes mais un simulacre dans lequel on peut s'arrêter et même s'attabler. Aussi avons-nous privilégié les sensations, le vécu. Les visiteurs marchent sur des sols de terre ou de pavé, sont apostrophés par des personnages, rentrent dans des univers chaque fois différents, avec le sentiment, certes un peu illusoire, de diriger leurs pas où ils veulent. Enfin, le sujet de l'exposition, c'est aussi l'évocation d'une mémoire collective avec tout ce que cela comporte de légendes. C'est cette mémoire que nous cristallisons à travers l'évocation d'un espace urbain. »

Le visiteur va donc pouvoir aller de la Seine au jardin des Tuileries, reflet du pouvoir absolu mais aussi de la raison triomphante — c'est Descartes qui sert de guide — avant de pénétrer dans l'enceinte du Palais-Royal, carrefour urbain par excellence, lieu de plaisir et de communication. Il s'aventurera dans une rue du faubourg Saint-Antoine où vaquent les acteurs de la prise de la Bastille. Les organisateurs de « La Traversée de Paris » récusent les célébrations-reconstitutions attendues. L'exposition n'est pas une commande du Bicentenaire, même si la place tenue par la Révolution y est particulièrement importante. L'Assemblée nationale, qui siège dans un ancien manège puis au château des



La grande Arche : « La Traversée de Paris » est logée dans son socle.

c'est la culture de la poussière. Le succès d'Orsay, du nouveau Louvre et de quantité d'autres établissements de ce type a infirmé ce jugement. Quant aux expositions, leur succès grandissant est analysé comme un phénomène sociologique. Elles font partie, aujourd'hui, de la panoplie des médias modernes. Mais entre les manifestations traditionnelles, type Beaubourg, qui nécessitent 2 000 mètres carrés, et les parcs à thèmes étendus sur des hectares, on peut inventer un nouveau type d'exposition, au croisement de la muséologie et du spectacle vivant. Celle-ci demande des surfaces intermédiaires, de 6 000 mètres carrés à 10 000 mètres carrés et un aménagement spécifique. Il faut en effet associer plusieurs techniques : le décor, l'image et le son, par exemple, dans le cas de « Cité-Cinéma ». Elle suppose, également, une démarche différente de la part du public. Celui-ci n'est plus cloué dans un fauteuil face à un écran ou une scène. Il est libre de se déplacer à son gré, à son rythme. Le visiteur peut communiquer avec ses voisins, s'il le désire. Mais grâce à son casque à infrarouge, il est seul à capter les sons qu'il reçoit en fonction de l'espace où il est. On retrouve dans « La Traversée de Paris » le décor couplé à l'image et au son, comme dans « Cité-Cinéma », mais associé ici à une dimension beaucoup plus palpable : l'histoire. »

Patrice Noviant, qui enseigne l'architecture à l'université de Nanterre, a constaté, après bien d'autres, que le développement de Paris s'est toujours fait vers l'ouest, le long d'un axe rectiligne qui part des jardins des Tuileries et recule sans cesse ses limites au fil des siècles. Cette observation fort banale lui a permis de proposer à ses étudiants l'étude de cette voie comme sorte de coupe géologique dans l'épaisseur historique de la ville. Traverser les siècles et la ville avec les moyens techniques de « Cité-Cinéma », c'est le pari qu'il propose à François Barré à la recherche d'une idée : « J'ai fouillé la mémoire de cet axe, né à quelques pas de la Seine, la véritable artère commerciale de la capitale. C'est là que doit commencer le voyage initiatique, explique Patrice Noviant. Sur ces quelques kilomètres, entre la Bastille et la

Tuileries, est en partie reconstruite, mais le passage de l'Égalité, dédié aux individus qui ont traversé cette époque mouvementée, est purement imaginaire. Des hommes aussi différents que Saint-Just et Louis XVI, guettés par un destin banal ou tragique, dialoguent sans communiquer vraiment. La place de la Concorde, à demi noyée, doit évoquer les guerres de la Révolution et de l'Empire. La vie quotidienne dans le Paris du siècle dernier tourne facilement au cauchemar : barricades de 1848 ou de la Commune. En abordant le vingtième siècle, le visiteur confrontera sa mémoire à celle des images qui défilent devant lui, puis quittera l'exposition en traversant un gigantesque billard électrique dont les bornes sont des monuments, certains muets, comme oubliés, d'autres, en revanche, terriblement bavards. « J'aimerais qu'en sortant le public ait senti le poids et l'odeur des siècles, explique Patrice Noviant. Que chaque spectateur ait vécu ce trajet en acteur vivant de la ville. »

Cette exposition qui doit quand même pas mal à la Révolution a reçu de la Mission du Bicentenaire une enveloppe de 3,5 millions de francs. L'EPAD, l'établissement public chargé d'aménager la Défense, s'est montré plus généreux (6 millions de francs). La SAGA est, bien sûr, le plus gros bailleur de fonds (9 millions de francs). Deux autres investisseurs — Héron International et la Générale Continental Investissements — ont versé 1 million de francs. Le budget total doit se monter, en neuf mois d'exploitation, à plus de 50 millions de francs. Pour rentabiliser l'entreprise, 500 000 visiteurs sont attendus. Le tour de force final tient à la coordination du chantier du bâtiment avec celui de l'exposition et la coïncidence de ce calendrier très compliqué avec la préparation du sommet des chefs d'Etat qui implique des conditions de sécurité draconiennes. Mais les délégations étrangères auront la primeur de « La Traversée de Paris » qu'elles visiteront dès le 15 juillet, suivies par quelque 4 000 journalistes. La couverture médiatique de l'exposition ne devrait pas, ainsi, poser de gros problèmes.

E. de R.

UN PARTI-PRIS

Mémoire des

Un concentré de plusieurs siècles d'histoire est ramassé le long de l'axe majeur Bastille-la Défense. Madeleine Rebérioux a été le conseiller scientifique de l'exposition. Pour nous en faire sentir l'épaisseur.

« La Traversée de Paris » : cette appellation fut longue à jaillir de cervelles pourtant fécondes. D'autres la précédèrent. Moins bonnes incontestablement. Le mérite de celle-ci éclate en effet de toutes parts. Elle dit le lieu d'abord : ce grand axe est-ouest au long duquel Paris a poussé, du faubourg Saint-Antoine à la Grande Arche, on le parcourt autant que faire se peut. Elle dit le temps aussi : ces deux siècles où l'histoire nationale épouse la Révolution française et, en même temps, la débordent sans que jamais s'effritent définitivement la marque de 89, celle de 93. Elle dit enfin la mémoire, cette manière qu'ont le temps et l'espace de vivre en nous et de se transformer, de disparaître, croit-on, ou plutôt de se dissoudre, puis, Dieu sait comme, de nous coïncider à nouveau.

Dans une exposition cependant, le souci de l'historien ne se limite pas à son propre discours. A chaque instant, il se heurte aux prestiges, et aux pièges, de la mise en scène : contraintes du spectacle, contraintes financières... Bref, jusque dans l'échange le plus amical, ses partis pris peuvent être mis à rude épreuve. D'accords parfaits en parfaits désaccords, il est long le chemin... A lui pourtant de nommer ses petits et de viser à faire surgir l'essentiel.

Voyons un peu. Les choix historiques de « La Traversée » tirent leur légitimité du lieu même dont l'histoire est ici narrée. Il ne s'agit ni de la France entière où, on le sait, les résistances à la Révolution accompagnèrent en maintes régions, de fort bonne heure, le mouvement révolutionnaire, ni de la Vendée et de ses tragédies, mais de Paris, la capitale, de Paris, la Ville par excellence. C'est là que dès avant 89 les tensions sont portées au plus haut. Dans la rue, la violence règne de longue date : maris et femmes y portent en public leurs querelles privées qui échappent aux logements minuscules : et c'est Jaurès qui, évoquant les pendaisons liées, fin avril, à l'affaire Réveillon, a parlé de « ces potences plantées sur les confins immédiats de la Révolution » et restées cependant comme « en dehors du champ de l'histoire ». C'est là aussi que se déploient les divers types de pouvoirs mis au jour par la Révolution : celui de la presse foisonnante qui explose pendant l'été 89 ; celui du petit peuple des faubourgs, hommes et femmes mêlés et, après octobre, celui de l'Assemblée élue, image de la Nation qui apprend à réguler son autorité. Bientôt le sans-culottisme s'affichera ici au plus vif, plus véhément qu'ailleurs sans doute, même si l'on porte aussi la pique dans les bourgeois de la France profonde. On ne s'élèvera pas dès lors si la mémoire et l'histoire du Paris révolutionnaire ne tournent pas ici autour de la guillotine, instrument d'une violence somme toute coutumière, mais s'articulent sur le faubourg, le Palais-Royal et les Tuileries.

La guerre civile dans Paris, ce n'est pas la Révolution qui lui ouvre le chemin, mais bien le dix-neuvième siècle. Voici venu le temps des barricades, toujours détruites, renaissances toujours. Classes laborieuses, classes désespérées, classes dangereuses. La Révolution peut bien être empiercée sous l'Empire ou la Restauration, la barricade jaillit de ces pierres et, c'est par elle, largement — dangereusement — que se

maintient le souvenir de la République, de l'an I. Faut-il opposer pourtant, terme à terme, fût-ce aux heures les plus chaudes du siècle, le pavé et le bulletin de vote, l'urne et le fusil, la Marianne combattante au semidénudé et celle qui, couronnée d'épis, prépare les récoltes du régime représentatif ? Rien n'est moins sûr. L'horizon politique de Paris reste l'Hôtel de Ville, ce haut lieu hors duquel nulle République ne peut être proclamée, cette République qui garantira à chaque citoyen ses droits et même, à terme, à chaque



Le capitaine Dreyfus condamné.

citoyen, deux mois après la descente des Champs-Élysées par le général de Gaulle et son arrivée sur la célèbre place le 26 août 1944.

De la mairie de Paris, l'intérêt s'était déplacé, dès la stabilisation de la Troisième République, vers l'hôtel des députés de la France, cette scène sacrée qu'en février 1934 des fascistes, venus pour une part de l'Hôtel de Ville, voulaient investir. Après le pavé, à côté du bulletin de vote, Paris et sa banlieue font alors un usage massif et difficile de la manifestation. Il est diverses manières de se faire entendre sans se battre : cela s'appelle la démocratie.

Tous peuvent-ils en user ? Depuis quand ? Dans quelles limites ? Avec quelle efficacité ? Cette problématique inquiète et guidée nos pas à partir des lendemains de la Commune et du triomphe des républicains. La voie des attentats terroristes marqués par des anarchistes en 1892-1894 se reforme vite. Celle du mouvement ouvrier multiforme s'ouvre alors. Le social ne peut plus désormais être chassé du politique : cette exposition tente de le dire. Mais elle entend aussi rappeler que la génération de l'école et l'instauration des libertés n'empêchent nullement l'ombre tarandante du racisme de s'étendre sur notre siècle au cœur même de la République : de l'antisémitisme d'alors à l'antimagnétisme, l'affaire Dreyfus nous alerte. Une poignée d'intellectuels, Zola en tête, une poignée de républicains — voyez Clemenceau — et de socialistes — à Jaurès ! — surent faire face en décodant les diverses figures de la bête. Les majorités suivirent. Mais les autres ?

Dès lors le parti pris de mémoire qui traverse « La Traversée » peut se déployer. Mémoire des lieux tout d'abord auxquels l'exposition est dédiée. Ceux essentiellement où se sont affirmées les pratiques, la volonté de citoyenneté : ce sera donc, par exemple, le Palais-Royal de la Révolution, son imprimerie et ses boutiques à livres, puis, à l'autre extrémité, cette carte d'un Paris parcouru par le métro mais vierge encore du RER, voici un quart de siècle. Mémoire des événements aussi, même si nous avons refusé, sauf exception, le récit événementiel, préférant à l'histoire des journées révolutionnaires le bruit confus des préparatifs — le 13 juillet plutôt que le 14 — et au récit

La Bastille, haut lieu du peuple de gauche, ici le 14 juillet 1793.



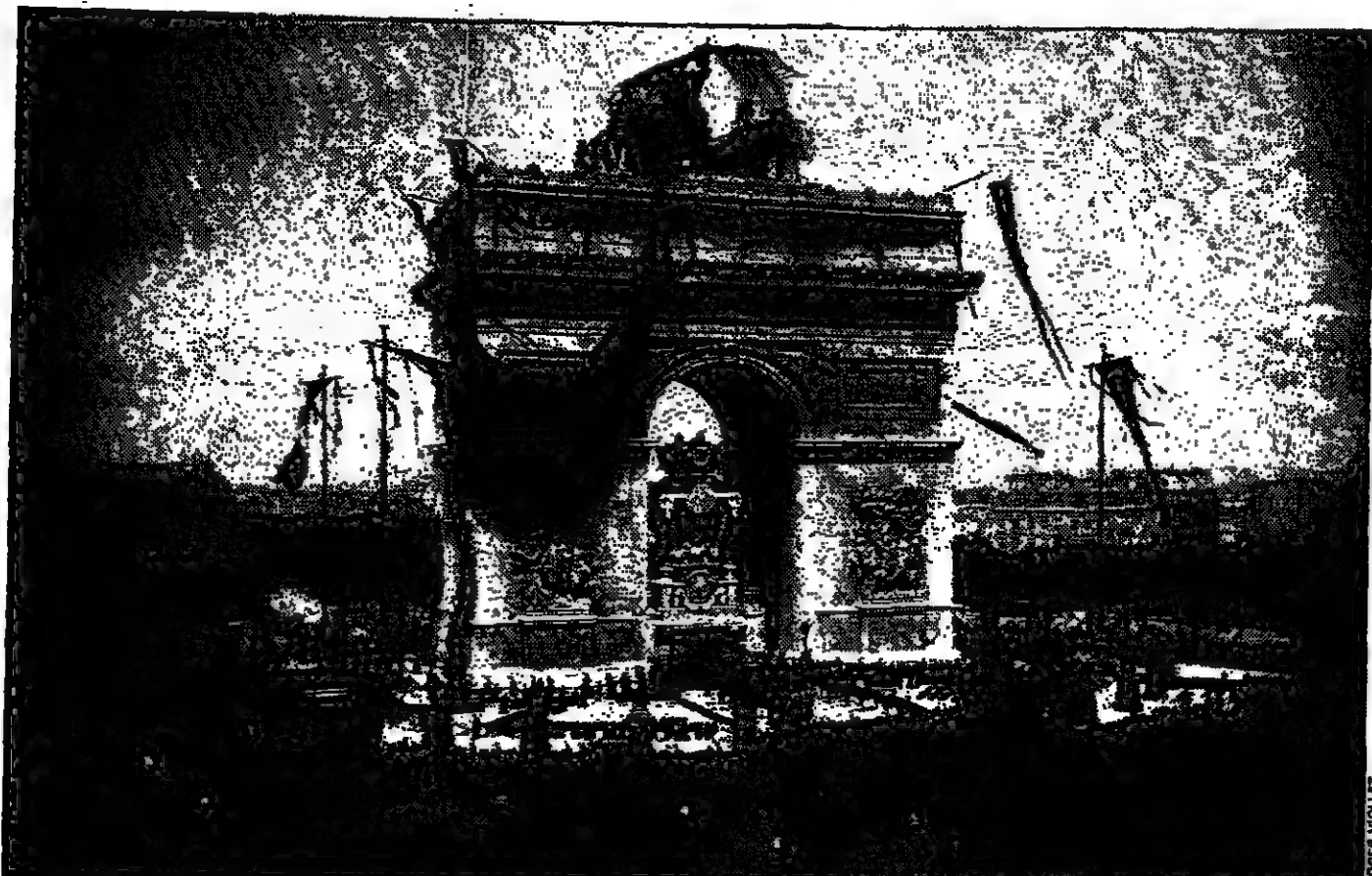
ROBERT VIOUET

مكتبة الامم المتحدة

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

HISTORIQUE

lieux, lieux de mémoire



L'Arc de Triomphe, le 31 mai 1885, surmonté du quadriga de Falguière et drapé de noir pour les obsèques de Victor Hugo.

de juin 1848 la répétitivité emblématique de la barricade. Alors qu'en revanche le cinéma nous a permis de restituer cet événement pur, chassé de la mémoire parisienne, *Octobre à Paris*, le 17 octobre 1961 : plus jamais ça.

Les mots aussi peuvent tuer. Accompagner la mort en tout cas. Fin de la Révolution : la parole est à Chateaubriand. Deuil des espérances de 1848 : on

entend Flaubert. Ils peuvent décrire aussi : c'est Hugo qui, en la racontant, fait de la barricade des *Misérables* cette chose à la fois énorme et humaine. Et d'autres mots peuvent annoncer l'avenir : la nuit que révélaient les professions de foi antisémites de ce qu'on a appelé, pendant l'affaire Dreyfus, le « monument Henry », s'étend jusqu'aux camps de concentration, même si nul, sans doute, parmi leurs auteurs, n'aurait

der : nos colonnes le donnent à entendre. Puis la rhétorique du souvenir s'accommode en France du silence aussi bien que de la vivacité de la parole : la représentation du Mur des fédérés devant lequel le peuple de Paris se recueille tous les ans au beau soleil de mai tâche d'y parvenir. De même qu'en faisant entendre Malraux pour cette cérémonie tragique, au sens antique du terme, que fut l'entrée au Panthéon de Jean

pu imaginer les chambres à gaz. C'est bien pourquoi il faut alors donner à entendre Zola qui s'adresse aux étudiants et Jaurès qui parle pour la République et pour le socialisme.

Mémoire des lieux. Lieux de mémoire : nous avons fait nôtre cette expression heureuse. Ce peuvent être des lieux de parole. Dans les assemblées révolutionnaires les mots de chacun s'enchaînent à ceux de l'autre. Mais parfois aussi se forment des couples étranges où chacun parle pour soi. Quand Saint-Just demande la mort du roi, ce n'est pas à Louis XVI qu'il pense, pas même à ses crimes, mais à la République qu'il faut fonder : nos colonnes le donnent à entendre. Puis la rhétorique du souvenir s'accommode en France du silence aussi bien que de la vivacité de la parole : la représentation du Mur des fédérés devant lequel le peuple de Paris se recueille tous les ans au beau soleil de mai tâche d'y parvenir. De même qu'en faisant entendre Malraux pour cette cérémonie tragique, au sens antique du terme, que fut l'entrée au Panthéon de Jean

Moulin, nous n'avons brisé qu'un instant le silence du temple des grands hommes.

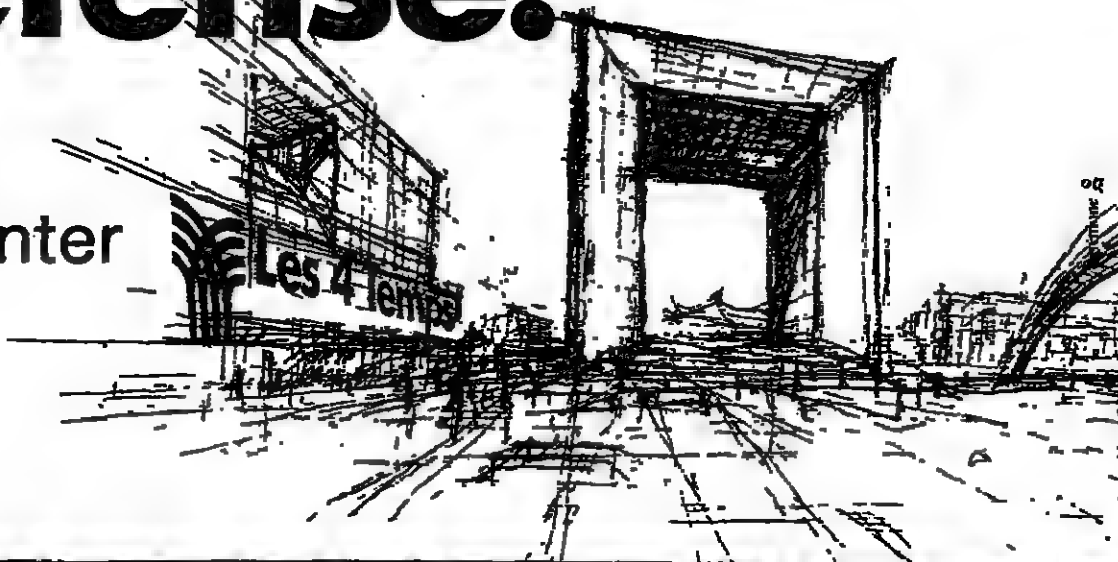
Souvenons-nous... Cette démarche qui tente de donner à voir et à entendre en soulevant la poussière, c'est peut-être enfin le cinéma de création – non pas l'information filmée – qui en assume la fonction de la façon à la fois la plus simple et la plus magique. « Souviens-toi, Bonaparte... » : c'est ainsi qu'Abel Gance convoque les événements à travers lesquels l'histoire de son héros s'est mêlée à celle de la France. Et c'est par un procédé semblable – « Je me souviens... » – plus intime bien sûr, et moins épique, que Romain Goupil entreprend de restituer le légendaire républicain et révolutionnaire qui court à Paris de 1914 à 1944 : deux guerres mondiales séparées par vingt ans de paix précaire ; vingt ans... Oui, finalement, c'est au cinéma, ce prodigieux outil culturel du vingtième siècle, que revient, dès que possible, le pouvoir d'explicitier le parti pris central de cette exposition.

Alors, du côté de l'émotion toujours ? Mais non. C'est peut-être été le cas si on avait davantage entendu les femmes du vingtième siècle, ces muses, ces madones, ces ouvrières. Puis l'exposition plonge parfois du côté du quotidien, de l'humour, là où le gag côtoie la barricade : vive alors les petites scènes du film de Variety Mozynski ! vive Femillade et les lettres d'amour de l'austère Jules Ferry à sa jeune femme ! Enfin, et surtout – en république, la pensée n'est le monopole de personne, – les visiteurs sont invités à s'interroger, trop brièvement certes, sur l'actuelle crise des modes de participation à la vie politique, qui plongent leurs racines dans la Révolution française. Au pays qui eut le premier l'idée de donner comme garants aux droits de l'homme les droits du citoyen, au pays qui les affina, les bafoua souvent, les redressa toujours, comment rendre compte de cette fête aujourd'hui ? Le règne de la Bourse ? La politique-spectacle ? Quoi d'autre ? En laissant cette question ouverte, « La Traversée de Paris » tente de jouer un rôle civique : l'histoire n'en est pas forcément incapable.

MADELEINE REBÉRIOUX.

Les 4 Temps, le plus grand centre commercial d'Europe, est à la Défense.

Europe's biggest shopping center
"Les 4 Temps"
is in Paris la Défense



A COTE DE LA GRANDE ARCHE, A 10 MINUTES DE L'ETOILE

Close to the Grande Arche
10 minutes from Etoile



FORME CLASSIQUE

Actionnaire de la Société d'économie mixte nationale Tête Défense, promoteur de la Grande Arche, prestataire de services par le concours de la SCIC et de la SCET, la Caisse des dépôts et consignations rend hommage à Johan Otto von Spreckelsen et remercie les investisseurs - AXA, Groupe Maxwell, Ministère de l'Équipement, EPAD, UAP, GME, GAN, AGF, MGF, Caisse Centrale de Réassurance, Crédit Foncier de France - qui, pariant sur l'avenir à ses côtés, ont contribué à la création de ce monument du XXI^e siècle.

LA GRANDE ARCHE

ARCHITECTE: JOHAN OTTO VON SPRECKELSEN
ARCHITECTE ASSOCIÉ: PAUL ANDREU
MAÎTRE D'OUVRAGE: SEM TÊTE DÉFENSE



هكذا من الأصيل

ARTS • SPECTACLES

CINÉMA

FILMS NOUVEAUX

Arise my Love

de Mitchell Leoni, avec Claudette Colbert, Roy Millard, Pamela O'Keefe, Walter Abel, Dick Purcell, Esther Dale. Américain, noir et blanc 1940 (indépendant) (1 h 40).

Cherry, Harry et Raquel

de Russ Meyer, avec Charles Napier, Ushi Digert, Larkus By, Linda Anderson, Bert Sontag, Franklin H. Boger. Américain (1 h 35).

Le film date de 1970, c'est-à-dire que les dames ont la chevelure crépée, du fard à lèvre blanc nacré, du fuyeur épais et portent des minijupes. Comme d'habitude, le film est de Russ Meyer, ces dames sont pour le moins potées et monstrueusement mameuses. L'intrigue, où il est question d'un trafic de marijuana et des somptueuses nans plantant après deux taffes, évo-

que les BD érotico-loufoques et grimaçantes. Les épisodes sont ponctués par les apparitions de Ushi Digert faisant du trampoline sur un lit ou caressant un rocher phallique. Apparaît également Harry, le shérif imbécile et obsédé - Charles Napier. Bref, de quoi faire saliver les fans de Russ Meyer et ainsi les nostalgiques de cette époque si pleine d'optimisme, où l'idée de liberté commençait par la promotion de la liberté sexuelle sans peur et sans danger.

VO : Clod Boudbourg, handi-capé, 3° (42-71-82-38) ; Les Trois Lézards, 4° (46-33-97-77) ; U.G.C. Rotonde, 5° (46-74-84-84) ; U.G.C. Marais, 6° (46-62-20-40).

VF : U.G.C. Opéra, 7° (46-74-85-42) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-88).

Mais quel est Harry Cramb ?
de Paul Fisher, avec John Candy, Jeffrey Jones, Anne Parilla, The Thompsons, Barry Corbin, Sherry Smith. Américain (1 h 28).

Un détective, Regoli, est chargé de retrouver la fille



Depuis longtemps (depuis Oliver Hardy), le cinéma américain attendait un gros rigolo. John Candy (*Splash, Un ticket pour deux*) a assez de talent pour prétendre enfler l'ample manteau de Fatty Arbuckle. Il n'est pas sûr que *Mais quel est Harry Cramb ?* soit l'occasion de sa consécration.

d'un milliardaire enlevée par d'affreux bandits. N'est pas drôle qui veut. (Voir photo légende ci-contre.)

VO : Forum Horizon, handi-capé, 1° (46-08-87-87) ; George-V, 2° (46-82-41-48) ; Sept Paroisses, 3° (43-20-32-20).

VF : Pathé Française, 4° (47-70-33-88).

No Time for Love

de Mitchell Leoni, avec Claudette Colbert, Fred MacMurray, Ben Chase, Richard Haydn, Paul MacGrath. Américain, noir et blanc (1 h 23). Indépendant (1943).

Une belle photographie de mode cherche la brève qui lui fera oublier les gey people qui l'entourent. Elle trouve, et avant l'amour, c'est la guerre.

VO : Action Christine, 5° (43-28-11-30).

Retour de la rivière Kwai

de Andrew V. McLaglen, avec Edward Fox, Donal O'Shea, Timothy Bottoms, Christopher Penn, George Takei, Tatsuya Nakadai. Américain (1 h 50).

Un film de guerre qui se passe pendant l'attaque de la rivière Kwai. Seul point

commun avec le film de David Lean.

VO : Forum Orient Express, handi-capé, 1° (42-33-42-28) ; U.G.C. Ermitage, 2° (46-63-16-16).

VF : Rex, 3° (42-96-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, handi-capé, 4° (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 5° (47-42-56-31) ; Fauvette, handi-capé, 13° (43-31-58-88) ; Mistril, 14° (48-33-82-43) ; Images, 15° (48-22-47-94) ; La Gambetta, 16° (46-38-10-86).

Sans défense

de Michel Harel, avec Michel Galabru, Pascale Petit, Catherine Laprince, Bruno Pradal, Pascale Vignat, Dominique Arden. Français (1 h 28).

Documentaire sur la prostitution des adolescents, à propos des angoisses - et de l'enquête - d'un père dont le fils disparaît pendant des mois.

Forum Arc-en-Ciel, handi-capé, 1° (40-39-83-74) ; U.G.C. Montparnasse, 2° (45-74-94-94) ; George-V, 3° (45-62-41-48) ; Paramount Opéra, handi-capé, 4° (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-88) ; Mistril, 14° (48-33-82-43) ; U.G.C. Convention, 15° (46-74-93-40) ; Images, handi-capé, 16° (48-22-47-94) ; La Gambetta, 20° (46-38-10-86).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises parus récemment dans le Monde du mardi (date marquée), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

De the Right Thing

de Spike Lee, avec Danny Aiello, Ruby Dee, Ossie Davis, Sherman Scuderi, Richard Edson, Bill Mose. Américain (1 h 59).

Flambées de racisme généralisées par un jour chaud à New-York. Le mérite de Spike Lee est de faire voir la façon brutale et imprévisible dont les comportements deviennent haineux et irrationnels. C'est sans nuances et sans point de vue, d'où l'ambiguïté du film. Mais c'est frappant.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-39-83-74) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-56-31) ; 14 Juillet, Odéon, 3° (43-28-48-18) ; Gaumont Champe-Élysées, 4° (43-28-48-18) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-28-48-18) ; Gaumont Paris, handi-capé, 12° (43-28-48-18) ; Gaumont Alcala, 13° (43-28-48-18) ; 14 Juillet Boulogne, 14° (43-28-48-18).

France
de Alec Costandinos, avec Claude Fichet, Claude Brasseur, Pierre Brice, Jean-Claude Sire, Jean-Philippe Chazotte, Charles Gérard. Français (40 min).

Court métrage sur le Bicentenaire, mais l'intérêt n'est pas là. Il est dans le procédé nouveau appelé showman, qui donne des images pratiquement en relief et d'une netteté fantastique.

U.G.C. Ermitage, Tadao, 1° (46-63-16-16).

La Grande Parade
de Chen Kaige, avec Huang Xueqi, Sun Chao, Wu Yanyan, Li Lai, Guan Chang, Kang Hua. Chinois (1 h 42).

L'entraînement d'un soldat d'élite passe toujours, quelle

que soit l'armée, quel que soit le pays, par le dévouement, par la robotisation. La technique reste : la fatigue qui ôte toute défense, l'absence des ordres auxquels on doit se soumettre sous peine de châtiements démentés, la répétition monotone qui crée un effet de routine. On a beaucoup vu ça, mais cette fois, ça se passe en Chine, le sergent instructeur n'est pas sadique, comme il l'est généralement dans les films américains. Le but n'est pas d'aller casser du Viet ou du Jap mais d'être un robot parmi les centaines de milliers tous identiques qui vont participer à la grande parade de la Place Tian en mai. Le film est très bien réalisé - a été tourné cinq ans avant le massacre, et a rencontré des difficultés avec l'armée. Elle a exigé un remontage, qui le rend plus ambigu encore. Mais c'est un film important, car, c'est un fait, les robots ont massacrés.

VO : Clod Boudbourg, handi-capé, 3° (42-71-82-38) ; Les Trois Lézards, 4° (46-33-97-77) ; U.G.C. Rotonde, 5° (46-74-84-84) ; U.G.C. Marais, 6° (46-62-20-40).

VF : U.G.C. Opéra, 7° (46-74-85-42) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-88).

Prince Sign O' the Times
de Prince, avec Prince. Américain (1 h 28).

Prince lui-même a conçu ce document sur lui. Lui dans sa tournée européenne, lui en studio. Lui chantant, dansant, parlant. La mégamachine fait partie de son charme et on ne se lasse pas de voir et revoir le fabuleux showman.

U.G.C. Ermitage, Tadao, 1° (46-63-16-16).

Young Guns
de Christopher Cain, avec Emilio Estevez,

Kiefer Sutherland, Lou Diamond Phillips, Casey Siemaszko, Dermot Mulroney, Terence Stamp. Américain (1 h 42).

Chasse à l'homme au Nouveau-Mexique à la suite du meurtre d'un éleveur par une bande de hors-la-loi encore punis. Ce sont les débuts de Billy-le-Kid. Il y a là le fils de Donald Sutherland, et entre autres Lou Diamond Phillips, aussi peu crédible que dans la Rambo.

VO : Forum Horizon, handi-capé, 1° (40-39-83-74) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-56-31) ; 14 Juillet, Odéon, 3° (43-28-48-18) ; Gaumont Champe-Élysées, 4° (43-28-48-18) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-28-48-18) ; Gaumont Paris, handi-capé, 12° (43-28-48-18) ; Gaumont Alcala, 13° (43-28-48-18) ; 14 Juillet Boulogne, 14° (43-28-48-18).

France
de Alec Costandinos, avec Claude Fichet, Claude Brasseur, Pierre Brice, Jean-Claude Sire, Jean-Philippe Chazotte, Charles Gérard. Français (40 min).

Court métrage sur le Bicentenaire, mais l'intérêt n'est pas là. Il est dans le procédé nouveau appelé showman, qui donne des images pratiquement en relief et d'une netteté fantastique.

U.G.C. Ermitage, Tadao, 1° (46-63-16-16).

La Grande Parade
de Chen Kaige, avec Huang Xueqi, Sun Chao, Wu Yanyan, Li Lai, Guan Chang, Kang Hua. Chinois (1 h 42).

L'entraînement d'un soldat d'élite passe toujours, quelle

que soit l'armée, quel que soit le pays, par le dévouement, par la robotisation. La technique reste : la fatigue qui ôte toute défense, l'absence des ordres auxquels on doit se soumettre sous peine de châtiements démentés, la répétition monotone qui crée un effet de routine. On a beaucoup vu ça, mais cette fois, ça se passe en Chine, le sergent instructeur n'est pas sadique, comme il l'est généralement dans les films américains. Le but n'est pas d'aller casser du Viet ou du Jap mais d'être un robot parmi les centaines de milliers tous identiques qui vont participer à la grande parade de la Place Tian en mai. Le film est très bien réalisé - a été tourné cinq ans avant le massacre, et a rencontré des difficultés avec l'armée. Elle a exigé un remontage, qui le rend plus ambigu encore. Mais c'est un film important, car, c'est un fait, les robots ont massacrés.

VO : Clod Boudbourg, handi-capé, 3° (42-71-82-38) ; Les Trois Lézards, 4° (46-33-97-77) ; U.G.C. Rotonde, 5° (46-74-84-84) ; U.G.C. Marais, 6° (46-62-20-40).

VF : U.G.C. Opéra, 7° (46-74-85-42) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-88).

Prince Sign O' the Times
de Prince, avec Prince. Américain (1 h 28).

REPRISES

Casablanca

de Michael Curtiz, avec Humphrey Bogart, Ingrid Bergman, Paul Henreid, Peter Lorre, Claude Rains, Conrad Veidt. Américain, 1947, noir et blanc, copie neuve (1 h 42).

La Résistance française vue par un Américain bien romanesque. Résultat, le film-culte le plus kitsch. On ne peut même pas dire que Claude Rains, Peter Lorre, Conrad Veidt, Dalio, Bogart, et Ingrid Bergman, soient bien. On ne peut tout de même pas leur demander de faire croire à l'histoire. Ils jouent le jeu sans tomber dans le ridicule qui tue, et parviennent par instant à émouvoir. Le modèle du grand mélo flamboyant.

VO : Action Christine, handi-capé, 5° (43-28-11-30).

Le Conte des contes

de Yuri Norstein, Soviétique, 1979 (28 min). Merveille d'un film d'animation soviétique : beauté et poésie pure. De quoi faire honte aux responsables des programmes de dessins animés à la télévision.

VF : Relief Média Logos salle Louis-Jourvet, 5° (43-54-42-34).

Five Easy Pieces

de Bob Fosse, avec Jack Nicholson, Karen Black, Susan Amyoch, Billy Green Bush, Fannie Flagg, Sally Ann Struthers. Américain, 1970 (1 h 45).

Les années 70 resteront comme une décennie prodigieuse dans le domaine de la vitalité créatrice. Encore un film légendaire de cette époque. Tout y est, la révolte

sociale, la tentation libertaire, le mythe de la musique et celui de la route, Jack Nicholson, musicien, écrivain et par ailleurs cabotageur. (Voir photo légende ci-dessous.)

VO : La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 6° (42-22-57-23) ; Les Trois Lézards, 7° (46-33-97-77) ; La Bastille, 11° (43-44-07-76).

Guerre et Amour

de Woody Allen, avec Diane Keaton, Woody Allen, Oja George-Picot, Harold Gould, James Tolkan. Américain, 1976 (1 h 25).

Le film a été tourné à la fin de la guerre du Vietnam. Rambo n'était pas né, la mode était au pacifisme. Mêlant le slogan hippy (paix et amour) et Tolstoï (*Guerre et paix*), Woody Allen imagine les mésaventures, en pleine campagne de Russie, d'un certain Boris Gromchenko, pacifiste donc, bourré des angoisses métaphysiques les plus drôles de l'histoire du cinéma.

VO : Clod Boudbourg, handi-

capé, 3° (43-71-82-38) ; Action Rex, 4° (43-28-48-18) ; Élysées Luminis, 5° (43-38-38-14).

La Maison du docteur Edwards

d'Alfred Hitchcock, avec Ingrid Bergman, Gregory Peck, Jean Adair, Rhonda Fleming, Donald Curtis, John Emery. Américain, 1948, noir et blanc (1 h 51).

Quand Hitchcock traduisait à sa manière, qui n'est pas sans ironie, l'engouement pour la psychanalyse. Et comme toujours chez lui, ce sont les acteurs qui, jouant au premier degré, mais à « contre-situation » donnent l'ambiguïté.

VO : Relief Logos, 1° (43-54-42-34) ; Mac-Mahon, 17° (43-28-78-88).

La Porte du paradis

de Michael Cimino, avec Kris Kristofferson, Christopher Walken, Isabelle Huppert, Sam Waterston, John Hart, Joseph Cotton. Américain, 1980 (3 h 40).

La grande épopée de l'immigration en Amérique, un chef-d'œuvre de Michael Cimino, enfin en version intégrale. On ne peut pas ne pas prendre trois heures quarante de son temps pour y aller. D'ailleurs on ne voit pas le temps passer.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 2° (43-28-48-18) ; Les Trois Lézards, 3° (46-33-97-77).

Le Procès Paradis

d'Alfred Hitchcock, avec Gregory Peck, Anne Todd, Charles Laughton, Ethel Barrymore, Charles Coburn, Louis Jourdan. Américain, 1947, noir et blanc (1 h 52).

Maître Gregory Peck, avocat, tombe amoureux d'une cliente accusée de meurtre, et la fait acquiescer. Mais l'énigmatique Hitchcock a plus d'un tour dans son sac.

VO : Action Christine, 5° (43-28-11-30).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.



La vie n'est pas si facile pour Jack Nicholson. Dans *Five Easy Pieces* (Bob Rafelson, 1970), il a préféré le dur labeur des chanteurs de fortune à une douce carrière de pianiste. En guise de voyage, il sillonne les États-Unis de motels en bord, à la recherche d'un bonheur imparfait.

CDN — Reims Espace André Malraux jusqu'au 30 juillet 1989 ☎ 26.40.45.45

هكذا من الأصغر

NOUVELLES
EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dans vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Paris

Egypte-Egypte

Art pharaonique, copte et islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne (voir photo légende).

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75006. Tél. : 40-51-58-59. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 22 heures. Du 16 juillet au 14 janvier. 35 F.

Fréjus

« Exposition inaugurale »

La collection de la fondation Daniel Templeton (dont le projet grandiose pour Sophia-Antipolis, avec plans d'Isosaki, a capoté) trouve refuge dans un entrepôt de 1200 mètres carrés, chez François Léotard, maire de Fréjus. En attendant son installation définitive sur le site de parc Aurélien, toujours à Fréjus. Pour cette « exposition inaugurale », les œuvres d'une cinquantaine d'artistes français et étrangers des trente dernières années sont rassemblées.

Musée temporaire de la fondation Daniel Templeton, Zone industrielle du Capiteau, 83600. Tél. au siège social de

Paris : 42-72-14-10. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'en 18 septembre.

Nîmes

James Turrell

L'artiste californien, qui est un grand spécialiste des « environnements sensoriels » à base de lumières colorées et modulées dont il cache les sources, a conçu spécialement pour le musée de Nîmes plusieurs installations.

Musée des beaux-arts, rue Châ-Foué, 30000. Tél. : 66-67-55-21. De 9 heures à 18 heures jusqu'au 18 septembre, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures jusqu'au 1^{er} octobre.

Villeneuve-la-Abbaye

Des têtes

Il en fallait bien quelques-unes pour fêter le Bicentenaire. Celles-ci sont signées Baselitz, Diezmann, Garavito, Lammendort, Paladino, J.-L. Parrot, Plessa et Senejoux. Une idée du critique d'art Bernard Lamarche-Vadel.

Chartreuse, 30400. Tél. : 90-25-05-48. De 9 h 30 à 19 h 30. Jusqu'en 14 août.



FRANCO MARIA RICCI

SÉLECTION PARIS

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant objets ordinaires et formes minimalistes, rigueur et ironie. Si bien qu'Artschwager peut passer aujourd'hui pour l'auteur d'une certaine sculpture des années 80.

Centre Georges-Pompidou, Galerie contemporaine, rue de Châteaufort, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'en 17 septembre.

Dessins de Matisse Pour fêter la parution du catalogue raisonné des

œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'en 27 août.

Jean Fautrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des *Ogives*, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. de Préfecture-Wilson, Paris, 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à

17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'en 24 septembre. 15 F.

Wifredo Lam

Venues tout droit de Cuba, une trentaine de peintures d'un des enfants chéris des surréalistes, pour la charge symbolique et la magie de son art, et dont Picasso avait dit à Pierre Loti, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! Il EST nègre ! »

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris, 7^e. Tél. : 42-22-97-00. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'en 23 septembre.

Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau de Médicis, projets pour la Bibliothèque Lantier... Sélectionnés dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des

méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée de Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Devos, Paris, 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, mercredi jusqu'à 21 h 45, jeudi jusqu'à 21 h 45, vendredi jusqu'à 21 h 45, samedi jusqu'à 21 h 45, dimanche jusqu'à 19 h. Jusqu'en 31 juillet. 25 F + 7 F (inscription au droit d'entrée au musée).

GALERIES

Miro

Dans les trois galeries Maeght, pour bien clore la saison : Miro. Avec un choix d'œuvres, peintures, sculptures, lithographies, de toutes les époques, même des débuts.

Galerie Adrian Maeght, 42, rue de Bac, Paris, 7^e. Tél. : 46-48-46-15. Ou mardi au samedi de 11 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'en 1^{er} septembre.

sculptures pauvres et riches d'un Américain peu connu en France. Ne pas oublier de visiter le beau parc de Kerguelen, où cinq nouvelles œuvres viennent d'être installées.

Centre d'art contemporain de Domaine de Kerguelen, 95000. Tél. : 37-45-57-78. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'en 23 août.

Castres

Pierre Buraglio

Pierre Buraglio n'a pas manqué de porter un regard critique et théorique sur l'art. On en connaît les résultats sensibles : verres colorés et bois de fondements notamment. S'agit-il d'un retrait méconnu par rapport à la peinture traditionnelle ? Ses dessins d'après Goya notamment, présentés dans ce parcours d'ensemble de l'œuvre, tendent à le prouver.

Centre culturel de l'Abbaye, place de l'Amitié, 81100. Tél. : 63-84-11-11. De 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Centre d'art contemporain, 55, rue Chateaufort, 81100. Tél. : 63-84-30-22. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le dimanche à partir de 10 heures. Jusqu'en 3 septembre.

Dijon

Hugues Sambin Qui était Hugues Sambin ? Un homme de la Renaissance qui travailla à Dijon, mais aussi, un temps, à Fontainebleau, dans l'entourage du Primatice. L'exposition, qui tente de reconstituer sa carrière de décorateur, de théoricien de l'architecture, d'ingénieur militaire et d'hydraulicien, montre de nombreux dessins qu'on lui attribue.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél. : 80-30-31-11. De 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'en 11 septembre.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél. : 80-30-31-11. De 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 20 à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'en 11 septembre.

Colmar Hartung Etudes d'après les maîtres anciens, tels Rembrandt, Hals, le Greco et Goya, et premières démarches abstraites des années 20. Les œuvres, trente tableaux et

deux séries de dessins, proviennent pour la plupart de la collection personnelle de l'artiste.

Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

Le musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-41-83-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 15 octobre.

l'autre des briques, de la ferraille et du béton. Apparemment antithétiques, les œuvres d'un peintre et d'un sculpteur d'aujourd'hui, qui siment le contact des matériaux.

Centre régional d'art contemporain, Labège-Izenpère, 31328. Tél. : 61-28-23-23. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'en 3 septembre.

Lyon

Collection Pomzi : Dan Flavin

Il y aura des sculptures en aluminium, coloré ou pas, à tous les étages du musée. Les unes seront adossées aux murs, les autres placées dans les angles, qui ne manqueront sûrement pas de faire de l'effet. Car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la chose lumière.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-Edmond-Hervé, 69001. Tél. : 78-30-80-88. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 5 septembre.

Verze

L'arte povera

Le mouvement d'avant-garde italien pris à sa racine, avec un ensemble d'œuvres réalisées entre 1961 et 1969 par vingt-six artistes, dont Kounellis, Merz, Paolini, Boetti, Fabro, Pistoletto... Qui étaient tous alors parfaitement inconnus.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de l'Europe, 4^e niveau, 69001. Tél. : 78-42-27-38. De 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 6 septembre.

Marzelle

Edward Hopper

En une trentaine de tableaux, accompagnés d'aquarelles, de dessins, de gravures, le plus grand peintre américain de l'entre-deux-guerres, dont on peut dire qu'il ne fut pas aussi réaliste et régionaliste qu'on a pu le dire.

Musée Cantini, 19, rue Grégoire, 13004. Tél. : 91-64-77-78. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'en 24 septembre.

Nantes

Sociologie

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Les œuvres, une soixantaine, viennent de musées allemands, américains, parisiens, et de collections privées. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, en Espagne, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'en 1^{er} octobre.

Abbaye de Noire

Archéologie du livre médiéval

La *Roman de la rose* et le *Psalter de saint Louis* figurent, parmi d'autres précieux manuscrits, dans cette histoire du livre en Occident et dans l'Orient méditerranéen depuis les origines jusqu'à l'apparition de l'imprimerie.

Abbaye de Noire, 18200. Brevins-Ailly, 44^e. Tél. : 49-70-71-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'en 23 juillet.

Quimper

Jean Verkade

Originaire des Pays-Bas, il vint à Paris en 1891, y fit la rencontre décisive de Gauguin, se mit au groupe des artistes de Pont-Aven. Et c'est en Bretagne qu'il entreprit sa quête d'une esthétique des saintes sources. Ce mystique enfin devait se

faire moine. Il mourut au couvent de Beuzec, dans le sud de l'Allemagne, en 1942. A découvrir.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Corentin, 29000. Tél. : 98-95-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, fermé le mardi. Jusqu'en 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse

Internée pour schizophrénie en Suisse, Aloïse Corbaz, dite Aloïse, réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément originale. Qui fait d'elle une des figures majeures de l'art brut. L'exposition de Rochechouart est la plus importante rétrospective de son œuvre jamais réalisée en France.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87000. De 14 heures à 18 heures en juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en juillet et août, fermé le mardi. Jusqu'en 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nouveau

Collection Panza, suite, en accord avec le musée de Lyon. Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, œuvres de pierre ou de bois de l'ère, constructions avec aérons (moins formelles que celles de Flavin à Lyon) et vidéos de l'année. Soit des installations très différentes de l'art des années 70.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-58-58. De 10 heures à 18 heures, fermant le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 6 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

L'œuvre éphémère

L'exposition tend à développer cette idée que, vers la fin de leur vie, dans les temps compacts de la vieillesse, livres, déshérences, certains peintres se sont engagés dans de nouvelles voies. Ces peintres, ce sont, entre autres, Cézanne, Renoir, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso, Dubuffet, chacun représenté par des œuvres tardives, et parfois même par leur dernier tableau.

Fondation Maeght, 06870. Tél. : 93-32-51-53. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'en 4 octobre.

Villeneuve-d'Ascq

Daniel Dezeuze

En trois cents œuvres, une rétrospective ou presque d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire. Dont le travail sur la peinture, l'espace, le vide, aussi théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59000. Tél. : 20-05-42-48. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 30 août.

Villeurbanne

Mario Merz

Cette fois il ne s'agit pas de sculptures, mais uniquement de dessins. A profusion. Quatre-vingt œuvres sur papier de sculpteur d'ignos sont en effet présentées. Une exposition à visiter avant ou après celle de l'ELAC, à Lyon, où Merz figure majeure d'arte povera, est représentée.

Le Nouveau Musée, 11, rue de Docteur-Dorval, 69100. Tél. : 78-64-55-10. De 14 h 30 à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 septembre.

Le Nouveau Musée, 11, rue de Docteur-Dorval, 69100. Tél. : 78-64-55-10. De 14 h 30 à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'en 10 septembre.

Château de Chenonceaux
Indre-et-Loire

GENIS

3 juin - 31 octobre

GALERIE FELIX VERCEL
9, avenue Matignon Paris 8^e
Tél. (1) 42 56 25 19

15 juin
1989
29 juillet

BOUYSSOU
le vieux Paris

RÉGIONS

Avallon

Etienne-Martin

Le sculpteur des Demeures, inspirées à Poitiers par la maison de son enfance, devenue maison mère de son œuvre, est à Avallon. Celui des bois et des sources nouvelles, à peine corrigées, est à Beaune.

Collège Saint-Lazare, 81000. Saint-Pierre, 81000. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Horaires des musées, dimanche, veilles et jours de fêtes de 21 heures à 23 heures. Jusqu'en 10 septembre. Chapelle de l'Oratoire, 75, rue de Lorraine, 21200. Beaune. De 14 heures à 18 h 30, fermé le lundi. Jusqu'en 10 septembre.

Bignon en Loirain Robert Grosvenor

Faites de bois ou de tôle ondulée, de moins en moins construites en apparence, les



LA GRANDE ARCHE

ARCHITECTE: JOHAN OTTO VON SPRECKELSEN

ARCHITECTE ASSOCIÉ: PAUL ANDREU
MAÎTRE D'OUVRAGE: SEM TÊTE DÉFENSE



« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

*Regarder
le son*_____

« **L**A Traversée de Paris » n'est pas une exposition puisqu'elle n'expose rien, ou si peu : la statue de Victor Hugo par Rodin, une autre de Jaurès posées dans des décors, quelques effigies. Elle est une plongée dans un espace où le temps est chahuté, l'histoire concentrée dans des quartiers reconstitués avec réalisme ou *a contrario* simplement suggérée, un plancher de bois, un grand pan de tissu évoquant à eux seuls le pont d'un bateau. « La Traversée de Paris » est un spectacle qui montre l'histoire.

En traversant le Paris reconstitué sous la Grande Arche, on peut toucher les murs décrépis de la ville historique, se hisser sur la pointe des pieds pour jeter un oeil par dessus un mur, arpenter ses rues pavées, ses allées gravillonnées, toucher ses arbres, enjamber des passerelles, voyager sur une barge, écouter la rumeur qui monte des rues, participer aux empoignades de la Constituante, sentir ses jambes vaciller pendant la révolte du pain, rentrer sa tête dans ses épaules pendant la Terreur, folâtrer dans les jardins du Palais Royal juste avant — ou juste après, rien ne vous en empêche — de prendre la Bastille, assister, impuissant, à la noyade des manifestants algériens jetés par dessus le parapet du pont de Neuilly, boire un chocolat dans une buvette, déposer une gerbe devant le Mur des Fédérés, jeter des pavés à la guéule des CRS. Or l'Assemblée est vide, la barge est fictive, aucune tête ne tombe, les barricades ne sont qu'amoncellements de matelas crevés, de fenêtres arrachées, d'armoiries brisées, les pavés sont légers comme des ballons de baudruche. Ni chaland dans les « commerces d'épicerie », ni cheval devant la forge du maréchal-ferrant, aucun ennemi aux aguets : le décor est vide de toute présence humaine.

« La Traversée de Paris » est une fresque animée qui associe le réalisme poétique des décors du cinéma d'avant guerre, le cinéma lui-même à travers des montages de films historiques entrés à leur tour dans l'histoire, la vidéo, le théâtre ; vertige d'événements, de personnages qui se croisent, s'entrechoquent. Regardé isolément, chacun des quartiers n'est qu'un élément factice, simple trompe-l'œil que l'on s'est soutenu par une armée d'édats, comme ces façades de Western reconstituées dans les studios de Hollywood. Écoulée sans support visuel, la bande son est une émission de radio. Les voix sont justes, inconnues et pourtant familières, lointaines presque reproduites avec fidélité dans un décor si ancien d'apparence.

Les bruits — un poing qui cogne sur une table, des grincements, des cris — donnent du relief, de la vérité aux situations. Confondus par l'artifice, l'œil et l'oreille reconstituent un espace-temps qui réconcilie les inconciliables, la théorie de la relativité d'Einstein, avec la madeleine de Proust, le spectacle avec l'histoire, la paléontologie chère à Cuvier avec l'imaginaire de l'enfance. Franche la porte d'entrée, le spectateur-acteur, casque infra-rouge sur le tête, libre de ses mouvements donc, quitte la lumière du jour, pour cette nuit que les anciens craignaient et vénéraient. Plongé dans un monde onirique, assomé à la sensation, son subconscient associé, comme dans le rêve, ou le souvenir, sons et images en un ensemble cohérent et presque palpable. Patrick Besanval, scénographe, et Jacques Taroni, réalisateur de la bande-son, ont conçu leur travail comme une entité insécable : l'image est dans le son, comme la musique est dans l'image. Sans doute n'est-on jamais allé aussi loin dans la fusion d'éléments habituellement traités comme des entités distinctes, et jamais avec un tel luxe de moyens. Un regret cependant, pourquoi ne pas être allé au bout de cette idée en choisissant de diffuser le son en monophonie ? Pourquoi, alors qu'il ne manque aucune kizarde sur les murs, que les velours sont si doux et colorés, pourquoi alors que l'on a reconstitué un plan d'eau de quatre cents mètres carrés, se contenter d'un son qui ne peut occuper l'espace malgré les soins attentifs dont il a fait l'objet ? Soixante ans après les premiers enregistrements stéréophoniques, ce choix est une économie de bout de chandelle !

ALAIN LOMPECH

L'image n'est pas ici prépondérante. Mais liée à des moments passés que la fiction a inventés ou que le document a fixés, elle n'en est que plus importante : c'est la dynamique de l'exposition.

L'IMAGE magnifiée, exaltée, canalisée, était la matière première de « Cités-Cinés », exposition-mère de « la Traversée de Paris ». Normal, pour le moins, puisqu'il s'agissait d'une promenade à la fois raisonnée et poétique à travers le cinéma.

Ici l'enjeu est plus vaste, les matériaux de la connaissance et du rêve, multiples, et l'image a cessé d'être prépondérante. Elle n'en est évidemment que plus importante, intervenant au cours de plusieurs haltes, comme un repos pour les jambes mais un moteur pour l'esprit.

Que disent les images de « la Traversée de Paris » ? Elles disent des moments liés à des lieux. Des moments passés que la fiction a réunis ou que le document a fixés. Recherchées, redécouvertes, remontées, elles composent à nouveau des films. De véritables films d'auteurs demandés à des auteurs véritables qui livrent leurs regards d'aujourd'hui sur les événements d'hier ou d'avant-hier, et des travaux, très personnels sur la mémoire collective.

Première halte : quinze minutes environ après le début de l'exposition, on débouche sur la place de la Révolution, dont les pavés sont remplacés par un vaste lac. Étendue d'eau où l'on s'échoue ou que l'on traverse. Au-dessus de l'eau se dresse un large écran de 10 x 7 mètres. La mission d'évoquer 1792 et les grandes figures de la Révolution telles que les a immortalisées le cinéma a été confiée à Pascal Kané, quarante-trois ans, longtempse critique aux *Cahiers du cinéma*, passé à la mise en scène en 1977 avec *Dora et la Lanterne magique* et, depuis, *Liberty Belle*.

A l'aide d'extraits du *Napoléon* d'Abel Gance (1926), des *Deux Orphelines* de Griffith (1921), de la *Madame du Barry* de Lubitsch (1919), du *Danton* de Buchowetzki, avec Emil Jannings (1921), de la



Madame Tailien de Guazzoni (1910) ou du *Livre noir* d'Anthony Mann (1949), il a réussi à donner dix-sept minutes de cinéma contemporain. Grâce à l'écriture d'un «scénario» qui passe avec virtuosité des mouvements de foule aux gros plans, de la prise de la Bastille au coup de feu fracassant la mâchoire de Robespierre. Grâce aussi au montage diabolique de Jean Karel, qui parvient par des acrobaties invisibles à condenser ensemble des fragments très brefs de films différents, à faire même raconter des sons originaux, donnant à l'ensemble un élan et une cohérence remarquables.

Déclics en haïti : Changement de décor. Marc Petitjean a reconstitué un quartier populaire du début du siècle. Le délicieux film de Variety Mozyskiy va être projeté sur une façade aux volets clos. On a envie de chanter avec Maurice Chevalier : « Ah, lui qu'il était beau mon village, mon Paris, mon beau Paris... ». Puisant dans les fonds Gaumont et Albert Kahn, ainsi que dans les photos de Charles Marville, Variety Mozyskiy, réalisatrice et monteuse qui travaille à New-York et à Londres au British Film Institute, parvient en sept minutes à donner une intense nostalgie des ruelles herbeuses, des cafés ombrés, des plaisirs modestes, de la vie d'apparence paisible, à Paris, à la fin du XIX^e siècle. Un personnage burlesque, Calim,

créé par Jean Durand, anime les plans fixes de ses facéties.

Puis c'est le règne bâtisseur du préfet Haussmann. Mais, avant de construire, Dieu qu'il a démolì ! On voit les images incroyables d'une ville bombardée. Les grands travaux irréversibles ont commencé. Le film s'achève sur une scène d'une grâce surréaliste. Attention, belles dames, vous êtes en danger lorsque rôde sur Paris l'ombre séduisante du Fantôme de Louis Feuillade (1913)...

Troisième nuit : Plus besoin de décor pour accueillir Romain Goupil. De simples paserelles jetées comme des ponts sur la mémoire suffiront. Goupil est jeune, il est né en 1951, assistant de Godard, de Polanski, il ne filme pas pour ne rien dire. Il a réalisé en 1982 une œuvre importante : *Mourir à trente ans*, fortement autobiographique. Il y revenait sur son adolescence militante. Sa prise de conscience précoce de lyotén, en 1967. Il exhibait la mémoire du quatrièmes des trois mousquetaires de mai 68. Il y avait Colm-Bendit, Geismar et Sauvaget. Il y fut aussi Michel Rencanati. Mort à trente ans, en 1978. Suicidé.

Romain Goupil, sollicité — à sa surprise — pour tracer un portrait subjectif du peuple de Paris entre 1914 et 1944, accepte. Pose ses conditions. Le faire à la pre-

mière personne, travailler en équipe réduite, quatre personnes, lui compris. Et qu'à travail égal, dans cette équipe, le salaire soit égal. On ne se refait pas. Ne pas obéir aux données historiques imposées, mais revivre sa propre histoire...

Il a toute liberté. Commence une longue, excitante et parfois décevante recherche (trop d'archives sur 36, rien sur 34). Mais il fait des trouvailles significatives à la Vidéotheque de Paris, dans le fonds Patbé, chez Albert Kahn. Certains documents sont encore fixés sur de la pellicule nitratre, inflammable, il faut les transférer sur un autre support. Le budget est serré. La « cellule » Goupil paiera le transfert de ses documents.

Impossible d'obtenir le droit d'utiliser la *Valse* de Ravel... Trop cher. Gaspil tourne la difficulté en injectant des « bouffées » gratuites (quinze secondes) de chansons « d'époque », Arietty, Michel Simon, des petits éclats de la musique de *l'Atalante* de Jean Vigo ou de *La vie est à nous* de Renoir.

JE NE ME SOUVIENS PAS...

Puis Goupil monte son film en s'inspirant du célèbre texte de Georges Perec : *Je me souviens*. Mais il poursuit et dépasse le propos. En le complétant par son contraire : *Je ne me souviens pas*. « Ainsi il va plus loin, il accède aux replis cachés de l'Histoire baignée par les clichés d'actualité, ou banalisés par l'idéologie dominante.

On entend sa voix, sans emphase. Qui dit : « Je me souviens que c'est en août 1914 que la guerre a commencé... Mais je ne me souviens pas que c'était un dimanche... Le film dure vingt-six minutes. A chaque instant, Goupil, ne se souvenant pas, nous oblige à nous souvenir, nous montrant des images inédites ou occultées, des images qui amplifient formidablement notre perception des événements. On parle des morts de la Grande Guerre, un million trois cent cinquante mille. Des blessés, deux millions huit cent mille. Mais on ne voit pas de corps déchirés. On voit des femmes. Seulement des femmes dans la ville, qui fabriquent les obus, qui sortent des usines, qui conduisent les tramways, la taille bien prise dans leurs longues robes sombres.

haltes sur

هكذا من الأجر

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

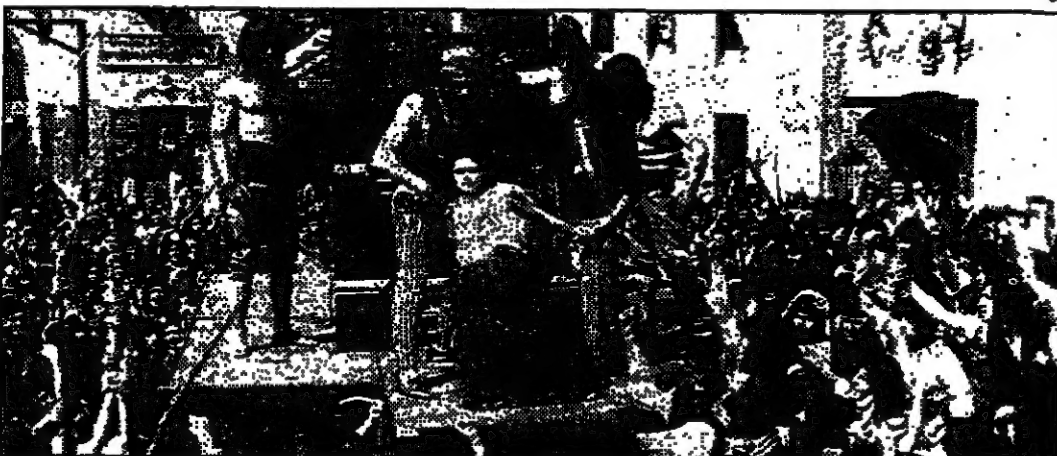
CINÉMATOGRAPHIQUE

haltes sur images



De l'histoire au cinéma :

1. — Les barricades élevées pendant la Commune en 1871, place de la Concorde.
2. — 1915 : l'industrie découvre que sur un poste de travail à l'usine, une femme vaut largement un homme.
3. — Une image « kitsch » tirée du Napoléon d'Abel Gance. Ici Bonaparte étroit Josephine.
4. — Le Robespierre du Danton de Buchowetzki.
5. — Pola Negri va perdre la tête : elle incarne la Du Barry pour Lubitch.



Romain Goupil se souvient de Jaurès, du Café du Croissant, de l'assassinat. Mais il ne se souvient pas qu'en 1924 ses cendres furent transférées au Panthéon. « Cette cérémonie tolérée fut l'occasion pour la population de réinventer Paris », dit-il. On voit alors le monstrueux catafalque s'avancer en glissant, et la foule, monumentale... Le film de Romain Goupil est magnifique, émouvant. Le « je », si sincère, si motivé, y devient « nous ». « On va peut-être m'accuser de cryptocommuniste ? », dit-il en souriant. Accuserai-on une hirondelle de faire le printemps.

RAPPELS FRAPPANTS, RACCOURCIS SAISSANTS

Le patrimoine d'images de « La Traversée de Paris » est complété par des projections vidéo. Plusieurs films courts ont été demandés à Philippe Alfonsi qui a « scénarisé » les années 50, 60 et 70. Là encore, des rappels frappants, des raccourcis, comme on dit, saisissants. En vrac : les bidonvilles de Paris pendant la guerre d'Algérie. Les obsèques de Maurice Thorez au Père-Lachaise. Sartre en 68. Un ouvrier qui crie : « Il a rien à foutre dans l'usine ». La mort de Pierre Overney. Et de Gaulle. Ses phrases, petites et grandes, comme des réfrains de chansons anciennes, qui vous reviennent : « Un quartier de généraux en retraite... », « — que les canards sauvages étaient les enfants du Bon Dieu... », « Hélas, hélas... », « La mano en la mano... Que Viva Mexico ! ». Enfin William Klein, cinéaste et photographe, rend hommage, toujours en vidéo, à la Défense, à ses habitants, aux metteurs en scène qui l'ont choisie pour décor, Wim Wenders dans *L'ami américain*, Bertrand Blier dans *Buffet froid*, à son époque constructive, à la Grande Arche.

La boucle est bouclée. Le « piéton de Paris » a achevé sa traversée. Dehors, il retrouve la Grande Arche, grandeur nature. Qui, à peine née, a capté, captivé, capturé le regard des hommes. Elle est déjà devenue une image. Et par là, éternelle.

DANIELE HEYMANN

UN ENTRETIEN AVEC MICHAEL NYMAN

« Fusionner musique et architecture »

Une haute maison de brique ocre, dans St. Quentin avenue, à Londres, un arbre qui grimpe à la recherche de la lumière ; devant la porte, une dizaine de cadavres de bouteille de lait ; derrière la porte, un escalier qui grimpe raide jusqu'à un studio perché sous les toits. Trois grandes verrières éclairent un gentil capharnaüm : des partitions étalées au sol ; des magnétos ; un piano à queue ; des casses plates de cailloux, de fossiles ; des bandes magnétiques ; quelques plantes vertes ; dans un coin trois ou quatre vieilles pendules de cheminée dorment du sommeil du juste ; au mur quelques réveils pendus à des clous ; de guingois, sur un empilement de bouquins, un téléviseur diffuse un match de cricket. Michael Nyman, allongé sur un canapé, coupe le son pour répondre à nos questions.

« N'êtes-vous pas étonné qu'on ait demandé à un compositeur britannique de composer la musique de « La Traversée de Paris » ?

— Oui car je suis anglais ; non car ma musique est appréciée en France depuis *Mourir dans un jardin anglais*, de Peter Greenaway et depuis ma collaboration avec la compagnie R1 et danceries des chorégraphes Francine Lancelot et François Raffinot. De toute façon, une telle commande ne pouvait m'être passée dans l'Angleterre de Margaret Thatcher. A Londres, il n'y a que très peu de projets de ce type, le public y est moins sensible, et l'Etat n'aide pas la création comme en France. Dans votre pays, il y a combien de grands projets architecturaux ? Le Louvre, l'Opéra Bastille, l'Institut du monde arabe, la Grande Arche, etc. Cette exposition sur la Traversée de Paris est un projet typique de l'esprit français, il est à la fois sensible et intellectuel ; très parisien, vraiment. Je suis heureux d'être associé à une exposition d'un type si nouveau, qui mêle si étroitement architecture et musique.

— Vous êtes-vous inspiré de musiques contemporaines des époques que vous deviez mettre en musique ? Aviez-vous un cahier des charges précis ?

— Non, sauf de façon exceptionnelle et allusive. J'ai, par exemple, utilisé des pièces pour clavecin de Couperin qui ont servi de tremplin à mon propre travail. Mais j'ai composé cette musique de façon abstraite, sans référence directe à des situations, des images. Elle est donc différente de mes musiques de film. Une exposition n'est ni une pièce de théâtre, ni un ballet, ni un film. Fusionner musique et architecture, sans écrire une musique connotée historiquement, voilà le but que je m'étais fixé. Si j'avais choisi une autre voie, celle du pastiche, j'aurais rencontré des difficultés avec la musique révolutionnaire qui ne présente guère d'intérêt. Pierre Boulez dit même qu'elle n'en présente aucun.

— J'ai présenté le

premier état de mon travail à Patrice Noviant et à Patrick Bénéval. Ils m'ont alors conseillé de modifier, voire de supprimer, certaines séquences, car, dans le même temps, ils travaillaient à la présentation physique de l'exposition. Nous avons travaillé en symbiose. Le sérieux de leur aide, leur respect pour mon travail m'ont été d'une grande aide. Je suis heureux du résultat, qui représente tout de même six mois de recherches, et je pense avoir tenu la gageure d'écrire une

musique qui, tout en mettant le visiteur dans un contexte particulier, peut s'écouter de façon autonome, puisqu'il ne s'agit pas de musique d'ameublement. Je vais d'ailleurs l'auto-éditer sur disque compact.

Propos recueillis par A. Lo.



Michael Nyman est né à Londres, le 23 mars 1944. Il étudie le piano, le clavecin, la composition, à la Royal Academy of Music, l'école de musique du Conservatoire de Paris. Plus tard, il collabore avec Brian Eno (l'autodidacte formé à l'école du rock de New Music), au sein du Synchronic Orchestra. Tous deux se sont retrouvés sur le terrain de la « New Music », descendant électronique de la musique d'ameublement d'Erik Satie.

Michael Nyman devint célèbre en composant la musique de neuf films de Peter Greenaway, dont celle de *Mourir dans un jardin anglais* (1984). Il compose également un opéra, *L'homme qui pensait ne faire que du bien*, d'après l'histoire d'un cas clinique publiée par le psychiatre Oliver Sacks. Sa musique obéit à une rigoureuse mise en œuvre de schémas fondés sur des structures chorales qui, selon Daniel Caux (le poète français du

courant postmoderne), « échoient vers un jeu subtil de multiplicités de miroirs tendus au passé ».

En ligne avec d'Alban et de Satie, Michael Nyman a composé la musique de « La Traversée de Paris », en multipliant les formules rythmiques (sarrées ou non) qu'il associe à une couleur générale qui, pour être monotone, n'en crée pas moins un caractère incertain, auquel il est difficile de résister. Souvent démodés, parfois dérangeants, révélateurs, même, les films de cette nouvelle œuvre renvoient à l'ancienne forme de la suite ; par leur soumission à un langage simple, à la musique d'ameublement d'Erik Satie. Michael Nyman ne défend pourtant d'avoir écrit une musique d'ameublement. Un créateur est-il toujours son meilleur juge ? La public philharmonique est-il le bon juge ? La Traversée de Paris, en dehors de l'exposition ?

A. Lo.

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

VISITE GUIDÉE

Situé au niveau le plus bas de l'Arche, le foyer abrite 7 000 m² d'exposition. En dehors de l'entrée et du premier quartier situés en mezzanine, le foyer est constitué d'une succession de plateaux de 400 m² disposés en gradins qui s'élèvent progressivement. « La Traversée de Paris » comprend treize espaces scénographiques distincts. A chaque grand décor correspond un lieu, situé sur le grand axe est-ouest de Paris à une époque donnée. Le cheminement s'effectue à son propre rythme, la présence des autres visiteurs contribuant à donner la sensation de la ville. Deux cafés sont intégrés au parcours : le Café de Foy, dans le décor du Palais-Royal, et le Café de Paris, en fin d'exposition.

Chaque visiteur reçoit un casque, récepteur sans fil qui lui permet de capter la musique, les ambiances sonores de chaque quartier, le son des films et les textes (diffusés en anglais ou en français) qui viennent ponctuer le parcours.

1. La ville originelle

XVI^e siècle
Un palais mythique au bord de la Seine

Paris est alors, plus qu'aujourd'hui, la ville-monde, la très grande ville vers laquelle les visiteurs convergent avec un émerveillement anticipé. Une ville de travail et de pouvoir, abordée comme il se doit en bateau par une descente de la Seine, de la tour Barbours (devant la Bastille) à la tour du Bois (à l'ouest du Louvre).

Décor :

Aux marches du palais... la berge.
Scénographie BOA : Patrice Noviant, Olivia Kopynski, Christine Fozzani. Ateliers : Simonini.

Projection :

Selon la technique de projection Falmat, le paysage défile : berges, quais, marchands, place de Grève, ports et moulins. Durée : 7 minutes.
Scénario et dessin original : François Benard.
Moyens techniques : Henri Fabiani (HF Communication). Textes dits par : François Bercoff, Jeanne Collard, Jacques Serrier, Jean-Luc Debatine, Albert Delpey, Catherine Mathy, Charlotte Henry, Marie Pélit, Martine Reiguer, Jacqueline Thomas et Eddie Wall.

Textes :

Sélectionnés par Bruno Finckh : Corneille, Saint-Simon, Sevigne, Lettre de la religieuse portugaise...

2. Les bruits de la Révolution

De 1787 au 12 juillet 1789
Le Palais-Royal

Dans une architecture d'époque plus que dans un décor, le visiteur est habitué des lieux. Il y reconnaît les fauteuils, les tables, les tissus... du Palais-Royal. Et puis le son de l'événement déclenche une course-poursuite, celle de l'histoire, à travers appartements, boutiques, café, jardin...

Décor :

Reconstitution de trois niveaux du Palais-Royal à leur échelle exacte.
Scénographie BOA : Patrice Noviant, Christine Fozzani. Décoration intérieure : Édouard Petit ; végétation : Un jardin... en plus. Ateliers : SFP.

Scénario :

Christophe Betsch.

Textes de l'époque :

Œuvres choisies : Compagnie des Belles. Moyens vidéo : Studio 29.
Dialogues : Michel Deutsch (dit par Jean-Claude Bourbault et Jean-Pierre Becker). Durée : 5 minutes.

Textes :

Dans l'appartement, dialogue avec Choderlos de Laclos, secrétaire de Philippe d'Orléans, maître des lieux, et Cabinet des clés de Carlin : textes de Patrice Noviant (dits par Daniel Soulier, Jean-Gabriel Nordmann et Marc Figeat).

3. L'émeute et la faim

Le 13 juillet 1789

Le faubourg Saint-Antoine

A la veille de la prise de la forteresse de la Bastille : le manque de pain, le pillage de la fabrique Réveillon. Un récit joué et chanté pour restituer l'ambiance du faubourg.

Décor :

La longue rue du faubourg Saint-Antoine jusqu'à la Bastille en fond de perspective.
Scénographie : Guy-Claude François (Scène). Chef de projet : Charles Schwabach (Scène). Ateliers : Panso Marseille.

Dialogues :

Michel Deutsch (dits par : Jeanne Collard, Albert Delpey, Jean-Luc Debatine, Jacques Lepus, Catherine Mathy, Jacques Serrier, Jacqueline Thomas...)

4. L'avènement de la loi

1791 à 1794

La salle du Manège des Tuileries

Un grand montage sonore de discours et d'interventions prononcés durant les Assemblées.

« La Traversée de Paris » est placée sous le haut patronage du président de la République

blées constituante et législative et sous la Convention. Place à la voix, au verbe révolutionnaire déclamé ; place aussi à la liberté de la presse avec la présentation de fac-similés, témoignages de la formidable éclosion de publications.

Décor :

La première salle parisienne d'Assemblée nationale : rangées de banquettes en gradins, tribune de l'orateur, les loges des journalistes.
Scénographie BOA : Patrice Noviant, Christine Fozzani. Ateliers : AOR.

Discours :

Sélection : Olivier Guichard, Robespierre, Barère, Marat de Stéphanie, Maximilien de Robespierre, Vergniaud, Danton, Collet d'Herbois, Basile, Grégoire, Mameau, Cambon, Fabre d'Églantine.
Dits par : François Bercoff, Pierre Casadei, Jean-Luc Debatine, Albert Delpey, René Hernandez, Richard Ledes, Jacques Lepus, Jean Membrino, Yves Larigues, Daniel Tarras, Nicolas Bider, Jean-Claude Bourbault, Alain Salomon, Christine Fozzani, Marc Figeat, Pierre Casadei.
Durée : 25 minutes.

5. Passage de l'Égalité

De la Terreur à Thermidor (1792-1794)

Projet pour un Panthéon républicain dans le jardin national

Confrontation entre le nouvel ordre rigoureux, théorique et rêvé de la République et les drames individuels de personnages, héros ou martyrs, presque tous guillotins.

Décor :

Le Temple de la terre, des colonnes en onirisme, comme une succession de petits théâtres.
Scénographie BOA : Olivia Kopynski ; intérieur des colonnes : Anne & Tamas Zsolt. Ateliers : Simonini, Fournier.

Textes :

Extraits de : Théogène de Mécourt, Sade, Cocteau, Gobel, Louis XVI, Saint-Just, Robespierre, d'Eglantine, Robespierre, Mirabeau et Hébert. Dits par : Jean-Pierre Becker, Roland Berin, Claude Boncherie, André Cazaux, Marc Figeat, Michèle Fouchier, René Hernandez, Jacques Lepus, François Marthouret, Alain Salomon, Daniel Soulier.
Durée : environ 1 minute par colonne.

Vidéo :

Extrait du *Danton* de Andrzej Wajda. Source : France 3.

6. Les soldats de la Révolution

De 1793 au 18 Brumaire (1799)

Place de la Concorde (ex-place de la Révolution).

La guerre a accéléré le temps, la Révolution est un souvenir livré aux images et au rêve ; la mort du roi en effigie ; le regard en arrière des Romantiques.

Décor :

Une tente d'embarquement des volontaires ouvre sur un pont militaire traversant une place inondée. Un réseau, une géographie imaginaire.
Scénographie BOA : Patrice Noviant, Olivia Kopynski, Tamas Zsolt, assistés de Jean-Michel Héquet. Ateliers : Simonini, SFP/SER.

Chœurs :

Dialogue avec les ombres, un film de Pascal Kané (35 mm). Production exécutive : Michel Mavrus et Sylvain Monod/Le Meurt vert. Montage : Jean Ravel. Musique : Elvire Lescaze.
Sources : CAC de Montreuil : *Napoleon* (1925-1927), d'Abel Gance ; *Madame du Barry* (1919), d'Ernst Lubitsch ; *Danton* (1921), de Dimitri Buchowetzki ; *Madame Tallien* (1916), d'Enrico Guazzoni ; *Le Livre noir* (1949), d'Antony Mann ; *Killman Shaw* : *Les Deux Orphelins* (1921), de D.W. Griffith.
Durée : 18 minutes.

Textes :

Sélectionnés par Pierre-Marc de Biasi : Alfred de Musset, *Le Conquérant d'un enfant du siècle* (1830), dit par Daniel Benissoum ; François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe* (1848), dit par Jean Membrino ; Gustave Flaubert, *L'Éducation sentimentale* (1889), dit par Yves Gerbault.

7. Le quartier des barricades

Février et juin 1848

Les faubourgs du Temple et Saint-Antoine

Le Paris populaire, agité, du milieu du XIX^e siècle, la révolte de Gavroche et la vague de l'histoire.

Tout au long de l'exposition, une musique spécialement composée par Michael Nyman pour « La Traversée de Paris » accompagne le visiteur. En occupant tout l'espace, la musique agit comme une mise en scène.

Le choix et la direction des comédiens, l'enregistrement, le mixage, ont été réalisés en coproduction avec Radio-France/Culture, par Jacques Taroni et Myron Meerson en particulier. La réalisation et la mise en œuvre des sources sonores ont été réalisées par Sycomore, ainsi que la version anglaise. La durée totale de la bande son est de quatre heures.

Celle des films et autres projections est d'une heure et demie environ. En donnant la parole à un certain nombre de cinéastes (Philippe Allouf et Kouka Shriniski, Romain Goupil, Pascal Kané, William Klein, Variety Moszynski, coordonnés par Patrick Besenval), l'originalité de « La Traversée de Paris » est d'avoir marié un sujet, une époque, avec une sensibilité.

Décor :

Un décor de film : une rue du faubourg bloquée par une première barricade débouchée sur une seconde barricade plus imposante.

Scénographie : Marc Petitjean. Ateliers : Genre Eve Décor.

Chœurs :

Le Cœur de la ville, un film de Variety Moszynski (35 mm). Production exécutive : Jacqueline Sigaux/Lea Films Production. Assistant de production : Kiki Lambert. Montage : Variety Moszynski. Musique : Philippe Simonet. Effets spéciaux : Eric de la Motte ; Michael Nyman.

Sources : cinémathèque Gance ; *L'agent à la hache* (1909) ; *Une dame en robe blanche* (1908) ; *Le Père de Paris* (inconnu 1912) ; *Café d'été* (1912) et *Château de la ville* (1912), de Jean Duvall ; *Les Vampires*, de Louis Feuillade (1915). Documentaires sur les travaux d'Hammann ; Cinémathèque Albert Kahn. Photographies : Charles Marville/Bibliothèque historique de la Ville de Paris.
Durée : 6 minutes.

Textes :

Sélectionnés par Pierre-Marc de Biasi : Victor Hugo, *Les Misérables* (1862), dit par Fred Personne. Gustave Flaubert, *L'Éducation sentimentale* (1889), dit par Yves Gerbault.

8. La ville brûlée

1871

Les faubourgs Saint-Antoine et du Temple

La mise en scène d'une ville détruite. La vie quotidienne se regarde au travers des murs par des dispositifs de photographies en relief. L'événement de la fin de la Commune est évoqué par les empreintes photographiques des communistes assassinés.

Décor :

Des maisons brûlées, un espace de cendres. Avec les photographies prises avec le Secours Empire et les portraits des communistes fusillés au Mur des Fédérés, l'illustration est contemporaine de l'événement.

Scénographie : Marc Petitjean. Ateliers : Genre Eve Décor.

Scénario :

Chantal Georgel.

9. Le passage du XX^e siècle

1875-1914

Fonder les libertés, combattre les corporatismes, inventer l'école : voilà la République. Sur le XX^e siècle une ombre, le racisme ; le combat pour la lumière avec Jaurès.

Décor :

Une galerie, des vitrines, un lieu d'exposition.
Scénographie : Henri Rouvère. Graphisme : Pascal Souchelet et Marion Schell.

Scénario :

Madeleine Rebérioux.

Textes :

Georges Clemenceau, discours à la Chambre des députés du 29 janvier 1891 (dit par Louis-Marie Toullet) ; Jean Jaurès, discours à la Chambre des députés du 21 novembre 1893 (dit par Fred Personne) ; Emile Zola, *Le roman expérimental*, 14 décembre 1897 (dit par Jean-Gabriel Nordmann).

10. Paris chaos

1914-1945

Le grand axe

De la mobilisation de 1914 à la descente des Champs-Élysées par de Gaulle en 1944, le cinéma témoigne, un réalisateur se souvient (ou ne se souvient pas).

Décor :

Trois grandes passerelles convergentes comme des ailes d'acier, à poste fixe.
Scénographie : Henri Rouvère. Ateliers : Genre Eve Décor.

Chœurs :

Je ne me souviens pas, un film de Romain Goupil (35 mm). Production exécutive : Sophie Goupil/Le cinéma volant. Recherche documentaire : Alexandre Dolgoplosky. Montage : François Proust assistés de Nathalie Bureau. Musique : Louis Grisel.
Sources d'archives 1914-1945 : actualités de la cinémathèque Gance ; actualités de la cinémathèque Pathé ; cinémathèque Albert Kahn, Zoobabel Films. Photographies : Capa/Magnum, Keystone, Sygma, Roger-Viollet.
Durée : 12 minutes.

11. L'épopée constructive

1970-1989 : La Défense

L'extrémité de l'axe : le quartier de la Défense ; en contrebas, des télévisions diffusent les images de la nouvelle vie quotidienne, le romanesque contemporain...

Décor :

A l'extrémité des passerelles.
Scénographie : Henri Rouvère. Ateliers : Genre Eve Décor.

Vidéo :

Quatre films réalisés par William Klein. Production exécutive : Philippe Barbe/Atlas Films. Directeur de la photographie : Philippe Soulier. Assistant-réalisateur : Isabelle Longue. Montage : Ragner et Nelly Quettier. Moyens techniques : Kiki Productions.

Commandite : la SCIC, la SCET, G31, Communication-Développement et Tracat, membres de la Compagnie C3D.

Sources : *Cité Défense* : l'Ami américain de Wim Wenders (1977 Argos) ; *Indes de la Défense* (1980 UGC) ; *Le Diable dans la tête de Pierre Lory* (1977 Mafilm Films) ; *Martini Song* de Léo Carax (1984 Film Plus Chant) ; *Amor Precedent* de William Klein (1969 Paris New York Films) ; *La Mort d'un poutre* de Georges Lautner (1977 Pathé Cézanne) ; *Sans d'Arlet Zelman* (1987 Pathé Production) ; *Viva la vie* de Claude Lelouch (1982 Film 13).

La Grande Arche : documentaire de Marc Gryn et Xavier Vignoux (1989 SEM Tête Défense) ; *Les Mages de l'impossible* de Jean-François Delmas (1984 TFI).

État des lieux : réalisation et photographies de William Klein.

Cette d'identité : réalisation et photographies de William Klein.

Durée : 4 films de 9 minutes.

12. Mémoire des lieux

1945-1970 : Toute la ville

La matérialisation de la symbolique politique des lieux et monuments de Paris. Des actualités télévisées et radiophoniques rappellent les interventions de de Gaulle à l'ORTF, les manifestations des Algériens à Paris en octobre 1961, mai 1968, le Mur des Fédérés, les usines Renault Billancourt...

Décor :

Un filp sur fond de plus du mètre par mètre : les monuments en sont les supports.
Scénographie : Marc Goldberg. Ateliers : Probat, MCC.

Scénario :

Bruno Vignoux.

Vidéo :

Production exécutive : Philippe Allouf/Prémiers. Réalisation : Kouka Shriniski. Recherche documentaire : Alexandre Dolgoplosky. Montage : Amabelle Le Dant. Coordination : Hélène Feldhauser.
Sources : Billancourt : Film 2001, INA, Film de la Laiterie, WM Productions, ORTF ; INA, Le Père-Lachaise : INA, Gilles Nadeau, chanson Marc Ogeron, *Octobre à Paris* : film de Jacques Panjel ; 1961-1962 (SECAE).
Durée : 4 films de 4 minutes.

Archives sonores :

Fichier d'information du 23 mai 1968 : discours d'André Malraux à l'occasion du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon (1965). Sources : Phonothèque INA.

13. 1989

L'Arche de la Défense. Final

L'exposition devient le spectacle d'aujourd'hui. L'artifice du casque à disparu, le décor est plus abstrait que réaliste ; le paysage que l'on aperçoit d'une ville inachevée est bien réel, comme le bar où l'on se retrouve à parler et s'entendre.

Décor :

Plusieurs passerelles enjambent la lumière intense d'une mer de tubes fluorescents. Derrière soi, un mur confiant l'exposition.

Scénographie : Marc Goldberg. Ateliers : Degain.

Vidéo :

Canal info : chaîne d'information permanente diffusée par le câble. Des journaux vidéo de douze minutes sont diffusés en continu, actualisés en permanence par les dépêches et les photographies de l'AFP. Production : Communication-Développement.

Commissaire général : Patrice Noviant
Commissariat : BOA & BL associés
Production : Société anonyme de la Grande Arche de la Défense (SAGA-Défense)
Production déléguée : Association la Grande Halle La Villette

« LA TRAVERSÉE DE PARIS »

- A** Prise des casques
B Vestiaire
C Librairie-boutique
D Cafés
E Restaurant
- 1 La ville originelle
2 Les bruits de la Révolution
3 L'émeute et la faim
4 L'avènement de la loi
5 Passage de l'Égalité
6 Les soldats de la Révolution
7 Le quartier des barricades
8 La ville brûlée
9 Le passage du XX^e siècle
10 Paris chaos
11 L'épopée constructive
12 Mémoires des lieux
13 1989

Mode d'emploi

La Traversée de Paris est ouverte au public du 19 juillet au 31 décembre 1989, mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Fermeture le lundi.
Tarifs : 48 F individuels, 35 F collectivités, cartes Vert et — 25 ans (sauf week-ends et jours fériés), 25 F groupes scolaires et — 12 ans.

Location/renseignements :

Entrées-spectacles : Tél : 48-78-75-00 pour les individuels, Tél : 48-78-75-15 pour les collectivités et les groupes scolaires (ces derniers bénéficiant d'un accueil spécifique) ; par Minitel : code 3615 THEA. Points de vente des billets : sur place et au Théâtre Mogador, au Palais des Congrès, FNAC... La priorité d'entrée sera donnée aux visiteurs ayant réservé leur place à l'avance.

Accès :

La Grande Arche de la Défense. Accès routier : porte Maillot, sortie Défense 4, Direction Parking central.
RER : La Défense, sortie Parvis/la Grande Arche.
SNCF : Gare Saint-Lazare, station La Défense.
Bus : 73, 141 B, 158 A, 158 B, 159, 161, 174, 178, 262, 272, 360.

Soirées relations publiques :

L'espace peut être réservé pour des soirées privées tous les soirs à partir de 20 h 30 sauf les lundi et vendredi. Contact : 47.78.13.33 Pascale Ramonda.

La librairie-boutique

Concédée à Flammarion 4, la librairie-boutique diffuse les éditions liées à « La Traversée de Paris » :

- Le catalogue *Les Traversées de Paris*, publié sous la direction de Pierre Pinon par les éditions du Moniteur et la Grande Halle (198 F).
- L'album souvenir publié aux éditions de Baylone sous la direction de Claude Eveno.
- Un guide de promenade, *Paris Traversée*, réalisé par Bert McClure et Bruno Régner aux Éditions Sol (25 F).
- La cassette et le disque compact de la musique originale de « La traversée de Paris », composée par Michael Nyman.

De plus, la librairie-boutique offre un très grand choix de livres, d'objets et d'images inspirés par l'exposition : 10 000 volumes sur Paris, son histoire, celle de la Révolution, ses moments forts dans tous les domaines, ainsi qu'un grand nombre de guides pratiques, des affiches, des cartes postales, des jeux, etc.

Production et partenariat

« La Traversée de Paris » est une production de la société anonyme de la Grande Arche de la Défense (SAGA-Défense), filiale commune du groupe Maxwell Communications et de la Caisse des dépôts et consignations.

Cette manifestation a bénéficié du concours de l'EPAD (établissement public pour l'aménagement de la Défense) ; elle a reçu le soutien de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française qui lui a décerné

son label, de Heron international, Generale Continentale Investissements et de la SEM-Tête Défense.

Producteur-délégué : La Grande Halle-La Villette.

Cette exposition a également pu être réalisée grâce à : Radio-France, France-Culture, le Monde, la RATP, Bang & Olufsen et Fenêtre sur cour, Café de Paris (Casenier), le groupe C3D : SCIC, SCET,

Communication-Développement, GSI, Transco, Un jardin... sa plus, l'Association des entreprises pour le Bicentenaire, le ministère de l'Équipement et du logement, Flammarion 4, la SFP, les tissus Edmond Petit, Usinor-Sacilor, les Établissements Brochier, Publi-mod'Photo, les peintures Tolens.

Et aussi :

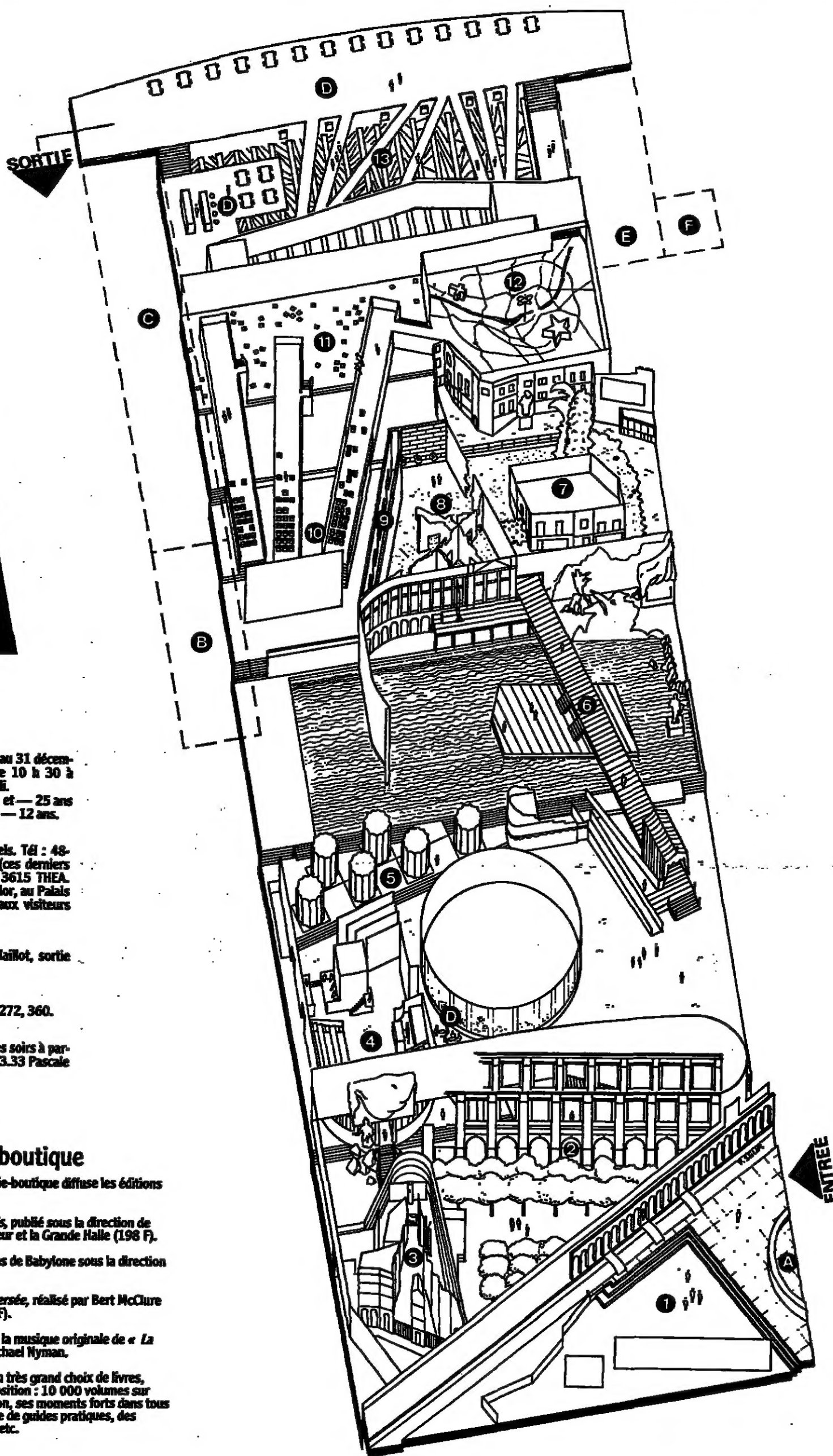
Archives nationales, Bibliothèque nationale,

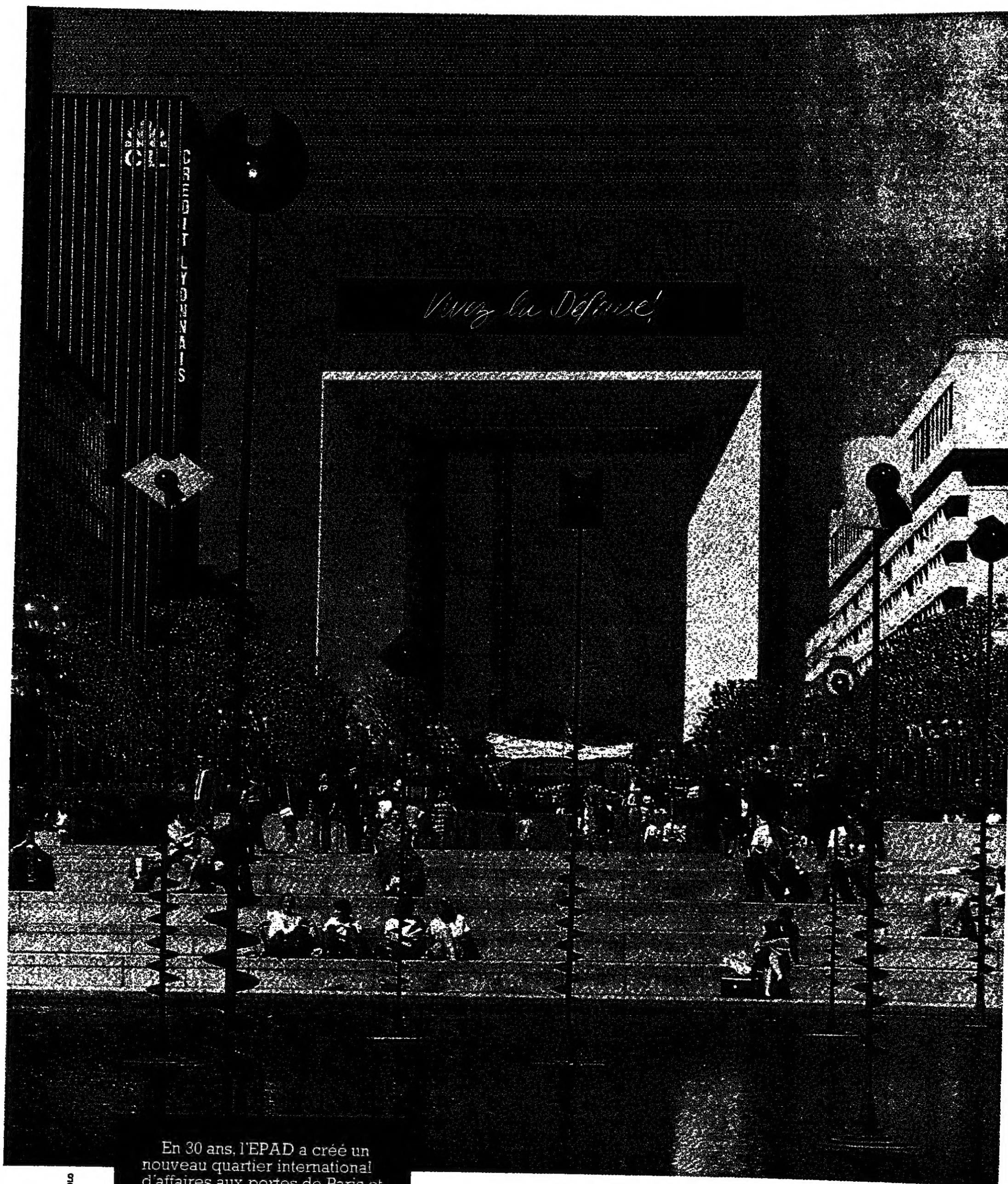
Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Bibliothèque de Saint-Denis, Musée de l'Affiche et de la publicité, Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis, Musée de la batellerie de Conflans-Sainte-Honorine, Musée Carnavalet, Musée Clemenceau, Musée Gambetta-Domains national de Saint-Cloud, Musée de l'Histoire vivante de Montreuil, Centre national et Musée Jean-Jaurès de Castres, Musée municipal de

Longwy, Musée de la préfecture de police, Musée Rodin, Fondation Vallotton de Lausanne, Petit Palais de Genève, CEDIAS, Service des archives de la préfecture de police, Service des archives départementales des Vosges, mairie de Friville Escarbotin, CAC de Montreuil, Dépôt des œuvres d'art de la Ville de Paris, Direction des parcs et jardins de la Ville de Paris, Cristalleries Baccarat, Habitat Collectivités, Haviland, Pierre Caron-

Fonderies d'Art, la Vidéothèque de Paris, Roxanne Debussan, Mammol Durouchoux, Jean-Loup Graton, Jacques Panjuel, Michèle Prouté, André Rosset.

En descendant dans l'Arche par le cratère, le socle est le premier niveau accessible. 2000 mètres carrés de cet espace sont réservés à la présentation des activités, du producteur et des principaux partenaires de cette manifestation.





Venez la Défense!

En 30 ans, l'EPAD a créé un nouveau quartier international d'affaires aux portes de Paris et lui a donné une vie : des arbres, des fontaines, des expositions, des concerts, des commerces, des sculptures.

Venez le découvrir, il est à 3 minutes de l'Etoile.

EPAD

L'Etablissement Public d'Aménagement de La Défense (EPAD) rassemble l'Etat, la Région Ile-de-France, le département des Hauts de Seine, les villes de Courbeville, Nanterre et Puteaux, la ville et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et le Syndicat des Transports Parisiens.

هكدامن الأعمال

Reoul Attache

Mitterrand

De la p

Dans